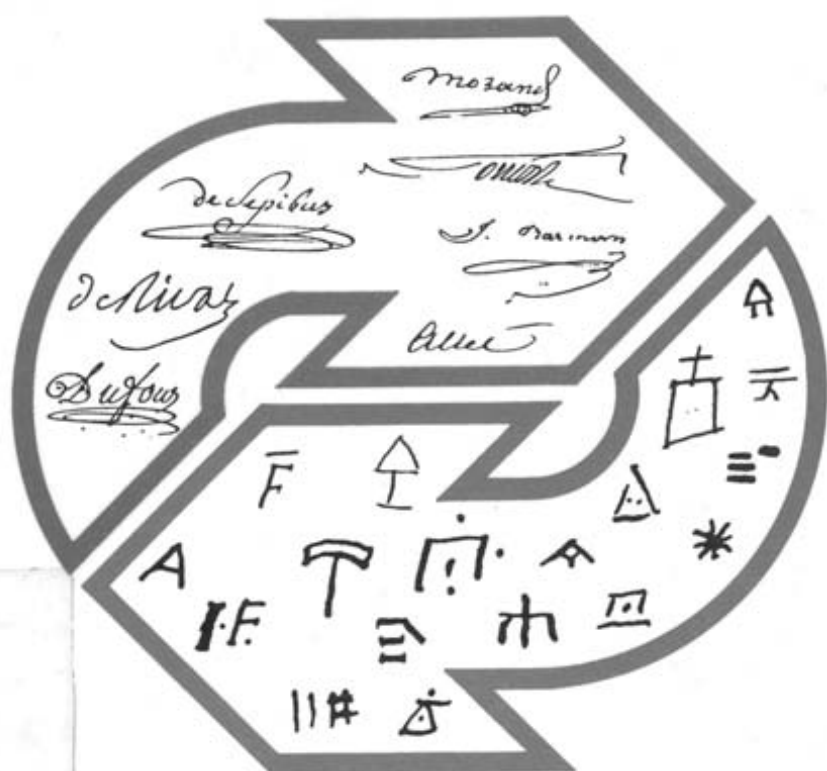


# Histoire de la démocratie en Valais (1798-1914)





Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010229508





**Histoire de la démocratie en Valais**  
(1798-1914)

par

JEAN-HENRI PAPILLOUD

GÉRALD ARLETTAZ

MICHEL REY

ELISABETH ROUX

PATRICE FRASS

GEORGES ANDREY

GROUPE VALAISAN DE SCIENCES HUMAINES

SOCIÉTÉ ET CULTURE DU VALAIS CONTEMPORAIN

III

**HISTOIRE  
DE LA DÉMOCRATIE  
EN VALAIS  
(1798-1914)**

0229695  
0070-94560

TA 67-351/3



97 14527

Le Groupe valaisan de sciences humaines remercie tous ceux qui ont souscrit à cet ouvrage et le Conseil d'Etat du Canton du Valais pour son appui financier.

*Page de couverture, voir p. 85.*

## GROUPE VALAISAN DE SCIENCES HUMAINES

Le Groupe valaisan de sciences humaines a été fondé en 1973 pour promouvoir la recherche et la création culturelle.

### Bureau exécutif

Président : Gérald Arlettaz, Dr des. ès lettres, archiviste, Fribourg  
Secrétaire : Jean-Henri Papilloud, lic. lettres, professeur, Sion  
Maria-Pia Tschopp, lic. lettres, professeur, Genève

### Membres

Albert Arlettaz, lic. sc. éc. et soc., directeur d'écoles, Vouvry  
Géo Bétrisey, lic. HSG, économiste, Saint-Léonard  
Patrice Frass, lic. lettres, professeur, Montreux  
Gérard Joris, lic. lettres, journaliste, Bramois  
Marie-Angèle Lovis, lic. sc. éc. et soc., professeur, Porrentruy  
Michel Rey, Dr ès lettres, professeur, Genève  
Eloi Rossier, lic. lettres, professeur, La Fouly  
Elisabeth Roux, lic. lettres, professeur, Grimisuat

### Membre correspondant

Georges Andrey, Dr ès lettres, collaborateur scientifique, Fribourg

Adresse du Groupe valaisan de sciences humaines :

Secrétariat, avenue de la Gare 9, 1950 Sion  
Case postale 3140  
C.C.P. 19 - 8858



## Avant-propos

Après les publications de 1974 et de 1976 portant sur divers aspects de la société valaisanne d'hier et d'aujourd'hui, le Groupe valaisan de sciences humaines présente une histoire politique du canton au XIX<sup>e</sup> siècle.

Quelques ouvrages, mais surtout beaucoup d'articles de revues, se sont plu à raconter les événements du siècle passé. La somme des connaissances acquises jusqu'ici, bien qu'importante, est loin d'être satisfaisante. Des domaines entiers du comportement, de l'activité et surtout de la mentalité des Valaisans n'ont pratiquement pas été abordés. Pour en rester au plan strictement politique, qui devrait être mieux connu, aucun travail d'ensemble n'a tenté d'analyser les causes profondes des antagonismes, de 1798, de 1844-1848 ou de 1870, par exemple. Pourtant, des foules de détails ont été accumulés sur certaines péripéties, tel le combat du Trient ; des quantités de témoignages ont été recueillis, notamment sur la période révolutionnaire.

Comme tout scientifique, l'historien qui cherche à comprendre le pourquoi et le comment des phénomènes étudiés se doit d'aller au-delà d'une culture de type encyclopédique ou d'une curiosité de collectionneur pour le pittoresque. Pour appréhender une société, il distingue le particulier du général, afin de percevoir l'image que la collectivité se donne d'elle-même, aussi bien que les clivages dissimulés derrière les valeurs dominantes. Or, de la Révolution triomphante de 1798 à la République conservatrice, le Valais se veut une démocratie.

Toutes les tendances, tous les régimes se réclament de ce mot magique. « Démocratie » évoque les aspirations des libéraux et des radicaux, comme celles des conservateurs et même des socialistes. Aborder globalement l'histoire politique du Valais au XIX<sup>e</sup> siècle, c'est donc aborder l'histoire de la démocratie.

Globalisant, le concept de démocratie est aussi problématique. De quelle démocratie s'agit-il, elle dont les plis enveloppent tous les régimes ? Derrière le discours officiel, les nombreux gouvernements qui se succèdent jusqu'en 1914 ne cachent-ils pas les intérêts des élites ? Poser la question de la démocratie, c'est donc poser la question du pouvoir et de sa fonction sociale ; c'est analyser les régimes sans préjugés mais aussi sans fausse complaisance à leur égard.

L'étude de la démocratie permet également de situer l'importance des idées et le rôle des groupes sociaux dans les formes de la vie politique et notamment de chercher, derrière les doctrines, les volontés et les capacités d'intervention du pouvoir. Dans ce sens, en dépit de leurs modifications de surface, les institutions modernes, mises en place au gré des conflits idéologiques témoignent de la continuité de la classe politique. L'impulsion donnée en 1798 traverse tout le siècle et les diverses ruptures, de 1815, de 1844 ou de 1857, ne peuvent la remettre en cause. Toutefois, que ce soit sur l'ensemble de leur mise en œuvre ou dans leurs péripéties, ces institutions révèlent également une modification des relations entre la société et le pouvoir ; à ce titre, elles concernent l'ensemble du peuple valaisan dans sa vie quotidienne et elles agissent sur les mentalités.

• • •

*L'Histoire de la démocratie en Valais* est un ouvrage collectif. Dans la première partie, Jean-Henri Papilloud présente les données du problème : le peu de renouvellement des hommes au pouvoir jusqu'en 1839 contraste singulièrement avec la mouvance des institutions. Pourtant, dès la Révolution, la traduction des luttes politiques en termes idéologiques, particulièrement évidente après 1830, divise la société valaisanne : c'est ce qu'explique Gérald Arlettaz.



Dès lors, radicaux et conservateurs donnent successivement leur version de la démocratie. Michel Rey et Elisabeth Roux analysent les deux pouvoirs antagonistes, dont le manichéisme n'est guère contrarié si ce n'est, vers la fin du siècle, par les timides débuts du mouvement ouvrier présentés par Gérald Arlettaz. Dans la dernière partie, Patrice Frass et Georges Andrey explicitent les modes du dialogue institutionnel entre le peuple et les élites : les élections et les votations cantonales et fédérales.

Conçu comme un ensemble, *l'Histoire de la démocratie en Valais* n'en est pas moins un ouvrage pluriel, où chaque chapitre est développé dans sa propre logique suivant les choix de son auteur.

Elaboré de 1971 à 1978, parallèlement à la présentation à l'Université de Fribourg de plusieurs mémoires de licence sur l'histoire politique valaisanne, ce troisième volume de la série « *Société et culture du Valais contemporain* » est une synthèse provisoire des connaissances en la matière ; elle permettra d'aborder l'histoire du canton sous d'autres aspects. Assorti des travaux complémentaires nécessaires à une telle entreprise, cet ouvrage a été rédigé par ceux qui ont effectué les recherches de base. Conformément au programme du Groupe valaisan de sciences humaines, cette publication assure donc la promotion de la recherche valaisanne en donnant la parole à ceux qui la pratiquent.

Groupe valaisan de sciences humaines



**PREMIÈRE PARTIE**

# **Le pouvoir et les hommes**

**par**

**JEAN-HENRI PAPILLOUD**



Les premières décennies du XIXe siècle sont, pour le Valais, une période agitée, placée sous le signe des ruptures d'équilibre. Les régimes politiques se succèdent à une rapidité surprenante. De 1798 à 1815, le canton connaît six changements de gouvernement. Dans ce contexte, le régime de 1815, qui dure 24 ans, donne l'impression de la stabilité en dépit des crises profondes qui l'agitent.

Dans un premier temps, l'impulsion au changement semble venir surtout de l'extérieur. Malgré ses montagnes, son relatif isolement, le Valais n'est pas un monde clos. Sa position géographique, son importance stratégique, symbolisée par la nouvelle route du Simplon, provoquent l'intervention constante de l'étranger dans ses affaires intérieures. Les bouleversements européens l'atteignent de plein fouet. Le pays est secoué par la Révolution française, embarqué dans l'aventure napoléonienne, intégré dans le système complexe de la Restauration.

D'autre part, la société valaisanne est confrontée à une série de problèmes économiques, sociaux et culturels qui ne peuvent être sans influence sur son organisation politique. La lutte du Bas-Valais pour l'égalité des droits, la montée de nouvelles couches sociales, l'apparition d'un monde économique qui tente de faire éclater les carcans de l'autarcie, la diffusion de nouvelles manières de penser l'organisation sociale, sont autant de facteurs qui donnent progressivement plus de profondeur au jeu politique.

Dès 1798, les affrontements se déroulent surtout dans des cadres institutionnels précis. La constitution devient le point de référence qui oriente l'évolution politique. Deux questions dominent incontestablement les débats : les relations du pouvoir central avec les collectivités locales et la participation des citoyens à la vie publique.

L'unité du Valais, l'existence et le fonctionnement du pouvoir central restent très théoriques quand ils ne sont pas imposés de l'extérieur. L'autonomie des collectivités locales repose sur des bases économiques, sociales et culturelles ; elle est donc assez forte pour s'opposer efficacement aux velléités centralisatrices. Mais des failles apparaissent, s'élargissent ; des clivages se marquent.

Dans la mesure où les masses populaires sont peu politisées, une élite relativement homogène réussit à faire prévaloir des mécanismes institutionnels qui lui conservent sa prééminence. Le peuple est mis hors jeu en dépit des règles qui sont adoptées au nom de la démocratie.

Lieu de convergence où divers éléments agissent les uns sur les autres pour produire cette agitation que l'on décèle si facilement à la surface de l'histoire, la vie politique ne peut pourtant pas se réduire à un fonctionnement schématique. Les hommes gardent une marge d'initiative plus ou moins grande et il arrive qu'un événement politique puisse à son tour avoir une influence durable. Ainsi, il serait difficile d'expliquer l'attitude de certains milieux dans les premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle sans remonter au choc qu'a produit sur eux la Révolution, événement politique s'il en fut.

## CHAPITRE 1

# Une révolution, pour quoi faire ?

En 1789, l'Ancien Régime s'écroule en France. Aboutissement d'une crise générale de la société, la Révolution française pose les principes d'une nouvelle philosophie politique. Dès la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, elle fait de la nation le fondement de toute souveraineté et s'efforce d'organiser la société sur des bases rationnelles. La portée des événements qui secouent la France à partir de 1789 est immense : l'Europe en est transformée ; les destinées du Valais, profondément changées.

## MAITRES ET SUJETS

Au moment où les constituants français proclament que tous les hommes naissent libres et égaux en droits, le Valais est administré par un

gouvernement abusif qui, dans une aussi petite étendue de pays, faisait d'une modique population un peuple sujet et un peuple souverain, et dans lequel ce même peuple soi-disant souverain était le jouet de l'oligarchie. (A. Donnet, *Documents pour servir à l'histoire de la révolution valaisanne de 1798*, cité *Doc. I, Vallesia*, 1964, p. 157.)

La République des VII Dizains du Haut-Valais se croit à l'abri du courant révolutionnaire et des idées qu'il charrie. Pays renfermé sur lui-même, il vit encore au rythme de ses petits conflits internes. Son organisation politique est complexe ; elle est basée essentiellement sur deux principes : une démocratie directe et un fédéralisme désénel et communal.

Depuis que les « patriotes » ont arraché au prince-évêque de Sion une partie de ses pouvoirs temporels, la Diète exerce la quasi-totalité du pouvoir suprême. Deux fois par année en général, les délégués des communes, groupés en dizains, se réunissent pour prendre *ad referendum* toutes les décisions relevant du pouvoir central. Théoriquement, la loi de la majorité est en vigueur ; en fait, il arrive souvent qu'un dizain ou une commune refuse de se plier aux ordres émanant du pouvoir central.

Au fil des ans, fédéralisme intégral et démocratie directe ont perdu de leur force. Le poids prédominant d'une aristocratie locale, l'emprise d'un clergé puissant et solidement intégré à la population, tout comme l'uniformité des modes de vie et de pensée, ont donné une certaine cohésion à cet assemblage disparate de communes et de dizains. A l'abri des concepts de démocratie et de liberté, s'est développé un système qui se réfère abondamment aux mots, mais qui n'en est plus qu'un vague reflet : à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la démocratie ombreuse et égalitaire des patriotes est en partie vidée de son contenu :

Quoique notre gouvernement fût très démocratique dans le droit, cependant dans le fait il était presque oligarchique ; c'était au vrai une démocratie du peuple tempérée par la monarchie de l'évêque et l'aristocratie des « Messieurs », car la plupart des charges qui donnaient voix aux diètes étaient devenues par le fait comme héréditaires dans les principales familles du pays. (A.-J. de Rivaz, *Mémoires...*, t. I, pp. 24-25.)

Remplissant les principales fonctions publiques, les membres des familles dirigeantes en retirent aussi les avantages. Ils obtiennent des places d'officiers dans les troupes au service des princes étrangers et occupent les emplois lucratifs liés à l'administration du pays. Le rôle de l'Etat, limité par sa définition même, n'implique pas de grandes ressources. Les pensions des régiments capitulés et les revenus tirés du pays sujet, le Bas-Valais, suffisent ordinairement à balancer les faibles dépenses du gouvernement.

Bénéficiant d'une certaine autonomie communale, les habitants du Bas-Valais semblent avoir fait preuve d'une relative docilité depuis leur soumission en 1475 et 1536. La domination du



Haut-Valais s'exerce principalement par l'intermédiaire des notables locaux appelés à seconder les quelques fonctionnaires nommés par la Diète.

Avec l'appui bienveillant du souverain, une élite locale occupe les postes importants accessibles aux sujets. Une petite noblesse dans les bourgades et les notaires dans les campagnes contrôlent la vie publique. Comme dans le Haut-Valais, la plupart des fonctions sont attachées à certaines familles. A Monthey, les Du Fay occupent ainsi pendant près de deux siècles une des plus hautes charges, celle de banneret ; dans l'Entremont, comme le souligne F. Raynauld,

La transmission des fonctions communales et des privilèges sociaux acquis par la famille obéit à des règles identiques à celles qui régissent la transmission du patrimoine agricole. (*Formation...*, p. 187.)

Dans ce contexte, les forces internes qui poussent au changement sont faibles et peuvent être facilement étouffées. Le pays est compartimenté ; l'esprit local, les rivalités entre les communautés, l'emportent largement sur la conscience de l'unité. Rivés à leur terroir, les paysans auraient été en outre anesthésiés par les classes dirigeantes :

Le caractère valaisan se ressent beaucoup de l'état d'ignorance où ses maîtres hypocrites dans le Haut, ses maîtres vexateurs dans le Bas, d'accord avec une espèce de théocratie monstrueusement unie à une démocratie complète, l'ont laissé croupir. (*Doc. II/1, Vallesia*, 1976, p. 113.)

## DE LA RÉVOLTE A LA RÉVOLUTION

En 1790, les Bas-Valaisans font une première tentative pour améliorer leur statut de sujets. L'échec est total. La force des particularismes locaux paralyse le mouvement. Les communes de l'Entremont, de Martigny et de Conthey se dérobent et font leur soumission en échange de vagues promesses qui ne seront jamais tenues. A Saint-Maurice et à Monthey, d'où l'insurrection est partie, le clergé et les notables canalisent le soulèvement et le réduisent à des demandes de réformes. Un instant ébranlés par la « Bagarre », les VII Dizains reprennent sans coup férir le contrôle de la situation. Par crainte sans doute de provoquer une véritable révolution, ils se contentent d'humilier les principaux responsables des troubles.

L'année suivante, les souverains se montrent impitoyables dans la répression de la « conjuration des Crochets ». Quelques hommes de la région de Monthey, récidivistes de 1790, sont convaincus d'avoir parlé de liberté, colporté des livres subversifs, projeté d'assassiner des personnalités, émis l'idée que les richesses de l'abbaye de Saint-Maurice pourraient être utiles à leur cause. Ils sont arrêtés, jugés, condamnés à de lourdes peines. Cinq d'entre eux sont remis à l'exécuteur de la haute justice pour être, soit pendus et étranglés, soit décapités,

pour servir de salubre exemple aux méchants dans ces tristes temps pleins des plus désastreuses révolutions. (P. Devanthey, *Dossier...*, Vallesia, 1970, p. 344.)

L'ordre est rétabli avant d'avoir été troublé.

Les exemples de 1790 et de 1791 montrent à l'évidence que le Bas-Valais ne peut guère compter sur ses propres forces pour se libérer de la domination haut-valaisanne.

En 1798, l'environnement a changé. Une armée française est aux frontières de la Suisse, prête à soutenir les mouvements d'émancipation des pays sujets. Lorsque les Vaudois proclament leur indépendance, les Bas-Valaisans suivent leur exemple. A la fin du mois de janvier 1798, les communes au-dessous de la Morge de Conthey se déclarent

affranchies de toute dépendance par la plantation de l'arbre de liberté. (Doc. I, Vallesia, 1964, p. 8.)

Dès lors, les événements se précipitent. Fortes de l'appui que leur promet la France, les communes du Bas-Valais s'érigent en Etat indépendant, instituent un comité général, font reconnaître le nouvel ordre des choses par leurs anciens souverains. Mais, en mars déjà, l'unité du Valais se recrée autour d'une constitution calquée sur celle de la France. Les Valaisans n'ont cependant pas le temps de se prononcer à son sujet ; ils doivent voter la nouvelle constitution helvétique et l'acceptent à une forte majorité.

La participation du Valais à la République helvétique une et indivisible est éphémère. Le déroulement normal de la vie politique est entravé. A deux reprises, en 1798 et en 1799, les Haut-Valaisans prennent les armes, descendent dans le Bas-Valais pour défendre « la religion menacée », leur autonomie et leur idée de la démocratie. L'occupation du pays par

les armées helvétique et française provoque une désorganisation complète du canton. L'introduction d'un impôt direct et la volonté de changer la société par le biais de l'école et de la législation suscitent la méfiance. Ceux qui n'ont pas perdu l'espoir de rétablir leurs privilèges d'Ancien Régime exploitent les maladresses et les insuffisances du pouvoir central qui s'épuise en querelles intestines.

Progressivement, le Valais vit en marge de la République helvétique. Dès 1799, le régime ne contrôle plus totalement la situation valaisanne. Objet de marchandage entre la France et la Suisse, le canton est peu à peu livré à lui-même. En octobre 1801, un général français, Turreau, occupe militairement la vallée du Rhône et destitue les autorités. Malgré son désir de rester attaché à la République helvétique, le Valais en est séparé de fait ; dix mois plus tard, il le sera officiellement en devenant une république indépendante.

La profusion des événements politico-militaires qui agitent le Valais entre 1798 et 1802 ne doit pas masquer un autre moteur de l'histoire de cette époque : les contradictions de la société valaisanne. Derrière les acteurs habituels des chroniques, des groupes sociaux plus ou moins bien définis, plus ou moins homogènes, tentent d'imposer leur conception du pouvoir, de mettre en place ou de modifier les normes régissant la société et, en définitive, de faire prévaloir leurs intérêts.

La période révolutionnaire ne se réduit donc pas aux péripéties qui illustrent les rapports complexes entre le Valais et l'extérieur ; elle est aussi la résultante de forces divergentes. Les débuts de la Révolution sont, à cet égard, exemplaires.

### LIBERTÉ, EGALITÉ, FRATERNITÉ...

Les concepts de liberté, d'égalité et de fraternité que la France lance à la face d'une Europe bâtie sur l'oppression et l'inégalité ont surtout été reçus en Valais à travers le miroir déformant de l'émigration des prêtres réfractaires. Plusieurs centaines de religieux transitent par la vallée du Rhône ; hébergés par l'évêque, le chapitre et les curés du Bas-Valais, ils transmettent à leurs hôtes leur propre représentation des événements de

France. Il n'est donc pas étonnant que la plupart des prêtres valaisans et la majorité de leurs ouailles se forment une idée bien arrêtée de la Révolution. Dans leur esprit, la terreur, la guillotine, les fermetures d'églises, sont nécessairement les filles des principes révolutionnaires.

Les souverains du Haut-Valais s'accommodent fort bien de cette vision des choses. En préface du *Code pénal pour le Bas-Valais*, publié en 1795, ils ne manquent pas de préciser que

la liberté, comme l'entend le grand nombre, est une chimère, et que cette liberté, d'ailleurs si aimable dans l'état de nature, est le germe de destruction le plus prompt et le plus actif pour la société. (p. 1)

Malgré l'amalgame pratiqué par les notables et la surveillance tatillonne du gouvernement, une autre image de la Révolution pénètre en Valais. Des brochures, des pamphlets, des rumeurs, circulent dans quelques paroisses bas-valaisannes et contribuent à faire prendre aux sujets conscience de leur sort.

Le *Dossier du procès relatif à la conjuration dite « des Crochets », à Monthey, en 1791 (Vallesia, 1970)* est révélateur de l'importance que les souverains attachent à l'influence des idées nouvelles dans le Bas-Valais. La haute cour criminelle, obsédée par la crainte d'un soulèvement général, relève avec insistance les gestes qui trahissent une référence à la Révolution. Pour leur malheur, certains accusés ont lu « avec avidité la brochure *L'Aristocratie suisse dévoilée* » (p. 326) ; Pierre Rey a « titulé ses associés... d'amis de la liberté » (p. 327) ; sous la torture, Pierre Guillot avoue avoir dit : « Les aristocrates, on les pendra » (p. 311) et avoir approuvé la sécularisation des biens du clergé par la nation française (p. 340)...

La liberté et l'égalité gardent cependant pour beaucoup de Bas-Valaisans une signification restrictive : elles doivent s'appliquer avant tout aux relations des régions entre elles et impliquent donc la fin de la sujétion d'une partie du pays à l'autre. En 1798, ce point est acquis sans problème, « plus par la force de l'opinion que par la force des baïonnettes », dit A.-J. de Rivaz. L'assemblée générale des communes est la première à s'en féliciter ; elle le fait savoir à ses mandataires :

vos premiers pas vers la liberté n'ont pas eu le caractère d'une insurrection toujours fâcheuse, même quand elle est nécessaire. (*Doc. I, Vallesia, 1964, p. 10.*)

Les circonstances sont favorables aux dominés. Devant les tergiversations du Haut-Valais, ils prennent l'initiative ; grâce à l'appui formel de la France, ils obtiennent la reconnaissance officielle de leur émancipation sans conditions.

### ... DES PRINCIPES LIMITÉS

L'application des principes de liberté et d'égalité aux relations entre les individus est plus complexe. Les arbres de la liberté symbolisent sans doute le début d'une ère nouvelle. Encore faut-il analyser la portée réelle des mots et leur influence pratique.

Dans sa première proclamation au peuple, l'assemblée générale précise d'emblée les limites de la liberté :

Cette liberté que nous avons proclamée pour vous n'est pas l'affranchissement de la subordination aux lois et aux autorités constituées. (*Id.*, p. 11.)

Tels que les professe le Directoire français, les grands principes révolutionnaires ne sont qu'une « pâle copie des déclarations antérieures » (Duverger). Le projet de constitution préparé par le comité général les réduit encore ; volontairement, il ne précise pas les libertés si ce n'est dans un sens restrictif. Ainsi, le comité ne cache pas sa volonté de sauvegarder les privilèges de la religion d'Etat. Rappelant l'assemblée de 1603 qui a juré de maintenir en Valais la religion catholique romaine, il ne donne à aucune autre religion le droit d'exercer un culte public et d'avoir des écoles.

En revanche, le comité tire des conséquences directes du principe de l'égalité. La remise en cause la plus nette touche les droits politiques. Les bourgeoisies, bases de la vie politique de l'Ancien Régime, voient leurs prérogatives fortement limitées : les bourgeois cessent de détenir le monopole des droits politiques. Les Valaisans domiciliés dans une autre commune que celle de leur origine obtiennent, après cinq ans, le droit de vote ; il en est de même des habitants reçus sans restriction ; les étrangers même peuvent, s'ils remplissent certaines conditions, participer à la vie politique active. D'autre part, le projet de constitution supprime toute hérédité de

pouvoir, de rang ou d'honneurs. Les notables bas-valaisans insistent sur ce point : il est essentiel pour leur ascension politique.

Le 24 février 1798, le comité présente son projet au résident de la France, Mangourit, qui ne s'en montre guère satisfait :

Le Haut-Valais et les oligarques du Bas auront beau me faire des révérences et me dire jusqu'à satiété combien je suis aimable, le peuple aura une constitution similaire à la nôtre ; il veut la charte des droits et des devoirs de l'homme et du citoyen. (*Doc. II/1, Vallesia*, 1976, p. 72.)

La version qu'il impose aux Valaisans n'est pourtant pas beaucoup plus explicite. Du principe de l'égalité, il fait dériver l'égalité des partages, l'interdiction du cumul des fonctions et la suppression sans indemnité des droits féodaux personnels. Deux libertés seulement sont définies. L'article 18 de son projet précise :

Aucune opinion religieuse ne sera ni inquiétée ni persécutée, et la liberté de conscience est au-dessus de toute puissance humaine.

L'article 19 proclame :

La liberté de la presse est le boulevard de la République ; elle étend les lumières et les rapports de nation à nation et de citoyen à citoyen. (*Doc. I, Vallesia*, 1964, p. 105.)

Les deux projets ont un point commun, le moralisme républicain.

Le citoyen se doit à sa patrie, à sa famille, aux malheureux ; ses devoirs ne peuvent être sacrifiés à aucun autre motif. Il abjure tout ressentiment personnel, toutes vues d'intérêt et de vanité, il recherche l'estime des gens de bien, il invite sans cesse aux doux sentiments de la fraternité et sait aimer sa patrie lors même qu'elle serait ingrate envers lui. (*Ibid.*, et p. 73.)

En définitive, les idées nouvelles peuvent paraître trop édulcorées pour bouleverser des habitudes forgées par plusieurs siècles de régime quasi féodal. Elles permettent toutefois le développement d'une nouvelle manière de voir la réalité.

Dès les premiers jours de la Révolution, les principes de 1789 rencontrent, au niveau de la conscience populaire, une certaine résonance. Les anciens opprimés poussent leurs avantages et interprètent extensivement les droits proclamés en leur nom, du bout des lèvres. C'est ainsi que les paroissiens de Saint-

Proclamation du Directoire exécutif provisoire : sûreté des ►  
personnes et des propriétés.

LIBERTÉ  
UNION

# PROCLAMATION

ÉGALITÉ  
CONCORDE.

## AU NOM DE LA REPUBLIQUE VALAISANNE. LE DIRECTOIRE EXECUTIF PROVISOIRE. AU PEUPLE VALAISAN.

Citoyens.



Os Représentants ont appris avec douleur que dans quelques Communes, on s'étoit permis les menaces les plus violentes contre des citoyens. Si les faits ne leur avoient pas été constatés, ils douteroient qu'un Peuple qui a prononcé si fortement son attachement à notre sainte Religion en ait oublié les principes au point de se porter à de tels excès. Vous avez chargé vos Députés, au milieu des changements, qu'ils devroient consentir dans votre Gouvernement, de maintenir avant tout l'intégrité de cette Religion, & vous vous permettez des violences contre les personnes, dont vos voisins fêtaient d'une Religion que vous ne vouliez pas admettre dans votre pays, n'ont pas offert l'exemple parmi les doléances d'une guerre Civile.

CITOYENS, voulez vous inspirer aux autres Nations le respect pour la Religion que vous professez, & la préserver de toute atteinte, prouvez par votre conduite qu'elle fait la base de la sûreté & de la tranquillité publique & qu'en la pratiquant, les personnes & les propriétés sont respectées.

CITOYENS, voulez vous rester un peuple libre, montrez par votre agresse que vous êtes dignes de l'être & que vous savez contenir les méchants & les perturbateurs sans le secours d'aucune force étrangère.

CITOYENS, prenez garde que des Gens mal intentionnés ne vous égarent, ayez toujours devant les yeux que la prospérité publique repose sur la paix intérieure : que la sûreté de tous, & de chacun de vous, dépend de l'obéissance de tous & de chacun aux lois & aux autorités établies : & que quiconque vous détourne par ses conseils de cet Ordre constant est un ennemi de la Patrie. Si quelqu'un vous est dénoncé comme un mauvais Citoyen, mettez-le entre les mains de la Justice & confiez vous aux lois & à ceux qui veillent à leur exécution. Hors de cette conduite, le mal que vous aurez fait à autrui peut vous être fait de main, & rien ne peut plus vous garantir votre sûreté individuelle.

L'Assemblée Représentative provisoire a pris sous sa protection immédiate les personnes & les propriétés. Elle a rendu les Communes responsables de toute atteinte qui leur serait portée. Le Directoire chargé de l'exécution de la loi y pourvoira par les mesures les plus actives, il ordonne à toutes les personnes constituées en autorité de surveiller attentivement tous provocateurs de violences, & d'appeler main forte contre eux. Il invite tous les bons CITOYENS, tous les amis de la Patrie, à se tenir constamment prêts pour prêter assistance à la Justice, afin que force demeure à la loi.

La présente Proclamation sera imprimée & annexée à la Loi du 21. Mars 1798.

Fait au Directoire Exécutif à St. Maurice le 22. Mars 1798.

Signé *Sigristen Président*, par le Directoire exécutif Provisoire. Le Secrétaire Général  
*Toussard d'Olbec.*

Pour expédition Conforme  
Le Secrétaire Général du Directoire Exécutif provisoire *Toussard d'Olbec.*

LIBERTÉ  
UNION

ÉGALITÉ  
CONCORDE.

## AU NOM DE LA REPUBLIQUE VALAISANNE.

*Loi pour la sûreté des personnes & des propriétés. Du 21. Mars 1798.*

L'ASSEMBLÉE REPRÉSENTATIVE PROVISOIRE decreta à l'unanimité :

Qu'elle prend sous sa protection immédiate tous les CITOYENS de quelque état & sexe qu'ils soient, de même que toutes les propriétés de quelque espèce & nature qu'elles puissent être, contre tous les excès & actes de violence que les méchants & perturbateurs de la sûreté & tranquillité publique pourroient se permettre ; & pour prévenir plus efficacement toutes voies de fait, elle en rend responsables les Communes respectives, si elles ne pourroient s'en commettre, ou les coupables se réfugier : Les déclarant tenues & obligées à l'extradition de ces malfaiteurs, sous peine d'Exécution militaire chez elles. Et ceux-cy seront sévèrement punis en leurs corps, & leurs biens, selon la nature de leurs forfaits.

Signé *Kuhnmann Président*, *Pittier*, *Zürbriggen Secrétaire*.

Le Directoire Exécutif provisoire ordonne que la Loi cy-dessus sera munie de l'ancien sceau de la République de Valais comme sceau provisoire, imprimée au nombre de 2000 exemplaires, pour être publiée & affichée & envoyée à tous les Châtelains, Majors, & Juges, de Districts, & de Communautés, Comités centraux, & particuliers & Juges de paix lesquels seront tenus sous leur responsabilité personnelle de la faire exécuter.

Fait au Directoire Exécutif provisoire le 22. Mars 1798.

Pour Expédition Conforme. Signé *Sigristen Président* par le Directoire Exécutif. Le Secrétaire Général *Toussard d'Olbec.*

Et scellé du sceau de la République  
Certifié Conforme.

Le Secrétaire Général du Directoire Exécutif provisoire *Toussard d'Olbec.*





Séverin veulent appliquer l'idée de la souveraineté populaire au domaine religieux :

Le peuple de Conthey se crut en droit, en vertu de la nouvelle liberté, de se choisir un pasteur à la pluralité des voix. (A.-J. de Rivaz, *Mémoires...*, t. I, p. 40.)

Le choix des paroissiens, il fallait s'y attendre, n'est pas agréé par l'évêque qui doit requérir l'intervention de la force publique pour protéger l'installation du curé qu'il a nommé.

Cet exemple est significatif. Dans l'euphorie des premiers mois de l'indépendance, la volonté de changement gagne de proche en proche des couches de la population tenues, jusque-là, éloignées du pouvoir. Elle rencontre vite ses limites. Les résultats pratiques paraissent minces en regard des espoirs soulevés. Finalement, ils restent symboliques, à l'image de la suppression des girouettes

... qui sont un signe de distinction contraire aux principes d'égalité qui doivent être adoptés par tous dans le moment actuel. (*Doc. I, Vallesia*, 1964, pp. 19-20.)

## LA RÉVOLUTION INACHEVÉE

Les destinées et la portée du mouvement révolutionnaire en Valais sont liées aux résultats des luttes de tendances qui se manifestent dans le camp des sujets. Des divergences, des divisions surgissent, lourdes d'un passé difficile à effacer. Les antagonismes ville-campagne, notables-classes populaires, riches-pauvres, bourgeois-habitants, font surface. Lorsque le ton monte, les clivages apparaissent. Ainsi, déjà dans les jours qui précèdent la proclamation de l'indépendance,

les aristocrates de Saint-Maurice tremblent : le peuple parle de prendre la cocarde verte. (*Doc. II/1, Vallesia*, 1976, p. 61.)

Pourtant les craintes d'une réaction haut-valaisanne font taire les voix discordantes. L'accent est mis en priorité sur l'émancipation du pays ; les autres revendications sont repoussées à l'arrière-plan. Autour des arbres de la liberté, un même enthousiasme semble réunir les aristocrates, le clergé, les bourgeois, les petites gens, le peuple. Toutes les catégories sociales acceptent en apparence le nouvel ordre des choses. Il n'est cependant pas possible de concilier longtemps les antagonistes, ceux qui voient dans la Révolution un ordre



nouveau et ceux qui la considèrent comme la continuation de l'Ancien Régime sous une autre forme. Les revendications ne se limitent pas en effet à la remise en cause de la souveraineté du Haut-Valais ; c'est aussi, parfois, un certain ordre social qui est mis sur la sellette.

Si les nombreuses décisions de détail, voire le maintien de l'ancienne législation, ne soulèvent pas de protestations, il en va autrement de la question des droits féodaux et des relations avec le Haut-Valais.

Soucieuse de respecter une certaine légalité, l'assemblée générale des communes proclame que les propriétés « sous quelle dénomination que ce soit » sont garanties. La formule est adroite puisqu'elle inclut, sans les nommer, les droits féodaux.

Les communes rurales de Saint-Maurice protestent ; elles estiment

que le peuple, qui a constitué les représentants, n'entend point que cet article de fiefs, etc., soit compris sous cette dénomination générale, ou qu'elle soit enlevée de dessus la proclamation. (*Doc. I, Vallesia, 1964, p. 19.*)

Informé que d'autres paroisses désirent l'abolition des fiefs, le comité général,

voulant éviter tout ce qui peut dans ce moment causer de la division dans les esprits, arrête que lesdits mots cités seront rayés de la proclamation susdite. (*Ibid.*)

Avec l'élaboration de la future constitution, le problème des droits féodaux constitue un test de la volonté novatrice des autorités provisoires. Dans les deux cas, elles temporisent. Le résident français ne se satisfait pas de cette attitude, peu propre « à ranimer l'esprit public ». Tout en appuyant les notables modérés, il utilise leur crainte d'un soulèvement populaire et les revendications des partisans d'un changement radical : il veut forcer les autorités provisoires à trancher les questions délicates. Le 23 février 1798, il envoie un ultimatum au comité :

Le peuple attendait un nouvel ordre de choses. Les lenteurs mises à la constitution font que le peuple ne voit rien de changé...

Il est nécessaire :

1) que la constitution me soit présentée demain avant midi ;

...

6) que sans désespérer ce soir on délibère sur-le-champ sur le rachat des fiefs, censes et dîmes qui n'ont pas une origine déshonorante pour l'espèce humaine, et que le rachat soit fixé à un taux très modéré. (*Id.*, p. 64.)

Le comité ne cache pas son embarras :

Cette question [des fiefs] présente une telle difficulté que la discussion se prolonge jusqu'à deux heures du matin sans que le comité puisse s'accorder sur les bases de ce décret de manière à satisfaire l'attente du peuple et conserver le respect dû à la religion et aux propriétés. (*Id.*, p. 65.)

Ce ne sera pas la nuit du 4 août ! Le comité proclame l'abolition pure et simple des taillabilités et servitudes personnelles et déclare l'homme rendu à sa dignité ; il décrète que les taillabilités réelles devront être rachetées ; pour les autres droits féodaux, il se contente de préciser que le projet de constitution en prévoit le rachat. Cette question reste donc en suspens. Elle ne sera pas résolue de sitôt, malgré la volonté des paysans d'achever le processus d'affranchissement de ces droits.

Les relations entre le Haut et le Bas-Valais n'ont pas les mêmes implications pratiques, mais leur valeur affective est loin d'être négligeable. Sur cet objet, l'attitude des autorités provisoires est surprenante : l'égalité acquise, elles prennent à leur compte les institutions des VII Dizains. Certes, il n'est plus question de voir dans le gouvernement, comme en 1791, « l'image de Dieu sur terre », mais l'antique fédération des dizains et des communes leur paraît préférable à un gouvernement représentatif et centralisé,

dans lequel la liberté des citoyens est réduite à nommer ses représentants au Corps législatif, ses juges et ses administrateurs. (*Id.*, p. 69.)

Des siècles de sujétion sont rayés d'un trait de plume. Le comité général estime en effet que la constitution proposée par la France

sera un bienfait pour tous les peuples de la Suisse qui étaient sujets d'un ou de plusieurs cantons et qui étaient exclus de toute espèce de participation au gouvernement.

Mais comment pourrait-on l'offrir à un peuple éminemment libre, qui nomme immédiatement ses chefs et ses juges, soit à vie, soit à court terme, qui ne nomme ses représentants au Corps législatif qu'après leur avoir donné ses instructions précises sur les lois qu'ils doivent faire, et qui ne reconnaît ces mêmes lois, ou celles dont ses représentants prennent l'initiative, qu'après qu'il les a sanctionnées lui-même. (*Ibid.*)

En invoquant la pauvreté, « sauvegarde de la liberté », la simplicité des mœurs, la sagesse et le bonheur des habitants du Valais, en défendant la démocratie pure, c'est en fait le fédéralisme que les représentants du Bas-Valais veulent maintenir. La

définition du fondement de la souveraineté qu'ils adoptent est claire :

les assemblées des citoyens légalement convoquées sont le souverain ; elles peuvent seules faire les lois et conférer les pouvoirs soit représentatifs soit *ad referendum*. (*Id.*, p. 72.)

En conséquence, les subdivisions territoriales, appelées cantons ou districts, sont égales entre elles. Comme l'idée dominante est à la partition du Valais en dix districts, le Bas-Valais, avec trois districts, reste maintenu dans un état d'infériorité vis-à-vis des sept anciens dizains, quoique la région au-dessous de la Morge de Conthey représente 43% de la population valaisanne. De telles positions sont incompréhensibles si l'on ne tient pas compte des milieux qui s'expriment. A cet égard, les divergences d'opinions entre les Bas-Valaisans sont à la mesure des positions antérieures.

Pour beaucoup de notables bas-valaisans, la proclamation de l'égalité entre les régions du pays consacre une lente évolution qui a rapproché les familles influentes du Haut et du Bas. L'indépendance est, pour eux, à peine teintée de revanche. Ils reprochent en effet

aux « Messieurs » du Haut-Valais d'avoir dans les derniers temps montré trop peu de considération aux « Messieurs » du Bas-Valais, quoique par les mariages ils fussent tous parents les uns des autres. (A.-J. de Rivaz, *Mémoires...*, t. I, p. 23.)

Le partage de la souveraineté valaisanne avec le Haut est avantageuse pour la classe dirigeante bas-valaisanne ; il lui offre des possibilités nouvelles d'ascension sociale en lui permettant d'accéder à des fonctions jusque-là réservées aux patriotes domiciliés dans les dizains supérieurs. Les classes populaires semblent, par contre, peu enthousiasmées par la perspective de l'unification du pays ; elles s'y opposeraient même

en disant que la noblesse du Haut et Bas-Valais s'entendrait toujours à les opprimer comme par le passé. (*Doc. II/1, Vallesia*, 1976, p. 69.)

## LA VICTOIRE DES NOTABLES

L'élite secrétée par la société sous la domination haut-valaisanne montre très vite sa capacité d'adaptation. Si ce sont des « petites gens » (de Rivaz) qui plantent les premiers arbres de

la liberté, quelques jours plus tard, ce sont les « ci-devant » bannerets, capitaines, majors, châtelains... qui reprennent les premiers rôles.

La volonté des délégués des communes, qui ont proclamé la liberté « au nom du peuple », est claire. Ils entendent contrôler étroitement le mouvement d'émancipation en lui donnant une base institutionnelle. Leur méfiance naturelle pour les mouvements populaires apparaît dans un fait aussi banal que le choix d'un local pour le comité général provisoire. Le rôle joué par le peuple de Paris est sans doute dans toutes les mémoires, puisque, à Saint-Maurice, ville de 1200 habitants, le comité juge bon de se mettre à l'abri des pressions de la rue. A peine institué, il se réunit chez le major de Rivaz et s'emploie à chercher un logement pour ses séances,

sur la considération que, s'ils siégeaient à la maison de ville, ils pourraient être détournés par un grand nombre d'allants et venants, et même par des gens pris de vin qui sont assez nombreux dans ces premiers moments. (*Doc. I, Vallesia, 1964, p. 15.*)

Dans l'esprit des nouveaux dirigeants, la révolution est terminée avec la proclamation de l'indépendance. Toute discussion devient dès lors superflue, voire dangereuse. La première proclamation au peuple prêche le calme et invite chaque citoyen

à s'abstenir par conséquent de tous propos d'aigreur, d'injure, et de caractériser de prétendus partis sous les noms d'aristocrates, démocrates et autres relatifs... (*Id., p. 12.*)

Pas plus dans le Haut que dans le Bas-Valais, les milieux populaires n'ont l'occasion de s'exprimer et de prendre une revanche sur le passé. Les craintes d'un bouleversement social ne touchent en fait que les milieux les plus aristocratiques. Les plus avisés sont conscients de leurs atouts ; l'avenir leur appartient :

Quant à la succession de quelques familles dans les places, sous quelle forme de gouvernement populaire pourra-t-on éviter que le peuple ne confie l'administration de la justice et du gouvernement à ceux qui se consacrent habituellement aux études nécessaires à ces fonctions, et que les mêmes noms ne se perpétuent dans les places ? (*Doc. II/2, Vallesia, 1977, p. 18.*)

Ils savent aussi que les

propriétaires amis du repos qui préfèrent toujours le gouvernement existant aux hasards d'un grand changement [...] se livreront avec tous les autres à l'attrait de l'importance qu'ils acquièrent naturellement dans une république... (*Id., p. 14.*)

Effectivement, les changements que l'année 1798 introduit dans l'organisation politique du pays ne se retrouvent pas dans le choix des dirigeants. L'innovation, ici, frappe moins que la continuité. Les premières élections qui ont lieu sous les auspices du régime helvétique confirment les hommes en place. Des quatre députés au Sénat, un seul est Bas-Valaisan : le notaire Jean-Joseph Duc, « ci-devant » officier en France, banneret et châtelain de Conthey, major de la grande bannière d'Entremont-Conthey. Les trois autres ont occupé les plus hautes fonctions dans la République des VII Dizains : Valentin Sigristen a exercé la charge de grand bailli, Jean-Joseph Julier, celle de trésorier d'Etat et Antoine-Marie Augustini, celle de gouverneur de Monthey ; tous trois ont fait partie de la haute commission qui a condamné à mort les révolutionnaires de 1791. Les députés au Grand Conseil et les membres des autorités cantonales sont aussi choisis parmi les notables, avec, il est vrai, un plus grand souci d'ouverture du côté des personnalités locales issues des couches supérieures de la paysannerie.

Quelle que soit la volonté de changement affichée par les autorités helvétiques, la mise à l'écart des hommes forts de l'Ancien Régime reste utopique ; d'aucuns en font pourtant une condition essentielle à toute évolution démocratique :

En général, il règne dans le Bas-Valais comme dans le Haut un esprit d'aristocratie qui se perpétuera si l'on ne parvient pas à éloigner les meneurs des affaires ; car tout tient à cela. (*Id.*, p. 122.)

L'affaire Louis Robriquet montre que cette opération n'est pas aisée. En 1801, le tribunal cantonal, s'appuyant sur l'ancienne législation valaisanne, condamne Louis Robriquet, « blasphémateur et perturbateur du repos public », à la réclusion perpétuelle. Le Directoire exécutif, saisi de l'affaire, invoque la constitution qui établit que « la liberté de conscience est illimitée », et, considérant que « parmi les juges de ce tribunal siègent plusieurs des ci-devant gouvernants du Valais », il destitue le tribunal cantonal. Quelques semaines plus tard, il doit pourtant admettre la réintégration de la plupart des magistrats dans leur fonction (M. Salamin, *Histoire politique..., Vallesia*, 1957, pp. 87-91).

Les anciens dirigeants du Haut, qui restent aux affaires, et les notables du Bas, qui accèdent enfin à des postes de responsabilités, ont su assurer leurs avantages. Solidement intégrés dans leur région respective, ils y font la pluie et le beau temps. Vérité au-dessus de la Morge de Conthey, vérité au-dessous :

Les Ribordy, les Produit, tous les notaires de Martigny et de l'Entremont virent en lui [J.-L. Pittier] un personnage de très grande importance, dont les paroles furent pour eux autant d'oracles, et sur lequel ils modelèrent leurs pensées et leur extérieur [...]. Le banneret Duc fut la boussole des paysans de la Lizerne au pont de Sierre. Du Trient à Saint-Gingolph, personne n'eut une influence bien marquée, et MM. de Rivaz, Du Fay, Quartéry, Dufour, d'accord entre eux, continuèrent à y dicter à peu près la loi. (A.-J. de Rivaz, *Mémoires...*, t. I, p. 136.)

La Révolution accélère en France un changement de société ; en Valais, la portée des événements de 1798-1802 reste avant tout un phénomène politique limité. Droits et libertés, participation du citoyen à la vie publique, forme, fonctionnement et but de l'Etat : les bases mêmes de la vie politique sont redéfinies. En dépit des troubles, des résistances actives ou passives de la population, en dépit de la durée restreinte de la période révolutionnaire et de la récupération du mouvement par les notables, les idées qui sont appliquées ou seulement lancées marquent profondément le pays. Comme tous les moments d'intense activité politique, la Révolution devient une base de référence en fonction de laquelle les camps se forment et s'opposent, au nom de laquelle des hommes se combattent, souffrent, meurent parfois.

## CHAPITRE 2

# De la République indépendante au département du Simplon

Dans la configuration politique de l'Europe de 1802, le Valais occupe une position stratégique importante. Le gouvernement français ne cache pas l'intérêt qu'il lui porte ; dès 1801, ses pressions s'accroissent ; l'annexion paraît inévitable. Pourtant, en 1802, par la volonté de Bonaparte, le canton obtient un sursis : détaché de la République helvétique, il est érigé en Etat indépendant sous la triple garantie des républiques française, helvétique et cisalpine.

L'acte d'indépendance, les accords concernant la route du Simplon que la France est en train de construire à grands frais et la future constitution du Valais sont préparés à Berne. Le ministre de France, Verninac, supervise ce travail. A la fin du mois d'août 1802, tout est dit : la Diète constituante valaisanne accepte le projet de constitution après l'avoir légèrement modifié.

Le texte fondamental de la nouvelle république est en apparence un compromis entre l'Ancien Régime et la Révolution. Suivant qu'il traite de l'organisation du pays ou du fonctionnement de la vie politique, il favorise tantôt la tradition, tantôt l'innovation. Une analyse plus serrée montre que la constitution a une certaine cohérence en dépit de ses imprécisions et de ses contradictions. Deux grands principes sous-tendent ses 76 articles : un Etat au sens moderne du terme est ébauché, sa gestion est confiée à une catégorie restreinte de notabilités issues d'une pyramide électorale.



## L’AFFIRMATION DE L’ÉTAT

La République du Valais est organisée suivant les trois niveaux hérités de l’Ancien Régime : le pouvoir central, les dizains et les communes. L’analogie est purement formelle ; la constitution reprend les termes, non l’esprit de l’ancienne organisation. Le fédéralisme désenal, voire communal, est remplacé par des niveaux hiérarchisés. Les communes et les dizains ne conservent une autonomie que pour gérer leurs intérêts et décider des questions purement locales. Pour le reste, ils sont réduits à des cadres administratifs où les décisions du pouvoir central devraient recevoir leur application. La terminologie de l’Ancien Régime est un vernis qui masque une réalité différente. L’article 16 de la constitution affirme le caractère unitaire du pays :

Le Valais forme une république soumise à la même constitution et aux mêmes lois.

Le pays est gouverné par une Diète générale et un Conseil d’Etat (art. 31). La Diète exerce le pouvoir législatif sans partage, le référendum étant supprimé. Elle se compose des représentants des dizains et de l’évêque, seul ecclésiastique autorisé à y siéger. Contrairement à la pratique de l’Ancien Régime, les douze dizains créés par la Diète constituante de 1802 ne sont pas égaux entre eux ; ils sont représentés en proportion de leur population — un député pour 2000 âmes — mais chacun a au moins deux députés. De ce fait, les écarts ne sont pas importants : sept dizains n’ont que le minimum de deux députés ; Sierre, Martigny et Monthey en ont trois ; Sion et l’Entremont en ont quatre. Cette petite assemblée de 32 membres consacre à sa manière un des principes de la Révolution : la souveraineté réside dans les individus, non dans les collectivités. Elle entérine aussi le principal résultat de 1798 : l’égalité entre les parties du pays. La suprématie des anciens maîtres est sérieusement compromise : dix députés seulement représentent les cinq dizains alémaniques, alors que le Bas-Valais dispose de douze députés auxquels s’ajoutent les députés du dizain de Sion issus des grandes communes rurales, voire les deux représentants du dizain d’Hérémence créé en 1798.



Le caractère unitaire de la République est surtout affirmé par l'existence d'un pouvoir exécutif permanent. Nommé par la Diète, le Conseil d'Etat en est totalement indépendant ; il est composé de trois membres et de leur suppléant. Les affaires sont traitées par le Conseil d'Etat en corps, mais chaque membre est responsable d'un département. Les suppléants remplacent les titulaires absents ; ils siègent au Conseil d'Etat pour élaborer les projets de lois à présenter à la Diète.

### La législation

Dans le domaine législatif, la constitution laisse une grande latitude au Conseil d'Etat qui a seul l'initiative des lois. L'article 74 prévoit que

les lois existantes au 1er janvier 1798, tant au civil qu'au criminel, seront seules en vigueur, tant que la Diète n'y aura fait aucun changement. Cet article n'est pas applicable aux matières féodales.

Le pouvoir central doit donc tenter de concilier deux impératifs : l'uniformisation de la législation et le maintien des anciennes lois.

Le rappel constant des statuts, ordonnances et règlements de la République des VII Dizains peut faire croire à un retour au passé sans équivoque ; les discours des autorités ne manquent pas d'accréditer cette idée : il y est toujours question du maintien « de nos anciens usages ». Pour ce faire, il suffit de ne pas légiférer.

Ce n'est pas une fabrique des lois que nous voulons établir ; l'expérience prouve à l'évidence la vérité de ce principe que professait ce célèbre législateur qui soutenait que les crimes étaient les plus fréquents chez les nations qui avaient le plus de lois, tout comme il y a là le plus grand nombre de maladies où il y a le plus de médecins. (*Bulletin officiel*, 1803, p. 67.)

En fait, là encore, le discours n'est pas le reflet de la réalité. La Diète légifère : 37 lois et décrets sont promulgués en 1803. L'unité du canton s'affirme.

Le pouvoir central se dote de moyens d'action. Un corps de milice, composé de 775 hommes répartis dans les dizains en proportion de leur population, est constitué. Un système des

finances est mis en place ; il abandonne les impositions directes et les remplace par des impôts indirects. Les ressources de l'Etat sont désormais basées sur le bénéfice de la vente exclusive du sel, les privilèges de la vente du tabac, du sucre et du café ; le revenu des droits d'entrée, de sortie et de péage ; les recettes du papier timbré, rendu obligatoire pour tous les documents faisant foi en justice ou à présenter à une autorité ; les droits de patentes sur le commerce et l'industrie.

Le Valais est d'autre part unifié au point de vue économique. Les barrières intérieures sont supprimées. De l'unité du pays découle donc une certaine liberté de commerce. L'institution des patentes, la réglementation du commerce de certaines denrées, limitent l'indépendance des collectivités locales. L'établissement d'un système douanier, la centralisation et la simplification des péages, ont sans doute pour but avoué de renflouer les caisses de l'Etat, ils n'en contribuent pas moins à ébaucher un marché valaisan. Des mesures particulières sont prises pour protéger la production indigène. Le 6 novembre 1802, la Diète interdit l'importation de la bière, « boisson inusitée dans ce pays qui abonde en vin » ; le 24 mai 1803, elle défend l'entrée des vins étrangers. Un train de mesures s'inscrit dans ce contexte : défense d'exporter du fumier, du foin ; interdiction d'hiverner puis d'importer du gros bétail ; limitation de la liberté de transformer les champs et les prés en vigne ; uniformisation de la police des forêts...

Il n'est guère de domaines où la dialectique entre l'ancienne législation et le principe d'uniformité ne tourne finalement à l'avantage de ce dernier. L'exemple du code civil et criminel est frappant. En novembre 1804, la Diète considère

que la diversité qui a subsisté à cet égard jusqu'à ce jour, de dizain à dizain et de commune à commune, est en opposition avec l'esprit de la constitution, qui ne tend pas moins à établir entre toutes les parties de la République l'unité d'intérêt que l'unité de gouvernement.

En conséquence, elle adopte pour tout le Valais le code de l'ancien Etat. Il s'agit seulement d'un premier pas. Le 3 décembre 1808, la Diète charge le Conseil d'Etat d'envisager la rédaction d'un nouveau code de procédure criminelle et de

police correctionnelle et un code de procédure civile. Ce changement d'orientation est révélateur de l'évolution des autorités centrales ; celles-ci ne font que suivre la pente naturelle tracée par la constitution. Il est clair cependant qu'une série de textes ne suffisent pas à modifier la physionomie d'un pays.

### L'inexécution des lois

Leurs discours non dénués d'autosatisfaction terminés, les législateurs doivent se rendre à l'évidence : les lois ne passent pas la rampe ; elles ne sont pas mises en pratique.

Le fait n'est pas nouveau en Valais. Il était quasi institutionnalisé dans la République des VII Dizains qui laissait aux collectivités locales une très large autonomie. En 1798, les Bas-Valaisans réagissent contre cet héritage ; ils insistent pour qu'une décision acceptée par la majorité des représentants du peuple soit appliquée dans tout le canton. En vain ! Les fonctionnaires de la République helvétique s'useront à vouloir mettre ce principe en pratique. Aussi, lorsqu'ils deviennent les représentants du nouveau régime, font-ils preuve d'un enthousiasme modéré en accusant réception des premières lois :

On aurait pu s'épargner l'impression de ces lois s'il est vrai, comme on me l'a dit, que depuis cinq ans, il n'en reste aucune affichée vingt-quatre heures. Mais c'est la vieille mode de France, il ne faut pas la négliger en attendant qu'on salarie des gardes nocturnes qui veillent à leur existence. (AEV, DI, 183.1, 17 août 1803.)

Il ne faudra pas longtemps au Conseil d'Etat pour constater la résistance que rencontre la nouvelle législation. En mai 1804, s'adressant à la Diète, il constate que

les habitants du Valais ont manifesté de l'aversion pour les innovations, tout comme ils ne cessent de la manifester encore pour une grande partie des lois nouvellement portées. (Bulletin officiel, 1804, p. 154.)

Le problème du passage de la volonté à la réalisation apparaît donc comme le point essentiel à régler. Il devient bientôt un des leitmotivs favoris du pouvoir exécutif et du ministre de France. Dans son ouvrage, *Réunion du Valais à la France*, Derville-Malécharde le reprend pour justifier l'annexion ; il n'oublie pas de reproduire le message gouvernemental du

24 novembre 1808 sur cet objet. Lorsque la Diète invite le Conseil d'Etat à lui proposer une loi plus efficace sur les moyens de réprimer la mendicité et le vagabondage, ce dernier n'a pas de peine à démontrer l'inutilité d'une telle loi, les autorités communales n'ayant jamais fait exécuter la loi du 30 mai 1803. Dès lors, il est aussi inutile d'édicter des lois somptuaires :

Les lois contre le luxe, que la Diète désire également, sont de la plus difficile exécution, et il vaut mieux n'en pas émettre que de les voir méprisées, comme celles contre la vente du café, l'introduction du gros bétail, la contrebande du sel, la police des étrangers, etc. (Derville-Maléchar, *Réunion...*, p. 17.)

Si les autorités locales du Bas-Valais, plus motivées, montrent quelques velléités de faire appliquer la nouvelle législation, il n'en va pas de même de celles du Haut-Valais. Le Conseil d'Etat parle d'anarchie ; l'échec est patent. Les solutions que le pouvoir exécutif propose — réformer l'esprit public, donner plus d'influence au Conseil d'Etat sur les fonctionnaires — ne sont pas de nature à changer la situation. Derville-Maléchar dira sans détour :

Un Etat sans autre force publique qu'une vingtaine de gens d'armes, avec un revenu de 150 mille francs, sans numéraire, sans commerce, manufactures, ni industrie, est dans l'impuissance absolue de se maintenir dans son système actuel. (*Id.*, pp. 14-15.)

La constitution porte en germe cette situation : le pouvoir central n'a pas les moyens d'appliquer la politique déterminée par la Diète. Les contradictions sont inhérentes au mode de fonctionnement des autorités. Alors que la Diète, par son mode de composition et de fonctionnement, tend à favoriser l'unité, le Conseil d'Etat doit se reposer sur la bonne volonté des dizains et des communes. Il transmet les décisions aux présidents de dizain qui les font appliquer par les présidents de commune. La position des exécutants est des plus inconfortables ; ils sont constamment entre l'arbre et l'écorce.

Le président de dizain est nommé par le conseil de dizain dans lequel se trouvent tous les présidents de commune, leurs subordonnés, députés d'office pour représenter la première centaine d'habitants de leur commune. La situation des chefs de commune est encore plus délicate ; ils sont directement en



N<sup>o</sup>. II.

---

# BULLETIN

OFFICIEL.  
ET FEUILLE D'AVIS.

---

Dimanche le 17. Mars 1805.

Sion au Bureau d'Avis.

---

*Cette feuille étant destinée à devenir un recueil complet des lois de la Diète, & des arrêtés du Conseil d'Etat, on continuera d'y insérer celles de ces pièces qui jusqu'à présent n'y ont pas paru, & une table par ordre alphabétique suppléera au défaut d'ordre de leur insertion.*

RÉPUBLIQUE DU VALAIS.

L O I.

*Sur la formation des Conseils & nominations des Autorités de communes & de dixain, & sur la nomination de la députation à la Diète.*

La Diète de la République

Après avoir entendu le rapport de son comité de constitution sur les mesures orga-

L'organe du régime

contact avec les citoyens desquels ils tiennent leur élection. Qu'une loi ou une décision mécontente ses administrés et le président n'ose pas la faire appliquer.

Le lien hiérarchique institué par la constitution, les amendes, les récompenses, n'arrivent pas encore à rompre le tissu serré des solidarités villageoises. De ce fait, l'impact réel de la législation dépend finalement des besoins des collectivités. Là où les conditions matérielles la réclament, elle est appliquée ; ailleurs, elle ne trouble pas la routine.

### **Le clergé**

Le pouvoir ne cherche pas seulement à imposer son autorité aux collectivités locales. La logique des institutions le conduit à contrôler un cercle toujours plus vaste de la vie publique. Les heurts avec le clergé, qui conserve une multitude de prérogatives héritées de l'Ancien Régime, sont inévitables. Toujours prêt à décréter que la « religion est en danger », le clergé entend bien reconquérir et défendre avec acharnement tout ce que la période révolutionnaire lui a enlevé. Le nouvel Etat qui prend forme constitue une menace pour lui dans la mesure où il ne répudie pas toutes les idées de la Révolution.

L'évêché, le chapitre, les congrégations religieuses et les curés de paroisse, principaux propriétaires des dîmes et des droits féodaux, ne comprennent pas les motifs qui ont poussé la Diète à maintenir la législation helvétique sur cette matière. Malgré leur volonté de plaire aux milieux ecclésiastiques, les notables du régime ne peuvent en effet revenir sur ce maigre acquis de la Révolution. Si le clergé joue les bases matérielles de son indépendance, les notables, eux, jouent leur existence politique. Encore dans les mois qui ont précédé l'indépendance, certains représentants du peuple ont essuyé des coups de semonce à ce sujet.

En juillet 1801, les électeurs des communes rurales de Saint-Maurice se liguent contre les représentants de l'aristocratie de la ville ; ils veulent les écarter pour faciliter l'abolition des fiefs. Dans l'Entremont, la confiance de la population dépend

aussi de l'attitude à l'égard de ce problème. En décembre 1801, le sous-préfet Joris apprend que plusieurs curés demandent les arriérés des dîmes et des cens féodaux. Cette mesure « indispose le peuple » ; il s'empresse de demander à Ch.-E. de Rivaz, préfet national,

de vouloir bien engager notre révérendissime évêque d'écrire circulairement aux révérends curés de différer leur recouvre à un temps plus calme. (*Correspondance du sous-préfet Joris...*, Vallesia, 1966, p. 206.)

Il n'est donc pas surprenant que la majorité de la Diète estime les revendications des propriétaires des droits féodaux impossibles à satisfaire, d'autant plus que

les propositions du vénérable clergé, loin d'alléger le fardeau des dîmes et droits féodaux qui pèsent sur les communes et le peuple qui désirent et attendent avec impatience la loi sur le rachat de ces redevances, tendent évidemment à charger de plus en plus les communes et à perpétuité. (AEV, DI, 135, mai 1803, p. 45.)

A l'occasion des débats, le clivage entre le Haut et le Bas-Valais ressurgit. Les représentants du Valais oriental appuient le clergé ; ceux du Bas sont décidés à sacrifier les propriétaires de fiefs afin de sauvegarder « la paix publique ».

La Diète, qui se présente « autant comme arbitre que comme législateur », adopte finalement une loi qui paraît être un bon compromis. Le clergé, unanime, la rejette. Les hostilités sont ouvertes. L'évêque obtient un sursis, fait appel au pape qui l'appuie par un bref. Assurés sur leurs arrières, les ecclésiastiques attaquent :

Il n'appartient pas à un enfant de l'Eglise de prétendre que sa mère, reconnue pour infaillible dans le dogme et la morale, se soit écartée de la vérité sur un objet d'une aussi grande importance... (*Id.*, p. 19.)

Le conflit s'envenime encore lorsque la Diète veut interdire au clergé d'utiliser le produit des rachats pour acquérir des biens-fonds.

Puis, c'est la guerre d'usure qui commence. En novembre 1805, l'évêque demande un délai d'une année pour permettre au clergé de transiger avec ses débiteurs. La majorité de la Diète l'appuie. Les députés des cinq dizains alémaniques, de Sierre, de Saint-Maurice et deux des trois députés de Martigny votent le délai. La cause est dès lors entendue. Le terme « fatal » assigné au clergé est prolongé d'année en année pour



qu'il puisse se procurer à l'amiable des conditions plus favorables que celles prévues par la loi de 1803. La satisfaction d'avoir « définitivement » réglé le problème épineux des droits féodaux devient ainsi un thème habituel des discours de clôture. Personne n'est dupe. Les autorités centrales ont dû céder devant la persévérance des milieux ecclésiastiques. Ce n'est pas le seul combat qu'elles perdront.

Que ce soit face au clergé ou aux dépens de l'autonomie des collectivités locales, le pouvoir central, bardé de compétences théoriques, ne parvient pas à s'imposer. L'apathie des intermédiaires, l'absence de véritables courroies de transmission et de moyens d'action jouent, certes, un rôle prédominant dans la faiblesse du gouvernement. Un facteur plus fondamental intervient aussi : volontairement, le régime s'est coupé du peuple souverain, perdant ainsi une partie de sa représentativité.

### LA DÉMOCRATIE DES NOTABLES

Les notables ont réussi à traverser la période helvétique en conservant leur prééminence et, le plus souvent, leur pouvoir. L'occupation du Valais par le général Turreau, qui « encanaille » la magistrature, donne aux principaux personnages politiques l'occasion de trouver, par leur disgrâce, une auréole supplémentaire. En 1802, avec l'indépendance, tout semble remis en cause. La classe politique est inquiète au sujet de la nouvelle constitution ; elle redoute que les représentants de la France n'instaurent un régime populaire en Valais. Ces craintes s'avèrent infondées.

Les idées de la Révolution n'encombrent pas la constitution de 1802. Toutes les références aux grands principes de 1789 sont supprimées. Il n'est plus question de liberté, d'égalité, des droits de l'homme et du citoyen. Le recul est net. Les droits politiques, élargis par la République helvétique à tous les domiciliés, sont à nouveau restreints. La constitution rétablit le monopole politique des bourgeoisies : les citoyens actifs aux termes des lois de la République helvétique doivent de plus



être ou se faire recevoir bourgeois dans une commune ; ils ne peuvent voter que là où ils sont communiens.

La constitution prévoit bien d'établir un mode aisé pour la réception des bourgeois ; la loi du 25 mai 1803 multiplie les difficultés. Les candidats doivent prouver qu'ils sont d'une conduite irréprochable, posséder dans le pays un fonds de 2000 francs, renoncer à tout droit de cité en pays étranger, prouver que dans leur pays natal un citoyen valaisan serait admis aux mêmes conditions, verser à la caisse communale un montant qui ne doit pas dépasser ce qu'un bourgeois toucherait en cas de partage. Il va de soi que la majorité des communiens peut refuser qui bon lui semble.

L'étranger, avant d'effectuer toutes ces démarches, doit se faire naturaliser par la Diète. Les conditions sont plus simples : la propriété de biens-fonds de 2000 francs suffit ; le prix à payer est par contre élevé : le naturalisé doit verser 1016 francs à la caisse de l'Etat.

### **Les bases constitutionnelles**

La constitution de 1802 ne répudie pas tout l'héritage de la période révolutionnaire ; elle adopte en particulier un principe que les Valaisans rejetaient avec force en 1798 : la démocratie représentative. Il n'est plus question de revenir à la démocratie pure. La souveraineté réside implicitement dans l'universalité des citoyens, mais ceux-ci délèguent leur pouvoir à des représentants. Les trois subdivisions du pays constituent autant de degrés d'une pyramide électorale.

A la base de l'édifice se trouve l'assemblée générale de la commune composée de tous les citoyens actifs. Elle nomme le conseil de commune, le président, les syndics et le juge ou châtelain pour l'élection duquel le conseil a le droit de proposer quatre candidats. Pour tout ce qui dépasse le cadre purement local, les communes confient leurs intérêts aux députés au conseil du dizain. Elles ont droit à un député pour 100 habitants : le président est toujours le premier député, un des syndics est obligatoirement le second.

Le conseil de dizain nomme les autres autorités désénales : le président, le vice-président, le grand châtelain, son lieutenant et les assesseurs. Il élit d'autre part les députés du dizain à la Diète générale.

La Diète est le sommet de la pyramide. Sommet étriqué, puisque seuls 32 députés représentent tous les citoyens valaisans.

Suivant les niveaux, les conditions imposées aux candidats à une charge ne sont pas les mêmes. Question d'âge tout d'abord :

Nul n'est éligible aux fonctions communales qu'à l'âge de vingt et un ans accomplis, à celles de dizain qu'à celui de vingt-cinq ans, et aux fonctions supérieures qu'à l'âge de trente ans. (art. 20)

A mesure que l'on monte dans la hiérarchie, les exigences augmentent. Si le régime ne prévoit pas, comme dans certains cantons suisses, des conditions de fortune, l'accession aux plus hautes fonctions est réservée à une petite élite :

Pour être éligible à la Diète, il faut avoir rempli des fonctions législatives ou judiciaires, ou administratives dans les autorités supérieures et des dizains, ou exercé l'office de notaire public, ou avoir occupé le grade d'officier dans les troupes de ligne. (art. 34)

De plus, les candidats nés après 1780 doivent être en état de comprendre les deux langues, allemande et française (art. 35). Seuls peuvent être admis au Conseil d'Etat ceux qui ont rempli « des fonctions législatives, judiciaires ou administratives supérieures avant ou depuis 1798 » (art. 43).

L'ordre judiciaire a ses propres critères. La loi du 16 novembre 1804 exige que les juges de commune doivent être d'une conduite irréprochable et savoir bien lire et écrire. Le grand châtelain et son lieutenant doivent avoir été juge ou notaire ; la constitution prévoit qu'à partir de 1810, ils devront avoir étudié le droit.

La durée des mandats n'est pas uniforme ; généralement, elle est de deux ans. Seuls les membres du Conseil d'Etat siègent trois ans. Le conseil communal est nommé pour une durée déterminée par l'assemblée générale ; le minimum est fixé à deux ans en 1802 ; il est abaissé à une année en 1803. Aucune limite supérieure n'est prévue ; la loi du 3 décembre 1807 parle déjà de conseils nommés à vie comme d'une réalité.

Le cumul des mandats est autorisé :

Les fonctions judiciaires et administratives ne sont pas incompatibles dans la même personne. (art. 76)

Cependant les membres du Conseil d'Etat ne peuvent pas siéger en même temps à la Diète.

En général, les membres sortants peuvent être réélus indéfiniment. Cette règle n'est pas applicable aux membres du Conseil d'Etat, qui doivent attendre trois ans avant d'être à nouveau éligibles, ni aux grands châtelains et à leur lieutenant qui, après avoir exercé un second mandat de deux ans, sont inéligibles pendant deux ans.

### La consolidation

La constitution étant souvent muette sur les modalités des élections, le Conseil d'Etat et la Diète doivent combler les lacunes. Dans un premier temps, les autorités centrales se contentent de préciser certains points ; puis leur interprétation des textes devient de plus en plus restrictive ; finalement, elles n'hésitent pas à mettre en place un système dans lequel le peuple n'a plus rien à dire.

Déjà en 1805, le Conseil d'Etat propose d'adjoindre au conseil de dizain certains notables s'ils n'y sont pas députés par les assemblées communales. La Diète rejette cette idée qui permettrait à des citoyens d'exercer un mandat que la constitution ne leur attribue pas.

C'est surtout par la nouvelle loi électorale de 1807 que le régime renforce son caractère antidémocratique. Sous prétexte que le scrutin secret a de nombreux inconvénients dans les élections communales où la plupart des citoyens sont illettrés, la Diète le supprime en généralisant la pratique du vote qui se fait de vive voix à un bureau placé à l'écart « pour que les votants ne puissent pas être entendus ». La liberté de vote est, dans ces conditions, toute relative ; les voies à toutes les pressions sont ouvertes et, semble-t-il, utilisées. Le grand bailli Augustini n'écrit-il pas au président d'Evolène :

J'espère que vous serez [réélu] président puisque vous présidez au scrutin. (cité par M. Salamin, *La République indépendante...*, p. 137.)

Pour faire bonne mesure, le choix des candidats est restreint. Les nouveaux conseillers sont choisis obligatoirement entre trois candidats présentés par le conseil qui contrôle ainsi étroitement son propre renouvellement. Comme le souligne la commission de la Diète, ce système est efficace pour

épurer successivement par de bons choix, à l'avenir, les conseils où des gens sans mérite seraient parvenus jusqu'ici en corrompant les suffrages de la multitude. (*Id.*, p. 206.)

Désormais le système électoral prend des allures de circuit fermé. Il ne reste plus à la Diète qu'à enlever aux citoyens la désignation des députés au conseil de dizain pour être complètement à l'abri de toute surprise ; le 24 mai 1809, c'est chose faite. Une nouvelle loi prévoit que la députation des communes au conseil de dizain est nommée par le conseil communal qui la choisit uniquement dans son sein.

Alors que la République touche à sa fin, la position des notables du régime paraît inexpugnable. Les conditions objectives de leur autoreproduction existent. Les modalités qui régissent les élections et l'appui d'une clientèle locale assurée leur permettent de se relayer, sinon de se perpétuer aux postes clés. Composée d'anciens dirigeants aristocratiques, de riches propriétaires terriens ou de gens de robe ou d'épée, l'élite politique a eu suffisamment de peine à digérer l'apport des cadres locaux consacrés par la période révolutionnaire pour se permettre de plus grandes ouvertures.

Les citoyens-paysans sont condamnés à ronger leur frein et à s'exprimer dans les élections de pure forme et sans portée réelle. Ils peuvent encore faire appel à leur résignation proverbiale.

Je vois bien qu'il en sera à l'avenir comme par le passé et que malgré l'égalité la seigneurie gouvernera toujours,

dit l'un deux, désabusé, au chanoine de Rivaz. Ce dernier n'est pas en peine de consolation ; il lui rétorque que c'est

une loi de la Providence qui n'avait pas laissé au peuple d'autre moyen de se préserver des malheurs de l'anarchie. Sans trop comprendre ce mot, il a murmuré celui de liberté qu'il ne se définit pas mieux. (*Mémoires...*, t. I, p. 231.)

Après de telles leçons, faut-il s'étonner que Derville-Malécharde trouve le Valaisan « fataliste comme un mahométan, bien que catholique superstitieux » (*Réunion...*, p. 41).

La vie publique n'est pas seulement normalisée par un système électoral sélectif ; le pouvoir s'efforce aussi de contenir dans les limites les plus étroites tout ce qui pourrait ressembler de près ou de loin à une contestation du régime. Après la loi du 23 novembre 1803 contre les « coureurs et tapageurs de nuit », celle du 1er décembre 1803 est dirigée « contre les assemblées illicites, les discours et les ouvrages calomnieux, incendiaires et scandaleux ». Sont passibles de lourdes peines, tous ceux qui répandront « des faux bruits propres à causer des inquiétudes parmi le peuple » ; ceux qui feront circuler « des billets incendiaires, des écrits ou des caricatures contre le gouvernement ou les personnes en autorité », ceux qui tiendront des « propos scandaleux contre la sainte religion » et ceux « qui prêteront, vendront, distribueront, exposeront ou tiendront de mauvais livres, estampes, peintures, gravures et sculptures ». Tout est remis à l'arbitraire des autorités. Les limites imposées à la liberté de réunion sont explicites :

Il importe d'empêcher non seulement les assemblées dont le but est évidemment pernicieux, mais même celles qui n'auraient pas un caractère assez notoirement louable ou indifférent pour ne pas être suspectes au gouvernement.

Dans la perspective des autorités, il est essentiel que des revendications ne viennent pas menacer l'édifice qu'elles sont en train de bâtir. L'accord entre « le trône et l'autel » se réalise sur ce point.

Rassurées de tous côtés, les autorités centrales, Diète et Conseil d'Etat, bénéficient de conditions favorables pour travailler dans une union parfaite. Pourtant, au sein de la Diète, cette réunion de gens de bonne compagnie, les tensions ne manquent pas. Les clivages ne sont pas pour autant ceux que laisseraient supposer l'Histoire, les solidarités régionales ou la langue.

S'il est, par exemple, possible de comprendre l'attitude des députés à l'égard du rachat des droits féodaux en fonction des situations régionales, quel dénominateur commun attribuer aux luttes épiques qui marquent les nominations supérieures ? Comment expliquer que pour obliger le grand bailli Augustini à quitter son poste conformément à la constitution, on trouve, appuyant la majorité du Conseil d'Etat, les députés de Monthey et de Saint-Maurice, alliés à l'évêque, à de Riedmatten de Sion,

aux députés de Conches, Brigue et Rarogne ? Dans le camp favorable à Augustini se rangent les députés de Loèche, de Sierre, les campagnards de Sion, d'Hérémence, de Martigny et de l'Entremont. Clivage social, suggère A.-J. de Rivaz :

Au fond, c'était une douzaine de notaires de village menés par deux avocats intrigants et ambitieux, qui voulaient l'emporter sur tout ce qu'il y a en Valais de plus notable en naissance, en fortune, en services de leurs ancêtres et en mérites personnels. (*Mémoires...*, t. I, p. 231.)

L'affirmation n'est que partiellement exacte. Il est par contre évident que la majorité des députés a surmonté l'antagonisme latent entre le Haut et le Bas-Valais. Le résultat le plus clair de cette attitude est le manque de combativité des anciens sujets. Fait significatif, aucun Bas-Valaisan n'accède aux postes suprêmes de la République, le grand baillivat et la présidence de la Diète. Toutes les personnalités qui occupent ces deux charges, les seules donnant droit au titre d'Excellence, sont du Haut-Valais.

Les facteurs d'explication avancés généralement restent à la surface des choses. L'importance des clans familiaux, les intérêts parfois sordides, les rivalités personnelles, la pratique à peine voilée de la vénalité, sont généralement les seuls qui ont retenu l'attention des historiens de cette période. Or, ce qui frappe surtout, c'est la distance qui sépare les autorités de leurs administrés. Tout se passe comme si le personnel politique agissait dans un lieu détaché des réalités. La République de 1802 conserve l'esprit de l'Ancien Régime, son élitisme, quelques-uns de ses privilèges ; mais, comme il n'est plus possible de se satisfaire de coutumes et d'habitudes, elle les codifie en utilisant les pratiques héritées de la Révolution. La synthèse est pour le moins curieuse ; le paradoxe, étonnant. La brève existence de la République indépendante se déroule tout entière sous le signe de l'ambiguïté. Le régime se dit indépendant et il est sous la tutelle de la France. Il se dit unitaire et il doit renoncer à en imposer aux collectivités locales. Il se dit démocratique et il écarte le peuple de l'exercice du pouvoir.

Proclamation du Conseil d'Etat à l'occasion de l'annexion du Valais à l'empire français. ►

# LE CONSEIL D'ETAT DU VALAIS

Aux fonctionnaires Civils et Judiciaires et au Peuple valaisan.

## CHERS CONCITOYENS

**L**ES circonstances politiques & la position topographique des pays, qui decident du sort des peuples & qui ont changé la destinée de tant d'Etats en Europe, ont amené la réunion de notre patrie à l'Empire français. S. E. le Général de Division Comte de l'Empire CÉSAR BERTHIER à la tête des Troupes Impériales est venu annoncer au Conseil d'Etat qu'il prenoit possession du Valais au nom de Sa Majesté Napoléon le Grand Empereur des français Roi d'Italie.

Tant que l'indépendance de notre Pays, qui nous étoit si chère à tous, a pu subsister, nous avons mis tous nos soins à la lui conserver avec la bienveillance du puissant Monarque à qui nous en étions redevables: Et nous avons la satisfaction de voir que nos nouvelles destinées ne tiennent point à l'altération de ses dispositions à notre égard.

Aujourd'hui que tout est changé en Europe & autour de nous nous ne pouvions que nous rendre à l'empire des circonstances & nous avons annoncé au Général Commandant que les Valaisans garderaient pour Sa Majesté Impériale & Royale, comme ses sujets, la même fidélité & le même dévouement, qu'ils lui avoient montré comme son peuple protégé. Déjà l'attitude calme que vous avez gardée dans l'attente des événemens est un garant de votre soumission & nous ne pouvons assez vous exhorter à continuer par votre sagesse & votre docilité à mériter les bienfaits de notre auguste souverain.

Au milieu des changemens que nous allons éprouver, vous verrez ainsi que nous avec une grande satisfaction le choix du Général auquel Sa Majesté a confié le commandement du Valais. Le nom qu'il porte, l'estime dont il nous honore, l'intérêt qu'il prend à notre situation & la bienveillance qu'il nous témoigne, dont sa proclamation porte l'expression, sont un gage précieux des ordres paternels de Sa Majesté & des dispositions favorables de son Représentant.

Le Général Commandant a bien voulu maintenir le Conseil d'Etat en fonctions, au nom de Sa Majesté l'Empereur & Roi, sous son autorité supérieure, & il l'a autorisé à ne rien changer jusqu'à nouvel ordre à l'administration du Valais.

En conséquence les loix actuellement existantes demeureront en vigueur jusqu'à nouvel ordre.

Les Tribunaux continueront à administrer la Justice.

Les Présidens & Conseils de Dixains & de Communes continueront les fonctions administratives & de police qui leur sont attribuées & correspondront l'entr'eux & avec le Conseil d'Etat comme par le passé

Les impositions & droits seront perçus au nom de l'Empereur & Roi tels qu'ils sont établis & par les mêmes employés qui rendront compte au Département des finances.

Les comptes dus par l'Etat seront transmis au Conseil d'Etat pour être réglés & acquittés sous l'approbation du Général Commandant.

La présente proclamation sera adressée à tous les Présidens de Dixain & par eux transmise sans aucun délai aux Présidens de Commune, pour être aussi-tôt publiée & affichée à la suite de celle du Général Commandant.

Donné en Conseil d'Etat à Sion le 14 Novembre 1810.

*Le Grand Bailli Président du Conseil d'Etat.*

Le BARON STOCKALPER,

Par le Conseil d'Etat.

*Le Secrétaire d'Etat.* Tousard d'Olbec.

Vu & approuvé par moi Général de Division, Comte de l'Empire  
Commandant les troupes Impériales en Valais  
CÉSAR BERTHIER.



Malgré ses contradictions, la République indépendante marque l'avenir. Plusieurs pratiques de la vie politique, expérimentées entre 1802 et 1810, seront reprises par la suite. La démocratie élitare, le système des candidatures et des élections à plusieurs degrés retrouveront une seconde jeunesse à la Restauration. Certaines nouveautés que le régime introduit ou reprend à son compte ne pourront plus être écartées. Ainsi, l'existence d'un pouvoir central permanent et le principe de l'uniformisation de la législation sont, définitivement, des constantes des institutions valaisannes.

L'héritage de cette période est, lui aussi, équivoque. Il est significatif de voir que, dans les années 1830, les partisans du statu quo veulent conserver des structures héritées de la République indépendante, alors que les libéraux évoquent avec regret cette période et y trouvent une justification de leur volonté de réforme.

### LE VALAIS A L'HEURE FRANÇAISE

Sous prétexte que le Valais ne remplit pas les obligations qu'il a contractées par le titre II de sa constitution, imposé en 1802 comme « littéralement définitif et invariable », Napoléon décide de le rattacher à son empire. En novembre 1810, la République indépendante du Valais est transformée en département du Simplon. Progressivement, la législation et l'administration françaises sont mises en place. Les Valaisans sont confrontés à une nouvelle manière de concevoir l'action politique.

Comme les autres départements, le Simplon est avant tout un rouage du vaste empire napoléonien. Les principes de l'administration centralisée et du contrôle de la vie publique sont appliqués dans toute leur rigueur. Les autorités, qui représentent le pouvoir impérial, ont exclusivement des compétences administratives et exécutives. A la tête du département, un préfet, nommé par l'empereur, est chargé seul de faire exécuter les lois et de diriger l'administration ; il a sous ses ordres deux sous-préfets et un maire dans chaque commune. Dans ce système fortement hiérarchisé, la vie politique est atrophiée. Certes, le droit de vote est élargi — il devient



universel — mais le rôle des citoyens est réduit à sa plus simple expression. Un axiome du régime impérial explique cette mise en veilleuse de la démocratie : « Nul ne doit être nommé par ceux sur lesquels doit s'exercer son autorité » (R. Rémond). En conséquence, les pouvoirs locaux sont désignés par l'empereur ou par le préfet. Les citoyens des cantons (districts) se réunissent tous les cinq ans : ils nomment des candidats pour quelques fonctions locales et les 60 membres du collège électoral. Afin de balancer les risques que présente cette élection directe, les membres du collège électoral sont élus à vie et doivent être choisis parmi les 600 électeurs les plus imposés du département. De telles dispositions sont encore jugées insuffisantes pour garantir les « bons choix » :

Le système des élections populaires est trop républicain pour une monarchie, (AEV, Simplon, 10/6/5.)

déclare Michel Dufour, le sous-préfet de Saint-Maurice. Il n'est sans doute pas le seul de cet avis.

Débarrassés de tout contrôle populaire, les administrateurs peuvent se consacrer entièrement à la gestion des affaires publiques. Les Valaisans remplissent, bon gré mal gré, les obligations matérielles qui leur sont imposées. Ils paient sans trop de difficulté leurs contributions foncière, personnelle et mobilière et fournissent leur lot de conscrits aux armées impériales. Mais la belle machine administrative peine, s'essouffle, tourne parfois à vide. *Le Mémorial administratif* est rempli de rappels à l'ordre, de mises en garde : vaccination contre la variole, inscription des actes d'état civil, police des forêts, administration des biens communaux... Il n'est guère de sujet sur lequel le préfet ne doive revenir à la charge.

Les « nouveaux colonisés » ne font pas de la résistance active ; le préfet le souligne :

Il est très rare, on doit le répéter, qu'il se tienne sur le gouvernement des propos séditeux et de nature à donner lieu à des mesures de haute police : il n'y a pas de populace dans le Simplon. (Id. 10/6/5.)

Lorsqu'elle se manifeste, la contestation du régime prend des voies détournées. Ainsi, l'administration s'efforce en vain de faire respecter la suppression de quelques jours fériés. A défaut sans doute d'avoir compris les raisons de la mauvaise volonté des Valaisans, le préfet se rabat sur les clichés habituels :

L'ignorance profonde et générale, l'insouciance naturelle à un peuple qui n'a ni besoin ni ambition, l'apathie résultant du vice du climat et les localités surtout opposent chaque jour et opposeront longtemps encore une grande force d'inertie à toutes les mesures qui exigent de l'activité, de l'exactitude et des écritures. (*Id.* 10/6/4.)

Le modèle de « colonisation » choisi par les Français porte en germe le décalage qui existe entre les représentants du pouvoir et leurs administrés. En observateur avisé de la réalité valaisanne, Derville-Malécharde a compris le rôle considérable que joue l'élite. Lorsqu'il propose l'annexion du Valais à l'empire, le futur préfet du Simplon opte pour une intégration par le haut. Le ralliement de la classe politique ne fait aucun doute pour lui :

Les hommes considérables et ceux qui sont dévoués à la France se rangeront de suite du parti de la réunion ; le besoin des places, l'ambition, l'orgueil, dont l'empire est si grand en Valais, livreront au choix de Sa Majesté les hommes capables et investis de la confiance publique. (*Réunion...*, p. 31.)

Un département français offrant des postes plus intéressants que l'ancienne république, les principales familles jouent la carte française. Elles s'efforcent de tirer parti de la nouvelle situation. Leurs fils trouvent la possibilité de s'illustrer dans les armées impériales ou de se former gratuitement dans les lycées français. A l'occasion, certaines d'entre elles font des démarches et dépensent de petites sommes pour obtenir un hypothétique anoblissement par l'empereur ; c'est le cas notamment des Ambuel, Duc, Du Fay, Gay, de Kalbermatten, Macognin de la Pierre, de Nuce, Odet, Preux, de Riedmatten, de Rivaz, Roten, de Werra...

Avec un profond sens politique, les administrateurs français intègrent tous les hommes forts de la République indépendante dans les cadres du nouveau régime. Le préfet ne cache pas le rôle qu'il entend faire jouer aux anciens notables qui lui apportent leur caution : il avoue avoir soin

d'associer [le conseil] en toutes circonstances aux mesures délicates, parce qu'il est composé des anciens gouvernants du pays. (*AEV*, Simplon, 10/11/3.)

Le contact n'est finalement établi qu'avec l'élite. Les liens entre l'administration et la population restent précaires et sont caractérisés par l'incompréhension réciproque.

Les paysans ne tirent pas des avantages matériels évidents du rattachement à la France. La majorité d'entre eux vivent encore en autarcie ; ils ne sont donc pas immédiatement intéressés à la modernisation du pays. Les grands projets qu'évoquent volontiers les Français leur paraissent au mieux comme des mirages lointains et hypothéqués dès le départ par les lenteurs et les tracasseries administratives.

Lorsque certains programmes reçoivent un début d'application, ils sont souvent ressentis comme une menace directe pour l'équilibre de l'économie rurale. L'exemple de la police des forêts est significatif. Une meilleure conservation du patrimoine forestier est certes un noble but, mais le coût des mesures envisagées pour le réaliser est loin d'être négligeable. La mise en vigueur de la législation française entraîne des contraintes nouvelles qui dépassent largement la suppression des pratiques d'une exploitation anarchique. A la limite, elle implique une transformation radicale et à brève échéance des méthodes de culture. En effet, l'interdiction du parcours du bétail dans les forêts, en privant les paysans d'une ressource importante, les obligerait à introduire des procédés de culture intensive pour éviter une réduction drastique de leurs troupeaux.

L'interventionnisme du pouvoir suscite la crainte. Un climat de méfiance s'instaure. Même les vues philanthropiques ou scientifiques de l'administration n'échappent pas à la suspicion. Une des meilleures illustrations de cet état d'esprit est fournie par Christian Massy qui ne voit dans les préoccupations statistiques des Français que machinations sataniques et avarice sordide :

Lorsque leur ruine s'approcha, ils vinrent jusqu'à demander combien on recueillait de grain, combien une vache pouvait produire durant l'année, combien on faisait de setiers de vin, combien on avait de ruches d'abeilles, combien on bouche de vaches, combien de veaux et de moutons, enfin sur toutes les choses imaginables. (*La chronique de Christian Massy...*, Vallesia, 1960, p. 331.)

Comme avec l'Helvétique ou, plus tard, avec les radicaux, c'est d'abord le consensus et les motivations de la base qui font défaut. Les projets de l'administration française n'emportent pas l'adhésion parce que, imposés d'en haut, ils ne sont pas compris. Dès lors, il est naturel que les Valaisans aient été

sensibles surtout à l'envers de la politique volontariste prônée par les Français. Ce fait est lourd de conséquences pour l'avenir immédiat ; il est appelé à jouer un rôle important dans la structuration de la philosophie politique valaisanne. Débarassée des maîtres étrangers qu'elle a servis, la majorité de la classe dirigeante saura utiliser le souvenir et l'amalgame pour faire repousser, par le peuple lui-même, tout ce qui n'est pas à sa convenance. Pour un temps, il ne sera plus question de donner à l'action politique la mission d'assumer et de préparer les transformations des réalités économiques et sociales.

## CHAPITRE 3

# La Restauration

Partie intégrante de l'empire napoléonien, le Valais subit très tôt les répercussions des défaites françaises. Le 24 décembre 1813, les Français abandonnent le département du Simplon. Un détachement autrichien occupe la vallée du Rhône ; son commandant, le colonel Simbschen, confie le gouvernement du pays à une commission de treize membres, bientôt réduite à cinq.

Le temps qui s'écoule entre le départ des Français et l'organisation définitive du canton, en mai 1815, est dominé par les conflits internes. L'entente relative, imposée par quinze ans de cohabitation forcée, n'est plus qu'un vague souvenir. L'enjeu des débats est de taille : il s'agit de la redéfinition des rapports entre les différentes parties du pays. La question de l'incorporation du Valais à la Suisse, pour controversée qu'elle soit, reste, en fait, un débat annexe qui vient se greffer sur le problème central de l'organisation intérieure. Les politiciens valaisans voient, en effet, dans le rattachement à la Suisse, qui une garantie, qui un handicap pour leur politique intérieure.

Les camps qui s'affrontent sont tranchés. La situation d'avant la Révolution détermine l'attitude des protagonistes lors de la longue gestation d'une restauration qui cherche sa voie. Deux régions du pays s'opposent violemment : le Haut et le Bas-Valais ; entre les deux, le Centre est divisé.

### LES DIVISIONS INTERNES

Pour les Haut-Valaisans, le départ des Français signifie la fin des idées et des conquêtes de la Révolution. L'histoire doit donc reprendre son cours en 1798. Toutes les prétentions des dizains supérieurs vont dans le sens d'un retour à l'Ancien Régime ; elles visent à effacer pratiquement, sinon formellement, l'égalité politique pourtant officiellement accordée au Bas en 1798 et tacitement renouvelée par la suite.

Il y eut peut-être des esprits qui crurent trop facilement que, l'homme du Destin étant abattu, tout ce qui, médiatement ou immédiatement, avait été produit par la révolution, rentrerait dans le néant, et ferait place aux maximes et aux privilèges qui étaient en faveur avant cet immense événement. Ils espéraient que les vainqueurs comprimerait l'essor de l'esprit humain, pour le ramener dans les proportions qu'il avait osé franchir. (AEV, DI, 57.3.2, Mémoire des quatre dizains occidentaux, 13 novembre 1833.)

La politique haut-valaisanne repose sur deux axiomes : supériorité des anciens dizains et fédéralisme désénel. En conséquence, les Haut-Valaisans, unanimes, proposent de diviser le Valais en dix dizains, c'est-à-dire les sept de l'Ancien Régime et trois du Bas-Valais : Entremont, Saint-Maurice et Monthey. Comme ils demandent le vote par dizain, leur prépondérance serait absolue. D'autre part, ils se proposent de réduire le pouvoir central à l'expédition des affaires courantes.

Les Haut-Valaisans reçoivent un appui inconditionnel de l'évêque, à qui ils attribuent un droit de vote à la Diète égal à celui d'un dizain. La majorité du chapitre de Sion et les ecclésiastiques du Haut ne ménagent pas leur soutien à leurs thèses ; ils ont tout à gagner de cautionner une restauration qui promet un rétablissement des anciennes prérogatives du clergé.

Les prétentions des dizains supérieurs ont un effet mobilisateur et unificateur sur les Bas-Valaisans. Tous les anciens sujets veulent préserver le principal acquis de la Révolution : l'égalité entre les régions du pays.

La riposte des dizains occidentaux s'appuie sur une lecture différente de l'histoire. Pour eux, seul le département du Simplon est à mettre entre parenthèses. Aussi demandent-ils que la redéfinition des institutions soit menée dans le cadre

et les normes de la constitution de 1802 qui n'a jamais été abrogée.

Pour réfuter les projets haut-valaisans, les députés du Bas reprennent à leur compte le principe hérité de la Révolution qui fait reposer la souveraineté sur l'ensemble des citoyens et non sur les collectivités :

Les communes [du Haut-Valais] cependant se sont accordées à déclarer que leur gouvernement était démocratique. Or, il est de l'essence du gouvernement de cette nature que tous les citoyens participent également à l'exercice des droits politiques, soit par eux-mêmes, soit par l'entremise de leurs représentants. (*Vallesia*, 1965, p. 96.)

C'est en fonction de cette base qu'il faut comprendre l'opposition parfois tatillonne des Bas-Valaisans aux différentes demandes du Haut. Le fait que chaque citoyen détienne une parcelle de la souveraineté entraîne plusieurs conséquences : la représentation au pouvoir législatif doit être proportionnelle à la population ; les députés doivent voter individuellement ; le pouvoir central, représentant l'ensemble des citoyens, doit être prédominant ; les dizains et les communes, ses subordonnés. De même, il ne saurait être question d'accorder l'initiative des lois et le référendum aux conseils de dizain.

Si les principes font la presque unanimité des Bas-Valaisans, il n'en va pas de même de la tactique. Lorsque la situation s'enlise, la classe politique et les communes se divisent sur l'attitude à prendre.

Une tendance dure l'emporte incontestablement. Avec à sa tête des hommes marqués par la Révolution comme Dufour ou Morand, la majorité des Bas-Valaisans est prête à tout pour faire respecter ce qu'ils estiment être leurs droits fondamentaux et inaliénables. Les Haut-Valaisans se font-ils pressants ? Ils parlent de sécession et mettent même leur projet à exécution. Ainsi, en décembre 1814 et en février 1815, les dizains occidentaux se déclarent indépendants et instituent une commission qui a toutes les compétences d'un gouvernement. Le crédit des « séparateurs » est renforcé par les interventions maladroites des Haut-Valaisans, voire par celles de l'évêque qui

envoie à ses curés du Bas-Valais une circulaire où il se propose de leur faire envisager cette séparation comme une occasion prochaine de la perte totale de la foi et de la religion en Bas-Valais. (A.-J. de Rivaz, *Mémoires...*, t. II, p. 85.)

Un courant minoritaire refuse toute idée de séparation. Pour maintenir l'unité du Valais, les modérés préconisent le compromis. Une telle attitude trouve un brillant défenseur dans la personne de Ch.-E. de Rivaz qui se définit lui-même comme « un patricien du Haut-Valais, né dans le Bas » (*Vallesia*, 1965, p. 156). Les députés de Saint-Maurice suivent cette voie qui a aussi des partisans dans plusieurs communes des autres dizains. Pour ce courant, la constitution du pays doit faire l'unanimité ; des concessions sont donc nécessaires. Dans un premier temps, ils proposent de céder sur des points de fonctionnement pour obtenir, en compensation, une division plus équitable du pays. Déçus par l'intransigeance du Haut et de la majorité bas-valaisanne, ils se rabattent sur l'idée d'un rachat par les dizains occidentaux de leur droit de participation à la souveraineté.

Les divisions du Centre ne sont pas du même type que celles du Bas. La ville de Sion et la Noble Contrée de Sierre appuient presque sans réserve les projets haut-valaisans, alors que les communes rurales se rangent aux côtés des Bas-Valaisans. Les unes veulent restaurer la domination qu'elles exerçaient sur leur arrière-pays ; les autres entendent préserver leur statut politique acquis à la Révolution.

Traumatisée par les régimes représentatifs des républiques helvétique et indépendante qui ont obligé la ville de Sion à partager le pouvoir avec les communes environnantes, l'aristocratie sédunoise pose, cette fois, des conditions préalables significatives :

Il faut que les villages de Savièse, d'Ayent, Grimsuat, Bramois, renoncent à toute part aux places de grand châtelain, de grand capitaine et de grand banneret, et à toute assistance à la Diète avec voix délibérative. Il faut que le dizain d'Hérémence reconnaisse que son état est une usurpation, qu'il doit y renoncer, se joindre au dizain de Sion, et renoncer à obtenir aucune place pour lesquelles des vallées aussi reculées ne sauraient fournir de sujet. (AEV, Rz, 79.9.11.)

Pour contrer les prétentions de l'aristocratie sédunoise et sierroise, la plupart des communes rurales du Centre demandent, en septembre 1814, que la représentation à la Diète soit basée sur la population. Méfiantes, elles nomment leurs propres représentants et les chargent de contrôler les délégués officiels



de leur dizain. D'autre part, elles n'hésitent pas à envoyer des députés à Zurich auprès des ministres alliés pour faire valoir leurs droits.

## LE DÉNOUEMENT

En 1814 et 1815, les positions des différents camps qui se partagent le Valais sont irréductibles. Toute solution interne paraît exclue de prime abord. La longue série des diètes restreintes ou élargies et des assemblées populaires révèle l'ampleur des divergences. Les positions se cristallisent. Finalement, la situation se débloque sous la pression de deux forces extérieures au jeu politique traditionnel : les puissances alliées et le peuple.

Bénéficiaires de l'intervention alliée dans la chute du régime français, les Valaisans doivent aussi en accepter la contrepartie : l'ingérence dans l'organisation intérieure. L'entrée en jeu des Autrichiens semble faire pencher la balance exclusivement au profit des Haut-Valaisans. Les premières mesures du colonel Simbschen renforcent cette impression. Pourtant, les anciens dizains doivent déchanter : les alliés ne leur apportent pas l'appui inconditionnel qu'ils ont souhaité et quémandé.

De passage à Sion, en septembre 1814, le représentant de l'Angleterre, Canning, jette l'alarme en affirmant bien haut le droit des puissances de s'immiscer dans les affaires intérieures des pays libérés et

d'exiger d'eux que les nouvelles constitutions puissent faire le bonheur de la totalité de la nation et pas seulement de quelques castes ou de quelques sections d'icelle. (A.-J. de Rivaz, *Mémoires...*, t. II, p. 31.)

Quelques semaines plus tard, les ministres alliés approuvent ce principe. Ils déclarent que les prétentions du Haut sont inadmissibles, imposent le rattachement à la Suisse et un compromis au niveau des institutions. Adoptant le principe haut-valaisan de l'égalité des dizains, ils proposent une division du pays en 13 dizains, solution intermédiaire entre les 10 réclamés par le Haut et les 15 avancés par le Bas au cas où la représentation d'après la population ne serait pas adoptée.

Situation paradoxale, les Haut-Valaisans récusent l'arbitrage

des alliés. Encouragés par les exemples de Berne et de Fribourg, ils ne désespèrent pas d'un revirement de l'Autriche. Les Bas-Valaisans, au contraire, s'accrochent au compromis, malgré l'incontestable infériorité qu'il leur conserve. Sans plus attendre, ils adoptent, pour leur région, la division territoriale proposée par les puissances.

Les représentants des dizains ne sont pas seulement contraints de composer sous la pression étrangère. La crainte d'un débordement populaire les pousse à régler entre eux l'organisation intérieure. En plus des intérêts de leur région respective, ils doivent aussi veiller à tenir autant que possible le peuple à l'écart du pouvoir. Le règlement du problème politique devient un impératif social :

Dans l'état de fermentation où sont les esprits, moins longtemps ils seront dans l'agitation de l'incertitude et mieux ce sera sous le rapport de la tranquillité intérieure. (*Vallesia*, 1965, p. 159.)

L'insécurité dans laquelle baignent les Valaisans n'est pas seulement institutionnelle ; elle est aussi économique et sociale. Réquisitions, entretien de la troupe autrichienne : tout repose sur les habitants. Les sujets de mécontentement ne font pas défaut. Le gouvernement provisoire est confronté à des difficultés de tous ordres ; il est paralysé par la forte réaction anticentralisatrice qui suit le départ des Français. Pour faire face aux premiers besoins du pays, il rétablit le système douanier de la République indépendante : les communes haut-valaisannes refusent de s'y soumettre. L'introduction du papier timbré destiné à couvrir les dépenses extraordinaires ne reçoit pas un meilleur accueil. Mis au courant de cette résistance, les Bas-Valaisans refusent de faire à eux seuls les frais du gouvernement composé en majorité de Haut-Valaisans. Les représentants du pouvoir découvrent la capacité d'insubordination de la population ; ils sont obligés de revoir l'utilisation qu'ils font du peuple dans les luttes politiques.

Au début de la période de transition, le peuple apparaît surtout comme une masse de manœuvre. D'une part, les hommes forts des deux camps s'efforcent de trouver un appui populaire pour faire pression sur leurs adversaires et les convaincre de leur

légitimité. D'autre part, ils tentent de jouer le peuple du camp opposé contre ses représentants. On assiste donc à un véritable chassé-croisé. Ainsi, Isaac de Rivaz se réjouit lorsqu'on

parle d'une assemblée populaire du Haut-Valais, ce qui ne serait pas convenable à plusieurs Messieurs du Haut. (*Id.*, p. 209.)

Mais il s'inquiète lorsqu'il voit que ces mêmes « Messieurs » mettent « une grande importance à voir exciter des troubles dans le Bas-Valais » (*Id.*, p. 211). Dans cette optique, une mission haut-valaisanne dans les dizains occidentaux est considérée comme une provocation par les notables bas-valaisans. Elle rapporte en effet qu'elle a trouvé

parmi le peuple un grand mécontentement de ce que les Messieurs faisaient tout sans jamais rien faire connaître à la populace. Il paraît que c'est Saudan, de Martigny, qui a donné cette information. (*Id.*, pp. 210-211.)

Cet échange de bons procédés est bientôt perçu comme un exercice dangereux qui peut déboucher à la longue sur un suicide politique. Les dirigeants sont pris à leur propre piège et se font rapidement déborder. Les masses ne sont pas faciles à manœuvrer et prennent goût aux manifestations. Dans la fameuse « landsgemeinde » de novembre-décembre 1814, le caractère ambigu de l'intervention populaire est évident. Les Bas-Valaisans pensent que

les « Messieurs » du Haut-Valais n'ont amené à cette assemblée tant de paysans de leurs dizains que pour intimider les Bas-Valaisans par les clameurs de ces hommes grossiers et féroces... (A.-J. de Rivaz, *Mémoires...*, t. II, p. 63.)

En fait, les meneurs populaires contestent radicalement le rôle joué traditionnellement par les familles dirigeantes. Après la série d'échecs qui marquent les négociations entre le Haut et le Bas, l'opposition populaire s'affirme ; l'inquiétude des dirigeants grandit parallèlement.

Il nous paraît ici que, si l'on ne fait pas cesser cet état de choses, il y aura quelque catastrophe pendant l'hiver, car nous savons certainement que les intrigants de la classe du peuple se mettent en avant chaque jour davantage... (*Vallesia*, 1965, p. 210.)

A partir du moment où ce constat est posé, il ne fait plus de doute que la crise approche de son dénouement. Les alliés du Haut-Valais, Sierre, Sion et l'évêque lâchent les premiers du lest. Ils préfèrent accepter les avantages diminués que leur procure un compromis plutôt que de risquer de tout perdre.

Les Haut-Valaisans, minorisés, doivent s'incliner ; ils le font de mauvaise grâce. Le 12 mai 1815, la Diète constituante adopte la constitution.

Sur un fond emprunté à la constitution de 1802, le nouveau texte fondamental de la République du Valais est nettement favorable aux dizains supérieurs, à l'évêque et à la ville de Sion. Des thèses haut-valaisannes, la constitution retient le caractère fédératif de l'Etat. Les dizains sont le rouage le plus important de l'organisation interne. Ils sont égaux entre eux ; ils contrôlent le pouvoir central par l'initiative des lois, qui peut être demandée par trois dizains, et surtout par le référendum :

Les lois elles-mêmes ne sont exécutoires qu'après avoir été référées aux conseils de dizain, et sanctionnées par la majorité de ces conseils. (art. 20)

En regard, les concessions accordées aux thèses bas-valaisannes paraissent faibles. Les dizains occidentaux ont la satisfaction de voir l'institution d'un pouvoir exécutif permanent de cinq membres dont deux doivent être obligatoirement choisis dans les cinq dizains du Bas. Ils obtiennent aussi le vote individuel des députés à la Diète. La division du pays en treize dizains est certes un pas fait dans leur direction, mais il ne compense que faiblement l'abandon de la représentation selon la population. Comme le soulignent les représentants du Bas, et le cas n'est pas seulement théorique, il peut arriver qu'un groupe de dizains comptant 28 000 habitants ait la majorité en Diète alors que la minorité représente 35 000 habitants.

Le compromis de 1815 ne règle pas tout. Comme son modèle de 1802, la constitution est muette sur l'organisation et le fonctionnement de la vie politique. Seules les autorités judiciaires sont organisées suivant la législation de la République indépendante. Pour les autres pouvoirs locaux, la constitution se contente de les désigner. Les discussions à leur propos n'ont pourtant pas été absentes des pourparlers entre le Haut et le Bas.

En décembre 1814, la Diète élargie de Sion adopte déjà des lois organiques. Ch.-E. de Rivaz ne cache pas son mécontentement au ministre autrichien, Schraut :

Tout s'y fait par le peuple. Tout est amovible au bout de deux ans ; les conditions d'éligibilité sont presque nulles. Au lieu donc de la tendance salutaire vers des formes un peu aristocratiques que Votre Excellence m'avait fait l'honneur de me conseiller lorsque j'eus celui de lui faire ma cour à Berne, nous avons reculé vers les formes les plus démagogiques, et je ne vois personnellement pas sans inquiétude ce qu'elles peuvent avoir de fâcheux pour l'avenir. (*Vallesia*, 1965, p. 155.)

Ces lois ne survivent pas à la rupture des négociations, mais l'idée n'est pas abandonnée. Le 18 février 1815, la Diète adopte deux lois organiques en exécution de l'acte constitutionnel alors en discussion. Les nominations des conseils de commune, de dizain et de la députation à la Diète sont réglementées.

Les dispositions contenues dans ces deux lois organiques ne sont en fait qu'une mise à jour de la législation électorale du régime de 1802. On y retrouve son idée de pyramide électorale et ses barrages. L'influence des citoyens est des plus réduite : ils nomment le conseil de commune en choisissant ses membres parmi les trois candidats que leur présente le conseil en charge, assisté cette fois par les anciens conseillers. Le nouveau conseil, élu pour six ans ou à vie, se choisit un président et un vice-président, propose aux citoyens trois candidats pour l'élection du châtelain et nomme un député pour 350 habitants au conseil de dizain. Le conseil de dizain est chargé d'élire les autorités exécutives et judiciaires du dizain ainsi que les députés à la Diète.

A peine votées et malgré le vide constitutionnel qui persiste, les lois organiques sont mises en exécution par la commission de l'arrondissement occidental. Les autorités en place justifient leur décision par le désir manifesté par le peuple de voir cesser l'organisation provisoire ; elles pratiquent en réalité la politique du fait accompli. Ainsi, le 24 février 1815, le grand châtelain de Conthey envoie les lois organiques dans les communes de son dizain et les informe que les nominations auront lieu le 26 février. Comme le temps manque pour la publication préalable, il suggère aux conseils de charger une personne d'avertir individuellement tous les votants (*AEV*, Rz, 81.17).

L'effet de surprise ne réussit pas partout. Plusieurs communes renâclent. A Ardon, le secrétaire de la commune déclare que

la loi n'est pas obligatoire et que la majorité ne veut pas la reconnaître. Le syndic n'arrive pas à faire voter les citoyens et devant un « tumulte affreux », il doit se retirer. Nouvelles élections le 5 et le 12 mars ; le conseil ayant renoncé à son droit de présentation des candidats, la commission de l'arrondissement occidental annule ces élections. Elle doit aussi rappeler à l'ordre plusieurs communes du dizain de Martigny. A Martigny-Combe, l'assemblée primaire est convoquée quatre fois de suite pour procéder aux élections. En vain ! Sous l'impulsion de Pierre-Joseph Saudan, la majorité des citoyens refuse de suivre les lois organiques. La commission de l'arrondissement occidental charge le grand châtelain du dizain de convoquer une nouvelle assemblée et de veiller à l'exécution des lois ; elle menace de supprimer la représentation de la Combe au conseil de Martigny si l'assemblée ne se conforme pas à ses directives. A Saxon, deux anciens conseillers, écartés des listes de candidats, « s'agitent de plus en plus, excitent des séditeux »...

### L'ÉTAT DE LA RESTAURATION

Au début de la Restauration, le compromis laborieux de 1815 laisse à découvert les divisions internes. Un seul point fait l'unanimité : le mécontentement. Les Haut-Valaisans sont mécontents des concessions qu'ils ont dû faire au Bas ; les Bas-Valaisans craignent pour les maigres résultats qu'ils ont obtenus ; le clergé est insatisfait des avantages qui lui sont accordés et que d'aucuns jugent pourtant exorbitants.

Le mécontentement général qui prévaut dans les milieux politisés paraît dérisoire en regard de celui qu'éprouve la population. Les préoccupations de la majorité des Valaisans sont en effet d'un autre ordre. Les paysans ont de la peine à combler les ponctions faites par le passage d'une armée autrichienne de 60 000 hommes en juin-juillet 1815. La situation est particulièrement dramatique dans les communes de la plaine, celles de Monthey en particulier où l'armée a stationné pendant plusieurs jours. Les inondations du Rhône, le ravage des taupes et surtout les mauvaises conditions atmosphériques aggravent

la situation. Le déficit des récoltes de 1816 est catastrophique. En 1817, la disette se fait cruellement sentir. Les prix des denrées de première nécessité doublent, voire triplent par rapport à ceux des années précédentes. A Sion, le fichelin de seigle atteint, en juin 1817, 120 batz alors qu'il se vendait seulement 40 batz au début de 1816. Le peuple s'agite, la révolte gronde. Les autorités locales sont sur le qui-vive. Ainsi, à Monthey :

Le conseil ne pourrait répondre des événements et des excès auxquels pourrait se porter une classe d'individus que trop nombreuse mais vraiment souffrante et en proie aux atteintes de la privation des objets de première nécessité, et on pourrait craindre avec fondement de voir se réaliser un ancien proverbe qui dit que ventre affamé n'a point d'oreilles. (AEV, DI, 141.1.5, 17 avril 1817.)

Le danger paraît d'autant plus vraisemblable qu'en avril 1816 déjà, le Conseil d'Etat a dû réprimer une tentative d'insurrection partie du Haut-Valais. « Quelques va-nu-pieds et quelques meurt-de-faim du dizain de Brigue » murmurent contre les dépenses du gouvernement qu'ils jugent inconsidérées, contre la création de la police centrale, contre le système des finances... Le mécontentement est alimenté par

des plaintes séditieuses de quelques prêtres brouillons et de demi-« Messieurs » ruinés... (A.-J. de Rivaz, *Mémoires...*, t. II, p. 174.)

Informé par de « sincères amis de l'ordre et de la paix », en l'occurrence les notables du Haut, le Conseil d'Etat réagit vivement. Il mobilise le demi-contingent du Centre et dirige quatre compagnies contre les « insurgés », la cinquième, celle de Sierre, ayant refusé de participer à l'expédition.

Les dirigeants profitent de cette circonstance pour régler leur compte aux mécontents trop connus. L'épuration s'étend jusqu'à Martigny où la police arrête Pierre-Joseph Saudan qui passe pour un perturbateur et un séditieux, et chicanier [... qui] n'a cessé d'agiter les peuples contre les autorités locales de Martigny. (AEV, DI, 36, p. 80.)

A retardement, les hommes en place lui font payer ses démarches pour le report des lois organiques de 1815.

Après deux mois d'interrogatoires et de recherches minutieuses, la commission centrale, chargée de l'enquête, doit relâcher la quasi-totalité des inculpés, faute de charges suffisantes. Elle s'en tire par une pirouette :



Si aux premiers bruits des propos séditions et de l'opposition à l'exécution des lois on a dû craindre que cet esprit fût répandu parmi une classe de citoyens plus considérée, nous avons la satisfaction de vous annoncer que cet esprit séditions s'est borné sur d'anciens partisans de la révolution pour les uns desquels le désordre et l'anarchie sont un besoin, et des autres, l'ordre et la tranquillité un tourment insupportable. (*Id.*, p. 324.)

Le ton de la Restauration est donné. L'unité de la classe dirigeante tend à se reformer sur le dos des contestataires du pouvoir établi. La première préoccupation des hommes en place est d'effacer toute trace de « l'anarchie » qui aurait gagné du terrain pendant les années où le pouvoir était vacant.

La constitution du 12 mai 1815 garantit l'unité du canton ; elle institue un pouvoir central chargé de faire appliquer une législation commune. Le caractère fédératif de l'Etat limite cependant considérablement les moyens des autorités. Les divergences entre les tendances qui se partagent la classe politique ont pour principal résultat de mettre en veilleuse le rôle du pouvoir central.

Le seul domaine où le gouvernement s'affirme d'emblée est celui du maintien de la tranquillité : le premier décret du régime, et ce n'est pas un hasard, met sur pied un corps de gendarmes et institue un Directeur de la police centrale,

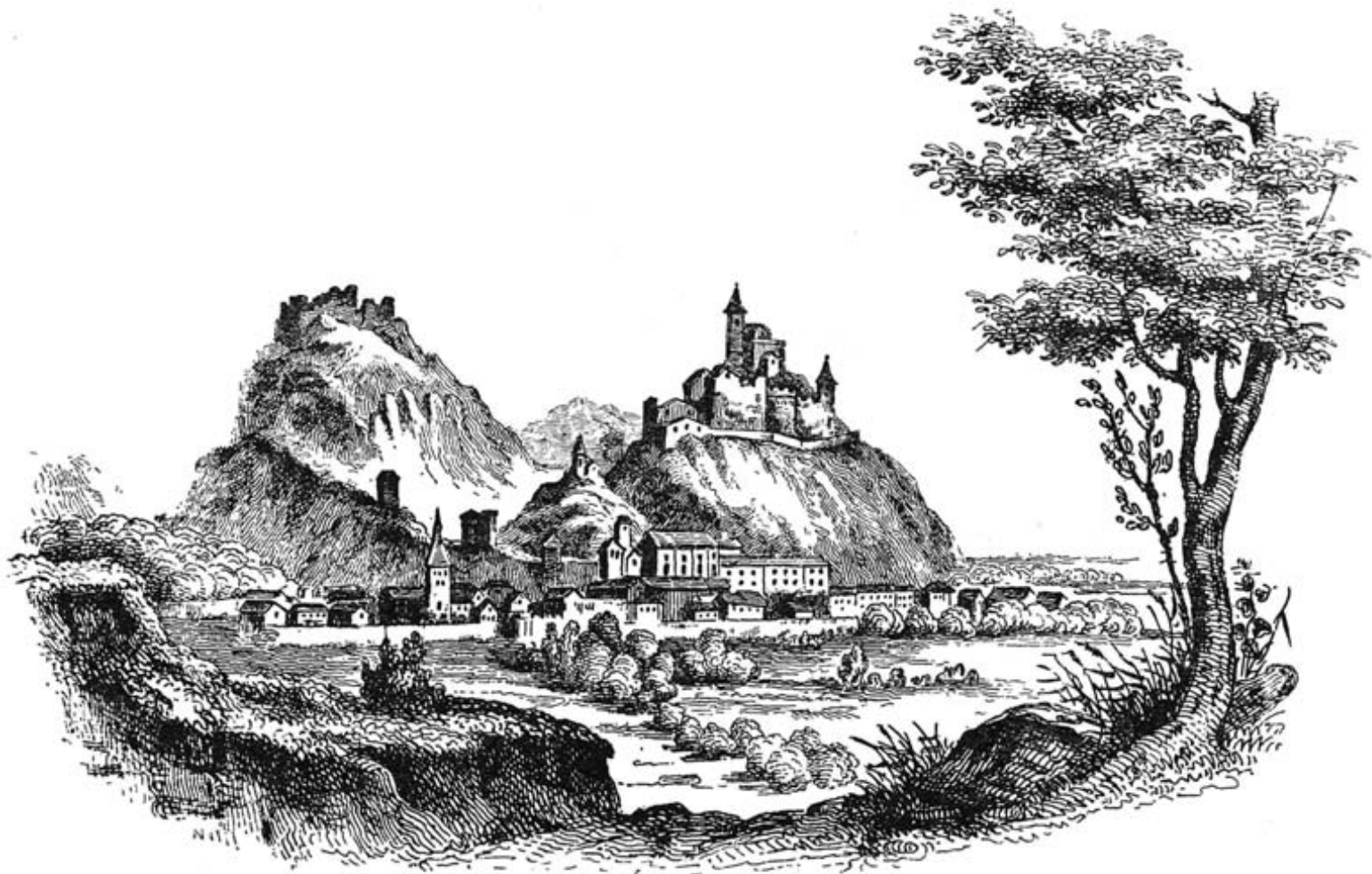
chargé du soin de veiller à l'ordre public, et de rechercher tous ceux qui voudront le troubler. (Décret du 4 décembre 1815.)

D'une manière générale, le Conseil d'Etat se contente d'administrer le pays. Le régime prend à son compte la législation de la République indépendante et paraît vouloir s'en contenter :

Il n'est pas besoin de beaucoup de lois nouvelles pour faire le bonheur du peuple ; c'est au contraire une erreur funeste dans laquelle les temps d'agitation à travers lesquels nous avons passé avaient entraîné des peuples voisins et dont l'expérience a montré le vice. (AEV, Prot. G.C. 6, 28 novembre 1825.)

Pourtant, au début des années 1820, le Conseil d'Etat et la Diète sont invités à sortir de leur réserve. Le marasme économique n'épargne pas le Valais. Les séquelles des années difficiles qui ont marqué le début de la Restauration ne sont pas effacées ; le commerce languit ; la route du Simplon est délaissée au profit de celles du Mont-Cenis ou du Saint-Gothard. Le malaise est général.





Sion au début du XIXe siècle

Coup sur coup, en 1824-1825, la Diète enregistre des plaintes et des pétitions des milieux commerçants. Des industriels du Bas-Valais s'élèvent contre le système financier jugé inéquitable puisqu'il repose presque entièrement sur les activités commerciales. Parallèlement, les commerçants de Brigue et de Sion renouvellent leurs démarches en faveur d'un allègement des droits de transit par le Simplon. De plus, les quatre dizains occidentaux font des propositions pour l'ouverture d'une route carrossable par le Grand-Saint-Bernard. La Diète ne prend en considération qu'un seul de ces points : elle accepte de modifier provisoirement les droits de transit sur la route du Simplon. Sous l'influence directe des commerçants de Brigue et de Domodossola, elle enterre le projet de route par le Grand-Saint-Bernard.

Le pouvoir central se refuse à intervenir directement, mais il entérine les adaptations qu'entraîne la timide ouverture de l'économie valaisanne. En 1824, la Diète décide l'uniformisation des mesures et, en 1827, celle des poids. Elle légifère à plusieurs reprises sur la police des forêts, interdit le parcours, tente d'organiser la police sanitaire du bétail. Toutes les décisions de principe restent cependant aléatoires devant la résistance et la force d'inertie des autorités locales chargées de les appliquer. Le Conseil d'Etat lui-même avouera, quelques années plus tard, l'efficacité relative des mesures législatives :

Les lois sont impuissantes en Valais : ce sont de vains fantômes qui épouvantent les gens timides, mais que les audacieux chassent devant eux comme une ombre légère qui à la fin s'évanouit. (AEV, Prot. G.C. 14, 19 mai 1837.)

Le pouvoir exécutif ne cache pas les carences de sa politique économique. En 1821, le grand bailli Augustini constate que le gouvernement n'a encore rien fait pour l'encouragement de l'agriculture, « premier élément de la civilisation et de la prospérité nationale ». Entre la prise de conscience des besoins et les solutions proposées pour les satisfaire, le divorce est total.

Le pouvoir central justifie sa passivité par l'argument des caisses vides. Les ressources financières de l'Etat sont en effet limitées. La moyenne des recettes nettes en 1821-1825 est de 182 500 francs. Les rentrées proviennent essentiellement des

impôts indirects : le bénéfice de la vente du sel (48,4 %) ; le produit des droits d'entrée, de sortie et de route (28,1 %) ; le produit des patentes et des fermes de la poste et du tabac (12,1 %) ; le solde (11,4 %) étant constitué par les contributions des dizains pour les routes et les affaires militaires, les recouvrements des amendes, des redevances féodales, etc.

Durant cette même période, les dépenses s'élèvent en moyenne à 172 422 francs ; il y a donc un bénéfice annuel de 10 078 francs, soit 5,8 % des recettes. L'administration tourne à peu de frais, 36 410 francs par an (21,1 % des dépenses totales), près de la moitié de cette somme étant absorbée par les indemnités des députés à la Diète et les salaires des conseillers d'Etat. Les Ponts et Chaussées se taillent la part du lion avec 76 897 francs (44,6 %) ; la Justice et la Police coûtent 18 560 francs (10,8 %) ; le Militaire, 13 773 francs (8 %) ; les collèges, 9665 francs (5,6 %) ; les intérêts de la dette et les divers, 13 916 francs (8 %). Le Département de l'Intérieur, avec 1,9 % des dépenses, fait évidemment figure de parent pauvre : 3197 francs en moyenne, c'est peu quand il s'agit de s'occuper des affaires sociales — bienfaisance et enfants trouvés —, de la bonne marche de la vie économique — police rurale, vétérinaire —, de la santé publique.

Les critiques contre l'absence de politique économique du pouvoir central viennent surtout du Bas-Valais. Les représentants des dizains occidentaux sont en effet de plus en plus sensibles à la distorsion qui existe entre les charges qu'impose l'Etat et les services qu'il rend. Les impôts indirects sont à la défaveur du Valais occidental, plus ouvert au commerce ; quant aux charges directes — la participation aux dépenses routières et militaires —, elles reposent à 47 % sur les cinq dizains occidentaux. D'une manière générale, les charges sont sans commune mesure avec la participation aux décisions.

Les représentants du Bas-Valais souhaitent une gestion plus efficace et tenant compte autant des intérêts individuels et collectifs que des rentrées fiscales. Ils traduisent la grogne de la bourgeoisie commerçante contre les taxes qu'elle doit supporter alors que les propriétaires fonciers en sont exonérés ; l'inquiétude face aux exploitations désordonnées des forêts

qui rapportent des sommes importantes à l'Etat sous forme de droits de sortie ; le sentiment d'insécurité croissant du monde paysan qui paie le sel au prix fort et qui n'obtient aucun secours pour lutter efficacement contre les épizooties, le gouvernement ne faisant même pas appliquer son arrêté de 1817 sur la police sanitaire du bétail. Manifestement, les milieux économiques du Bas ont besoin d'un encadrement étatique cohérent. Mais c'est en vain que P.-L. Du Fay, « le grand paperassier des dizains occidentaux », réclame l'impression des lois, un code civil dont il ne voit rien paraître si ce n'est « les sommes considérables qui figurent dans les comptes de l'Etat », ou l'application des subventions prévues pour encourager le progrès agricole.

A la fin des années 1820, une série d'échecs retentissants met en évidence l'impasse dans laquelle se trouve le régime. Dans plusieurs domaines, les insuffisances du pouvoir central sont mises à nu. Les discussions sur la mendicité s'enlisent ; le décret sur l'école primaire, accepté par la Diète et la majorité des conseils de dizain, n'est pas promulgué par le Conseil d'Etat qui craint la résistance du Haut-Valais et du clergé ; le projet d'une caisse cantonale de secours fait long feu... On commence à parler d'incurie.

Pour la classe politique du Bas, le problème n'est pas simple. Ses intérêts matériels la poussent à vouloir modifier le rôle de l'Etat, mais elle craint de provoquer les fédéralistes du Haut et elle court aussi le risque d'ébranler en même temps le fonctionnement des institutions politiques qui sont tout à son avantage.

### LE CONTROLE DE LA VIE POLITIQUE

Au début de la Restauration, l'organisation de la vie politique est dans la plus grande confusion. La constitution parle de lois électorales particulières et uniformes pour tout le pays. Or, les lois organiques sont antérieures à la constitution et seuls les dizains occidentaux les appliquent. Le Centre et le Haut-Valais semblent suivre, soit la législation électorale de la République indépendante, soit les coutumes de l'Ancien Régime.

Durant les premières années de son existence, le pouvoir central ne cherche visiblement pas à régulariser la situation, les sujets de discorde entre le Haut et le Bas-Valais sont déjà suffisamment nombreux. Le besoin de définir de manière précise les modalités des élections est étroitement lié à une résurgence de la contestation populaire.

Après quelques années de calme relatif, les communes campagnardes de plusieurs dizains recommencent à bouger. En se référant à la Révolution, elles contestent les privilèges non codifiés des petites villes aristocratiques et de quelques chefs-lieux de dizain. Dans ce contexte nouveau, la fragilité des bases institutionnelles de la vie politique devient évidente.

L'évolution du conflit qui oppose la ville de Saint-Maurice aux villages voisins est suivie avec attention par toute la classe politique. Les données du problème sont exemplaires. A la faveur de la restauration, les grandes familles de Saint-Maurice ont rétabli leur monopole politique sur la grande commune qui regroupe, à côté de la ville, les sections d'Evionnaz et de Vérossaz. Dès 1817, ces dernières revendiquent une représentation équitable au conseil de Saint-Maurice. Conseillés par quelques chanoines de l'abbaye, les députés de Vérossaz demandent, en 1821, la séparation ou au moins une représentation proportionnelle à la population. La bourgeoisie de la ville refuse de partager son pouvoir et de passer « sous la domination d'un ramas de gens totalement illettrés ».

Malgré son penchant pour l'aristocratie agaunoise, le Conseil d'Etat doit sanctionner, en 1822, le démembrement de la commune. Les conséquences en sont immédiates : l'année suivante, deux paysans remplacent Macognin de la Pierre et Eugène de Stockalper dans la députation du dizain à la Diète.

La défaite de Saint-Maurice apparaît comme un précédent lourd de menaces. Chacun dans son fief se sent concerné. L'esprit aristocratique s'en trouve naturellement renforcé ; il s'affiche ouvertement à la Diète où l'on s'irrite de voir

des chrétiens [qui] aspirent par des voies indignes de ce nom au sanctuaire de la législation [...] ; des hommes qui, suivant l'expression de l'Ecriture, ne seraient pas dignes de délier le cordon des souliers d'un législateur païen. (AEV, Prot. G.C. 5, 6 mai 1822.)

Les bases de tout l'édifice constitutionnel reposant sur les communes, c'est à ce niveau que la classe au pouvoir va centrer sa riposte. En mai 1825, le Conseil d'Etat propose à la Diète une loi contre la vénalité dans les élections communales ; la Diète en accepte le principe, mais elle l'applique à toutes les élections. La mesure s'avère insuffisante. A la session suivante, en novembre, le Conseil d'Etat présente un projet de loi réglant les élections communales et désénales. Le grand bailli de Rivaz, député de Saint-Maurice, met clairement en relation les « dangers qui menacent la société » avec la nécessité de cette loi électorale :

Plus d'une tentative a déjà été faite à cet égard par le Conseil d'Etat, mais le danger n'avait pas alors paru assez grand pour croire que des institutions nouvelles fussent nécessaires. Ce danger aujourd'hui ne paraît plus douteux, il faut donc penser sérieusement à le prévenir. (AEV, Prot. G.C. 6, 28 novembre 1825.)

Le gouvernement propose d'abolir les élections temporaires et de ne plus reconnaître désormais que les conseils de commune dont les membres seraient nommés à vie. Cependant, les députés estiment qu'il n'est pas encore possible de soumettre l'ensemble du Valais à une règle uniforme. En conséquence, ils se prononcent pour la coexistence des deux systèmes : les conseils à vie et les conseils nommés à terme, mais pour une longue durée.

Le 20 mai 1826, la loi sur les nominations communales et désénales, plus connue sous le nom de loi organique, est adoptée. Non sans raison, la Diète en minimise la portée. Elle la présente comme une réunion de dispositions éparses dans les lois de 1804, 1807, 1809 et 1815, qui sont rapportées. Effectivement, le schéma général de cette nouvelle loi reprend les principes de la législation antérieure.

La loi organique confirme la place stratégique qu'occupent les conseils de commune. Corps intermédiaire entre l'assemblée des citoyens et le conseil de dizain, le conseil communal contrôle la base et s'exprime en son nom. Ses pouvoirs sont étendus, exorbitants, dira-t-on bientôt. Il nomme son président et son vice-président ; les députés au conseil de dizain, c'est-à-dire le président qui représente toujours les 500 premiers habitants et un député pour 300 habitants en plus. Il propose



trois candidats pour l'élection du châtelain et de son lieutenant. D'autre part, c'est encore lui qui exerce le droit de référendum au sujet des lois financières, des capitulations militaires et des naturalisations.

Dans ces conditions, le contrôle de toute la vie politique passe obligatoirement par un contrôle de la formation du conseil communal. La loi organique ne laisse rien au hasard. Les membres du conseil sont nommés à vie ou pour une très longue durée, douze ans ; dans ce cas, ils sont renouvelés par tiers tous les quatre ans et les membres sortants sont toujours rééligibles. Les citoyens ne peuvent se prononcer que sur une liste de trois candidats proposés par le conseil lui-même. Cependant, comme la Diète estime que cette présélection pourrait devenir « un moyen d'établir une espèce d'oligarchie », elle décide d'adjoindre au conseil, pour la circonstance, un nombre de notables égal à la moitié de ses membres. Ces notables sont choisis successivement parmi les citoyens qui ont exercé des fonctions supérieures, désénales ou communales, ou, à défaut, parmi les personnages les plus âgés et « possesseurs d'une propriété foncière — de mille francs — qui leur donne d'autant plus d'intérêt à ce que la chose publique soit bien administrée ».

Une seule entorse est faite au système de la candidature : les communes qui ont déjà des conseils à vie peuvent continuer à les compléter de la manière qu'elles voudront. De toute évidence, le gouvernement veut ménager la plupart des communes haut-valaisannes en leur épargnant le joug de la candidature.

La loi organique de 1826 est un chef-d'œuvre. Elle tend inexorablement à perpétuer la situation existante et transforme les élections en plébiscites. Dès lors, toute divergence entre administrés et autorités locales ne peut déboucher que sur des conflits ouverts, illégaux, séditieux.

Les autorités centrales ont pris des risques en ne ménageant aucune soupape de sûreté dans les élections communales où les luttes sont les plus vives. Fait plus grave pour elles, le système mis en place donne une dimension cantonale aux rivalités personnelles, aux oppositions de clans locaux.

En effet, pour avoir une chance de participer au pouvoir, les opposants doivent d'abord s'attaquer aux bases mêmes du régime. La contestation ne se fera pas attendre. Contre la loi organique, expression achevée d'un régime élitaire, ressurgira, dans la mémoire collective, le souvenir des arbres de la liberté plantés en 1798.



## CHAPITRE 4

### Le personnel politique (1802-1848)

La succession rapide des régimes politiques dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle donne l'impression d'un monde en perpétuelle transformation ; cette instabilité est plus apparente que réelle. Les hommes qui exercent le pouvoir assurent la continuité. Quelle que soit l'organisation politique du Valais, les principaux personnages, les représentants des familles les plus en vue, se retrouvent à la tête du pays : la longévité des politiciens est sans commune mesure avec celle des régimes. Il suffit d'évoquer les figures des de Rivaz, Stockalper, de Sépibus ou Dufour pour s'en convaincre. Certains étaient déjà aux premières loges sous l'Ancien Régime, d'autres y ont accédé à la Révolution ; jusqu'à leur mort, ils occupent les premiers emplois de l'Etat. Si, d'aventure, une péripétie de l'histoire les écarte un moment du pouvoir, ils conservent toujours une place importante à l'arrière-plan. Ces cas sont-ils exemplaires ou, au contraire, isolés ? Seule l'analyse de l'ensemble du personnel politique peut résoudre cette question.

#### LA STABILITÉ DU PERSONNEL POLITIQUE

Organe suprême de la souveraineté, le pouvoir législatif fournit un premier matériau pour l'étude du renouvellement du personnel politique. Malgré les changements qui affectent sa composition et le mode de désignation de ses membres, il est une base de référence sûre.

Les changements de législature sont fréquents avant 1848. Les députés ne sont, en effet, élus que pour deux ans. De ce fait entrent dans notre champ d'analyse : les quatre Diètes élues entre 1802 et 1810, les douze Diètes du régime de 1815, les cinq Grands Conseils élus entre 1839 et 1847. Pour apprécier le degré de renouvellement des députations, nous avons classé les députés de chaque période en trois catégories : les sortants qui sont réélus ; ceux qui ont déjà siégé au pouvoir législatif et qui retrouvent leur mandat après une interruption ; ceux qui sont nommés pour la première fois, qu'ils aient ou non siégé comme suppléant auparavant.

L'ensemble des résultats obtenus montre à l'évidence que la stabilité n'est pas le fait de quelques hommes. Avec des amplitudes diverses, tous les régimes semblent obéir à une loi commune : ils sont relativement ouverts à leur début bien qu'ils puisent la majorité de leurs législateurs parmi les cadres du régime précédent, puis les changements se tassent et ne dépassent guère le remplacement des députés qui quittent la vie politique active et la rotation qui se fait entre les hommes politiques des dizains. Ce fait est particulièrement frappant avant 1839.

Le renouvellement des députés de la République indépendante reste limité malgré la faiblesse des effectifs de la Diète — 31 députés des dizains et l'évêque. La première assemblée élue en application de la constitution d'août 1802 est formée en majorité des membres des Constituantes de 1801 et 1802 ; les notabilités du régime helvétique ou de l'Ancien Régime sont naturellement présentes puisque la constitution n'admet à la députation que des citoyens ayant rempli précédemment des fonctions importantes. La Diète de mai 1807 est la plus novatrice de cette période : 42 % des sièges changent de titulaire ; un tiers des députés n'ont encore jamais siégé en cette qualité.

En 1815, la Diète se compose de 52 membres, sans compter l'évêque qui dispose de quatre suffrages. Les anciens députés de la République de 1802 se retrouvent en force dès le départ : ils constituent plus de la moitié de la députation. Entre 1815 et 1839, le renouvellement est le plus souvent inférieur à 30 %

et, si l'on ne regarde que les hommes nouveaux, il ne dépasse que rarement 20 %. La permanence du personnel est particulièrement visible dans cette période. Les nouveaux venus se font de plus en plus rares. En 1823, trois nouveaux membres seulement siègent à la Diète. Une légère élévation du taux de renouvellement en 1827, 1829 et 1831 n'infirme pas la tendance générale qui reste au maintien des hommes en place. Ce phénomène est perçu par les contemporains. A la fin d'une législature, le Conseil d'Etat fait bien ses adieux aux députés en leur déclarant que leur tâche est terminée et qu'ils vont maintenant céder la place à d'autres, mais on se doute qu'il s'agit là de rhétorique ; quand il est sérieux, le Conseil d'Etat déclare à la Diète :

Il est consolant pour le Conseil d'Etat de voir que la souveraine assemblée [...] est en majeure partie composée des membres qui se trouvent déjà depuis un grand nombre d'années dans l'administration et ont donné dans cette carrière des preuves multipliées de leur respectueux attachement à la religion de nos pères, de leur dévouement à la bonne cause et de leur inaltérable amour pour la patrie. (AEV, Prot. G.C. 9, 28 novembre 1831.)

A partir de 1839, les députations sont moins stables. En 1841, 1843 et 1845, près de la moitié des sièges changent de titulaire. Les modifications constitutionnelles, introduites par les libéraux, favorisent le renouvellement des députations. Les membres du pouvoir législatif sont plus nombreux : le Grand Conseil compte 78 députés en 1839, 79 en 1844 et 85 en 1847. Le principe de la représentation proportionnelle à la population entraîne une répartition plus équitable entre les différentes collectivités locales. D'autre part, l'élargissement de la base sociale de la députation est théoriquement rendu possible puisque tout citoyen est désormais éligible. De plus, les députés ne sont plus désignés par les conseils de dizain, stables par définition, mais par un collège électoral nommé par les assemblées primaires. Enfin, avec le renforcement des luttes idéologiques, le mode de scrutin utilisé — majoritaire — accroît la vulnérabilité des députés. Une modification même légère dans les rapports de force entre les tendances qui se partagent les électeurs d'un district est souvent amplifiée et peut changer considérablement la physionomie de sa représentation au

législatif. Il arrive même que cette modification soit accidentelle. Ainsi, en 1844, l'épuration qui suit la prise du pouvoir par les conservateurs exclut du Grand Conseil un certain nombre de députés déclarés inéligibles. Le district de Monthey est particulièrement touché ; en 1845, il envoie à Sion neuf hommes nouveaux en remplacement des radicaux ou libéraux exilés ou, pour le moins, écartés de la vie publique.

Le taux de renouvellement des députations étant faible, le personnel politique a tendance à vieillir au pouvoir. Malgré les lacunes que nous avons sur l'âge des députés, nous pouvons poser quelques points de repères.

Entre 1802 et 1839, nous connaissons l'âge d'environ quatre députés sur cinq. La moyenne d'âge des députés connus siégeant à la première Diète de 1802 est de 46 ans et demi ; en 1815, elle s'élève à 49 ans et demi, et à 50 ans et demi en 1830 ; en 1839, la dernière Diète du régime a un âge moyen de 52 ans. Une analyse plus précise de l'âge des députés serait sans doute riche en enseignements puisqu'elle permettrait de mieux situer le personnel politique par rapport à des moments importants, celui de la Révolution par exemple. A défaut de pouvoir travailler sur un nombre étendu de personnes, l'analyse de l'âge des conseillers d'Etat révèle des points intéressants.

Le premier Conseil d'Etat, en 1802, est formé d'hommes gravitant autour de la cinquantaine ; leur moyenne d'âge est de 52 ans. En 1810, elle est de 55 ans. Les dirigeants de la Restauration ne sont guère plus jeunes. En 1815, l'âge moyen des conseillers d'Etat est de 52 ans, mais l'éventail est plus large qu'en 1802, il va de 32 à 64 ans. A côté des hommes nés vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, on trouve des représentants des générations des années 1780 qui s'apprentent à prendre la relève. Maurice de Courten entre au Conseil d'Etat en 1817, il a 36 ans ; Eugène Allet le rejoint en 1827, il a 43 ans. Malgré l'arrivée de quelques hommes plus jeunes, le Conseil d'Etat vieillit. Plusieurs fois entre 1815 et 1839, sa moyenne d'âge est supérieure à 60 ans ; il en est ainsi de 1823 à 1827, en 1829-1830 et à la chute du régime, en 1839. Les membres de l'exécutif ont tendance à blanchir sous le harnais, à l'image de Michel

Dufour qui y entre pour la première fois en 1805, à 37 ans, et qui en sort en 1839, âgé de 71 ans.

Les adaptations se font par à-coups et coïncident souvent avec les changements de régime. La période 1839-1848 n'est pas seulement une période transitoire au niveau des institutions, mais aussi en ce qui concerne le personnel politique. Les conseillers d'Etat en fonction dès 1841 sont nés entre 1782 et 1808 ; leur âge moyen est de 45 ans. Aux hommes qui ont vécu la Révolution de 1798 dans la force de l'âge, succèdent ceux qui sont nés au tournant du siècle. Ce phénomène de relève des générations n'est pas propre au camp libéral ; le gouvernement conservateur de 1844 a un âge moyen de 52 ans.

Le régime radical de 1848 accentue encore la coupure. Les sept membres de son premier Conseil d'Etat sont nés entre 1798 et 1815 ; leur âge moyen est de 40 ans. Désormais, et pour un quart de siècle, ce sont les hommes nés dans les deux premières décennies du XIXe siècle qui occupent le pouvoir exécutif.

### UN PERSONNEL POLITIQUE RESTREINT

Les hommes qui apparaissent sur les devants de la scène politique valaisanne restent, pour la période qui nous concerne, avant tout des représentants d'une région. L'imbrication entre les niveaux cantonal et local est d'ailleurs telle qu'il est nécessaire de tenir compte de certaines fonctions locales si l'on veut mesurer l'importance réelle des politiciens. Les régimes de 1802 et de 1815 nous permettent de faire cette opération ; leurs institutions sont comparables et accordent une large place aux pouvoirs locaux.

Il n'est guère possible, pour des raisons matérielles, de prendre en compte toutes les autorités locales. Notre échantillon, quoique restreint, est suffisamment représentatif : il comprend toutes les autorités cantonales et les principales autorités des dizains. Les premières se composent des membres de la Diète, du Conseil d'Etat, du Tribunal suprême et, depuis 1815, des deux députés du canton à la Diète fédérale ; les autorités désénales sont représentées par le président et le vice-président, le grand châtelain et son lieutenant.

Le dizain étant l'unité qui sert de base à la répartition des fonctions, les hommes politiques y ont un certain nombre de mandats supérieurs à exercer. Sous le régime de 1802, les mandats fixes varient de sept à neuf par dizain, les membres du Conseil d'Etat non compris. Après 1815, tous les dizains ont uniformément neuf mandats à pourvoir sans compter les deux députés à la Diète fédérale. Les fonctions supérieures, à une exception près, étant d'une durée de deux ans, le nombre de mandats pris en compte est considérable ; pour l'ensemble du canton, il s'élève à 97 par législature en 1802-1810 et passe, dès 1815, à 124 par période de deux ans.

Un tableau résume l'essentiel des données que nous avons récoltées. Il indique, pour chaque dizain, le nombre de personnes qui exercent une fonction supérieure entre 1802 et 1839 ; leur durée moyenne d'activité ; le nombre moyen de mandats exercés par personne ; enfin, le nombre de mandats simultanés occupés par la même personne entre 1815 et 1839. Par commodité, nous avons basé nos résultats sur le découpage géographique de 1815. Ainsi, les résultats donnés pour le dizain de Conthey, créé en 1815, comprennent les postes de ce dizain entre 1815 et 1839 et les fonctions que les politiciens du futur dizain ont exercées, en 1802-1810, dans ceux de Sion et de Martigny.

**Le personnel politique :  
durée, mandats et cumul (1802-1810 et 1815-1839)**

Dizains	Effectif total	Durée moy. en années	Mandats par pers.	Cumul de mandats (1815-1839)
Conches	15	9,3	9,2	2,04
Brigue	13	12,2	11,7	1,94
Viège	19	8,0	7,3	1,88
Rarogne	13	11,5	11,3	1,98
Loèche	16	10,1	9,2	1,78
<i>Haut</i>	76	10,0	9,5	1,92
Sierre	38	5,9	4,0	1,35
Hérens	26	8,0	5,4	1,30
Sion	25	7,6	5,1	1,30
<i>Centre</i>	89	7,0	4,7	1,32
Conthey	18	9,2	7,4	1,61
Martigny	22	9,8	6,5	1,30
Entremont	27	7,6	5,5	1,39
St-Maurice	23	9,6	6,9	1,45
Monthey	19	10,6	7,9	1,48
<i>Bas</i>	109	9,2	6,7	1,44
VALAIS	274	8,7	6,8	1,56

Le personnel politique est, on le voit, restreint. Dans le Haut-Valais, 76 personnes suffisent à remplir pendant 32 ans tous les mandats attribués aux cinq dizains supérieurs, soit 720 mandats de deux ans chacun. La diversité est plus grande dans le Bas et surtout dans les trois dizains du Centre.

Une longue durée d'activité et le cumul des places expliquent que la machine politique puisse tourner avec de faibles effectifs aux postes principaux.

Dans la plupart des dizains, les hommes restent, en moyenne, longtemps en place. Les écarts sont cependant importants ;



ils vont du simple au double : la moyenne de Sierre est inférieure à six ans ; celle de Brigue est supérieure à douze ans. En général, pourtant, les durées se tiennent dans un ordre de grandeur assez proche ; la moyenne du Haut n'est que d'un an supérieure à celle du Bas.

C'est surtout la pratique du cumul qui réduit considérablement les besoins en personnel. Les constitutions de 1802 et de 1815 ne s'opposent pas à cette pratique ; toutes deux admettent que les fonctions administratives et judiciaires ne sont pas incompatibles. Pour certains cas, elles prévoient même un cumul obligatoire. Celle de 1802 établit que le président du dizain est aussi membre de la députation et que le grand châtelain est de droit membre du Tribunal suprême. La constitution de 1815 abandonne ce dernier point, mais il introduit un autre cumul en décidant que les membres du Conseil d'Etat sont de droit députés de leur dizain à la Diète. La pratique du cumul crée parfois des situations pour le moins extraordinaires. Ainsi, sous le régime de 1802, plusieurs personnalités réussissent à remplir simultanément les fonctions de député à la Diète, président du dizain, grand châtelain et membre du Tribunal suprême ; de plus, ils peuvent participer aux autorités communales.

Du fait des cumuls obligatoires, 100 personnes devraient occuper au minimum 120 mandats. La pratique est assez loin de ce seuil légal. Le cumul est plus fréquent dans le Haut — près de deux mandats simultanés par personne — que dans le Bas et le Centre où la moyenne s'établit à 1,3 mandat par personne.

L'ensemble des résultats permet de grouper les dizains en plusieurs catégories qui, avec des nuances, recourent assez bien les trois arrondissements créés artificiellement en 1815. Un premier groupe homogène se détache : le Valais alémanique. Les représentants des dizains supérieurs sont non seulement nommés pour une longue période, ils remplissent de plus plusieurs mandats. Le Centre et le Bas se rapprochent du Haut quant à la durée moyenne, mais ils ont une pratique différenciée du cumul. L'occupation simultanée de plusieurs mandats est moins fréquente, surtout dans les dizains étendus



et peuplé, composés de plusieurs communes importantes qui se disputent les places. Un savant dosage est nécessaire pour satisfaire tout le monde. Aussi voit-on, épisodiquement, émerger quelques notabilités communales. Le cas le plus typique est celui de Sierre où la Noble Contrée doit laisser une partie des mandats aux communes d'Anniviers, de la plaine du Rhône et à la grande commune de Lens. On retrouve la même situation dans plusieurs dizains francophones et même dans celui de Viège qui apparaît légèrement plus ouvert que les autres dizains du Haut. Dans certains dizains, le compromis doit se faire selon d'autres critères. A Sion, par exemple, on imaginerait volontiers un personnel politique stable. La ville, à partir de 1815, domine sans conteste le dizain et se contente d'offrir quelques postes de second plan aux représentants des petites communes rurales que la constitution lui a laissées. Le partage doit se faire entre les familles importantes de la ville. Tour à tour, les de Torrenté, Kuntschen, de Kalbermatten, etc. occupent les places qui ne sont pas encore prises par les de Riedmatten.

### L'ÉLITE POLITIQUE

Les 274 personnes qui occupent tous les mandats supérieurs ne sont pas sur un pied d'égalité. Certaines ne font qu'une brève apparition dans les hautes sphères du pouvoir ; d'autres, au contraire, y sont confortablement installées. Dans l'ensemble, une élite restreinte domine la vie publique valaisanne de 1802 à 1839. Dans tous les dizains, une demi-douzaine de personnalités occupent, pendant les 32 années considérées, la plus grande partie des fonctions supérieures. Les différences, très visibles sur les moyennes, viennent surtout du fait que certains dizains pratiquent une rotation plus rapide pour quelques postes. Cette ouverture à la base ne les empêche pas de maintenir à leur tête, et pour longtemps, les mêmes individus. L'emprise des personnages principaux est rendue plus sensible encore si l'on chiffre la proportion des mandats exercés par les six qui en occupent le plus. Le classement est alors le suivant : Brigue, 80 % des mandats exercés par six

personnes ; Rarogne, 80 % ; Viège, 75 % ; Conthey, 75 % ; Monthey, 74 % ; Conches, 73 % ; Loèche, 73 % ; Martigny, 70 % ; Hérens, 69 % ; Entremont, 65 % ; Saint-Maurice, 64 % ; Sion, 60 % ; Sierre, 51 %. Pour l'ensemble du Valais, 78 personnes occupent 70 % de tous les mandats supérieurs. Les 196 autres qui figurent sur les listes des emplois supérieurs se contentent donc de 30 % des mandats, et nous constatons que la tranche inférieure, celle des hommes en fonction pour deux ou quatre ans et qui comprend 117 personnes, n'intervient que pour 11 % des mandats.

Le rassemblement de la plupart des emplois publics importants dans les mains d'un groupe restreint d'hommes politiques est incontestablement un des faits majeurs de la vie politique valaisanne dans les premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle. La permanence de cette élite au pouvoir est la conséquence à la fois d'une législation électorale très sélective et d'une solide implantation des hommes politiques dans leur dizain respectif. S'il est assez difficile de déterminer les moyens de contrôle ou de pression, on peut rendre compte du résultat ; il est parfois spectaculaire.

Dans chaque dizain, on trouve en effet une, deux ou trois familles qui ont la haute main sur les affaires. Aucune n'atteint cependant le degré de réussite de la famille Stockalper dans son fief de Brigue. Elle exerce au cours de cette période un véritable monopole politique. Descendants du « grand » Stockalper, Gaspard-Eugène et ses fils, Eugène, Maurice, Emmanuel et Ferdinand, occupent à eux seuls les deux tiers des mandats que compte le dizain entre 1802-1810 et 1815-1839. Sous la République indépendante, Gaspard-Eugène est conseiller d'Etat de 1802 à 1804, député et président du dizain ainsi que président de la Diète de 1805 à 1809, grand bailli en 1810 ; ses fils Emmanuel et Eugène font aussi partie des autorités désénales. Constamment présente au premier plan sous le régime français, et durant la période de transition qui suit l'effondrement de l'Empire, la famille Stockalper s'intègre fort bien dans le nouveau canton.

En 1815, le poste de grand bailli ayant déjà été pourvu, Gaspard-Eugène ne peut se résoudre à occuper un simple poste de

Augustine Deliaz Rockenberg

de Lepibus Dufour du Fay Morand

Fred Gaud Delassier Gay Ling

Dug Emmel Bonjean Rodefontey

Barman J. Garinon M. Barman R. Gaudin

... ne sachant pas écrire, apposent leur marque domestique :

17 X 7.7 7.7 7.7 7.7 7.7 7.7 7.7

7.7 7.7 7.7 7.7 7.7 7.7 7.7 7.7 7.7

7.7 7.7 7.7 7.7 7.7 7.7 7.7 7.7 7.7

\* 7.7 7.7 7.7 7.7 7.7 7.7 7.7 7.7 7.7

Signatures d'hommes politiques ; marques domestiques de Valaisans  
moins illustres

conseiller d'Etat ; pour lui faire plaisir, la Diète nomme à cette place son fils, Eugène, âgé de 32 ans et fait de lui le premier député du Valais à la Diète fédérale. Au début des années 1820, quatre membres de la famille sont présents simultanément à la Diète cantonale. Gaspard-Eugène est au Conseil d'Etat de 1819 à sa mort en 1826 ; il est grand bailli en 1819-1821 et en 1823-1825 ; de droit, il est en même temps député. Ferdinand et Maurice représentent le dizain de Brigue à la Diète de 1819 à 1839 et se relaient dans les fonctions de président du dizain, grand châtelain et membre du Tribunal suprême ; lorsque Maurice entre au Conseil d'Etat, en 1833, les deux frères abandonnent définitivement la charge de grand châtelain à leur cousin, Casimir de Sépibus. De plus, Eugène, après avoir représenté le dizain de Brigue, et siégé au Conseil d'Etat jusqu'en 1819, s'installe à Saint-Maurice ; immédiatement il fait partie de la députation de ce dizain et, en 1823, il est nommé député à la Diète fédérale.

Une telle emprise exercée par une famille sur un dizain est certes exceptionnelle ; elle n'est ni unique, ni propre aux dizains dits aristocratiques. Sous la République indépendante, la famille Duc, riches paysans de Conthey, réussit à occuper la majeure partie des postes importants du dizain de Sion au grand dépit des anciennes familles sédunoises. Jean-Joseph Duc et deux de ses fils retirent les principaux avantages de l'alliance des grandes communes rurales de Conthey, Nendaz et Savièse contre la ville. A leurs côtés siègent, dans les autorités du dizain, un homme de Nendaz, un de Savièse et un seul représentant de l'aristocratie sédunoise ; ce dernier est d'ailleurs soigneusement choisi puisqu'il s'agit de Janvier de Riedmatten, beau-père de Pierre-Joseph Duc. Sur les 38 mandats que compte le dizain de 1802 à 1810, 26 sont remplis par la famille Duc et par Janvier de Riedmatten. A partir de 1815, les Duc n'ont aucune peine à s'imposer dans les cadres du nouveau dizain de Conthey ; cependant, ils ne réussissent toujours pas à percer au niveau cantonal. Déjà en novembre 1807, Jean-Joseph Duc est élu vice-bailli, mais son élection est invalidée. En 1815, la Diète le nomme au Conseil d'Etat, ce qui provoque une levée de boucliers. Tous les officiers haut-

valaisans du premier bataillon fédéral, « à l'exception de quatre, nés paysans comme lui », adressent une pétition à la Diète :

MM. les officiers s'abstiennent par respect et vénération pour la haute représentation nationale de toute autre observation et se bornent à donner par le présent acte leur démission si ce personnage persiste à en vouloir exercer les fonctions (à titre de conseiller d'Etat). (A.-J. de Rivaz, *Mémoires...*, t. II, p. 134.)

Quelques jours plus tard, la Diète annule l'élection de Jean-Joseph Duc. L'ascension sociale a ses limites.

Des situations analogues à celles de Brigue ou de Conthey se retrouvent dans la plupart des dizains pour ne pas parler des communes où « les coqs de village » font la pluie et le beau temps. Les de Courten et Preux à Sierre, Roten et de Sépibus à Rarogne, Allet et Julier à Loèche, Taffiner et Jost à Conches, Bovier dans la vallée d'Hérens, Morand et Gay à Martigny, Gard et Delasoie dans l'Entremont, de Rivaz, Cocatrix et de Quartéry à Saint-Maurice, occupent dans leur région respective une situation dominante.

## RÉSEAUX FAMILIAUX, CLANS, FACTIONS

Le contrôle de la vie politique d'un dizain par les membres d'une même famille n'est que la partie visible de l'iceberg ; le tissu serré des alliances augmente encore le poids politique d'un petit nombre de familles influentes. F. Raynauld constate que, dans l'Entremont,

15 des 23 politiciens et magistrats cités de 1815 à 1848 apparaissent aussi dans l'abrégé généalogique de la famille étendue des Gard. (*Formation...*, p. 249.)

Pour mesurer l'emprise réelle de quelques familles, il serait donc nécessaire de tenir compte des liens d'alliance qu'elles ont entre elles, ce qui, on s'en doute, n'est pas facile à réaliser. Le dizain de Monthey nous servira d'exemple.

La vie politique montheysanne est étroitement contrôlée par un réseau dont le centre est constitué par la famille Du Fay. Pierre-Louis Du Fay, petit-fils de F.-J. Burgener qui était gouverneur de Monthey en 1727-1729 et grand bailli de la République des VII Dizains de 1742 à 1761, continue brillamment la tradition de ses ancêtres. En 1802, il est député à la Diète,

grand châtelain de Monthey et membre du Tribunal suprême ; de 1805 à 1810 et de 1815 à 1839, il est, sans interruption, président du dizain et député à la Diète. Son beau-frère, Michel Dufour, est membre de la Diète dès 1802 ; en 1805, il entre au Conseil d'Etat ; à la Restauration, il retrouve son siège de député et il est nommé député à la Diète fédérale ; il entre au gouvernement en 1817 et y reste jusqu'en 1839, occupant pendant deux périodes la charge de grand bailli et pendant cinq périodes, celle de vice-bailli. Isaac de Rivaz est aussi un beau-frère de Pierre-Louis Du Fay ; sous la République indépendante, il est inspecteur en chef des ponts et chaussées et entre au Conseil d'Etat en 1809 ; en 1817, il est député du dizain de Monthey ; de 1815 à sa mort, en 1828, il occupe la fonction de chancelier d'Etat ; en outre, il est député à la Diète fédérale en 1819-1820. Autre beau-frère de Pierre-Louis Du Fay, Hyacinthe Darbellay assume la vice-présidence du dizain de 1807 à 1810 et de 1815 à 1835 ; il est en plus receveur du dizain sous la République indépendante et de 1815 à 1825. De 1835 à 1839, la vice-présidence du dizain est occupée par Pierre Torrent et on est à peine surpris d'apprendre que, comme son frère Joseph, il a aussi épousé une sœur de Pierre-Louis Du Fay.

Le réseau Du Fay occupe ainsi la moitié des mandats attribués à Monthey pendant 32 ans. Il n'est pas étonnant que les laissés-pour-compte de la région dénoncent, dans le *Nouvel-liste vaudois* du 7 février 1834, les contradictions entre les théories et la pratique des « transfuges du libéralisme ».

Voilà les hommes qui nous parlent depuis plus de dix ans de liberté !

s'exclame « le Figaro valaisan », après avoir donné un aperçu des relations familiales de Michel Dufour et des ténors de la commune de Vouvry, où il trouve « une autre pépinière de ces ennemis du monopole des places ». Les réseaux familiaux ne sont d'ailleurs pas limités par le cadre des dizains. Pour ne reprendre que le cas Du Fay, on peut ajouter à la liste déjà impressionnante de ses beaux-frères : F.-E. Joris et G.-E. Delasoie dans le dizain d'Entremont et Jean-Séverin Duc dans celui de Conthey. F.-E. Joris est président du dizain de 1802 à

1807, vice-président en 1807-1809, député de 1802 à 1809. Entre 1802 et 1810, G.-E. Delasoie occupe successivement les fonctions de grand châtelain et membre du Tribunal suprême, de vice-bailli, de président du dizain et député ; sous le régime de 1815, il est député à la Diète, membre du Tribunal suprême pendant seize ans et du Conseil d'Etat pendant quatre ans. Jean-Séverin Duc, enfin, est député du dizain de Sion de 1802 à 1810, grand châtelain et membre du Tribunal suprême en 1809 ; de 1815 à sa mort, en 1827, il est député de Conthey, membre du Tribunal suprême, grand châtelain de 1815 à 1823 et président du dizain de 1823 à 1827.

Comme chacune de ces personnalités est à son tour au centre d'un autre réseau familial qui lui est propre, l'emprise des clans, des factions, est telle qu'elle en devient la caractéristique principale du monde politique.

Les factions apparaissent dans toute leur importance lorsqu'il s'agit d'obtenir une place pour un de leurs membres. Les parents, les alliés, les obligés, jouent le rôle d'une troupe que son ou ses chefs monnaient au gré des circonstances. Dans cette optique, l'appartenance à un clan se révèle déterminante pour la réussite politique. Il est frappant de voir les familles nouvellement projetées sur les devants de la scène chercher par des alliances à s'intégrer dans un groupe puissant : les mariages sont une composante de la stratégie politique des familles dirigeantes.

Les réseaux familiaux n'ont pas pour seule conséquence de renforcer l'influence de leurs membres au niveau supérieur ; ils permettent aussi un accroissement de leur emprise locale. Dans leur fonction d'intermédiaires entre les différents échelons de la vie publique, les membres de l'élite s'imposent comme les représentants les plus efficaces de leur région dont « ils arrangent toutes les affaires ». Dès lors, il n'est pas facile de contester une personnalité qui dispose de relations importantes, qui a le « bras long ».

Entre les différents clans qui se livrent parfois une lutte acharnée pour le pouvoir, les oppositions sont apparemment irréductibles. Pourtant, les points communs l'emportent sur les



différences. Peu importe qu'il s'agisse de familles nobles ou roturières, aristocratiques ou paysannes, les assises matérielles, la formation, les préoccupations en font un groupe restreint qui tranche sur le milieu.

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les propriétaires terriens tiennent le haut du pavé. Parmi les 600 contribuables les plus imposés du département du Simplon figurent une centaine de personnalités qui sont, soit des anciens députés de la République indépendante, soit des futurs députés de la Restauration. La quasi-totalité d'entre eux sont sur cette liste grâce à leurs impositions foncières. La possession de biens importants reste en effet l'élément déterminant qui assure l'aisance et surtout la considération. Elle permet aussi à une famille d'assumer la formation de ses fils dans les trois carrières traditionnelles : le sacerdoce, le droit et les armes.

La fonction de notaire et surtout celle d'avocat est la voie la plus sûre pour accéder à des fonctions publiques importantes. La création d'une école de droit qui forme, à Sion, les futurs notaires augmente l'attrait de cette branche puisqu'elle n'impose pas un séjour à l'étranger. Les constitutions du début de siècle reconnaissent aux notaires, comme aux officiers, un statut privilégié en leur permettant d'accéder à la députation sans avoir occupé préalablement des fonctions supérieures ou désénales.

Comme la société évolue très lentement, l'élite réussit à maintenir ses positions. Elle peut même transmettre à ses descendants le lot qu'elle a reçu en partie de ses devanciers. Rares sont les hommes politiques du milieu, voire de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, qui n'ont pas bénéficié des avantages acquis par leurs ascendants. Les Barman, Du Fay, Dufour ou Morand, comme les Allet — fils et petit-fils de grands baillis —, Stockalper ou de Sépibus continuent une tradition familiale. Nés près du pouvoir, investis très tôt de charges importantes, il leur paraît tout naturel de les conserver :

Il n'est pas extraordinaire par le temps qui court de trouver des citoyens qui, ayant été portés au pouvoir et l'ayant conservé quelque temps, en prennent l'habitude, considèrent leur autorité comme une seconde nature, à eux propre, dans laquelle ils doivent vivre et mourir, comme le poisson dans l'eau. (AEV, DI, 55, 20 février 1848.)



---

Au-delà des changements dans la manière de penser l'action politique, la continuité, et quelle continuité, est assurée par la permanence au pouvoir de quelques familles qui se survivent à travers tous les régimes, identifiant souvent l'intérêt du pays à la pérennité de leur rôle politique.



DEUXIÈME PARTIE

# **Les conflits idéologiques**

par

GÉRALD ARLETTAZ



Le régime de 1815, comme on l'a vu, est aux mains d'une minorité de familles qui contrôlent les postes importants de la République, que ce soit au niveau cantonal, désénal ou communal. Pourtant, ce consensus de la classe dirigeante, où chacun est maître chez soi dans la confédération valaisanne, cache mal les profonds clivages de la société, dans le Bas-Valais en particulier.

Qu'elles soient aristocratiques (Brigue, Loèche) ou « démocrates » (Conches, Viège), les familles du Haut-Valais représentent le pouvoir historique. Habitée à régir l'ensemble de la société valaisanne, cette classe politique n'est guère contestée dans son fief et continue, de ce fait, à promouvoir une société hiérarchisée, où le rôle de guide revient de droit aux dizains supérieurs et à l'évêque.

Dans la partie francophone du canton, la situation est infiniment plus complexe. Plus ou moins unies dès 1798 dans leur lutte nationale contre le Haut, les familles bas-valaisannes sont divisées par leurs origines sociales et par leur conception du pouvoir. Aristocratiques, celles de Sierre et de Sion ont vu leur suprématie contestée par les campagnes. En aval de la Morge, c'est sous le bon vouloir du Haut et souvent à la faveur de liens de parenté (Saint-Maurice) que les élites se sont formées ; elles se sont renforcées au cours de la période 1798-1815. Leur récente accession à la souveraineté désénale ne leur permet pourtant pas toujours de bénéficier d'une assise populaire très sûre, car le vent de l'égalité, en passant par Monthey et par Martigny, a soufflé jusque dans les villages et dans les vallées. Aussi la classe politique bas-valaisanne est-elle devant un dilemme : pour se hisser au pouvoir cantonal, elle doit continuer à promouvoir la lutte nationale, mais elle doit aussi éviter le débordement de ceux qui croiraient au renouvellement des élites.

De façon générale, toute la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle est marquée par l'établissement de nouveaux fondements institutionnels dans la société. Héritier de la Révolution, le mouve-

ment libéral se développe en revendiquant l'égalité des droits entre les deux parties du canton, demandant que la Diète soit élue sur la base d'une représentation proportionnelle à la population des dizains. Les libéraux cherchent également à renforcer le rôle de l'Etat cantonal ainsi que les libertés individuelles, notamment la liberté du commerce et de l'industrie. De ce fait, les libéraux, qui se réclament de l'idéologie du progrès, contribuent à désagréger la société traditionnelle au profit d'une bourgeoisie, encore essentiellement rurale, qui pourra à moyen terme devenir l'agent d'une société d'échanges.

Pour réagir contre cette vision du monde, dont le dynamisme est susceptible d'ébranler les fondements de la République des dizains, les milieux conservateurs sont obligés d'explicitier leur propre conception de la société. Conscients de leur force politique, ils admettent la démocratie, cherchant même à la rendre plus directe pour augmenter leur emprise sur le pays réel. Cependant, à la définition libérale de la démocratie qui repose sur l'individu, ils substituent des fondements communautaires, relevant à la fois de la tradition valaisanne et des grands courants idéologiques contre-révolutionnaires, tels que le droit divin, la religion unique et l'autonomie du dizain ou de la commune.

Dès la prise du pouvoir par les libéraux, en 1839-1840, le pays est face à son destin ; il ne peut plus échapper à une alternative implacable : d'un côté, Dieu et la Patrie valaisanne ; de l'autre, la Liberté et le Progrès. Les extrêmes de chaque parti renforcent la bipolarisation du conflit, rendant anathème qui se risquerait à une conciliation.

Les armes du progrès et de la liberté sont l'Etat, l'école et la presse mais, face à des adversaires résolus qui sans avoir rien oublié ont beaucoup appris, face à des adversaires unis, bien plus décidés que les libéraux — et même que les radicaux — à faire appel aux masses, le pari des « progressistes » s'avère difficile. Quant à ceux qui font appel au sentiment religieux du peuple, dénonçant toute idée nouvelle comme perturbatrice de l'ordre social, voyant la Patrie en constant danger, le prix de leur fanatisme sera l'isolement et, pour le Valais, la guerre civile et la dictature.

## CHAPITRE 5

### Les libéraux dans le régime de 1815

Sous le régime de la Restauration, les communes bas-valaisannes, appelées depuis peu à participer à la vie politique, manifestent une certaine tendance à contester le pouvoir des cités, qu'elles soient aristocratiques ou simplement bourgeoises. Les villes de Sion, Saint-Maurice, Martigny et Monthey sont menacées par « la fureur démocratique » de leur arrière-pays. De ce fait, en dépit de leurs divergences politiques, les familles dirigeantes de la partie francophone du canton sont solidaires et c'est la raison pour laquelle elles parviennent, en 1826, à codifier et à renforcer des dispositions éparées sur les élections qui, jusqu'alors, n'avaient force de loi que dans les cinq dizains inférieurs. Pourtant, le mouvement rural d'opposition, aiguisé par une conjoncture économique très mauvaise pour les classes les plus démunies de la population, se renforce jusqu'en 1831.

A Monthey, les autorités communales et désénales, de tendance libérale, sont menacées par une coalition cléricalo-campagnarde emmenée par le curé de la ville et par le notaire Zumoffen. Le 29 mai 1826, le président du dizain, Pierre-Louis Du Fay se voit même contraint de demander l'aide du gouvernement pour prévenir une insurrection. A Martigny également, les clans familiaux du Bourg et de la Combe s'opposent à la ville tenue par les Morand, famille libérale.

De ce fait, les intérêts des libéraux ne sont pas du tout en harmonie avec les revendications campagnardes qui s'expriment globalement contre l'ensemble de la classe politique. Les libéraux occupent déjà une place importante dans la République ; ils sont à la tête de deux des treize dizains et ont une influence croissante dans cinq autres. Pour se rapprocher du pouvoir, ils vont être amenés non à chercher des alliances dans la population rurale, mais au contraire à accentuer le rôle social et idéologique de leur milieu.

Avant 1830, le libéralisme « d'inclination et d'opinion » n'est pas encore une idéologie très cohérente, mais plutôt un style de vie qui distingue une élite francophile connaissant, pour les avoir vécues, les aspirations rationalistes, nationales et bourgeoises de la Révolution française. Beaucoup de jeunes libéraux sont allés à l'étranger pour y faire des études ou du service militaire et leur vision du monde contraste avec la sévérité haut-valaisanne et avec la morgue des aristocrates bas-valaisans. Les partisans des idées nouvelles se recrutent au premier chef dans les cités et les gros bourgs du Valais romand, chez les avocats-notaires, les officiers, les intellectuels, les petits commerçants et artisans, de façon générale chez tous ceux qui ont intérêt au développement de l'initiative individuelle et de la fonction marchande par opposition à une société hiérarchisée reposant sur la naissance et sur la jouissance de structures communautaires à prédominance oligarchique.

C'est dans ce sens qu'en 1824, au nom de sept commerçants, deux papetiers et un forgeron des dizains de Monthey et de Saint-Maurice, l'intellectuel vouvryen Emmanuel Bonjean rédige une pétition en vue d'améliorer les dispositions légales régissant le commerce et l'industrie en Valais.

En 1829, pour la première fois, Michel Dufour, le personnage le plus important de la cause libérale, accède à la plus haute charge de la République : il est élu grand bailli. Très conscient de l'équilibre politique auquel il doit son pouvoir, après les échecs de 1823 et 1825, Dufour, dans ses discours d'ouverture des diètes de novembre 1829, mai et novembre 1830, résume parfaitement la position stratégique des libéraux valaisans au moment où leurs coreligionnaires suisses sont à la veille de



renverser les régimes conservateurs de la Restauration. Le chef du clan libéral n'est pas favorable à la revision de la constitution valaisanne :

Réfléchissons... combien il serait délicat, combien il serait dangereux d'y toucher et d'en entreprendre la revision ainsi qu'on en a le projet... A quel point pourrait-on s'arrêter ? A quels troubles intérieurs ne nous exposerions-nous pas ? Notre constitution n'est pas parfaite sans doute ; elle n'est pas sans défaut. Cependant, elle est encore une des meilleures de celles des divers cantons. (AEV, Prot. G.C., 29 novembre 1830.)

Tout en mettant en valeur les mérites du régime, Dufour ne renonce pourtant pas à la stratégie libérale de « progrès graduel ». Il sait opposer la notion d'intérêt à celle d'habitude ; il attire l'attention sur les sacrifices que le Pacte fédéral peut exiger, sur la nécessité d'uniformiser « les usages peu certains et quelquefois contradictoires » des collectivités locales ; il estime nécessaire une refonte de l'appareil judiciaire. Cependant,

c'est au gouvernement que s'adressent toutes ces exigences impérieuses. La Diète, d'accord avec le Conseil d'Etat, y oppose une lenteur prudente. Loin de nous laisser entraîner par des théories nouvelles, comme pourraient le croire ceux qui tiennent le plus aux anciennes coutumes, nous laissons agir le temps et la force des circonstances, et c'est lorsque les esprits sont préparés au sacrifice de leurs habitudes que nous tentons d'introduire des changements dans la législation ou dans l'administration. (AEV, Prot. G.C., 3 mai 1830.)

Les libéraux valaisans ont besoin de temps ; malheureusement pour eux, les événements vont se précipiter. Durant les mois de décembre 1830 et de janvier 1831, douze cantons se « régénèrent » et le besoin de changement menace le Valais lui-même, « le plus heureux de tous » (Dufour).

### L'ANARCHIE DE 1831

Au printemps de l'année 1831, une atmosphère de mécontentement, comparable à celle de 1825-1826, règne à nouveau en Valais. Elle a pour motif avoué la loi sur les élections de 1826 en train d'être légèrement retouchée par la Diète cantonale. Parmi les insatisfaits se trouvent tous ceux qui ont eu maille à partir avec les autorités, ceux, notamment, qui ont été évincés de la scène politique par les divers clans dominants dans les

dizains. Plus grave pour les milieux dirigeants, la population bas-valaisanne bouge. En effet, les denrées alimentaires se font rares ; le prix des céréales augmente ; on redoute une hausse des taxes sur le sel ; le bois manque, car la plupart des bourgeoisies réglementent sévèrement les coupes dans les forêts. Une partie importante de la population est fortement endettée et, en mars 1832, un mémoire anonyme attire l'attention des autorités sur la « misère du peuple obéré profondément de dettes » :

Le peuple du Valais se trouve dans un état si critique qu'il est à craindre une révolte non contre le gouvernement mais contre les riches. Le mal est dans l'obération de dettes, dans l'embarras des cautions, dans l'impitoyabilité des créanciers, surtout des usuriers, des recouvreurs que les lois favorisent trop tandis qu'elles mettent à la merci de ceux-ci les pauvres débiteurs. Les expropriations sont fréquentes, le désespoir s'empare de milliers de débiteurs et cautions ruinés déjà ou prêts à l'être. (AEV, DI, 38, mémoire du 22 mars 1832.)

En fait, une révolte dirigée directement contre les autorités communales et désénales et indirectement contre le gouvernement et contre les riches a déjà sérieusement ébranlé le régime. En quelques jours, en mai 1831, le Bas-Valais se couvre d'arbres de la liberté. De Martigny, ils dispersent leurs germes dans les communes voisines pour féconder le sol de Bagnes, Salvan, Vérossaz, Fully, Sembrancher, Saxon, Bovernier, Orsières, Liddes, Vollèges, Charrat, Saint-Maurice et Vétroz. Au soir du 29 mai, le pire est à craindre. Révolution spontanée ? Le peuple est certes travaillé, mais les tendances politiques sont contradictoires. En fait, dans chaque commune, les meneurs se situent toujours dans le camp opposé à celui de la majorité du conseil communal. Ces chefs populaires n'appartiennent généralement pas à la classe politique, mais aux couches inférieures de la population ; ils sont souvent illettrés. A Martigny, centre de l'insurrection, les débuts de l'agitation ont un caractère réactionnaire antilibéral : il s'agit de renverser les Morand avec la bénédiction du clergé. Cependant, le mouvement dépasse rapidement les prévisions des agitateurs de coulisse et devient incontrôlable ; il s'en prend aux autorités ultraconservatrices de Saint-Maurice.

Proclamation du gouvernement au sujet des troubles de Martigny, ►  
accompagnant celle du conseil du dizain de Monthey

# LE CONSEIL D'ÉTAT

## DE LA RÉPUBLIQUE ET CANTON DU VALAIS

### AU PEUPLE VALAISAN,

*Chers Compatriotes !*

NOTRE Canton jouissait de la tranquillité la plus heureuse ; Grâce à la sagesse et au bon esprit de la très grande majorité d'entre vous. La confiance à votre Gouvernement, la soumission aux lois triomphaient des sordides tentatives d'un petit nombre d'ennemis de leur Patrie. Un événement déplorable est venu subitement troubler cette paix et cet accord qui faisaient l'admiration et l'envie de nos Confédérés et nous avaient acquis une réputation dont nous étions fiers. Tout à coup un signal de rébellion s'est élevé dans la commune de Martigny ; malgré les efforts du Président du Conseil, accouru au son de la cloche d'alarme, un arbre dit de liberté a été planté sur la grande place du Bourg, une garde armée a été établie près de cet emblème funeste de l'insurrection populaire, et des cailloux amontrés à l'entour.

A cette nouvelle, le Conseil d'Etat s'est empressé d'envoyer sur les lieux une commission de son propre sein pour amener à la soumission, par des exhortations paternelles, des esprits qu'il espérait trouver plus égarés que coupables. Le Conseil de la commune et une partie des habitants, ceux de la ville et autres, étaient restés fidèles à leur devoir. Mais, dans de pareilles circonstances, les gens paisibles, malgré leur nombre, n'ont résisté à des audaces qui persistaient avec obstination à soutenir et à appuyer le désordre pour acquiescer une importance aux yeux du peuple comme chefs de son parti et qui ne cherchent en réalité qu'à satisfaire leurs passions et leurs intérêts privés.

Le Conseil d'Etat a été d'abord dans son attente. Les représentations de ses Commissaires n'ont pas été écoutées des séditieux ; leurs ordres n'ont pas été exécutés, leurs injonctions ont été méconvenues. Chaque jour on voyait la rébellion prendre le caractère d'une rébellion plus prononcée. L'esprit de discord et d'insurrection était soulevé par des émissaires dans les communes des environs ainsi que dans celles des dixains d'Entremont et St-Maurice ; et, quoique avec des démonstrations moins hostiles, on a planté dans plusieurs endroits, souvent à l'aide de destitutions, cet arbre fatal qui n'est pas, comme il en porte le nom, le signal de la *liberté*, mais bien celui de la *division* ; sa première apparition avait déjà précipité notre pays dans les plus terribles calamités. Rappelons le passé du présent et nous pourrions lire dans l'avenir ; les mêmes instruments de destruction ne peuvent produire que les mêmes effets.

La liberté, la vraie liberté, nous la possédons aussi étendue qu'elle puisse être raisonnablement.

Elle est fondée dans notre Canton sur une Constitution qui accorde tout ce qu'un peuple sage peut demander ; elle est fondée sur les lois établies par la Diète, sanctionnées par la majorité des dixains, lois qui régissent les intérêts publics et privés.

C'est autour de ces bases de notre liberté réelle que doivent se réunir tous les bons citoyens, tous les vrais amis de la Patrie. Fidélité et obéissance à cette Constitution et à ces lois qui sont la sauve-garde de la commune liberté ; Guerre sans relâche au contraire à ces artisans de troubles qui vivent de côté et d'autre leur drapeau particulier et qui crient : C'est ici qu'est la liberté. C'est en supprimant cette loi, c'est en faisant telle autre, c'est en affaiblissant le peuple de telle obligation qui déplaît, même à un certain nombre d'individus seulement, que nous aurons la liberté des Patriotes suisses.

Voilà comment s'est annoncée l'insurrection de Martigny, voilà comment elle s'est étendue dans d'autres endroits.

Où en sommes-nous, chers Compatriotes ! si une ou plusieurs communes, si des coalitions tumultueuses d'individus prétendaient le droit de faire révoquer à leur gré une loi existante, quelle qu'elle fût, et croyaient pouvoir impunément employer des moyens violents pour forcer, s'il était possible, les autorités supérieures de l'Etat à plier devant leurs exigences aussi illégales qu'illégitimes. Sur quoi pourraient reposer la liberté, la condition civile et la fortune des citoyens si les volontés individuelles pouvaient ainsi renverser des lois consacrées par la Diète et par la volonté majoritaire des dixains ; car il n'y aurait plus de garantie pour l'un que pour l'autre.

Les prétentions des rebelles de Martigny sont encore plus absurdes : ils réclament contre la loi des élections qu'on appelle vulgairement la loi organique, et ils ne la connaissent pas encore ; ils ne savent pas même si elle existe définitivement.

La Diète a porté en effet une nouvelle loi, ou elle a cru faire à celle de 1846 des modifications propres à couvrir la liberté des nominations et la sagesse des choix ; mais cette loi n'a pas encore reçu la sanction des dixains. Si la Diète, malgré tous ses soins, n'a pas réussi à satisfaire au vœu de la majorité, cette loi sera comme non avenue et les observations des dixains deviendront l'objet d'un examen réfléchi de la Diète, quand cette matière lui sera de nouveau soumise.

Mais ne vous y méprenez pas, chers Compatriotes ! Cette loi n'est qu'un prétexte choisi pour soulever le peuple parce que c'est un sujet qui touche de près à la liberté individuelle ; l'insécurité ne s'en tient pas là. Ils commencent par entraîner les esprits à la résistance contre les lois, contre l'autorité en gardant quelque apparence spécieuse ; bientôt ils multiplient sans honte les bruits les plus absurdes, les allégations les plus mensongères pour calomnier les magistrats, pour chercher à leur faire perdre la

confiance générale et attaquer ensuite ouvertement les institutions publiques après avoir détruit la force morale de ceux qui étaient chargés de les défendre. De tout temps mensonge et calomnie ont été les armes des méchants.

C'est ainsi qu'après avoir renouvelé les bruits, déjà tant de fois démentis, d'une augmentation sur le prix du sel, on ajoute aujourd'hui :

Qu'une taxe sur le bétail a été décrétée en dernière Diète, ainsi qu'un impôt foncier ;

Qu'après une nouvelle loi, nul ne pourra voter dans une assemblée communale s'il ne jouit d'un revenu déterminé ;

Que les notaires et les officiers seront de droit candidats pour les élections communales ;

Que pour être élu conseiller d'une commune il faut avoir une fortune de cinq mille francs ;

Que les parents ne seront plus habiles à succéder que jusqu'au second degré, que toutes autres successions sont échues à l'Etat ;

Que les jeunes gens ne seront admis aux écoles publiques qu'autant que leurs parents posséderont une fortune déterminée par le Gouvernement, ce qui en exclurait la plus grande partie de ceux de la classe du peuple ;

Que nul ne sera admis à présenter une pétition au Conseil d'Etat qu'après avoir déposé une somme de quatre-vingt francs ; que c'est ainsi qu'on prive le pauvre du droit de réclamer justice.

Où a cherché aussi à semer la discorde et la défiance entre les parties allemande et française du pays en insinuant à chacune d'elles qu'elle payait des impositions dont l'autre était exempte.

Ces allégations mensongères, plus ridicules les unes que les autres, ne soutiennent pas un moment l'examen d'un homme de bon sens ; mais elles trouvent des gens crédules qu'elles séduisent, elles promettent les inquiétudes, les défiances qui troublent et agitent les esprits et les disposent à se laisser guider par ceux qui se proclament défenseurs de leurs intérêts.

Et qui aurait pu croire que l'audace allait jusqu'à profaner le nom sacré de la religion en l'inscrivant sur l'arbre qui est le signal de ralliement de ceux qui en deviennent les plus grands ennemis en prêchant la désobéissance à l'autorité, en soufflant la révolte.

C'est dans ces tristes conjonctures, chers Compatriotes, que le Conseil d'Etat s'est vu contraint de Béployer une force armée imposante comme l'article 15 de la Constitution lui en donne le pouvoir et lui en fait même un devoir. Mais que tous les citoyens, les militaires entre autres, comprennent bien quelle est l'intention, le but de cet armement ; qu'ils ne se laissent pas induire en erreur à cet égard, et que chacun reconnaisse quel est son devoir dans cette circonstance.

Le Gouvernement ne vient point établir des lois par la force des armes, y assujettir quelques communes plutôt que d'autres. Il se montre aujourd'hui appuyé de troupes pour contraindre des rebelles constitués en résistance ouverte.

Les faits qui ont eu lieu à Martigny et quelques communes adjacentes intéressent la République entière ; il s'agit de la stabilité de nos institutions ; il s'agit de l'honneur national offensé ; il s'agit de la tranquillité publique, de la sécurité individuelle ; il s'agit surtout d'étouffer dans son principe une révolution qui, paraissant sous le masque de la liberté, en serait l'enfantement.

Nouvelle sommation est en conséquence faite à toute réunion séditieuse de se dissoudre immédiatement ; de détruire tout signe de rébellion et notamment cet arbre, objet d'un scandale public, le déshonneur, la honte des communes où il a été élevé. Que ce signal de désordre disparaisse promptement et pour toujours !

Que dans les communes, qu'il n'a pas lésées, les autorités et les bons citoyens, vrais enfants de la Patrie, fassent faisceau pour empêcher toute démonstration hostile de ce genre, et pour maintenir l'ordre, la soumission paisible aux lois.

Force et protection sera accordée par le Gouvernement à ces communes à leur première demande.

Dans de pareilles circonstances vous devez sentir, chers Compatriotes, que c'est à la masse des bons citoyens à comprimer les perturbateurs du repos public dans leurs entreprises insensées et coupables, dont le succès entraînerait notre Patrie dans un abîme de malheurs.

Espérons toutes fois que la rébellion s'éteindra par la conviction de sa propre impuissance et par la crainte de la responsabilité immense qui pèse sur la tête de ceux qui l'ont soulevée et que le bras de la justice va frapper ; responsabilité qui s'aggrave avec chaque heure qu'ils persistent dans leurs audacieux desseins.

Hommes de bien, vrais amis de la Patrie ! Unissez-vous courageusement pour déjouer ces manœuvres criminelles, et implorons surtout cette divine Providence qui a si constamment protégé la fidèle et religieuse population du Valais.

Donné à Sion, le 29 mai 1831, pour être publié et affiché dans toutes les communes du Canton.

Au nom du Conseil d'Etat ;  
Le Grand-Bailli,  
De SEPIBUS.

A Monthey, les autorités désénales connaissent ce genre de menace depuis 1825. Toutefois, l'opposition, de nature conservatrice à l'origine, s'est transformée. En 1831, le clan Zumoffen a déjà un programme cohérent dont la plupart des points seront ensuite repris par l'ensemble des libéraux valaisans : il revendique la représentation proportionnelle dans l'élection des députés à la Diète, la publicité des séances, la réorganisation des tribunaux, l'abolition des droits sur le bétail, des droits d'entrée, du droit de patente, la suppression des bureaux de tabac et l'attribution des droits politiques aux marchands non bourgeois des communes. Pour désarmer toute opposition, le président libéral Du Fay, un conservateur de l'ordre social, fait publier, le 29 mai, une proclamation contre toute manifestation « anarchique ». Le Conseil d'Etat adopte immédiatement ce texte, le fait imprimer et, le lendemain, l'envoie par les gendarmes à toutes les communes du canton. Le 1er juin, ordre est donné aux insurgés de se dissoudre sur le champ ; le 5, l'évêque accuse le peuple de crime contre la religion et contre l'Etat et le 6, sous le contrôle de la troupe, l'ordre règne à Martigny.

Loin de n'être qu'un « incident du genre burlesque », les troubles du Bas-Valais révèlent brutalement la situation du peuple à une classe politique qui ne s'en souciait guère. Les répercussions psychologiques de ces journées d'anarchie sont considérables ; pour les conservateurs, la peur ; pour les libéraux, le doute. L'absence d'encadrement idéologique et d'organisation empêche les insurgés d'obtenir des résultats tangibles. Entre le Valais, où une révolte sociale n'aboutit qu'à l'aménagement d'une loi électorale, et d'autres cantons, où le régime de la Restauration s'effondre de lui-même, le contraste est immense.

Une fois de plus, les libéraux, surtout ceux de Monthey, ont prouvé qu'ils n'étaient pas en harmonie avec les aspirations des couches profondes de la population. Pourtant, la répression du régime s'est révélée encore plus brutale. De ce fait, un courant démocratique se renforce et conteste la classe politique valaisanne, qu'elle soit conservatrice ou libérale. Ce courant a tendance à s'éloigner d'un certain populisme antilibéral, mani-

feste avant l'insurrection, et à préciser un programme démocratique qui se situe désormais sur la gauche du libéralisme. A l'abbaye de Saint-Maurice, des chanoines, en contestation contre l'abbé, dénoncent l'attitude des autorités et publient une brochure qui accentue l'impact psychologique des événements. Durant toute l'année 1831, le journal vaudois *La Constituante* soutient l'oppositionnel montheysan Zumoffen et fournit une analyse contribuant à renforcer le caractère idéologique de l'insurrection. A cet effet, la polémique contre les libéraux au pouvoir à Monthey est très vive. Tout au long de la décennie, les libéraux se ressentiront de cette mauvaise entrée en scène. Dès lors, ils tenteront de récupérer les mécontents. Se faisant les protagonistes du changement institutionnel, ils s'efforceront d'élaborer progressivement une doctrine susceptible de rendre compte à la fois de leur position de classe dominante et de leur besoin de pouvoir. Ainsi, sous la Régénération déjà, les libéraux ont adopté une position qui deviendra une constante de leur attitude au sein de la communauté valaisanne.

### LA NAISSANCE DU PROGRAMME LIBÉRAL

La première occasion pour les libéraux d'élaborer une stratégie collective leur est fournie en 1833, lors du débat sur les projets de revision du Pacte fédéral. Le projet publié par la commission de la Diète fédérale, connu sous le nom de projet Rossi, n'a pas l'heur de plaire aux conservateurs ultrafédéralistes qui entendent maintenir leur spécificité valaisanne et menacent de s'allier à la ligue antirevisionniste de Sarnen (Uri, Schwyz, Unterwald, Bâle-Ville et Neuchâtel). Le Conseil d'Etat, de tendance plus centriste que la majorité de la Diète, n'est pas aussi catégorique. Il propose de supprimer l'article du projet sur la liberté d'établissement et d'aménager, dans un sens plus protectionniste, les dispositions favorables à la liberté des échanges et à la suppression des taxes cantonales sur la consommation des denrées. Il suggère, de plus, de réintroduire l'article 12 du Pacte de 1815 sur la protection des biens ecclé-

siastiques qui a été omis. Pour le reste, le Conseil d'Etat entend éviter une rupture avec la Confédération et poursuivre les discussions sur la revision à la Diète fédérale, pour autant, toutefois, que quinze cantons acceptent le projet. Pourtant, par 32 voix contre 24, la Diète cantonale repousse l'analyse de l'exécutif et décide de s'abstenir de tout examen du projet de pacte fédéral.

Dans le Bas-Valais, les conseils des dizains de Martigny et de Monthey se sont prononcés en faveur du projet, à la quasi-unanimité. Les libéraux sont partisans d'un renforcement des liens fédéraux et, en matière commerciale, leurs intérêts étant opposés à ceux du Haut-Valais, ils acceptent la liberté des échanges. Les libéraux montheysans, dont les divers clans se sont retrouvés, proposent une réunion à Martigny qui prendrait l'allure d'une véritable Diète séparée. Les réformistes d'Entremont, Saint-Maurice, Conthey et Martigny acceptent l'idée. De ce fait, le 10 avril 1833, une colonne de Chablaisiens, drapeau fédéral en tête, remonte la vallée, mais, à Martigny, elle se trouve brutalement opposée à une foule hostile se souvenant parfaitement de l'attitude montheysans de 1831. La propagande cléricale montrant la religion mise en péril par les novateurs n'est pas étrangère à cette mobilisation populaire. L'épisode se termine fort mal pour les libéraux copieusement rossés au cours de cette « bastonnade de Martigny ».

Cet affrontement général des forces politiques est le signe d'un renforcement de la portée idéologique des clivages valaisans. Désormais, contrairement à la situation de 1831, les groupes se définissent très clairement : la droite est composée des traditionalistes sarniens du Haut, du clergé et des familles aristocratiques ; le centre est représenté par le Conseil d'Etat, pris en tant que corps. Quant aux libéraux, ils ont trouvé une unité d'action qui leur permet de définir un élément fondamental de leur programme : la cause bas-valaisanne. Sensibilisées par cet aspect de la revendication libérale, plusieurs personnalités politiques des bourgeoisies de Saint-Maurice et de Sion se rapprochent des idées nouvelles.

Les cinq dizains bas-valaisans ne disposent que de 20 députés à la Diète sur 52 (38,5 %) pour une population qui atteint



47,3 % de l'ensemble de la population cantonale. Qui plus est, l'évêque, traditionnellement haut-valaisan, dispose de quatre suffrages et il faut une majorité de 39 suffrages pour reviser la constitution. Les libéraux sont conscients qu'ils ne pourront jamais imposer leur avis à la Diète ; il faut donc changer la constitution. Toute l'année 1833 est marquée par une guerre générale de pamphlets qui accentuent l'impact idéologique du conflit.

Le 17 décembre 1833, la Diète doit se pencher sur une pétition des dizains d'Entremont, Martigny, Saint-Maurice et Monthey demandant la modification de l'article 15 de la constitution de 1815, en vue d'une représentation proportionnelle à la population des dizains dans l'élection des députés à la Diète. Étudiée par une commission de treize députés, un par dizain, qui se réunit à Sion en janvier 1834, la pétition bas-valaisanne est rejetée en juin. Cependant, en publiant leur mémoire du 13 novembre 1833, les quatre dizains occidentaux définissent leur position. Pour la première fois, les tendances libérales sont unifiées. Les Du Fay, Bonjean, Morand, Gross, Barman, Gard, Ribordy et Cocatrix ont désormais une cause commune.

L'argumentation libérale est intéressante en ce qu'elle tend à changer les fondements de la souveraineté. Ce n'est plus la collectivité désénale ou communale prise en tant qu'unité, c'est l'individu qui est à la base du pouvoir, dans une démocratie qui sera représentative. La lutte pour un Etat nouveau qui ne serait donc plus une simple fédération de collectivités locales est engagée. Pourtant, la conception libérale ne paraît pas encore démocratique ; elle ne répond pas aux aspirations populaires. C'est ce que dénoncent déjà certains hommes de gauche, plus préoccupés par la société valaisanne que par la lutte pour le pouvoir, tel Louis Gard, dans *L'Helvétie*, journal imprimé à Porrentruy, qui signe « un radical valaisan ».

On n'a rien fait chez nous pour l'instruction des masses. Les patriotes, presque tous du juste-milieu, se sont rebutés au premier obstacle opposé par le clergé et n'ont fait que de légers efforts pour obtenir l'enseignement mutuel. Point de journal populaire dans un pays qui n'a pas de loi sur la liberté de la presse et où il y a tant de lois du moyen âge et tant d'abus... Voilà la mesure de notre libéralisme ! (*L'Helvétie*, 14 mai 1833.)

## L'ENCADREMENT IDÉOLOGIQUE ET PARTISAN

De 1834 à 1839, les fondements idéologiques de la lutte libérale vont prendre une certaine consistance. En contact avec les libéraux-radicaux suisses et étrangers, notamment avec Mazzini, la nouvelle génération libérale bas-valaisanne est sensibilisée par le besoin de créer des organisations partisans nécessaires à l'encadrement des politiciens progressistes. Dès 1833, une « Union patriotique valaisanne » entend poursuivre « le développement du principe démocratique proclamé par la constitution ». D'autres sociétés apparaissent : « l'Arc-en-Ciel », la « Société des droits de l'homme », les « Frères-Unis », la « Société valaisanne des carabiniers ». Au cours de l'année 1834, quelques Valaisans, César Gross, Louis Gard, puis Adrien Pottier, entrent en contact avec le révolutionnaire italien Giuseppe Mazzini. Ils adhèrent à la « Jeune Suisse » constituée à Villeneuve, le 26 juillet 1835. En concurrence avec l'Association nationale des radicaux suisses, cette société n'obtient guère d'influence dans les autres cantons romands ; en revanche, la section valaisanne subsiste grâce, notamment, à sa fusion avec l'« Union patriotique valaisanne » de Monthey. Gross, Gard et l'abbé Bandelier, vicaire de Monthey en désaccord avec son curé, collaborent aux journaux radicaux de Suisse romande, dont *La jeune Suisse*, journal bilingue édité à Bienne par Mazzini.

Des personnalités, comme Emmanuel Bonjean et César Gross, aident à préciser la portée idéologique du message libéral. Depuis une dizaine d'années déjà, le premier a mis sa plume alerte au service de la cause bas-valaisanne et de la liberté de commerce, tandis que le second contribue à durcir le conflit en essayant de définir un véritable programme politique. Les petites brochures de Gross, notamment *La Constituante valaisanne*, revendiquent l'élection directe des autorités désénales et cantonales, la suppression de tout privilège pour l'élection à la Diète, la séparation des pouvoirs, la participation du clergé aux charges de l'Etat, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la liberté de la presse et de l'enseignement, la publication d'un code pénal, l'introduction du jury, l'abolition de la peine



de mort et l'introduction du papier timbré en remplacement des droits d'entrée. Gross demande encore l'introduction de la taxe militaire et la suppression du célibat des prêtres.

Dissertant dans *La jeune Suisse* sur les formes de gouvernement en Valais, César Gross oppose la démocratie à la démagogie du juste-milieu et à la « démonocratie », tactique de la classe dominante qui consiste à laisser le peuple dans ses préjugés et ses superstitions. Quant à Louis Gard, il continue à dénoncer la vanité d'une lutte politique qui n'est pas véritablement populaire :

Nos notaires veulent d'ruire les privilèges des moines et nos moines ceux des notaires. Le seul citoyen César Gross, peut-être, veut extirper le mal dans sa racine. (*La jeune Suisse*, 9 avril 1836.)

Aux élections de 1837, les libéraux gagnent cinq sièges à la Diète. A Sion, de jeunes aristocrates, en particulier Alexandre de Torrenté, rejoignent le camp des commerçants libéraux (Calpini, Dénériaz). Soutenant la bourgeoisie d'affaires, maladroitement attaquée par les conservateurs, Alexandre de Torrenté apporte sa contribution à la définition du programme libéral : un contrôle de l'administration et surtout des finances, un cadastre, l'abolition du libre parcours, etc.

### LA VICTOIRE DE 1839

Le 17 avril 1838, les dizains d'Entremont, Martigny et Monthey renouvellent leur demande de revision de la constitution cantonale. Le Conseil d'Etat, ébranlé, propose un compromis qui réunit 28 voix contre 27, à la Diète. Le débat reprend à la session d'automne et, cette fois, c'est la représentation proportionnelle elle-même qui est acceptée par 29 voix contre 27. Cependant, la majorité de 39 suffrages requise par l'article 57 de la constitution de 1815 n'est pas atteinte. En janvier 1839, les députés des dizains de Conches, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche et Sierre quittent l'assemblée alors que ceux de Sion et d'Hérens acceptent de poursuivre la revision avec le Bas-Valais, sur la base d'une députation élue à la représentation proportionnelle. La Diète est proclamée Assemblée constituante et le Valais se divise.

La nouvelle constitution fait du Valais une démocratie représentative indirecte. Au Grand Conseil, les députés de chaque dizain, un pour 1000 habitants, sont élus par un collège électoral. La notion fédérative du pouvoir est supprimée. Les dizains ne sont plus des entités souveraines; à cet égard, le référendum désénal est remplacé par un référendum facultatif, où les opposants, seuls consultés, doivent obtenir la majorité absolue de l'état nominatif des citoyens pour rejeter une loi. Les libertés individuelles, de domicile, de propriété, de pétition et de presse — cette dernière en dépit d'une forte opposition — sont explicitement reconnues.

Les dizains bas-valaisans acceptent la nouvelle constitution dans une proportion réelle de 85,6 %, la participation atteignant 79 %. Comme les absents sont considérés comme acceptants, la majorité monte à 88,7 %. Pourtant, Hérens refuse (47,1 % de oui) et rejoint le camp du Haut-Valais. Sion accepte avec 71 %, Conthey 84 % et les autres avec une majorité de 99,7 à 99,9 %. Le gouvernement haut-valaisan s'installe à Sierre.

A partir de 1839, les libéraux au pouvoir peuvent développer et appliquer leur conception de l'Etat. Les fondements de la nouvelle idéologie sont l'amélioration et le renforcement des institutions cantonales, c'est-à-dire du pouvoir d'Etat, et l'éducation du peuple; ils sont précisés dans la brochure de Joseph-Hyacinthe Barman, *Le Vallais sous la Constitution de 1815 par un membre de la Constituante valaisanne*. Le libéralisme doit mettre fin au régime de faveurs permis par le laxisme du gouvernement de 1815. Pour cela, il faut créer un ordre institutionnel, réaliser la séparation des pouvoirs, réformer l'instruction publique, reprendre l'entretien des routes, unifier les lois, publier un code civil, créer une assurance contre l'incendie, des caisses d'épargne, des hôpitaux, un régime hypothécaire, etc. Les difficultés pour les libéraux d'imposer leur pouvoir à l'ensemble du Valais rendront la réalisation de ce programme très difficile.

## CHAPITRE 6

### Conservatisme et catholicisme

A l'origine, pas plus que l'Ancien Régime, le système valaisan de 1815 ne repose sur une idéologie. Les milieux dominants, aristocratiques, haut-valaisans et cléricaux fondent leur pouvoir sur un consensus d'autant plus facile à maintenir que le peuple n'est guère concerné par la vie politique. Aux yeux du pouvoir, l'ordre des choses se justifie par lui-même. A la chute de Napoléon, il y eut certes quelques débats pour déterminer l'ampleur de la restauration, mais ils restèrent à un niveau très pragmatique. Théoriquement, le régime de 1815 est démocratique ; il repose sur la religion catholique. En fait, le pouvoir des grandes familles et l'ultramontanisme sont les deux véritables piliers du système. En tant qu'idéologie, le conservatisme se développe parallèlement à l'apparition du libéralisme. Il s'agit d'une contre-idéologie qui s'alimente de la substance même de son adversaire.

#### LE CLERGÉ

Les premiers éléments d'une idéologie conservatrice semblent venir du clergé, très jaloux de ses prérogatives, surtout en matière scolaire. Les tendances ultramontaines dominantes, renforcées par la présence des jésuites, sont très sensibilisées par toute idée susceptible de s'apparenter au josphisme ou au libéralisme et la chasse à la nouveauté est implacable. Les méthodes d'enseignement mutuel, propagées à Fribourg par le

Père Girard, sont dénoncées avec violence. Ainsi, en 1826, l'abbé de Saint-Maurice, François de Rivaz, s'adresse à l'évêque :

Il est hors de doute, Votre Grandeur, que le droit d'approuver ou d'improver les nouvelles méthodes d'enseignement qui peuvent plus ou moins s'introduire dans le pays, est un droit qui vous appartient uniquement, inhérent à votre dignité épiscopale, un droit qui ne peut pas vous être donné ni vous être enlevé et que la Diète n'a rien ni à délibérer ni à statuer là-dessus, sinon prêter main-forte au Révérendissime Evêque en cas qu'il en eût besoin et qu'il trouvât des rebelles à se refuser à l'exécution des ordres qu'il serait dans le cas de donner à cet égard. (cité par L. Boucard, *L'Ecole primaire valaisanne...*, p. 322.)

A Monthey, en 1826, c'est également à cause de l'enseignement mutuel que le curé Chaperon intervient contre les autorités de la ville, leur reprochant ni plus ni moins que de vouloir détruire la religion, accusation qui deviendra fondamentale dans le langage conservateur. Dans le même ordre d'idées, le clergé s'oppose au décret scolaire adopté par la Diète en 1827. Les mémoires du chanoine Anne-Joseph de Rivaz, au style fort coloré, témoignent admirablement de cet esprit résolument tourné vers la chasse aux sorcières.

Au sein du clergé, les rivalités sont d'ailleurs très nombreuses. En 1830, lors de l'élection du nouvel évêque, Mgr Roten, le clergé adresse au prélat un long rapport sur l'état de son diocèse, dénonçant les idées libérales du curé de Sion, Berchtold. A Saint-Maurice, l'abbé François de Rivaz éloigne de l'abbaye les prêtres suspects de modernisme et les remplace par des membres du clergé séculier contre l'avis du nonce lui-même. Cette jalousie du pouvoir se retrouve continuellement au sein du clergé valaisan et, lorsqu'en 1830 l'évêque intervient auprès du gouvernement contre un projet de loi sur le mariage, prétextant une violation des droits de l'Eglise, le nonce ne lui donne pas raison non plus.

### LE CONFLIT D'OPINIONS

Dès 1831, sous l'impulsion des idées libérales, les textes écrits de nature politique vont se multiplier et contribuer à accentuer le caractère idéologique des clivages. Avant 1839, le débat sur le choix de société est dominé par une guerre de brochures

pamphlétaires et par la pénétration des gazettes publiées en dehors du canton. En effet, il n'existe pas encore de journal imprimé en Valais, mais les journaux romands disposent de correspondants valaisans qui dissertent volontiers sur la situation intérieure du canton.

A droite, le journal légitimiste imprimé à Fribourg, *Le Véridique*, contribue à durcir les positions conservatrices. D'un manichéisme absolu, *Le Véridique* dénonce toute idée libérale comme foncièrement mauvaise. En 1833, ce journal attaque féroceement le projet Rossi, dont la liberté « est l'asservissement ; car... dix cantons devront toujours sacrifier leurs intérêts religieux et matériels à la volonté de douze cantons qui sauront s'accorder ensemble » (12 février 1833). Le nombre des Valaisans abonnés au *Véridique* oscille entre 30 et 40.

#### Abonnés au « Véridique »

(Bibliothèque cantonale et universitaire de Fribourg, L 994)

	1831	1832	1833
Nombre total	546	433	375
Valaisans	40	33	38
Valaisans en %	7,3	7,6	10,1
Mois d'abonnements en Valais	333	333	399

Durant les trois années d'existence du journal, le public valaisan se maintient un peu mieux que la moyenne. La plus grande partie des abonnés valaisans sont des prêtres, dans une proportion de 52 % pour l'ensemble de la période ; la classe politique représente environ un quart des lecteurs et le solde se recrute dans la bourgeoisie, en particulier chez les avocats et chez les officiers.

Quant à la presse libérale romande, elle compterait, d'après les recensements du bureau de poste de Saint-Maurice, 133 abonnements valaisans dont 115 pour les deux journaux vaudois : *Gazette de Lausanne* et *Le Nouvelliste vaudois*. Le public de cette presse libérale est plus diversifié que celui du *Véridique*. Il se répartit, en effet, en trois groupes d'importance sensiblement égale : un tiers pour la classe politique, un autre tiers pour les professions libérales — dont 6 % seulement pour le clergé — le solde des abonnements provenant essentielle-

ment de la petite bourgeoisie d'affaires, avec, notamment 24 % de personnes exerçant une activité commerciale.

Sur le plan de la distribution géographique, *Le Véridique* est relativement bien réparti sur l'ensemble du Valais. Il dispose proportionnellement de plus d'abonnements que la presse libérale dans le Haut et surtout dans le Centre (49 % contre 31 %) ; en revanche, dans les cinq districts du Bas, fief du libéralisme, *Le Véridique* n'a que 35 % de ses abonnés contre 56 % pour les journaux libéraux.

L'impact relativement limité de la presse — on ne recense guère, au total, que 188 abonnements en 1834 — est relayé par les brochures, particulièrement nombreuses lors des débats sur la revision du Pacte fédéral. Ainsi, *Démophile, ou conspiration tendant à asservir les Bas-Valaisans, éventée par un libéral du dizain de Monthey*, publié en 1833, présente les caractéristiques essentielles de la pensée conservatrice antilibérale qui va se développer jusqu'en 1847. Suivant cette brochure, le projet de pacte Rossi est dirigé contre la religion, contre la liberté et contre les fortunes. La conception de la liberté de *Démophile* n'est en fait qu'une succession de lieux communs destinés à exciter le sentimentalisme populaire contre la conception libérale considérée comme tyrannique :

... de deux côtés on vous présente la liberté, vous pouvez faire le choix : notre gouvernement actuel vous présente celle de vos pères, celle de vos ancêtres : une liberté pleine et entière, la liberté pure qui dora le berceau de l'Helvétie, celle qui a été jurée à la face du ciel, sur le Grutli : liberté sainte, liberté de nobles pères, qui a été jusqu'ici l'idole des Valaisans !

Le pacte veut vous donner la liberté de Turreau, une liberté pleine et entière à des tyranneaux de disposer de nous comme bon leur semblera ; la liberté qui, en 1798, souilla de sang et de carnage les montagnes des héroïques cantons d'Uri, de Schwyz et d'Unterwald...

Se prétendant l'ami du peuple, *Démophile* parle en son nom et prend un ton moralisateur et sentencieux. Il présente le changement comme une menace contre la propriété :

On fouillera dans vos poches, pauvres cultivateurs, pour vous enlever le denier de vos sueurs ; on pénétrera dans vos ateliers, pauvres artisans, pour partager les fruits de votre industrie.

Enfin, la brochure en appelle à la défense de la patrie et de la religion contre les libéraux qualifiés « d'impôtiseurs... TRAITRES

A LA PATRIE ». En fait, cette opinion antiprogessiste ne repose que sur la dénonciation. Totalement négative, elle ne présente encore aucune doctrine structurée et ne peut être tenue pour la manifestation d'une idéologie.

A partir de 1839, au moment où les libéraux peuvent mettre leur conception de l'Etat en application, les conservateurs, momentanément écartés du pouvoir, doivent fournir une réponse plus constructive. Le 3 mai 1839, paraît le premier numéro d'un journal conservateur au titre significatif : *Le Défenseur de la Religion et du Peuple*. Le nouveau périodique adopte comme devise : « Religion et patriotisme ; catholicisme et liberté sans licence ». Le journal a récupéré le patriotisme helvétique ; pour lui, foi catholique et vieille Helvétie ne font qu'un. Cette doctrine entend se situer aux antipodes de « la manie de l'industrialisme » et des « misères du scepticisme » (3 mai 1839). En fait, tout au long des 34 numéros de sa brève existence, *Le Défenseur* se contente d'une position négative, regrettant le changement et redoutant que les nouvelles idées n'entraînent le renversement de l'édifice social :

Oui, disons-le hautement à la génération présente, légère, étourdie, présomptueuse, enivrée d'une foi enthousiaste pour tout ce qui est nouveau, oui, des théories impraticables ruinent sourdement les bases de la société, en relâchent les liens, en obscurcissent, en entravent les droits les plus imprescriptibles, en faussent les devoirs en l'émancipant pour ainsi dire de l'autorité du Dieu de nos pères, en plaçant son suprême bonheur et sa dernière fin dans les seuls intérêts matériels et en coordonnant tout pour le but terrestre. (1 juin 1839.)

L'individualisme démocratique est perçu comme une rupture du consensus théocratique qui était à la base hiérarchique du régime conservateur. C'est dans ce sens que la doctrine libérale est dénoncée comme contraire à la religion catholique.

Cependant, le débat sur le choix de société présenté à la Constituante et dans la presse libérale suscite la réflexion des milieux conservateurs qui, à leur tour, vont progressivement dégager une théorie politique.

### L'ÉLABORATION D'UNE DOCTRINE

De 1839 à 1844, les conservateurs vont chercher à définir leur conception de l'Etat et de la société. S'inspirant largement de



l'idéologie libérale au pouvoir, le conservatisme, foncièrement pragmatique, tentera de concilier théocratie et démocratie.

Aux Archives de l'Etat du Valais, le fonds de la famille de Riedmatten contient toute une série de textes, sous la forme de dissertations politico-religieuses, de projets de constitutions et de correspondances, attribués généralement à Pierre-Xavier de Riedmatten. Ces textes permettent de dégager l'élaboration d'une doctrine conservatrice.

La part négative de la théorie, le rejet total du changement, est naturellement prépondérante. Dans l'optique conservatrice, la justification historique de la souveraineté valaisanne appartient exclusivement au Haut-Valais. C'est le Bas-Valais qui a demandé à être associé au droit valaisan et c'est la constitution de 1815 qui a entériné ce fait :

Si vous foulez aux pieds la constitution de 1815, laquelle seule est garantie par la Confédération, ne détruisez-vous pas vos titres de Valaisan libre et de citoyen suisse ? Car le Pays de Valais n'est un des cantons suisses que depuis 1815 et le Bas-Valais, tel qu'il est en ce moment, ne partage les droits politiques avec le Haut-Valais qu'en vertu de cette constitution de 1815 que vous méprisez. (AEV, de Riedmatten, Documents politiques, fasc. 7, 13.)

Si le Bas-Valais se permet de contester cette interprétation historique, c'est la faute à Voltaire, à Rousseau, à la Révolution. A cet égard, le théoricien conservateur ne craint pas les outrances. Dans un dialogue imaginé entre un paysan et un patriote, le paysan, faussement naïf, s'étonne de ce que les idées révolutionnaires aient pu entraîner la guerre civile sans provoquer une diminution de la population :

Les Représentants du Peuple, leurs guides fidèles, lui prêchant la Liberté, avaient en même temps enseigné la morale ; que toutes les femmes et tous les hommes étaient communs entre les hommes indistinctement : et que même l'homme qui se refuserait aux désirs d'une fille serait regardé comme brutal s'il ne la contentait pas à l'instant dans la rue même. On comprend que par ce moyen la population ne pouvait pas s'éteindre. Selon leur principe de droit et de justice, les hommes avaient le même pouvoir sur les femmes, comme celles-ci sur les hommes. Vous comprenez que les plus malheureuses pour ce droit étaient toujours les beautés. (AEV, de Riedmatten, Documents politiques, fasc. 7, 12.)

De tels procédés sont naturellement destinés à faire haïr les partisans du changement, suspectés de tous les crimes contre la société et la morale. Les héritiers des jacobins, assoiffés de



sang et de sexe, sont évidemment les radicaux. Les aristocrates valaisans pensent à éditer une brochure « sur le triomphe du radicalisme » afin de montrer « le radicalisme en lutte avec le christianisme » (Fasc. 3, 5).

Les éléments de la doctrine libérale rejetés avec le plus d'acharnement sont la démocratie représentative et la représentation proportionnelle, la centralisation et l'impôt foncier. La démocratie représentative, fondée sur l'individualité du citoyen-électeur qui délègue son pouvoir à un parlement de représentants, est au centre du débat :

Qu'est-ce que la démocratie représentative ? C'est la souveraineté du peuple renfermée dans le seul corps législatif, lequel exerce en maître indépendant les droits du peuple et dispose en souverain absolu des intérêts les plus chers du peuple. (Fasc. 7, 1, 20.)

Les représentants du peuple sont donc des absolutistes qui se sont emparés du pouvoir au détriment de ceux qu'ils entendent représenter. Une idée positive ressort tout de même de cette analyse : il devient possible d'entrevoir une démocratie plus directe où les contre-pouvoirs seraient mieux définis que dans les constitutions de 1839. Cependant, dans l'esprit de Pierre-Xavier de Riedmatten, la démocratie ne doit pas reposer sur l'ensemble des citoyens, mais sur la réunion des communes du canton. Le droit de vote s'exerce à l'intérieur des communes par les bourgeois exclusivement ; la majorité des suffrages détermine le vote de la commune et la majorité des communes fait la décision cantonale. La démocratie est donc une expression du fédéralisme communal :

Chaque commune est souveraine dans tous les cas où la loi n'a pas déterminé. Le communier n'est membre souverain que dans la commune où il a choisi son droit de vote. Aucun communier, même ecclésiastique, ne peut être exclu du concours au vote, sauf les cas d'infamie, d'incapacité, etc. (Fasc. 7, 13.)

Dans un autre projet, il est stipulé que chaque commune de 1000 habitants dispose d'un député à la Diète qui est responsable devant sa commune. Les communes de moins de 1000 habitants se réunissent pour avoir leur député. A partir de 1501 habitants, la commune dispose de deux députés. En fait, cette démocratie est une adaptation du régime de 1815, le fédéralisme descendant du niveau désénal au niveau communal.

**I. Der rothe Republikaner.**



**II. Der Brutal-Radikale.**



**III. Der Legal-Radikale.**



**IV. Der Liberale.**



V. Der Reaktionär.



VI. Der Ultramontane.



VII. Der Communist.



Un thème valaisan, cultures politiques et culte de la bouteille :

I. Le républicain rouge - II. Le radical brutal - III. Le radical légal  
IV. Le libéral - V. Le réactionnaire - VI. L'ultramontain - VII. Le communiste

Ces tendances fédéralistes, très fortes en Valais, se retrouvent également dans la législation libérale. Ainsi, en 1840, le projet de loi sur la taxe militaire prévoit de laisser aux communes la répartition des charges entre les imposés. En définitive, les conservateurs admettent la démocratie mais pas la centralisation étatique qui découlerait de la démocratie libérale :

... ce système n'est pas moins contraire à l'intérêt de l'Etat en général qu'à celui des communiens puisque... ce système tend... à détruire cette affection que l'homme en général et le Suisse tout particulièrement éprouve pour son lieu natal, sa véritable patrie et sans laquelle il ne saurait éprouver de véritable attachement pour la patrie commune. (Fasc. 7, 1, 40.)

La conception conservatrice de la souveraineté convient donc à une société où la majorité des habitants sont les bourgeois de leur commune de résidence ; elle repose sur l'union fédérative des collectivités locales. Cette démocratie confédérée est également théocratique :

La souveraineté est une émanation d'une attribution divine ; elle ne s'exerce dans son institution primitive qu'au seul Nom de l'Etre suprême. (Fasc. 7, 1, 41.)

Tout au long de l'année 1839, les conservateurs, l'évêque et le clergé réclament le maintien intégral des droits de l'Eglise, notamment des quatre suffrages attribués à l'évêque — alors que les textes constitutionnels de 1839 ne prévoient qu'un suffrage pour l'évêque et un autre pour le représentant du clergé — ainsi que des biens et des immunités ecclésiastiques. De plus, la religion catholique doit rester l'unique religion du pays.

Au reste, les conservateurs et le clergé admettent la démocratie pour autant que les prérogatives locales soient maintenues. Toutefois, une partie du clergé bas-valaisan manifeste une certaine sympathie pour la cause bas-valaisanne, pour autant que celle-ci soit dépourvue de toute revendication politique et sociale. Pour leur part, l'évêque et le chapitre prennent fait et cause pour le Haut-Valais. En fait, l'évêque, l'abbé de Saint-Maurice et le prévôt du Saint-Bernard sont les plus grands propriétaires du canton ; ils n'ont aucun intérêt à un changement de l'ordre social. A eux trois, leurs revenus annuels atteindraient 125 000 francs, vers 1846, soit 32 % des recettes nettes de l'Etat (Biaudet, *Le Valais en 1847...*, Vallesia, 1978, p. 510).

## CHAPITRE 7

# La radicalisation du conflit

### UN DÉNOUEMENT PROVISOIRE

L'acceptation par le peuple bas-valaisan de la constitution de janvier 1839, loin de mettre un terme au conflit entre Haut et Bas-Valais, entre conservateurs et libéraux, provoque au contraire une profonde aggravation des antagonismes. Le Valais possède désormais deux gouvernements : l'un à Sion, l'autre à Sierre.

Face à cette situation, le canton de Zurich, directoire fédéral, désigne Schaller, avoyer de Fribourg, et Baumgartner, landammann de Saint-Gall, en qualité de commissaires fédéraux en Valais. En mars, Emmanuel de la Harpe, conseiller d'Etat vaudois, remplace Baumgartner. Le 11 juillet, à une majorité de 14 cantons, la Diète fédérale décide de rétablir l'unité constitutionnelle du Valais. En dépit d'une certaine opposition de l'aile gauche libérale, le Bas-Valais accepte de reviser la constitution dans un sens encore plus modéré, mais le Haut-Valais persiste dans son refus de collaborer. La nouvelle Constituante supprime la liberté de presse, ainsi que l'article prévoyant l'établissement d'une école normale et d'une école moyenne. De facultatif, le droit de référendum-veto devient obligatoire.

La nouvelle charte, du 3 août, est acceptée par le Bas-Valais, le 25, avec 92,7 % des voix (100 % dans 17 communes), environ

74 % de l'état nominatif. Quant aux 10 385 suffrages négatifs, sans aucune voix discordante, présentés le 18 août par le Haut-Valais, ils ne représentent pas moins de 115 % de l'état nominatif ! La votation haut-valaisanne, émise une semaine avant la date légale, est naturellement annulée par la médiation fédérale.

Cependant, en raison des événements survenus à Zurich en septembre, la majorité de la Diète fédérale refuse sa garantie à la nouvelle constitution et nomme une troisième médiation composée, cette fois, du conseiller d'Etat fribourgeois, Mail-lardoz, de l'ancien bourgmestre de Schaffhouse, Meyenburg, et du bourgmestre de Bâle, Frey. Des rumeurs de séparation du Valais en deux demi-cantons se font entendre. La solution n'interviendra que par les armes. Voulant défendre la commune d'Evolène, isolée par les forces haut-valaisannes, les troupes bas-valaisannes dispersent l'adversaire à Bramois et entrent à Sierre le 2 avril 1840. Le 6 avril, les députés du Haut-Valais reconnaissent le gouvernement de Sion.

## LE POUVOIR LIBÉRAL

Révérendissimes et Messieurs !

Des sources du Rhône aux rives du Léman, le pays a le même intérêt : il ne peut différer que sur des objets secondaires. Partout le peuple a besoin d'une instruction plus étendue et plus pratique : ce besoin devient plus impérieux encore depuis que sa sphère et son action politique s'est agrandie et qu'il s'est réservé l'important attribut de la sanction des lois. Il importe au bien de la société qu'il puisse juger par lui-même, que son bon sens naturel, de plus en plus développé, soit affranchi de toute influence. On ne reverra plus alors, il faut l'espérer, ces réactions déplorables que la croyance d'avoir été trompé amène naturellement. Partout on sent la nécessité de créer des ressources à une population croissante, de ménager, d'augmenter celles que présentent la variété, la richesse du sol, une position topographique des plus heureuses, l'intelligence des habitants qui n'a besoin que d'être mieux secondée.

Une législation civile et criminelle, remplaçant le dédale inextricable des lois existantes est un besoin que nul ne cherchera à repousser.

La nécessité est aussi sentie par tous et de toutes parts que la religion fleurisse, base la plus solide de l'édifice social, la seule puissance de quelque efficacité dans les républiques pour contenir et réprimer. (*L'Echo des Alpes*, 21 mai 1840.)

Le 18 mai 1840, dans une atmosphère de réconciliation nationale, le président Joseph-Hyacinthe Barman adresse ses vœux au premier Grand Conseil du Valais réunifié. Pour réaliser son programme fort copieux, le Grand Conseil, dès la première session, élabore des lois sur le cumul et l'incompatibilité des fonctions publiques, sur la responsabilité du Conseil d'Etat et sur les finances. En novembre, il adopte une nouvelle loi électorale, la revision de la loi sur le notariat, une loi sur l'exercice du référendum et une autre sur la naturalisation ; il délibère sur une taxe militaire et surtout sur une nouvelle loi sur l'instruction publique. Si le Conseil d'Etat n'a guère de mal à obtenir des majorités au Grand Conseil, le droit de référendum-veto risque fort de compliquer la décision au niveau du pays réel.

Dès le résultat de la première série de votations, le 6 septembre 1840, il apparaît évident que les intérêts du Valais, des sources du Rhône aux rives du Léman, ne sont pas les mêmes partout.

**Exercice du référendum :**  
**moyenne des votes négatifs en % de l'état nominatif**

	6.9.1840 6 lois et décrets	7.2.1841 5 lois	21 et 28 8.1842 5 lois et décrets	6.9.1840 et 7.2 1841 8 décrets de natu- ralisation	moyenne générale (24 votes)
Haut-Valais	44,2	82,5	65,5	52,2	59,3
Centre	24,4	56,3	47,5	31,7	38,3
Bas-Valais	2,3	16	26,1	3,3	10,5
Canton	20,4	45,9	43,8	25	32,1

L'état nominatif officiel est basé sur le recensement de 1837. (13 districts  $\times$  24 votes = 312 votes désénaux.)

Sur 24 votes, y compris 8 décrets de naturalisation de personnes, les votes négatifs obtiennent la majorité désénale dans 111 cas sur 312 (35,6 %). De ces 111 votes négatifs, les 7 districts de l'ancien gouvernement de Sierre en totalisent 108, c'est dire que ces 7 districts parviennent à mobiliser une majorité de citoyens pour dire non aux projets gouvernementaux dans

64,3 % des cas. Dans le reste du canton, on distingue une certaine évolution vers le refus conservateur, qui reste modérée dans le Bas. Seul le district de Monthey échappe à cette évolution, perceptible dès 1841 dans l'Entremont, à Sion et à Conthey, et en 1842 à Martigny et à Saint-Maurice.

#### Votes négatifs par district (24 votes)

	% moyen de l'état nominatif	Cas de majorité négative
Loèche	64,9	22
Rarogne	63,3	14
Brigue	58,7	18
Viège	58,6	14
Sierre	55,5	15
Conches	51,8	14
Hérens	36,9	11
Conthey	17	2
Sion	14	—
Entremont	12,3	1
Martigny	9,7	—
Saint-Maurice	8,2	—
Monthey	4,9	—
Valais	32,1	4

Ces référendums-veto qui obligent les opposants à se déplacer pour obtenir la majorité de l'état nominatif, alors que les acceptants restent chez eux, ne traduisent certes pas la volonté réelle du peuple, mais ils constituent une très bonne indication sur les capacités de l'opposition à mobiliser les forces traditionalistes.

La première campagne référendaire, de septembre 1840, se déroule dans des conditions fort acceptables pour le régime libéral. Sur les 11 lois et décrets, y compris 5 décrets de naturalisation, les opposants ne regroupent en moyenne que de 14,8 à 26,3 % de l'état nominatif. Pourtant, les 6 districts du Haut, avec Sierre, manifestent d'emblée leur mauvaise humeur en refusant la loi sur les finances ainsi que la loi qui réduit les



taxes perçues sur les habitants perpétuels. Dans ces 6 districts, on parvient à trouver 45 % de citoyens qui s'expriment contre des décrets de naturalisation individuelle. De tels votes constituent un sérieux avertissement pour le gouvernement. Si le 10 septembre, *L'Echo des Alpes*, journal radical, estime que « refuser les lois, c'est le droit de tout citoyen valaisan », à l'énoncé des résultats, le journal change quelque peu d'avis :

Cette divergence de vues, ces manifestations en sens opposé seraient inexplicables... s'il ne fallait en rechercher la cause première dans les menées auxquelles se sont livrés certains hommes qui voudraient bien faire croire à l'antipathie des masses pour le nouvel ordre de choses. (*L'Echo des Alpes*, 4 octobre 1840.)

Les projets de lois élaborés au cours de la session de novembre 1840 et soumis au référendum en février 1841 ont une importance politique incontestablement plus grande :

Le premier et le plus essentiel est celui qui concerne l'instruction publique... Sans instruction, le mot de liberté n'a pas de sens ; l'ignorant ne peut être libre, il est l'esclave des préjugés et la victime des plus habiles qui l'exploitent. Pour être libre, il faut pouvoir choisir, et pour choisir, il faut connaître. (*L'Echo des Alpes*, 15 novembre 1840.)

Relativement modéré, le projet de loi sur l'instruction publique ne fait pas l'unanimité chez les libéraux, mais il est tout de même suffisamment progressiste pour attirer l'hostilité du clergé qui n'entend guère laisser l'initiative scolaire à l'Etat. Un projet de loi sur l'organisation et la compétence des tribunaux suscite des divergences entre le Grand Conseil et le Conseil d'Etat qui finit par le retirer. Quant au référendum, il est véritablement au cœur du régime. Le peuple souverain doit-il s'exprimer sur les lois, doit-il même le faire à la majorité des votants, comme le pensent les conservateurs et le radical de gauche Louis Gard ? La démocratie représentative n'est-elle pas suffisante ? *L'Echo des Alpes* soutient la formule gouvernementale du référendum-veto et entame une longue polémique contre Gard. Le journal radical paraît fort satisfait du manque de participation populaire et redoute une extension des droits démocratiques :

Si le référendum des lois était établi de manière à ce que la majorité des votants qui se présentent dans les assemblées fût nécessaire pour que les lois pussent être mises en

vigueur, il en résulterait qu'un petit nombre de rejetants pourrait empêcher l'œuvre des représentants du peuple entier. On sait que les trois quarts des citoyens ne se rendent pas dans les assemblées primaires pour exercer le référendum ; on sait aussi qu'il n'y a pas de moyen de les y contraindre et on n'aurait pas le droit de le faire, car si le peuple est souverain, il doit être libre d'assister aux assemblées primaires ou de ne pas y assister. (*L'Echo des Alpes*, 17 décembre 1840.)

Pour satisfaire à l'article 10 de la constitution, le Grand Conseil accepte également une loi sur la répartition des charges résultant du service militaire. Tout citoyen non astreint au service doit payer une taxe. Il incombe aux conseils communaux de répartir ces contributions proportionnellement à la fortune. Le Grand Conseil ne décide pas si les ecclésiastiques sont également soumis à cette taxe :

Ce n'est point un impôt, car l'Etat contribuera autant à l'avenir pour le service militaire qu'il l'a fait pour le passé ; cette loi tend simplement à faire payer à ceux qui ne servent pas les frais qui jusqu'ici retombaient sur le milicien. Ceux que la loi frappe d'une contribution qu'ils n'étaient pas habitués à payer, se plaindront sans doute, et dans la pitié qu'ils auront de leur bourse ils crieront peut-être à l'impôt ; il est dur de payer, quelque minime que soit la somme qui est exigée. (*L'Echo des Alpes*, 10 janvier 1841.)

Deux autres objets sont encore soumis à la votation populaire : une loi sur la naturalisation et une loi électorale :

Un des bienfaits que nous promet cette loi est l'abolition des conseils à vie. De tels conseils n'existent que dans la partie orientale du pays, où beaucoup d'hommes en place ne manquent pas de s'efforcer à la faire rejeter. (*L'Echo des Alpes*, 4 février 1841.)

Le 7 février 1841, coup de théâtre : le peuple refuse les lois sur la taxe militaire (51,6 % de non) et sur l'instruction publique (51 %). La loi électorale n'est acceptée que de justesse (49,1 % de non) ; la loi sur l'exercice du référendum suscite 43,7 % de votes négatifs et celle sur la naturalisation 34,1 %. Même les décrets de naturalisation de trois individus connaissent plus de 33 % d'opposition. Comme en 1839, le Haut-Valais a voté massivement ; avec Sierre et Hérens, il a rejeté la taxe militaire par 86,3 % et la loi sur l'instruction publique par 85,6 %. Dans tous les cas, quel que soit l'objet du vote, les sept districts de l'ancien gouvernement de Sierre ont réussi à mobiliser plus de 60 % d'opposants. Plus inquiétant pour le gouvernement, le Centre est également touché. Le district de

Conthey rejette la loi sur la taxe militaire et donne plus de 35 % de non à trois des quatre autres lois. Sion trouve plus de 40 % d'opposants à l'instruction publique et à la taxe militaire. Dans le Bas-Valais, l'opposition commence à se regrouper dans l'Entremont (22,2 % de non à l'ensemble des objets de vote et 37 % à la loi électorale). En revanche, le parti gouvernemental contrôle toujours Martigny (tout de même 11,2 % de non en moyenne), Saint-Maurice (5,2 % de non) et Monthey (4,3 %).

Du coup, à l'énoncé des résultats, le canton se voit replongé dans les luttes de 1839 et du début de 1840 :

C'est le Haut-Valais qui entrave les améliorations projetées, non dans un intérêt de caste ou de parti, mais au préjudice du pays tout entier. (*L'Echo des Alpes*, 18 février 1841.)

Tirant la leçon des événements, le Dr Barman constate que le pays est profondément divisé, que le référendum « est une concession désastreuse avec l'opposition systématique qui nous attend et le peu de garantie que présente la supputation des votes ». Le gouvernement devra ralentir sa marche vers le progrès, ce que conteste l'avocat Torrent. Quant à *L'Echo des Alpes*, il accuse le clergé :

... composé en majeure partie d'ignorants, qui ne savent pas même faire un sermon passable et scandalisent souvent en chaire leurs paroissiens. (*L'Echo des Alpes*, 18 février 1841.)

Pour le journal radical, la religion gagnera beaucoup à la disparition du pouvoir clérical.

En août 1842, la loi sur la répartition des charges militaires, à nouveau soumise au peuple, en même temps que quatre autres objets, est rejetée une deuxième fois (55,5 %) ; la loi sur les forêts est également rejetée (58,4 %), alors que la loi sur l'organisation des tribunaux parvient à franchir le cap (48,9 %) de même que la loi sur les finances (28,8 %). Moins idéologique que la votation de 1841, ce train de lois réussit tout de même à mobiliser une opposition de 62,4 % dans les sept districts de l'ancien gouvernement de Sierre (Rarogne 84,4 %), mais les positions conservatrices se renforcent dans le Bas où tous les districts, à l'exception de Monthey, trouvent entre 22 et 36 % d'opposants. Conthey a rejeté la loi sur les forêts et l'Entremont, celle sur l'organisation des tribunaux.

Dès la fin de l'année 1842, le gouvernement libéral perd progressivement le contrôle du pays et le pouvoir réel passe aux organisations partisans.

## LE RADICALISME

En 1839, lorsque la majorité bas-valaisanne accède au pouvoir sous la bannière du libéralisme, elle n'en est pas unie pour autant. Les divergences sur la conception de l'Etat et sur le rôle des élites dans la régénération du pays sont nombreuses. Elles vont s'accroître sous l'effet de la résistance conservatrice.

Ainsi, lors de l'élaboration de la constitution de janvier, la démocratie représentative, avec élection des députés par un collège électoral, n'est admise que par 26 voix contre 24. La gauche de l'assemblée, notamment les députés de Monthey, penchent pour l'élection directe, mais ils sont battus par les députés du Centre. De la même façon, Louis Gard, connu pour ses opinions progressistes, ne parvient pas à faire accepter le référendum obligatoire. C'est donc une doctrine libérale modérée qui prévaut. Le président, Joseph Barman, est la véritable incarnation de cette nouvelle idéologie du pouvoir :

Nous ne sommes point ici pour plaire au peuple. Mais pour y faire notre devoir... pour améliorer nos institutions, pour y travailler courageusement au bien-être du peuple, peu importe que nous plaisions à telle ou telle localité. (*Bulletin des séances de la Constituante valaisanne*, 28 janvier 1839.)

En raison de leurs origines locales et sociales et de leur formation, les hommes politiques bas-valaisans manifestent une forte diversité d'opinions. On peut néanmoins discerner trois tendances influentes. A gauche, les radicaux entendent poursuivre la lutte politique en vue de créer un Valais démocratique. Pour cela, des gens comme Alphonse Morand, le rédacteur de *L'Echo des Alpes*, Louis Abbet, président de la « Jeune Suisse », César Gross ou Alexis Joris, par exemple, sont résolus à faire passer le programme nécessaire à la création des nouvelles institutions, à lutter contre la réaction d'où qu'elle vienne et à débarrasser le peuple de ses réflexes

traditionalistes et des prérogatives cléricales. Quoique plus hésitants dans leurs convictions démocratiques, les politiciens du district de Monthey s'apparentent à ce groupe. Au centre, les représentants de l'idéologie officielle, emmenés par les frères Barman, estiment devoir gérer le pays sur les nouvelles bases — représentation proportionnelle, égalité du Bas-Valais, démocratie représentative — qu'il faut défendre et asseoir lentement. A long terme, le but de ces libéraux est le développement institutionnel et économique du Valais. A droite, la majorité des hommes politiques et des députés des districts de Sion, Conthey, Hérens, ainsi que certains chefs de file de l'Entremont, comme Antoine Luder, acquis à la représentation proportionnelle, ne sont en revanche, guère décidés à suivre la gauche dans son programme de rénovation nationale. Entre 1842 et 1844, la plupart d'entre eux désertera la cause progressiste pour se rallier au conservatisme. Par dépit, par crainte ou par vengeance, quelques-uns deviendront même des ultras.

Dès 1840, le groupe radical se montre particulièrement dynamique. Il cherche à se structurer et à se donner les moyens d'imposer sa politique au pays. Avec les conservateurs, à l'autre extrémité de l'éventail idéologique, ce sont les radicaux qui vont provoquer le durcissement du conflit politique et la bipolarisation du Valais grâce à l'éclatement du groupe libéral.

Un des éléments essentiels de la politique radicale est la « Jeune Suisse ». Plus ou moins secrète jusqu'en 1839, cette société se révèle au grand jour lors du tir cantonal de septembre 1839, mais elle ne prendra réellement toute son importance politique qu'en 1841, après que les échecs du gouvernement sur les lois de février ne laissent craindre une montée du péril réactionnaire. De 1841 à 1844, la « Jeune Suisse » est au cœur du conflit valaisan. Parmi les membres influents de la société, onze sont députés au Grand Conseil.

La « Jeune Suisse », dont la devise est « Liberté, Egalité, Humanité », défend les libertés individuelles, de conscience, de presse, d'opinion et de réunion, ainsi que le droit à l'instruction et à l'information et le développement économique. D'ins-

piration humaniste, l'association respecte les convictions religieuses et pense à améliorer les conditions de vie des pauvres.

Véritable organisation partisane, la « Jeune Suisse » entend faire converger la nation vers un seul but, « républicain ». A cet effet, l'organisation hiérarchique est très poussée : la société se divise en sections locales qui se réunissent pour former les districts. L'association est dirigée par un conseil général et un comité cantonal ; chaque district par un comité de district et chaque section par un comité local. D'après les nouveaux statuts de 1844, acceptés par 769 membres sur 950 :

Le Conseil général délibère sur les grands intérêts et sur la marche de l'association ; il donne à cet égard des directions au comité cantonal ; il crée des règlements pour l'association ; il prononce sur l'exclusion des membres de la Jeune Suisse. (Art. 9)

Le comité cantonal constitue le pouvoir exécutif et administratif de l'association ; il la consulte soit par des assemblées générales soit par sa correspondance avec les comités. (Art. 10) (R. Roten, *Les débuts du radicalisme...*, p. 145.)

La plupart des localités de la plaine bas-valaisanne et de l'Entremont possèdent leur section locale. D'environ 200 à 300 membres en 1841, les effectifs de la société augmentent après l'excommunication de 1842 pour atteindre le millier vers 1844.

En plus de son organisation partisane, le groupe radical dispose d'une autre arme politique de première importance : la presse. Dès le 20 janvier 1839, les débats de la Constituante sont publiés par un bulletin bihebdomadaire, édité par Alphonse Morand de Martigny. A la clôture des débats, le bulletin prend le titre d'*Echo des Alpes* et devient le premier journal politique valaisan. En novembre 1839, le gouvernement alloue un prêt de 5000 francs au nouveau périodique qui n'a encore que 200 abonnés et un déficit correspondant à 80 % de ses recettes. Pariant sur le rôle de l'information, *L'Echo des Alpes* espère provoquer l'apparition d'une nouvelle conscience politique. Le citoyen ne peut se contenter du « cercle étroit de la vie des pasteurs ». En publiant les lois, en les commentant, le journal veut aider les Valaisans à faire l'apprentissage de la démocratie. Au cours des années 1840 et 1841, en particulier, le journal radical publie de longs articles sur les débats du Grand



Conseil, sur le référendum et sur les questions soumises à la votation populaire. Relativement ouvert au pluralisme, du moins jusqu'en 1842, il publie des avis différents, ceux de Louis Gard sur sa gauche ou, sur sa droite, ceux du curé d'Ardon, André Derivaz. Ainsi, pour préciser le choix de société du régime de 1839, choix qui doit être forcément progressiste, Morand souhaite créer un débat.

On a souvent reproché aux journalistes, et à Morand en particulier, de préférer la parole à l'action. Le rédacteur de *L'Echo des Alpes*, qui attribue au verbe un pouvoir quasi incantatoire, ne s'en cache pas. Il s'agit de créer les fondements moraux d'une nouvelle société et pour cela, il faut développer une idéologie capable d'informer la pensée du peuple, de lui donner une direction.

La conviction générale naît des professions de foi publiques, multipliées, elle doit précéder l'action. C'est pourquoi nous considérons les paroles comme une excellente chose dans un pays où l'édifice social est non seulement à construire dès ses fondements, mais où ces fondements sont à creuser encore, où les esprits doivent être tirés d'abord de leur apathie et de leurs préjugés pour recevoir la civilisation. (*L'Echo des Alpes*, 4 juillet 1841.)

Face à la religion, l'attitude de *L'Echo des Alpes*, de la « Jeune Suisse » et des radicaux en général est beaucoup plus complexe que l'historiographie conservatrice ne le montre généralement. En 1839 et 1840, alors que le clergé bas-valaisan se montre relativement favorable à la régénération du pays, *L'Echo des Alpes* insiste sur la mission civilisatrice de l'Eglise :

Il est un homme dans chaque paroisse qui n'a point de famille, mais qui est de la famille de tout le monde : qu'on appelle comme témoin, comme conseil, ou comme agent dans tous les actes les plus solennels de la vie civile ; sans lequel on ne peut naître ni mourir... un homme que les petits enfants s'accoutument à aimer, à vénérer et à craindre ; que les inconnus même appellent mon père ; aux pieds duquel les chrétiens vont répandre leurs aveux les plus intimes... Cet homme c'est le curé ; nul ne peut faire plus de bien ou plus de mal aux hommes, selon qu'il remplit ou qu'il méconnaît sa haute mission sociale. (*L'Echo des Alpes*, 7 juillet 1839.)

Certes, les libéraux doivent rappeler l'évêque lui-même à sa mission spirituelle, lorsque, condamnant la constitution du 3 août, il s'aventure sur la scène politique (lettre de Bonjean dans *L'Echo des Alpes*, 15 septembre 1839). Au fur et à mesure

que la résistance du clergé contre le programme radical s'intensifie, les radicaux changent de ton et, après l'échec de la loi scolaire de février 1841, le dialogue n'est plus possible. S'il attaque le clergé, *L'Echo des Alpes* se garde toutefois de s'en prendre à la religion. Au sein même du clergé, il fait des distinctions.

Plus à gauche que *L'Echo des Alpes*, Louis Gard définit une conception humaniste de la religion, fondée sur le droit naturel :

... la loi naturelle que Dieu a gravée en nos cœurs est aussi la loi de Dieu. Cette loi nous dit d'être justes, d'être bons, d'aimer nos semblables, etc. Le seul interprète de cette loi, c'est l'humanité. Chaque homme est le prêtre de cette religion qu'il porte écrite dans sa conscience. Cette loi mieux étudiée nous fait connaître que le genre humain est après Dieu le seul souverain sur terre, et que les hommes, enfants de Dieu, sont égaux et doivent tendre au progrès. (*L'Echo des Alpes*, 29 avril 1841.)

En fait, c'est surtout au clergé régulier et aux immunités ecclésiastiques que les radicaux en veulent. Dès mars 1841, l'affaire d'Argovie accentue la division des esprits. Les radicaux approuvent la suppression des couvents décrétée par le gouvernement argovien, alors que les libéraux optent pour une formule intermédiaire et que la majorité du Grand Conseil se prononce pour le rétablissement intégral des couvents par 36 voix contre 21. Ce vote désavouant le Conseil d'Etat, celui-ci démissionne ; cependant, la crise du régime est dénouée par le Grand Conseil qui refuse cette démission. En juillet 1842, le Valais libéral vote le rétablissement de tous les couvents d'Argovie, aux côtés des cantons conservateurs ; toutefois, une manœuvre conservatrice de défiance contre le gouvernement échoue.

Sous l'impact de la réaction cléricalo-conservatrice, le conflit prend une direction nouvelle, au cours de l'année 1842. En février 1842, *L'Echo des Alpes*, dénonçant les méfaits d'un vicaire haut-valaisan — accusé d'avoir séduit une servante et tué son enfant — s'en prend aux immunités qui placent le clergé en dehors du droit commun. Désormais, le journal radical, profondément hostile au clergé, ne lui reconnaît plus guère qu'un rôle néfaste dans la société.



## LA RÉACTION CLÉRICALO-CONSERVATRICE

Dès 1841, il devient patent que l'esprit de réconciliation nationale de l'été 1840 n'a aucune chance de survivre face à l'opposition systématique du Haut-Valais. Quant au clergé bas-valaisan, s'il a accepté les nouvelles règles politiques — comme le prouvent les articles du chanoine Derivaz dans *L'Echo des Alpes* — il n'est pas disposé à suivre le programme de la nouvelle majorité et il refuse la nouvelle loi sur l'instruction publique, ainsi que les diverses propositions libérales concernant les couvents d'Argovie.

En 1842, le consensus politique se dégrade totalement et toutes les forces antilibérales se regroupent en vue de renverser le régime.

Le 12 mars, l'évêque interdit à tous les prêtres du diocèse de distribuer les sacrements aux membres de la « Jeune Suisse » ; le 21 octobre, le Pape condamne la société radicale. Simultanément à cette condamnation des instruments du radicalisme, le clergé se déclare solidaire du mouvement conservateur et intervient de plus en plus dans les événements politiques. Enfin, l'évêque demande au Conseil d'Etat de condamner *L'Echo des Alpes* à cause d'un article « schismatique » publié les 11 et 14 août 1842, distinguant entre l'Eglise universelle de Jésus-Christ et l'Eglise latine du Pape et de la hiérarchie ecclésiastique. En conséquence, par lettre pastorale, l'évêque intime aux fidèles l'ordre de ne plus lire le journal radical. Le Conseil d'Etat porte l'affaire devant les tribunaux.

Pour lutter contre l'ennemi radical, les forces conservatrices s'organisent sur le modèle de leurs adversaires. Dans la conjoncture politique des années 1840, toujours à mi-chemin entre la légalité et la révolution, les associations et les journaux sont en effet à la pointe du combat. Ainsi, à la fin de 1842, ou au début de 1843, la « Vieille Suisse » est constituée. Le chef en est le député Jean-Joseph Jossen de Brigerbad. Cette association qui, en quelques mois, parviendra à regrouper quelque 8000 membres — huit fois plus que la « Jeune Suisse » — dont 6000 dans le Haut-Valais, peut compter sur tous les présidents de dizain, la plupart des députés et des présidents de commune

du Haut. Dans le Bas, plusieurs sections sont rapidement organisées, à Vionnaz, Collombey-Muraz, Val-d'Illiez, Troistorrents, Choëx, Salvan, Bagnes, Sembrancher et Orsières. Curieusement, l'association semble avoir moins de succès dans le Centre, pourtant moins libéral que le Bas. L'organisation de la société paraît antérieure à la promulgation des statuts de la fin mars 1843, dont l'article premier associe la défense de la religion au développement des principes démocratiques.

La « Vieille Suisse » admet un système de représentation proportionnelle dans le choix de ses assemblées et de son comité, mais la hiérarchie est absolue :

Art. 6 — Il y a dans la société un comité central de treize membres, un capitaine dans chacun des trois arrondissements du Valais, un chef dans chaque dizain et un autre dans chaque commune qui relèvent du capitaine de leur juridiction. (Statuts publiés par J.-B. Bertrand, *Annales valaisannes*, 1943, p. 89.)

N'ayant plus de journal francophone depuis le début de 1840, les conservateurs bas-valaisans en sont réduits à utiliser des brochures et des journaux extérieurs au canton comme *L'Union* de Porrentruy. En revanche, dans le Haut-Valais, le *Walliser Bote* succède au *Nachläufer*, publié dès le 18 juillet 1840. Sentant le besoin d'un journal dans le Bas-Valais, le clergé est à l'origine d'un nouveau bihebdomadaire, la *Gazette du Simplon*, dont la rédaction est confiée à Guillaume de Kalbermatten. Dès son deuxième numéro, la *Gazette* annonce son intention d'attaquer le régime. Les procès se multiplient contre le journal qui en tire une réputation de martyr.

Suivant sa devise, « Dieu et Patrie », la *Gazette du Simplon* développe un thème constant : la religion, le pays et l'ordre social sont en danger. C'est une véritable chasse aux sorcières qui commence, non seulement contre l'anticléricanisme, mais bientôt contre toute idée progressiste. Le but avoué du journal conservateur est de provoquer un réflexe de défense dans un peuple qu'on montre menacé dans sa foi et dans son organisation sociale. Numéro après numéro, le même thème revient constamment, inlassablement.

La vérité se fait jour. Le voile se déchire peu à peu ; les machinations secrètes n'ont plus besoin de son obscurité pour arriver à leur but sacrilège, elles se trament au grand jour... C'est la religion catholique, apostolique et romaine, la religion de l'Etat qu'on veut détruire... Ce sont les pre-

mières, les plus chères croyances du peuple qu'on attaque...  
(*Gazette du Simplon*, 17 août 1842.)

En fait, démocratie, monarchie, absolutisme, tout cela n'intéresse guère le journal clérical. Quelle que soit la forme du gouvernement, il se doit de suivre un esprit théocratique :

Oui, nous le dirons hautement, nous voulons la théocratie... et nous repoussons toute autre espèce de gouvernement ; parce que si l'on ne reconnaît pas que Dieu est notre seul Maître, nous tomberons dans l'esclavage de l'homme. Nous disons anathème à quiconque veut nous soumettre à toute autre volonté qu'à celle qui est notre unique règle. (*Gazette du Simplon*, 21 septembre 1842.)

Dans cette optique, un serviteur de l'Etat ne peut avoir de dévouement au bien public sans être inspiré par la religion et soumis au peuple qui, lui-même, tient son pouvoir de la souveraineté divine. De ce fait, la démocratie devient une dictature qui ne doit pas seulement contrôler les idées, mais aussi « les actes de la vie privée ». C'est là une synthèse assez étrange. Conservatisme social et inspiration théocratique sont les fondements moraux du système ; ils doivent être englobés dans une conception totalitaire de l'Etat démocratique contrôlé par une dictature populaire. Depuis l'aristocratie de 1815, les conservateurs ont fait du chemin !

L'utilisation des concepts de démocratie et de liberté par les théoriciens conservateurs est une habile récupération : les mêmes mots ne recouvrent pas les mêmes idées que chez les libéraux :

En proclamant la liberté des opinions, un gouvernement ne peut reconnaître autre chose que la liberté d'admettre ou de rejeter, d'approuver ou de blâmer hautement ce qu'il regarde, lui, comme opinion, et non pas ce qu'il plaît à chacun de qualifier ainsi ; il ne consacre donc pas le droit de combattre les principes qu'il admet lui-même ou qu'il dit admettre ou qu'il devrait admettre. (*Gazette du Simplon*, 1 octobre 1842.)

## DE L'ANARCHIE A LA GUERRE CIVILE

Le 1er janvier 1843, cherchant à éviter l'éclatement du Valais en deux factions ennemies, les libéraux lancent un troisième journal. *Le Courrier du Valais* se veut « calme, patriotique et indépendant » :

Le Valais est trop petit pour avoir dans son sein des intérêts divers bien tranchés. Il a tout à perdre à disséminer ses forces. Des divisions prolongées le mèneraient rapidement à

sa ruine. Aussi, est-ce à rallier les volontés, à dissiper les préventions, à éclairer l'opinion et à faire triompher la vérité que nous consacrerons nos efforts. Notre devise sera : UNION ET PROGRÈS ! (*Prospectus*, 29 novembre 1842.)

Rédigé par le député sédunois Joseph Rion, le nouveau journal, porte-parole de la tendance libérale modérée de Joseph Barman, espère élever le débat politique en revenant sur les thèmes de 1840 : libertés individuelles, développement du pays et de l'instruction populaire. A cet effet, *Le Courrier du Valais* dénonce aussi bien ceux qui crient à la religion en danger que ceux qui s'en prennent à la hiérarchie civile et ecclésiastique. Pourtant, quelles que soient les intentions du *Courrier*, il est déjà trop tard. Cette propagande libérale divise la gauche sans convaincre la droite.

Dans les premiers mois de 1843, le parti « progressiste » est en perte de vitesse. Les élections communales de janvier révèlent un revirement de l'opinion publique en faveur des conservateurs. Cette tendance est confirmée par les élections au Grand Conseil d'avril, où les districts de Saint-Maurice et d'Entremont choisissent une majorité conservatrice et mettent fin à tout espoir de gouverner au centre. En mai, après bien des péripéties, le Grand Conseil se prononce pour un gouvernement de droite. Les libéraux perdent le pouvoir, mais le régime subsiste encore.

Dès cette époque, le Bas-Valais tombe dans un véritable état d'anarchie. Menaces, troubles, charivaris, meurtres crapuleux, expéditions punitives et tentatives de putschs se succèdent à un rythme effréné pendant plus d'une année. Des foules de témoins fort colorés et très passionnés ont raconté ces événements, mais peu d'historiens ont analysé les causes profondes de ce conflit inexpiable entre la tradition et le « progrès ». C'est, en fait, une lutte à mort opposant deux factions avides de pouvoir.

En avril déjà, surexcités par la propagande fanatique de la *Gazette du Simplon*, des membres de la « Jeune Suisse » brisent les presses du journal et les jettent au Rhône. Au mois d'août, n'ayant plus confiance dans le Conseil d'Etat qui menace de faire occuper les villes de Martigny et de Saint-Maurice, les radicaux

# L'ECHO DES ALPES

Prix d'abonnement  
 (payable d'avance)  
 Pour un an 10 fr.  
 Pour 6 mois 5 fr. 50 rp.  
 Pour 3 mois 3 fr.  
 Le port sera payé en sus.  
 Prix d'insertion:  
 1 baie la ligne.

Journal du Valais.

N<sup>o</sup>. 1.

Les demandes d'abonnement pour le Valais se font directement au rédacteur à Nyon, pour les cantons et l'étranger aux bureaux de postes.  
 Les lettres, annonces et organs seront envoyés francs de port.

N<sup>o</sup>. 4.

Sole, Jeudi 25 Mai 1839.

## LE DÉFENSEUR

DE LA RELIGION ET DU PEUPLE.

JOURNAL VALAISAN.

N<sup>o</sup> 82. — ANNÉE 1845.

SAINT-MAURICE EN VALAIS.

MERCREDI 5 AVRIL.

## LA GAZETTE DU SIMPLON.

PRIX D'ABONNEMENT

UN AN.  
 Pour le Valais, 8 francs de Suisse.  
 Pour la Suisse, 12 francs.  
 Pour l'étranger, 15 francs de France.

DIEU ET PATRIE.

PRIX D'ABONNEMENT.

SIX MOIS.  
 Pour le Valais, 5 francs de Suisse.  
 Pour la Suisse, 7 francs.  
 Pour l'étranger, 11 francs de France.

N<sup>o</sup> 102 — ANNÉE 1845.

UNION ET PROGRÈS.

MERCREDI 20 DÉCEMBRE

## LE COURRIER DU VALAIS.

PRIX D'ABONNEMENT.

Pour le Canton, 7 francs par an; 4 francs pour six mois; 3 francs pour trois mois. -- Pour les cantons de Vaud et de Genève, 10 francs par an; 6 francs pour six mois; 3 francs pour trois mois. -- Pour les cantons de Fribourg, Bern, Neuchâtel et Solothurn, 11 francs par an; 6 fr. pour six mois; 3 fr. pour trois mois.

VENDREDI, 31 JANVIER

N<sup>o</sup> 8.

ANNÉE 1846.

## L'OBSERVATEUR,

JOURNAL VALAISAN.

PRIX D'ABONNEMENT.

UN AN.  
 Pour le Canton, 5 francs de Suisse.  
 Pour la Suisse, 6 «.  
 Pour l'étranger, 10 fr. 50 c. de France.

PRIX D'INSERTION.

Pour une annonce de 4 lignes et au-dessous 5 ba.  
 Pour une annonce au-dessus de 4 lignes, 15 rp. la ligne.  
 Les lettres non affranchies seront rigoureusement refusées.

PRIX D'ABONNEMENT.

SIX MOIS.  
 Pour le Canton, 3 francs de Suisse.  
 Pour la Suisse, 3 «.  
 Pour l'étranger, 6 francs de France.

instituent le Comité de Martigny. Le gouvernement rétorque par la nomination d'un conseil de guerre. Pendant ce temps, les troupes haut-valaisannes se concentrent près de Sierre, alors qu'une colonne radicale, sous les ordres d'Alexis Joris, s'avance jusqu'aux portes de Sion, où Torrent et Barman, délégués du gouvernement en leur qualité de membres du conseil de guerre, la persuadent de se retirer.

Durant toute cette mêlée, le Haut-Valais, uni dans une même doctrine, pèse de tout son poids politique et militaire sur le gouvernement, en même temps qu'il encourage les conservateurs du Bas à s'insurger contre les radicaux. Cependant, depuis le 26 août, les libéraux ont repris un siège au Conseil d'Etat ; ainsi partagé entre les deux tendances, le gouvernement est dans une situation difficile. Le 20 novembre, 29 députés des six districts orientaux adressent une pétition au Grand Conseil demandant des lois contre la presse, contre les associations politiques, contre les rassemblements, des indemnités pour les personnes lésées et un appel au peuple pour réduire les perturbateurs qu'il faut naturellement chercher chez les radicaux. Les libéraux obtiennent l'ordre du jour ; en revanche, ils ne parviennent pas à faire accepter vingt pétitions du Bas-Valais, portant 1185 signatures, demandant au Grand Conseil la nationalisation des biens épiscopaux.

Le pays légal n'est plus gouvernable et le pays réel appartient aux associations politiques. Le Haut-Valais s'arme. Pendant qu'ils demandent au Grand Conseil de punir les perturbateurs, les chefs de la « Vieille Suisse » organisent leurs troupes avec des moyens dictatoriaux, se préparant à soutenir le gouvernement s'il le demande, à se substituer à lui s'il hésite, à le renverser s'il s'oppose.

De janvier à avril 1844, de nouveaux troubles éclatent à Monthey, Ardon, Fully, puis à Vérossaz, alors que les autorités désénales de Conches dissolvent, de leur propre chef, un corps franc curieusement constitué dans leur district. Le 9 avril, les délégués libéraux de 31 communes du Bas, réunis à Martigny, élisent un comité « pour aviser aux moyens de repousser toute agression armée ». Cependant, l'entente entre libéraux, radicaux et « Jeunes Suisses » s'avère difficile.

Les 4 et 6 mai, ne contrôlant pratiquement plus la situation, le Conseil d'Etat s'adresse au Vorort fédéral, canton de Lucerne, pour le prier de se tenir prêt à intervenir. Les 8 et 9 mai, le Vorort met de piquet des troupes de divers cantons, leur demandant d'intervenir sur requête des commissaires fédéraux ou du gouvernement valaisan. Les cantons de Berne et de Vaud s'opposent à l'exécution de ces mesures. En outre, le Vorort délègue en Valais son chancelier, Bernard Meyer, avec la consigne de ne prendre titre de commissaire fédéral qu'en dernière extrémité, ce qui permettra à Meyer d'encourager, dans un premier temps, la contre-révolution, en conseillant aux conservateurs d'obtenir du Grand Conseil l'occupation militaire du Bas-Valais et la dissolution de la « Jeune Suisse ». Meyer se présentera ensuite en médiateur des partis !

Dans la nuit du 16 au 17 mai, 38 députés conservateurs envoient un ordre de mobilisation aux communes du Haut ; le 17 mai, au soir, le Comité de Martigny rétorque par son propre ordre de marche et, le 18, Sion est encerclée, une fois de plus, par les troupes conservatrices à l'est et par les forces radicales à l'ouest. Supérieurs en nombre, les Haut-Valaisans entrent à Sion, ce qui permet au gouvernement de légitimer l'insurrection. Surpris par cette initiative, du coup déclarés hors la loi, les radicaux reculent et tombent dans l'embuscade du défilé du Trient où la « Vieille Suisse » bas-valaisanne, alertée depuis plusieurs jours, attendait de mettre un terme au régime libéral. Les radicaux sont battus ; laissant plusieurs morts sur le terrain, ils s'enfuient en Savoie et dans le canton de Vaud. Les Haut-Valaisans occupent tout le Bas-Valais.



## CHAPITRE 8

# La dictature populaire et théocratique de 1844

### « LE RÉGIME DE FER »

Soldats, chers camarades !

Partis du fond de vos vallées sous l'invocation du Dieu des armées, vous venez d'accomplir la mission glorieuse que les Pères de la Patrie vous ont confiée. (AF, D 942, proclamation de G. de Kalbermatten, commandant en chef.)

Le putsch accompli, les chefs politiques et militaires du Valais conservateur entendent légitimer leur action aux yeux du peuple et de la Confédération suisse. Le 13 juin, le Conseil d'Etat adresse une circulaire aux Hauts-Etats confédérés, décrivant les mobiles de l'intervention. Le pays était en état d'anarchie, la « Jeune Suisse » semait le désordre et *L'Echo des Alpes* prêchait l'impiété...

Déjà planaient sombres sur le Bas-Valais et une partie du Centre, les reflets de ce nouveau régime de tyrannie et de communisme. (AF, D 943.)

Pour justifier leur coup de force, les conservateurs, une fois de plus, dénoncent leurs adversaires comme des perturbateurs de l'ordre social. Face à cette accusation lancée à la Diète fédérale, les radicaux répondent immédiatement :

Il est démontré que ce rassemblement et ce mouvement se sont opérés sans ordre légal et au mépris des lois du pays. (AF, D 944.)

21 pétitions portant 1539 signatures dénoncent le coup d'Etat. Elles proviennent de libéraux restés en Valais, de radicaux exilés, de leurs amis vaudois et genevois. Les signatures de citoyens valaisans représentent environ 60 % du total.



## Pétitions libérales de juin 1844, à la Diète fédérale

Provenance	Nombre	Signatures
Valais	10	762
Vaud	6	301
Genève	1	24
Sans indication de lieu	4	452

De leur côté, relégués à Genève, Semsales et Vevey, les ténors du radicalisme, Joseph Abbet, Alphonse Morand, Maurice Barman et Casimir Dufour, prennent la plume pour dénoncer l'interprétation conservatrice des événements (AF, D 944). La Diète fédérale décide de ne pas intervenir dans les affaires valaisannes.

A Sion, l'ordre militaire se transforme brutalement en régime d'exception. Le 24 mai, le Grand Conseil prononce la dissolution de la « Jeune Suisse », la suppression de *L'Echo des Alpes* et vote une contribution de guerre de 14 600 francs infligée aux communes « insurgées » du Bas-Valais. Un tribunal central exceptionnel jugera les délits politiques. Le 29 mai, un décret sur la prise d'armes condamne comme « rebelles » les chefs de la « Jeune Suisse », les commandants des troupes radicales et les membres du Comité de Martigny. Le 5 juin, le Conseil d'Etat lance un mandat d'arrêt contre les chefs libéraux et radicaux les plus importants. Le même jour, le Grand Conseil interdit toute société politique non spécifiquement autorisée et, le 21 août, le Conseil d'Etat prohibe toute réunion arborant un quelconque signe de ralliement. Ces mesures ont un effet rétroactif ; c'est dire que le gouvernement valaisan viole ouvertement l'ordre constitutionnel et porte de graves atteintes aux libertés individuelles, ainsi que le remarque le journal vaudois, *Le Courrier Suisse*, pourtant de tendance libérale-conservatrice :

Créer un tribunal exceptionnel dans un pays qu'on dit rentré dans l'ordre légal, lui attribuer la rétroaction, accorder la composition de ce tribunal purement et simplement au pouvoir exécutif, c'est déclarer à plaisir la guerre aux principes constitutionnels les plus fondamentaux et annoncer avec bravade à la Suisse, à l'Europe, l'intention de bâillonner la presse, afin de trôner dans l'ombre. (*Le Courrier Suisse*, 28 juin 1844.)

Le 4 juin, le Grand Conseil décide de reviser la constitution. Les députés bas-valaisans radicaux sous le coup de décrets d'exception sont naturellement exclus. Cependant, pour assurer la continuité gouvernementale, gage de la légalité du putsch, le Conseil d'Etat reste en fonction, en dépit de la présence en son sein de membres libéraux. Seul, toutefois, le conseiller Torrent démissionne, plaçant ainsi les conservateurs dans l'embarras. Cette démission est tout d'abord refusée ; puis, Torrent est remplacé par le vainqueur de mai, le commandant Guillaume de Kalbermatten.

Les débats sur la nouvelle charte s'ouvrent le 29 août et sont l'occasion pour les tendances conservatrices au pouvoir de préciser leur conception de l'Etat qui a considérablement évolué depuis 1839. En fait, personne ne souhaite le retour au régime oligarchique de 1815 ; presque tout le monde admet la démocratie parlementaire et la représentation proportionnelle par district. Conscients de leur position majoritaire au sein du pays réel, les conservateurs souhaitent même une extension de la démocratie qui devrait être plus directe, notamment par la généralisation du référendum. C'est la démocratie libérale, fondée sur les libertés individuelles que les conservateurs rejettent.

A l'extrême droite, les ultras, notamment une partie du clergé, souhaitent l'instauration d'une véritable dictature placée sous le contrôle de l'Eglise et des classes dirigeantes. Le chanoine Derivaz et le nouveau conseiller d'Etat, Guillaume de Kalbermatten, sont les meneurs de cette faction et, à certains égards, les véritables maîtres du régime. De la même tendance, Pierre-Xavier de Riedmatten, l'impénitent théoricien de la droite, élabore un projet de constitution, déclarant dans son article 2 :

Le patriote qui serait reconnu et jugé comme ennemi et rebelle de l'Eglise catholique et romaine sera privé de son droit de vote et relégué, comme insensé et anticatholique, dans la classe des incapables de voter. (AEV, Prot. G.C., 1844, annexe sous litt. E, projet du 29 août.)

De Riedmatten souhaite instaurer un référendum de trois classes, sur les affaires religieuses, politiques et financières, où seules les personnes directement concernées — à savoir, dans l'ordre, les religieux, les citoyens et les contribuables —

seraient habilitées à voter. Enfin, dans un supplément daté du 31 août, de Riedmatten propose de créer une véritable hiérarchisation de la société politique suivant laquelle chaque commune devrait être divisée en « dizaines » dirigées par des notables. Le rôle des notables, nommés par les curés, consisterait à maintenir l'ordre légal et à éclairer les dizaines sur les élections et les objets du référendum.

Ce n'est pourtant pas cette tendance cléricalo-totalitaire qui prévaut, du moins pas quant à l'ordre institutionnel. Très imprégné des cinq années de régime parlementaire, le Grand Conseil constituant décide de le perpétuer. Les deux caractéristiques essentielles de la nouvelle constitution résident dans l'institution du référendum législatif basé sur la majorité des votants, en lieu et place du référendum-veto exprimé par les seuls opposants, et dans le renforcement de la position de l'Eglise dans l'Etat. Désormais, la confession catholique aura seule un culte. De ce fait, la possibilité d'exercer un culte privé, admise par la constitution d'août 1839, est refusée aux autres confessions, ce qui ne manquera pas de susciter bien des problèmes avec les cantons protestants.

### LES EFFETS DE LA NORMALISATION SUR LA VIE POLITIQUE

Le 20 octobre, la nouvelle constitution est acceptée par 9849 voix contre 2227 (81,6 %). La proportion des acceptants sur l'état nominatif théorique est de 51,6 %. La participation théorique s'élève à 63,3 % d'après le calcul officiel déduit du recensement de 1837. (D'après le recensement de 1846, plus proche de la réalité, la participation ne serait que de 59,3 % et la constitution n'obtiendrait pas la majorité absolue.)

Si le Haut et le Centre acceptent facilement, il n'en va pas de même du Bas, en dépit de l'exil des chefs radicaux. Les districts de Martigny et de Conthey refusent nettement (18,3 % et 37 % de oui) avec des abstentions considérables (participation : 38,7 % et 45,5 %). Monthey et Entremont disent oui du bout des lèvres (53,2 et 62,6 %) avec seulement 51,5 et 43,3 % de participation. Seul Saint-Maurice donne 90,8 % de oui, mais

avec une participation de 47 %. Dans le Centre, Sion accepte à 76,7 % et une participation de 61,8 %. Ces résultats indiquent bien que le Bas-Valais, peut-être même le district de Sion, restent encore attachés au régime libéral. Mais, sous la pression féroce du régime, la situation va changer comme le prouvent les référendums de 1844 à 1847.

**Votes émis sous le régime de 1844, en %**

	<b>Constitution de 1844</b>		<b>Lois (moyenne sur 8 votes)</b>		<b>Décrets de naturalisation (moyenne sur 3 votes)</b>	
	oui participation		oui participation		oui participation	
Haut	97,1	79,6	97,4	77,3	39,8	50,8
Centre	93,3	78,6	98,6	62,3	58,3	29
Bas	52,7	44,7	90,4	52,6	88,3	19,2
Valais	81,6	63,3	95	62,5	57,6	31,3

La participation est calculée sur la base du recensement de 1837.

Sur les huit référendums analysés, seul le district de Martigny en rejette deux — le 27 mai 1845, contre les corps francs et contre les discours séditionnels — donnant une majorité acceptante moyenne de 76,9 %. Avec Monthey (89,4 %) et Entremont (93,5 %), ce sont les trois seuls districts fournissant une majorité inférieure à la moyenne cantonale. C'est donc une adhésion massive — est-elle spontanée ? — qu'obtient le gouvernement conservateur, encore que la participation théorique soit inférieure à 55 % dans tous les districts du Bas et à Sion et la participation réelle, probablement inférieure à 50 % dans la majorité de ces districts. Quant au Haut-Valais, satisfait du gouvernement, il n'en continue pas moins à rejeter les décrets de naturalisation individuelle qui lui sont proposés.

En fait, ces référendums sont très suspects, en particulier ceux qui se déroulent en 1844. Les 23 juin et 28 juillet 1844, la participation théorique moyenne du peuple valaisan aux trois votes qui lui sont soumis — Tribunal central, délits de presse et

associations politiques — s'élève à 100,9 % (base 1846 = 94,5 %). En 1845, cette participation devient beaucoup plus raisonnable et le peuple paraît même curieusement démobilisé, puisque, en moyenne théorique, 34,5 % des citoyens daignent se déranger (base 1846 = 30,8 %). En 1847, l'intérêt remonte quelque peu, à 65,7 % (61,5 %) pour la ratification de l'adhésion du canton au Sonderbund.

### L'HIVER DU VALAIS

La normalisation engagée par les classes conservatrices dirigeantes n'est pas un vain mot ; mois après mois, le système totalitaire se renforce. Le Tribunal central, qu'on a réussi à faire admettre par 85,6 % des Bas-Valaisans, condamne à tour de bras tout individu suspect d'idées progressistes :

Les enquêtes sont sommaires ; on condamne quelqu'un pour avoir prononcé des paroles injurieuses contre le gouvernement, pour avoir payé un pot de vin à un Jeune Suisse, pour avoir publié la proclamation de Martigny ou une lettre anti-gouvernementale, pour vol d'armes, etc. (R. Roten, *op. cit.*, p. 62.)

Le 24 mai 1847, l'ambassadeur de France en Suisse, le comte de Boisilecomte, pourtant de tendance conservatrice, écrit à Guizot que le Tribunal central a mis trois ans pour juger 192 accusés sur 619 ; il a prononcé pour 190 000 francs d'amendes — somme correspondant à 50 % des recettes de l'année 1846 — et il « tient encore sous la crainte de poursuites nouvelles tous ceux qui, à un titre quelconque, se sont compromis dans les événements de 1844 » (J.-C. Biaudet, *Le Valais en 1847...*, Vallesia 1978, p. 513). Des avocats, des journalistes, des paysans, des artisans, des municipalités entières sont cités devant ce tribunal d'exception qui ne disparaîtra qu'avec la chute du régime. Le Valais est devenu un pays totalitaire, où personne n'a le droit de diverger de l'idéologie dominante.

Pour renforcer cet état d'esprit, la *Gazette du Simplon* reparait, le 6 novembre 1844. Le journal n'a qu'un but : assurer l'ordre et la légalité,

... en finir, une fois pour toutes, avec le parti radical. (29 avril 1846.)

Invoquant chaque jour la voix du peuple, fabriquant des associations de termes propres à susciter la répugnance du Valaisan

moyen, la *Gazette du Simplon* incite les autorités à détruire toute trace d'« utopie radicalo-communiste » (27 juin 1846), doctrine qualifiée également de « rongisme ». Le Valais doit se replier sur lui-même pour échapper aux principes destructeurs de l'ordre social venus de l'étranger.

Au reste, le Grand Conseil, se prenant pour le verbe incarné de la nation, parle la même langue. La session de mai 1846 s'ouvre dans un discours d'apocalypse :

De nouvelles sectes surgissent des antres de la terre, répandent des maximes désastreuses, subversives de l'ordre social, religieux et politique, et portent le trouble dans les familles, la perturbation dans la multitude. L'hydre cherche à relever ses têtes, menace, agit. (*Gazette du Simplon*, 20 mai 1846.)

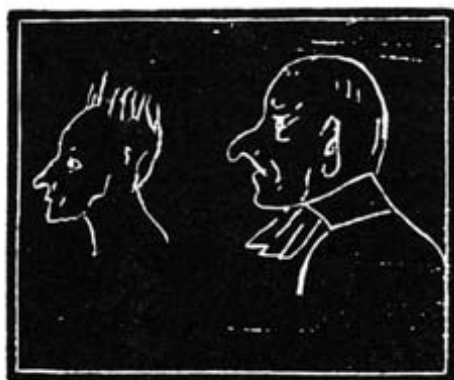
Pour sauver le Valais des flammes de l'enfer et du radicalisme, le Grand Conseil vote une journée solennelle d'actions de grâces qui se déroulera, chaque année, le 24 mai, dans toutes les communes. Le 24 mai est jour de l'occupation de Saint-Gingolph par les troupes haut-valaisannes, jour de la fête de Notre-Dame Auxiliatrice,

... dont l'intercession puissante a détourné le cours des fléaux qui menaçaient d'envahir ses paisibles vallées. (*Gazette du Simplon*, 23 mai 1846.)

Le 12 octobre 1846, le Conseil d'Etat demande à l'évêque d'ordonner des prières et il interdit tout divertissement pour l'hiver 1846 à 1847. Au cours de l'année 1847, ces manifestations de foi et de repli national se multiplient sous l'effet de la menace helvétique. L'extrême droite cléricale a réellement pris la direction de la vie politique cantonale.

Depuis le début de 1846, la *Gazette du Simplon*, dans sa chasse aux sorcières, ne se contente plus d'un gibier aussi vil que les exilés radicaux ; il s'agit, désormais, de traquer tous les suspects de l'intérieur jusque dans la gendarmerie et au Palais du gouvernement, où rôdent des ombres au passé chargé. Pourtant, le 28 avril 1846, coup de théâtre, le Conseil d'Etat, lui-même, en a assez et s'élève contre les « sentiments haineux » et les « faits controuvés » publiés par le journal.

Beaucoup de Valaisans ont de la peine à accepter la dictature animée par le chanoine Derivaz et la *Gazette du Simplon*. En 1845, déjà, des citoyens du Centre demandent de supprimer les mesures d'exception. Si les radicaux du Bas n'ont plus droit



dangereux

non dangereux



non dangereux



dangereux pour l'Etat

Normalité et déviance dans un régime autoritaire



d'audience ni de séjour, en revanche dans le Centre, à Sion en particulier, les milieux libéraux modérés, regroupés derrière Joseph Rion et le Dr Ganioz, relèvent la tête. Le 9 mai 1846, enhardis par l'irritation gouvernementale, ils adressent une pétition pour dénoncer la *Gazette du Simplon*. Poursuivant sur cette lancée, le 5 septembre 1846, les « vrais démocrates » qui ne peuvent pas « subir avec plus de patience le joug du clergé et l'intolérance de la Vieille Suisse » (lettre de Rion citée par Roten) lancent *L'Observateur*, nouveau journal dans la ligne de l'ancien *Courrier du Valais*. Probablement satisfait de trouver un allié imprévu contre l'extrême droite, le gouvernement ne s'oppose pas à la parution de cet *Observateur*. La *Gazette du Simplon* la considère naturellement comme une provocation et durcit encore son langage, s'en prenant à l'hypocrisie du « juste-milieu » et à l'aveuglement gouvernemental :

Tout le monde sait que *Juste-milieu* est cousin germain du radicalisme... De sorte que nous ne nous étonnerons point si nous apprenons un beau jour que *Juste-milieu* vous a tordu le cou... Il voulait, dans l'intérêt de tous, se poser en *juge de paix* entre la vérité et le mensonge, entre la justice et l'iniquité, entre Dieu et Bélial, entre le ciel et l'enfer, entre oui et non... (*Gazette du Simplon*, 19 décembre 1846.)

Ces gens du juste-milieu, ce sont de nouveau des « ennemis du nom chrétien » (2.1.1847), des gens à abattre. Ils n'ont rien fait pour le rétablissement de l'ordre conservateur, si ce n'est entraver l'action de l'Etat (6.2.1847). L'histoire de 1842 se répète.

Le 23 décembre 1846, l'évêque s'adresse au Conseil d'Etat pour dénoncer un article schismatique — en fait, une reprise — qui contenait des expressions impies telles que « socialisme chrétien » et « pensée catholique progressive ».

Pourtant, en dépit de la puissance de la contrainte conservatrice, les libéraux gagnent des sièges aux élections d'avril 1847. Avec le péril, la dénonciation s'accroît. Après le juste-milieu, « les conservateurs optimistes », à leur tour, ont droit aux foudres de la *Gazette du Simplon* (28.4.1847).

1847 ! Au cours de cette année de crise, le Valais est devenu un véritable camp retranché. Menacé à l'intérieur et à l'extérieur, le régime clérical d'extrême droite ne peut survivre encore longtemps. L'affrontement est devenu inévitable.



## LE SONDERBUND

La contre-révolution de 1844 a été reçue comme une gifle par toute la Suisse radicale. Dans le canton de Vaud, en particulier, c'est la stupeur. Depuis plusieurs années, la gauche radicale cherche à s'emparer du pouvoir détenu par les libéraux et à se rapprocher des progressistes suisses, surtout romands. L'intervention haut-valaisanne est donc perçue comme une tentative d'encerclement réactionnaire et germanique. Pour *Le Nouvelliste vaudois*, l'organe radical, il s'agit d'une conquête :

... qui nous amène tout directement l'Autriche au pont de Saint-Maurice et sur la rive du Léman... le Bas-Valais, c'est encore le canton de Vaud... la politique vaudoise et même notre nationalité y sont compromises. (7 juin 1844.)

C'est donc un véritable réflexe de défense nationale, culturelle et politique chez les radicaux vaudois que tout le monde cherche à retenir sur la rive droite du Rhône, de peur qu'ils n'interviennent dans le Chablais valaisan. Entre *Le Courrier suisse*, journal libéral et *Le Nouvelliste vaudois*, le ton monte. Les plus grandes assemblées antijésuitiques de la fin 1844 et du début 1845 se tiennent à Aigle et à Villeneuve, ce qui n'est pas un hasard. Entre les événements valaisans de mai 1844 et la victoire radicale vaudoise de février 1845, il existe d'étroites relations.

De plus, les radicaux bas-valaisans ont cherché refuge dans le canton de Vaud ; de Bex, de Vevey, ils guettent l'occasion de revenir chez eux et, après février 1845, le Valais conservateur, à son tour, se sent menacé.

Pourtant, ce n'est pas forcément la menace, mais bien la parenté spirituelle avec les régimes conservateurs-catholiques de Suisse qui entraîne le Valais à adhérer à l'alliance du Sonderbund, en décembre 1845 (des contacts ont lieu dès 1843). L'esprit séparatiste et antiprogessiste de cette alliance, tout comme le totalitarisme valaisan, sont une menace pour la Suisse libérale cherchant difficilement sa voie dans le concert des puissances européennes. C'est donc tout naturellement qu'en novembre 1847, la dictature de 1844 s'effondre devant l'armée fédérale et les troupes d'exilés, non sans laisser dans la mentalité du pays de profondes traces de cet hiver valaisan.



TROISIÈME PARTIE

# **La démocratie radicale**

par

MICHEL REY



Les années 1847-1848 permettent à la Suisse de résoudre — à moindres frais — le double problème institutionnel qui avait suscité des crises successives depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle : créer une unité politico-économique, installer la démocratie représentative. Un changement fondamental qui consacre la victoire de la Suisse industrielle et radicale sur les cantons agricoles et conservateurs.

Le régime théocratique de 1844 avait naturellement poussé le Valais dans le camp du Sonderbund. Celui-ci vaincu sans gloire, le canton doit en même temps régler des antagonismes historiques pendants et s'adapter aux nouvelles structures helvétiques. Les conservateurs sont provisoirement hors d'état d'exercer le pouvoir. Ce sont donc les exilés de 1844, revenus avec l'armée fédérale en décembre 1847, qui vont accomplir cette rénovation cantonale inévitable.

Le radicalisme valaisan, sous l'impulsion de Maurice Barman — sa tête politique incontestée — manifeste d'emblée une forte activité réformatrice. En quelques mois, une constitution nouvelle, adoptée le 10 janvier 1848, établit un Etat central et la démocratie représentative ; des lois et décrets fixent le statut de l'administration, la perception de l'impôt direct, le rôle de l'école, les relations avec l'Eglise. Cette révolution légale donne au Valais des cadres institutionnels solides, en liquidant par là même un passé douloureux de luttes.

Cette œuvre législatrice contraste cependant avec la désaffection que connaît le régime radical, avec l'effondrement accéléré de son autorité sur le pays. Car le radicalisme ne convertit point la population. Son pouvoir ne s'appuie que sur un édifice

étatique, maintenu artificiellement par des artifices électoraux et des compromis de plus en plus boiteux. Cet échec est dû à de multiples raisons. Un passé trop contraignant : le parti radical reste lié au Bas-Valais et ne peut dépasser la barrière linguistique. Des ennemis irréductibles : l'Eglise demeure intransigeante ; le parti conservateur se modernise dans l'opposition. Mais surtout l'idéologie du progrès, si souvent mise en avant, reste du domaine des mots ; la vie quotidienne ne change pas, l'industrie reste un mirage. Faute d'argent ou faute de volonté politique ? Le radicalisme de Maurice Barman se contente d'être le défenseur étroit d'une bourgeoisie qui contrôle les nouvelles institutions. L'appareil étatique assure solidement son pouvoir sur la population, en éliminant les freins traditionnels représentés par l'Eglise ou les pouvoirs locaux.

Les habitudes du Valaisan ne se modifiant pas, le retour conservateur est inévitable. Une fois la pression fédérale disparue et le choc de la défaite surmonté, le simple jeu électoral anéantit le pouvoir radical. Les élections au Grand Conseil du 1er mars 1857 mettent fin à dix ans de régime radical et assurent une suprématie conservatrice jusqu'à présent incontestée. Mais les acquisitions institutionnelles du radicalisme conviennent fort bien aux conservateurs. Le nouvel homme fort du pays, Alexis Allet, saura jouer habilement des instruments nouveaux mis à disposition de la classe dirigeante pour maintenir l'emprise conservatrice sur le Valais.

## CHAPITRE 9

# Le dénouement de 1847-1848

### LA GRANDE CHANCE DU SONDERBUND

Par solidarité religieuse et par haine du radicalisme, le régime de 1844 se trouve naturellement du côté du Sonderbund. Il s'y mêle le réflexe d'indépendance d'un Etat qui a mal accepté de rejoindre la Confédération en 1815 et n'en a retiré que des ennuis. Le 10 octobre 1847, la décision du Grand Conseil de défendre les armes à la main le Sonderbund est approuvée : 12 286 acceptants, 257 rejetants, 336 ne voulant pas sortir du canton, avec une participation de 61,5 %.

L'adhésion relative des districts du Bas reflète une certaine indécision des libéraux de l'intérieur. Ils jouent l'union nationale, comme le dit Gard dans sa correspondance du 2 octobre :

... abandonner leurs alliés au moment où les troupes de la Confédération vont marcher contre eux ne serait ni loyal, ni généreux.

Calcul politique que contestent des réactions populaires plus directes : manifestations d'insubordination à Monthey et Saint-Maurice, désertions...

Barman ne compte guère sur les « nigauds » de l'intérieur. Les exilés misent sur l'effondrement inévitable du régime conservateur ; ils veulent cependant éviter un retour dans les fourgons de l'étranger et manœuvrent déjà pour le futur pouvoir. Le 1er novembre, Barman et Joris sont d'accord pour « précéder

dans notre pays l'armée fédérale ». Le même jour, se constitue à Bex un Comité patriotique valaisan (Barman, Dufour, Pignat, Joris, Filliez, Torrent, Abbet). Alphonse Morand rédige une Adresse montrant la catastrophe imminente et appelant à « fonder un état de choses plus solide ». Le 15, 250 Valaisans sont incorporés dans l'armée fédérale. Barman, officier fédéral, est tenu au courant des plans militaires.

Les prières solennelles de l'évêque de Preux et les appels enflammés du général de Kalbermatten — un vétéran de la Vieille Suisse — n'empêchent pas le Valais d'entrevoir la réalité. Refusant d'extérioriser une qualité guerrière mise en réserve pour la guerre civile, le Grand Conseil se retire du Sonderbund le 27 novembre. Le 29, à Bex, les plénipotentiaires Ducrey, de Torrenté et Tavernier signent la capitulation avec Rilliet de Constant, commandant la première division fédérale, l'occupation débutant le 30 novembre.

Après les avoir licenciés, Rilliet a autorisé les Valaisans à entrer les premiers, à condition de ne pas se mêler de politique ! Au matin du 30, une colonne s'avance triomphalement. A Sion, Joris s'empare de la Maison de Ville, de l'évêché, du trésor et installe ses troupes au couvent des Capucins. Peu soucieuse d'un contact avec le Haut-Valais, la colonne s'arrête. Les troupes fédérales occuperont elles tous les districts sans autre conséquence qu'un épuisement des caves.

## LA RÉVOLUTION RADICALE

Immédiatement, les vainqueurs se divisent. La partie se joue à deux niveaux : les jeux de clans en coulisses, avec les pressions fédérales ; la grande scène populaire. Au matin du 2 décembre, à l'Hôtel du gouvernement, Barman appuyé par les libéraux sédunois autour d'Antoine de Riedmatten, affronte les durs, Joris, Dufour, Pignat et Torrent, sans parvenir à un accord.

Proclamation du gouvernement provisoire au peuple valaisan ►



# LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE

DU

CANTON DU VALAIS

AU

## PEUPLE VALAISAN.

### COMPATRIOTES!

Des jours d'épreuve viennent de passer sur nos vallées.

En moins de cinq ans, nous avons vu se succéder l'agitation, la guerre intestine, la proscription, l'exil.

Le despotisme militaire, appuyé sur un tribunal exceptionnel, n'a cessé de terroriser une partie du peuple, sans rassurer l'autre partie.

Les sueurs de tous avaient à supporter les frais d'un régime de fer.

La fatigue, l'anxiété, les sacrifices de tout genre, étaient le partage de la généralité. —

La confiance, la sécurité, avaient disparu.

La patrie n'était plus un abri sûr; la religion même semblait entravée dans sa mission de mansuétude et de paix.

Pour combler la mesure, les puissans du jour n'ont pas craint d'arborer l'étendard de la rébellion et d'armer un peuple bon, mais crédule, contre la mère-patrie.

Il n'a pas dépendu d'eux que des flots de sang ne coulassent dans une lutte impie et téméraire.

Tant de maux devaient avoir un terme.

Dans ses impénétrables desseins, la Providence a toléré la conception et les préparatifs d'un plan de guerre insensé, mais elle n'a pas permis que son exécution répandît sur la patrie un déluge de sang et de désolation.

Compatriotes, citoyens de tous les dixains! détournons momentanément nos regards d'un passé sinistre; scrutons la gravité du présent; mettons la main à la consolidation de l'avenir.

En l'absence de tout gouvernement, quelques citoyens ont accepté la tâche ardue de la reconstitution du Canton.

Cette mission leur a été confiée par une assemblée de plusieurs mille citoyens, le 2 décembre.

Le lendemain, le Conseil d'Etat s'est démis de ses fonctions, par écrit, après s'être tenu pendant trois jours à l'écart.

En proclamant notre entrée en fonctions, nous proclamons aussi notre intention de reconstituer les pouvoirs réguliers *dans le plus bref délai*.

Compatriotes! suspendez votre jugement sur les intentions que la malveillance pourrait nous prêter; dans peu de jours le peuple souverain nous jugera selon nos œuvres.

Respect à la loi de Dieu, force à la loi de l'Etat: telle sera notre devise.

Il s'est formé des demandes pour effectuer la séparation du Canton, à moins que la Diète fédérale n'y mette obstacle.

Cette question mérite d'être mûrement approfondie.

Concitoyens! abstenez-vous de tout acte coupable, de toute provocation: le retour de la tranquillité en dépend.

Tendez-vous une main de paix et qu'un rapprochement franc et loyal cicatrise les plaies de la patrie.

Fait à Sion, à l'hôtel du Gouvernement, le 3 décembre 1847.

LE PRESIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE:

M. DARMAN.

Le secrétaire:

de Bona.

A 9 heures, sur la place de la Planta, devant « plusieurs mille citoyens », ces divergences éclatent à nouveau. Barman se permet d'abord de montrer les limites de cette assemblée populaire : le Haut n'est pas représenté ; ce sera à une constituante de prendre des décisions institutionnelles. Face à lui, Joris expose brutalement ses conceptions d'une révolution radicale :

Nous sommes ici une assemblée souveraine, nous représentons tout le canton ; lorsque le peuple est réuni, qu'il délibère ! Il ne recommande pas, il commande ; il est enfin arrivé le moment où le peuple valaisan doit régler lui-même ses affaires, et ne pas abandonner ce soin à des hommes qui, à quelques exceptions près, se laissent arrêter une fois qu'ils sont arrivés au pouvoir par des considérations secondaires... (Lettre de Delarageaz au Conseil d'Etat de Vaud, 2 décembre 1847.)

Des mesures sont votées sur le champ. D'ordre constitutionnel : abolition des institutions, élection d'un Grand Conseil constituant pour décembre ; d'ordre religieux : suppression des immunités ecclésiastiques, incompatibilités, biens de l'Eglise sous surveillance de l'Etat, suppression des Jésuites et éventuellement d'autres congrégations, instruction publique confiée à l'Etat ; d'ordre financier : frais de guerre mis à la charge des corporations religieuses et des responsables. L'assemblée désigne un gouvernement provisoire : Barman, de Riedmatten, Pignat, Zen Ruffinen, Filliez, Dufour, de Torrenté.

Ces résolutions du 2 décembre entérinant la coupure du radicalisme valaisan montrent quel sera son visage de pouvoir. Joris, appuyant une tendance populaire, n'est suivi que dans son anticléricalisme. Lucide, il a proposé la séparation du canton car

... aucune paix n'est possible entre deux peuples de mœurs si différentes...

Ainsi, une expérience radicale pourrait être tentée. Mais personne ne le suit, une place au gouvernement lui est même refusée. Exit Alexis Joris, il ira mourir en France. En Valais, même si on est radical, la politique est un jeu de notables. Aussi le radicalisme valaisan s'affirme légaliste : il y aura un recours rapide à une constituante. Il reste purement politique, sans aucune revendication sociale, le préambule des résolutions affirmant même :

... il y a urgence à pourvoir au maintien de l'ordre, à la sécurité des personnes et des propriétés...

Le changement à la racine — sens original du terme radical — s'estompe.

La mise en place d'autorités provisoires subit également des tiraillements liés à la présence de représentants fédéraux aux avis opposés. Le 2, Rilliet de Constant et Barman ont une entrevue avec Ignace Zen Ruffinen le président du Conseil d'Etat vaincu, lequel remet ses pouvoirs à une « commission provisoire ». Barman rêve par ce moyen d'un pouvoir personnel. Mais Henri-Louis Delarageaz, nommé par la Diète représentant en Valais le 3 décembre, soutient le gouvernement provisoire et son aile dure. Le 4, un ultimatum est envoyé à de Riedmatten qui se retire remplacé par Rey, et à Barman qui accepte son poste. Le 6, la Confédération reconnaît le gouvernement provisoire qui fonctionne jusqu'au 10 janvier 1848.

Une série de mesures d'urgence sont prises pour exécuter les décisions du 2 décembre et prendre en mains le pays. Le 16 décembre, les assemblées de district élisent un Grand Conseil constituant où ne figurent que « 18 à 22 rétrogrades », selon le *Nouvelliste Vaudois* du 21 décembre, sur 85 députés.

### LA CONSTITUTION DU 10 JANVIER 1848

Le message du gouvernement provisoire du 24 décembre a fixé une orientation modérée :

Il s'agit de fonder un édifice durable, lié dans toutes ses parties et conforme aux exigences du temps et des circonstances.

Dès le 30 décembre, la discussion s'engage sur les bases de la constitution de 1839 et des exigences fédérales. Le 10 janvier 1848, le texte est approuvé à l'unanimité.

La constitution établit un équilibre politique nouveau : prédominance d'un Conseil d'Etat de 7 membres, qui a le pouvoir exécutif et administratif, ainsi que seul l'initiative des lois. Le Grand Conseil discute et vote les lois, contrôle la gestion, vote le budget. L'autorité désénale disparaît au profit d'un régime communal plus structuré. Les droits du peuple sont limités à l'élection des députés, il n'y a plus de référendum ; par contre, existe un droit de révision de la constitution. Le

droit d'établissement, la liberté de commerce et d'industrie, la liberté de presse sont garantis ; l'organisation judiciaire est précisée.

Cette constitution est en recul sur l'esprit du 2 décembre. Certes, l'instruction passe sous le contrôle de l'Etat, les privilèges sont supprimés, le clergé perd le droit de vote. Mais l'anticléricalisme n'apparaît pas. L'article 2 précise : « La religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'Etat; la loi lui assure son appui. » La liberté de culte pour les protestants n'est même pas envisagée. Le 16 janvier 1848, le peuple et tous les districts acceptent la constitution par 7916 voix contre 702. Les bases légales du régime radical sont jetées.

Ainsi en 1847-1848, les radicaux « révolutionnent » le canton. Des limites bien précises révèlent pourtant la vraie nature du radicalisme. Une limitation géographique et culturelle tout d'abord : la partie française du Valais. Le Haut est tenu à l'écart par le choc de la défaite et par les troupes fédérales, mais la puissance conservatrice n'a pas été entamée. C'est une victoire fédérale, non radicale. La solution Joris de division paraît plus exacte que l'unité cantonale que joue Barman.

Une limite sociologique également : 1847 est une révolution de notables. Dans les hommes nouveaux, des avocats — Barman, Torrent, Filliez, Pottier —, des militaires de carrière — Dufour —, un journaliste — Morand —, mais personne du peuple, pas de paysan. La classe dirigeante aristocratique, propriétaire foncière, ou de l'état clérical du régime sonderbundien est remplacée par une classe bourgeoise, bourgeoisie d'office essentiellement, fort loin des simples habitants culturellement. La voie légale choisie écarte le peuple des décisions, assure le pouvoir à cette bourgeoisie. Mais les conservateurs pourront mieux utiliser les masses par leur allié le clergé et les retourner contre le régime. Une limite idéologique se manifeste également : le radicalisme, stade suprême du libéralisme, visait le pouvoir. Ses succès, il les avait eus en montrant les abus de la réaction, l'oppression du Bas, en faisant appel à un sentiment de justice nationale et à l'esprit bagarreur du Valaisan. En 1847, le pouvoir est pris ; le sentiment de revanche est épuisé, le programme politique réalisé avec la constitution. Que faire ?

Les hommes nouveaux sauront-ils retrouver les thèmes libéraux du progrès économique et culturel ?

Le radicalisme valaisan a donné une formation politique fantôme, sans idéologie cohérente ni organisation. Il rassemble des « progressistes » :

On est... radical quand on n'est pas clérical, comme on est rouge quand on n'est pas noir... (*Courrier du Valais*, 23 décembre 1857.)

Cohérence d'opposition, non de gouvernement. Les divergences s'accroissent entre aile dure, masse modérée passée au radicalisme par la force des choses sur le modèle de Maurice Barman, et aile libérale prête à retourner aux conservateurs, avec toutes les complications des rivalités régionales et personnelles. L'évolution sera rapide vers l'opportunisme, reflétée par des changements de dénomination significatifs : parti « révolutionnaire » en 1847, « radical » en 1852, « libéral » en 1857.

Le gouvernement provisoire proclame bien le 17 décembre 1847 :

Une ère nouvelle s'ouvre pour la patrie.

Mais cette ère nouvelle ne correspond en rien à la vague révolutionnaire qui secoue l'Europe. En mars 1848, les radicaux fêteront la victoire populaire en Lombardie par 101 coups de canon et des réjouissances. Mais dans une lettre à Delarageaz du 30 mars, Casimir Dufour, mis à l'écart, constate amèrement :

Le calme qui règne en notre pays, les progrès de la mitoulerie fédérale et cantonale m'effraient...

En 1847, le Valais n'est pas « radicalisé », il est « Barmané ». Delarageaz, dans une lettre à Druey, du 29 janvier, ne peut qu'écrire :

Il est à regretter que l'entrée dans le Valais n'ait pas eu lieu à coups de canon, les guerres à l'eau de rose ne valent rien.

Trop tard ! Après les combattants des corps francs, les magistrats radicaux. Après les exilés, les profiteurs du régime. Qui voudrait encore mourir pour ce radicalisme-là ?

## CHAPITRE 10

# Le pouvoir radical

### L'ÉTAT RADICAL

Le 11 janvier 1848, le Grand Conseil élit le Conseil d'Etat : pour le Haut, Wellig, Zen Ruffinen ; pour le Centre, de Torrenté, Rey ; pour le Bas, Claivaz, Pignat, Barman. Equipe modérée, animée par un Barman bien résolu à ne pas se laisser déborder. Il impose une politique conciliante.

... dans un esprit d'ordre, de liberté et de progrès.

Mais une réconciliation nationale exige du temps, il faut d'abord une dictature dans l'intérêt du peuple. Car, pour les radicaux, les masses populaires sont vues comme ignorantes, apathiques, facilement manipulables par des influences occultes. Les réformes doivent descendre du pouvoir. Politique illusoire devant la faiblesse rapidement révélée du radicalisme. Très vite, une attitude strictement défensive va se manifester.

Le Conseil d'Etat épure l'administration, puis la reconstitue en nommant des fidèles dans la gendarmerie, la justice... Devant quelques velléités de résistance, dont se distancent d'ailleurs les politiciens conservateurs, le gouvernement procède à l'envoi de commissaires, accompagnés parfois de troupes dans des communes ; des réactionnaires et curés célèbres connaissent ainsi des arrestations provisoires, vite terminées. *L'Observateur*, reparu le 4 décembre 1847, est subventionné par le Département de l'Intérieur, transformé en *Journal du Valais* le 16 février 1848, puis en *Courrier du Valais*, bihebdomadaire, le 2 janvier 1849 ; il sert de porte-parole du régime.

Le couvent des Ursulines à Sion, confisqué, deviendra Palais du gouvernement, le 19 décembre 1848. Le 29 janvier 1848 déjà, six départements sont créés : intérieur, justice et police, finances, instruction publique, ponts et chaussées, diplomatique et poste qui sera bientôt supprimé. Le personnel est limité, deux fonctionnaires par département en moyenne, quatre à la chancellerie, travaillant à mi-temps. La bureaucratie est faible, le travail personnel du conseiller d'Etat très important. Le gouvernement nomme dans chaque district un préfet et un substitut. La loi du 24 mai 1850 lui attribue la surveillance de l'application des lois, de l'administration communale et de l'ordre. Charge-tampon qui fait que, par prudence, sur les 13 nommés en 1848, 3 sont conservateurs déclarés dans le Haut. Les communes perdent leur autonomie. La loi du 2 juin 1851 régularise la gestion, fait appliquer la séparation entre bourgeoisie et commune politique. Mais les inspections des préfets rencontrent l'apathie, la résistance, voire des révoltes d'autorités locales très attachées à leur indépendance.

L'administration cantonale se heurte au manque d'argent, donc de personnel, au particularisme, à « l'habitude invétérée de ne pas se conformer aux lois » que déplore le rapport de gestion gouvernementale de 1850. La machine administrative ne peut changer le pays, mais elle est capable déjà de le contrôler. Alexandre de Torrenté, responsable de l'ordre de 1848 à 1852, constitue un réseau de surveillance avec l'aide des gendarmes, préfets et agents officieux. La population reste calme jusqu'en 1851.

## ÉLECTIONS ET VOTATIONS

Entre 1847 et 1851, les nouvelles institutions s'expérimentent, avec une forte intervention de l'Etat. Le 10 décembre 1847, le gouvernement provisoire fixe les modalités d'élection d'un Grand Conseil constituant : une assemblée par dizain, 1 député pour 1000 âmes, élection à main levée, liste de candidats sur propositions individuelles. Il s'agit d'un système de contrainte, permettant les manipulations. Le 16 décembre, l'ordre électoral



est assuré par la présence conjointe de commissaires radicaux et des troupes fédérales ; les Sonderbundiens connus sont d'ailleurs exclus. L'abstention massive des opposants, les pressions, les fraudes ouvertes, enfin les invalidations assurent un triomphe radical : 23 opposants sur 85 députés ! La palme, en la matière, revient à Stockalper qui, en s'y prenant à deux fois, réussit à faire élire par Brigue uniquement des radicaux ! Ce Grand Conseil reste en place pour cinq ans. Le pays légal est donc fort satisfaisant. La loi électorale du 2 décembre 1851 confirme le vote oral, en introduisant des cercles. Elle maintient une procédure d'une démocratie on ne peut plus suspecte !

Durant les premières années, le gouvernement peut faire les votations, les résultats dépendant étroitement de sa volonté d'engagement. Ainsi, le 16 janvier 1848 sont soumis au peuple la constitution du 10 et le décret de réunion des biens du clergé au domaine de l'Etat du 11. Décisions fondamentales qui exigent l'appareil des grandes crises : présence de troupes dans les districts, envoi de représentants officiels chargés d'établir des listes nominatives des rejetants, pressions sur les opposants... Avec une participation de 43 %, la constitution recueille 7916 oui contre 702 non ; le décret 6287 oui contre 1314 non et 198 oui avec réserve et une participation pour cet objet de 38 %.

La constitution fédérale, quant à elle, n'enthousiasme guère : trop de centralisation, perte de recettes importantes... Le 22 août 1848, le régime ne s'engage pas. Avec 37 % de participation, il y a 4171 non contre 2751 oui, un rejet massif du Haut. Mais le 5 janvier 1851, à nouveau, c'est une question-clé qui est présentée : la nouvelle loi des finances introduisant un impôt proportionnel. La majorité parlementaire impose, le 6 décembre 1850, un retour au système de 1839 : le veto, seuls les opposants votent ; les autres sont considérés comme acceptants. Le pouvoir fait tout son possible pour décourager les électeurs. Mais le 5 janvier, il y a 7800 non (40,7 % de participation !) Comme la majorité absolue est de 9543, la loi est déclarée adoptée. Le peuple n'en sera guère convaincu.

Les élections au Conseil national sont tout aussi truquées. Le 15 octobre 1848, l'arrondissement du Haut élit Clemenz conservateur ; celui du Centre, de Riedmatten libéral ; les deux du



Bas, Barman et Pottier radicaux. En 1851, un seul changement : Allet remplace Clemenz. Une faible participation, moins de 40 %, marque ces élections.

Le régime radical vit ainsi dans une contradiction permanente : il s'appuie en théorie sur le peuple dont il est l'expression ; en fait, il transforme toutes les consultations en comédies électorales. Sa base de votants ne progresse pas : 3000 fidèles, autant de sympathisants, 6000 à 7000 électeurs potentiels sur un total de 19 000, localisés surtout dans le Bas. La dictature écarte les opposants, mais n'élargit pas la clientèle. Plus grave, la réforme électorale, la démocratie authentique deviennent des armes de la propagande conservatrice.

### LA RÉSISTANCE AU RÉGIME

Le radicalisme, soi-disant expression de la volonté populaire, manifeste une profonde méfiance face au peuple, même du Bas-Valais, et face à sa mentalité péjorativement qualifiée de traditionaliste :

Les populations ont été nourries et élevées dans cet esprit. Exiger que du jour au lendemain, elles adoptent d'autres idées, d'autres principes, c'est méconnaître la force des traditions et l'empire de l'éducation. (*Courrier du Valais*, 5 janvier 1850.)

Le régime renonce pratiquement immédiatement à convertir, il attend. Quoi ? Car dès 1848-1849, faute d'une possible expression dans le jeu politique, la résistance part des communes, selon un scénario immuable : décision gouvernementale d'application d'une loi ; refus communal, car la loi viole la liberté, les intérêts, la religion... ; envoi de commissaires assistés parfois des troupes ; capitulation apparente des autorités locales ; sabotage renouvelé.

Que refusent ces communes, en particulier celles du Haut ? Des lois en apparence indiscutables : en 1848, c'est le Loetschental qui ne veut pas se faire vacciner ; c'est Conches qui rejette la loi sur la police sanitaire ; c'est Rarogne qui n'accepte pas celle sur la marque du bétail. En 1849, la nouvelle législation forestière fait problème. Derrière ces oppositions, des manœuvres

vres politiques ? Le gouvernement cherche bien à impliquer des curés connus, des têtes conservatrices. Mais il ne trouve rien, car les conservateurs approuvent ces mesures et les votent au parlement. Des réflexes réactionnaires ? Refuser de se faire vacciner fait sourire le moderniste officiel, qui prend en pitié une population si ignorante ! Derrière ces refus se profile pourtant la résistance élémentaire, inconsciente d'un monde menacé par l'anéantissement de son équilibre de vie, de son univers culturel. La vie quotidienne était enclose dans une localisation bien définie. Maintenant le progrès est imposé d'en haut, il casse les habitudes sans consultation des gens, sans proposer de nouveaux buts. L'idéal médical est doctrine officielle ; dans cette perspective, le vaccin est indiscutable. Mais l'habitant refuse l'intervention d'un Etat qui ne donne rien pour vivre.

Au Grand Conseil, élu pour cinq ans, le radicalisme est plus à son aise. Les 85 députés ont une unité socio-professionnelle : la classe bourgeoise avec 3 médecins, 3 professeurs, 1 colonel, 1 diplomate et 77 avocats ou notaires. Presque tous ont un poste administratif ou judiciaire. Il existe quatre tendances assez floues : 8 radicaux durs autour de Pignat et Dufour, des anciens exilés du Bas ; 35 modérés autour de Barman, voulant conserver le pouvoir tout en s'estimant liés par certaines décisions de 1847 ; 19 libéraux autour de Rion, de Bons, des opportunistes ; 23 conservateurs autour d'Alexis Allet, le nouveau leader du conservatisme valaisan. Cette majorité inébranlable anesthésie le parlement. Ce n'est que vers 1850 que l'esprit critique se réveille, avec la loi des finances, première scission entre exécutif et législatif.

Dès 1850, l'atmosphère change, le choc du Sonderbund est assimilé. La résistance s'exprime dans les institutions. Elle se manifeste par une crise gouvernementale : Barman, découragé momentanément, démissionne le 25 mai suivi de Wellig. Le radical Cretton est élu ; mais, pour forcer les conservateurs à « faire preuve d'adhésion à l'ordre des choses existant », comme le précise le *Courrier du Valais* du 8 juin 1850, les radicaux désignent successivement Allet, Clemenz, Stockalper, Loretan. Ils refusent. A nouveau se profile la menace d'une séparation

du canton. Les conservateurs finissent par accepter un acte officiel d'intégration dans le nouveau régime : Léopold de Sépibus est élu.

En août 1850, un mouvement plus fondamental se produit. Une pétition pour la révision de la constitution est lancée avec comme objectifs le droit de référendum, une loi électorale, 5 conseillers d'Etat. Le succès est immédiat, sans que les leaders de l'opposition s'engagent réellement. Le Conseil d'Etat interdit la récolte des signatures, fait arrêter les colporteurs. En novembre, l'activité s'estompe. La loi du 19 novembre 1850 sur les démarches en révision exigera une présentation personnelle devant le préfet. Une fois de plus, les radicaux bafouent des droits populaires qu'ils ont eux-mêmes accordés !

En 1851, l'application de la loi des finances déclenche la crise décisive. Vu sa légalité douteuse, début juin, Conches, puis Brigue, Sierre et Hérens narguent les commissaires. En août, les communes de Bürchen, Eischoll et Unterbäch déclarent s'opposer par les armes et soulèvent Rarogne occidental. 600 soldats occuperont les communes, les 15 et 16 août, sans résistance, mais le sabotage de la loi se poursuit dans tout le canton. Le gouvernement ne peut plus se faire obéir. Les élections communales du 15 février 1852 montrent un retour des conservateurs, surtout dans le Bas.

En 1852, le régime est à bout de souffle. Le peuple renâcle ; il faut que le gouvernement quitte sa tour d'ivoire. Il décide de suivre la voie constitutionnelle, de soumettre au peuple la question de la révision pour

... éclairer sur la véritable volonté populaire, jusqu'à quel point règne l'harmonie entre le peuple et ses représentants.

Une belle initiative du Conseil d'Etat proposée au parlement le 29 mai, mais en même temps une façon d'écarter les problèmes quotidiens brûlants. La réponse du peuple est sèche : le 20 juin, avec une participation de plus de 54 %, la révision est approuvée par 10 321 oui contre 82 non. Les radicaux se sentent désemparés, de Bons constate tristement le 29 juillet :

... nous ne savons pas où nous allons.

La révision doit se faire par un Grand Conseil constituant. Le 24 septembre, par 48 voix contre 30, les radicaux imposent

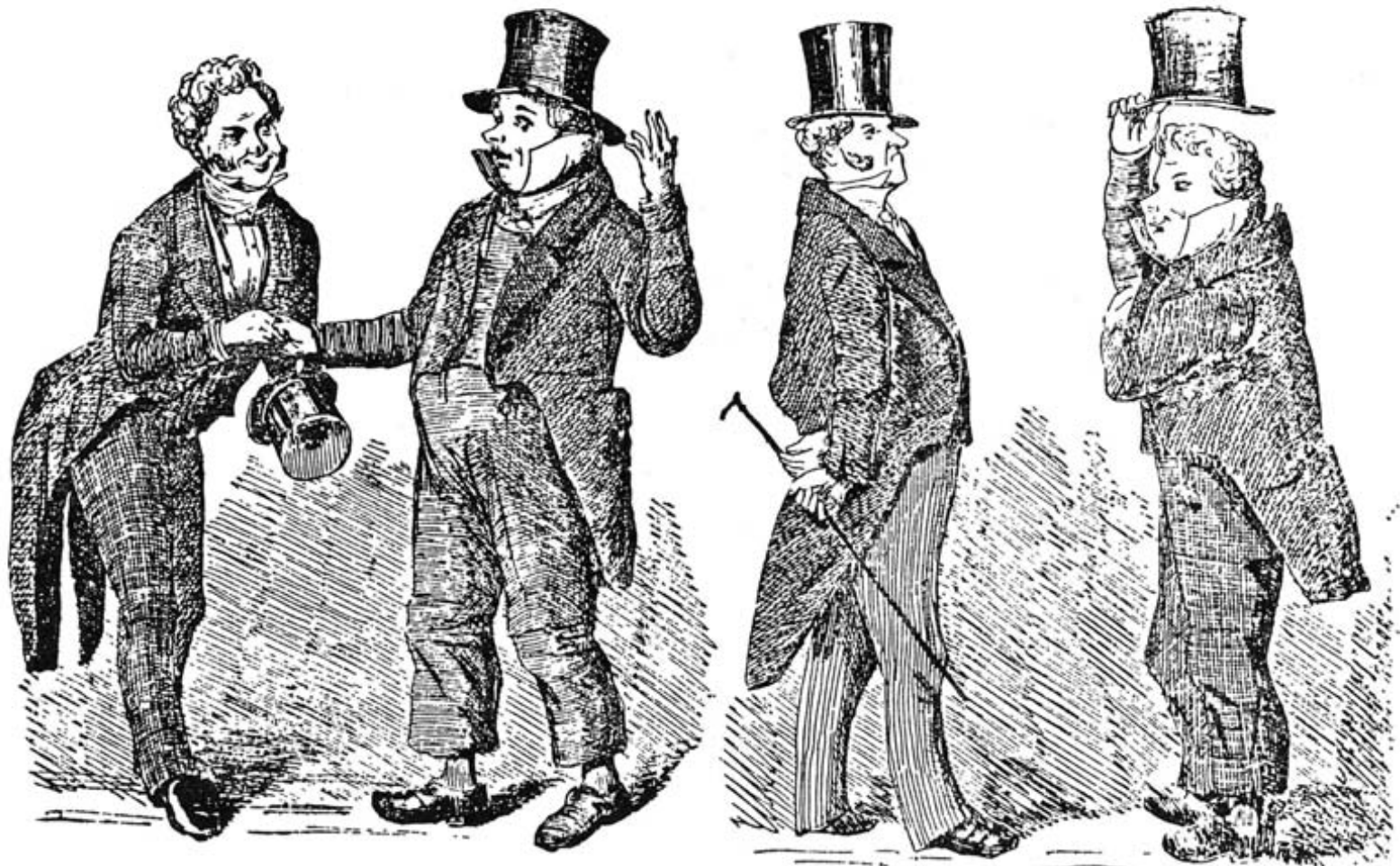
un découpage habile en 50 cercles, le scrutin de liste, le vote dans les communes avec émission des suffrages de vive voix devant un bureau au président nommé par le préfet. Le 3 octobre 1852, les élections sont marquées par la corruption, les fraudes et les bagarres, chaque parti encadrant ses électeurs au maximum et les faisant voter en bloc. Le nouveau système électoral aboutit à un éparpillement des irrégularités : dans 20 cercles sur 50, elles sont telles que l'invalidation s'impose. Les élections renouvellent massivement le personnel — 48 nouveaux — mais elles sont peu claires : au sein du radicalisme, les durs ne sont pas réélus ; il reste 39 modérés ; en face, 32 conservateurs ; et 14 libéraux arbitres de la majorité.

La constitution adoptée à l'unanimité, le 23 décembre 1852, est le fruit de cette incertitude et ne modifie que six articles : Conseil d'Etat réduit à cinq, élection des députés par district avec votation dans les communes, législature de quatre ans, référendum financier, droits politiques rendus au clergé, recherche d'un concordat. Elle ne remet pas en cause les options de 1848 que les conservateurs adoptent maintenant. Le 9 janvier 1853, elle recueille 8233 oui contre 832 non, avec une participation retombée à 47 %. Une certaine désaffection populaire se manifeste, car ces changements institutionnels ne concernent guère les revendications des habitants, en particulier sur le plan fiscal.

Le révisionnisme a donc surtout servi de machine de guerre contre le régime. La dictature se termine ; survit un radicalisme d'opportunistes accrochés au pouvoir qui ne partiront que contraints ; c'est la fin du régime radical proprement dit.

## LA MORT LENTE

Le 19 janvier 1853, le nouveau gouvernement, réduit à cinq, est formé de Zen Ruffinen, de Sépibus, Rion, de Bons et du revenant Barman. Les libéraux sont en force, plus proches encore de Barman lassé. Refusant une attitude musclée qu'exigent quelques radicaux attardés du Bas, Barman opte



Avant et après les élections

pour la primauté de l'administratif, des réformes pour attacher le peuple enfin au régime :

... le peuple veut une administration forte et homogène ... le pouvoir ne le vexe jamais, ne lui déplaît jamais aussi longtemps qu'il se meut dans les attributions que lui confèrent la constitution et les lois, aussi longtemps que les affaires du pays sont conduites avec intelligence et régularité. (*Courrier du Valais*, 31 décembre 1854.)

C'est l'entente des esprits raisonnables contre des réflexes populaires. Libéraux et conservateurs entrent dans l'administration pour faciliter le travail.

Le gouvernement encourage le diguement de la plaine du Rhône, le drainage ; il construit une route au Grand-Saint-Bernard. Le 22 janvier 1853, il signe une convention avec le comte Adrien de La Valette pour un chemin de fer. Mais la crise financière paralyse toute vraie réalisation. Faute de majorité claire, le Conseil d'Etat n'ose plus présenter de projets de loi. Le Grand Conseil le critique âprement, refusant d'approuver les comptes. En 1854, citoyens, autorités communales, clergé, opposition, pratiquent une désobéissance systématique. Incapable de se faire obéir, le radicalisme opte pour une solution désespérée : une collaboration d'égal à égal avec les conservateurs. Le 29 novembre 1855, Alexis Allet, incarnation du nouveau conservatisme postsonderbundien, entre au gouvernement avec 71 voix sur 80 ! Il prend les finances, Barman conservant les travaux publics. Cette union nationale forcée assure la transition jusqu'à l'échéance de 1857. Ce réalisme fait éclater le radicalisme en oppositions de durs et de modérés, en rivalités de personnes et de districts. Ainsi pour le Conseil national, le 11 novembre 1853 dans le 47<sup>e</sup> arrondissement, Claivaz, candidat officiel modéré, s'oppose à Pignat et Filliez. Ce dernier est élu le 18 novembre, revanche des intransigeants. L'électorat radical se décourage. Dans le même arrondissement, le 7 septembre 1856, Claivaz n'a plus que 390 voix d'avance sur le conservateur Luder.

1855 et 1856 sont des années de réformes, les communes récalcitrantes devant plier devant l'union des partis : 22 novembre 1856, loi sur l'organisation judiciaire ; 31 mai 1856, loi des finances. Le peuple découvre qu'il n'a rien à attendre de

fondamental dans un changement de pouvoir. Mais ces révisions sont autant de victoires sur les principes de combat du radicalisme. La nouvelle loi électorale du 3 septembre 1856 le concrétise : elle instaure le droit de vote à 20 ans pour tout Suisse domicilié en Valais — exigence fédérale — mais surtout le bulletin écrit dans une urne. Les conservateurs préparent leur revanche, renforçant leur propagande par la création, le 29 mars 1855, de la *Gazette du Valais*.



## CHAPITRE 11

# L'opposition au changement

### UN ENNEMI PRIVILÉGIÉ : LE CLERGÉ

L'Eglise catholique pèse lourdement sur la société valaisanne : survivances du pouvoir temporel, biens, structures socio-culturelles... Elle s'est identifiée avec les conservateurs et le Sonderbund. La défaite, si elle a mis en cause la valeur de ces choix politiques, n'a entamé ni sa puissance, ni son emprise sur le pays. Le radicalisme, traditionnellement défini comme antireligieux, trouve un ennemi permanent, en même temps un facteur de cohésion idéal. La politique religieuse est fort claire. Il ne s'agit pas de soumettre l'Eglise selon le style jacobin. La religion a un rôle à jouer dans l'Etat radical, comme le précise une lettre du Conseil d'Etat à l'évêque de Sion du 27 septembre 1850 :

Nous voulons que la religion fleurisse et qu'elle puisse développer sans entrave son action bienfaisante, notre appui lui est assuré dans les limites constitutionnelles, mais elle a son cercle bien tracé et elle saura s'y enfermer. Etablie pour faire ou préparer le bonheur de l'humanité, elle n'oubliera pas sa destination d'auxiliaire désintéressé du pouvoir civil, elle s'appuiera sur lui. Et grâce à cette loyale entente, à cette confiance réciproque, le Valais pourra se relever de l'abîme où il est tombé.

L'Eglise ne doit pas faire de politique. Mais elle est indispensable dans un rôle civil : maintenir le peuple dans un état de soumission, rendre à César ce qui est à César ! Comme elle refuse toute réconciliation, le régime se contentera de sa mise à l'écart.



L'assemblée du 2 décembre, par ses résolutions, a marqué

... la fin de la prépondérance excessive de l'Eglise sur l'Etat ... la séparation complète et absolue des intérêts spirituels et matériels... (*Journal du Valais*, 9 décembre 1848.)

Le gouvernement exécute les résolutions : suppression des Jésuites le 9 décembre, enquêtes et arrestations de curés hostiles. Le but principal reste d'obtenir de l'argent, car la Confédération exige 140 000 francs de frais de guerre avant le 20 décembre. Après inventaires, le 9 décembre, 180 000 francs de contributions forcées frappent le clergé ; le 24 décembre, 50 000 francs de plus pour le clergé séculier du diocèse de Sion. L'évêque de Sion, Pierre-Joseph de Preux, oppose un « non licet » catégorique aux résolutions ; le clergé paie si mal que seuls 40 000 francs rentrent. Le gouvernement abandonne les méthodes d'exception pour la voie légale.

La constitution du 10 janvier 1848 maintient le catholicisme comme religion d'Etat ; elle supprime les immunités, les droits politiques et le contrôle du clergé sur l'instruction. Cette modération est cependant compromise par la menace d'une banqueroute qui force le pouvoir à atteindre l'Eglise dans ses biens. Pignat prépare un décret de sécularisation des biens du clergé. Devant le Grand Conseil, le gouvernement s'appuie sur la nécessité de combler une dette de 140 000 francs et sur la responsabilité religieuse dans la débâcle du Sonderbund. Barman développe abondamment la thèse d'une simple récupération de biens appartenant d'abord à la société valaisanne, révélant à nouveau la volonté radicale d'éliminer un concurrent dans le partage des richesses cantonales. Le 11 janvier, par 42 voix contre 36, le Grand Conseil

Décète en principe :

La réunion au domaine de l'Etat des biens meubles et immeubles dont jouissent le Rme évêque de Sion, le V. Chapitre de Sion et les recteurs de la Cathédrale, le séminaire et les couvents et corporations religieuses existant dans le canton, à charge, par l'Etat, de rétribuer convenablement les membres du clergé ci-dessus désignés, de supporter les charges du culte qui pèsent actuellement sur eux et de pourvoir à l'hospitalité au Saint-Bernard et au Simplon. L'excédent de ces biens sera appliqué à l'amortissement de la dette publique.

Décret que le peuple adopte le 16 janvier 1848. La raison financière est décisive. Seul Joris avait envisagé les mesures du 2 décembre comme une liquidation du Valais clérical.

Un décret du 29 janvier précise les modalités d'application : liste des avoirs réunis, surveillance par l'Etat des corporations religieuses (le droit de collature du Saint-Bernard revient à l'Etat, les effectifs des couvents sont limités, l'abbaye de Saint-Maurice, les Capucins de Sion et Saint-Maurice pourront être employés dans l'instruction). L'article 37 ouvre la voie à des négociations pour des propositions d'amortissement de la dette. Dès février, le gouvernement fait pression par l'inventaire des biens. Le 28 mars, il vend des biens sur Vaud, imité dès avril par des communes.

Les pourparlers commencent avec Mgr Luquet, délégué apostolique extraordinaire en Suisse, les biens étant estimés à 2 678 698 francs. Entrevues, solution provisoire, désaveu du Pape, se succèdent ; finalement l'Etat discute directement avec le clergé valaisan, réduisant ses prétentions au grand dam des radicaux intransigeants. Le Grand Conseil fixe la base de discussion, le 17 mai, à 1 500 000 francs ; le 9 août, il la réduit à 1 million. Le 19 novembre 1848, une convention règle les relations entre canton, évêque et chapitre : 387 500 francs de créances et 240 000 francs d'immeubles servent à la formation d'une rente de 23 500 francs pour les traitements et les frais du culte, avec surveillance commune de la gestion des capitaux. Le 16 décembre, une convention avec l'abbaye de Saint-Maurice est signée sur la base de 175 000 francs. Le 6 décembre, devant le refus de négocier, l'Etat prend possession des biens de l'hospice du Saint-Bernard. Des accords de liquidation sont conclus le 29 février 1849, avec l'évêque ; le 1er mars, avec le chapitre ; les biens prélevés se répartissent en fermes, prés, vergers, vignes et fiefs.

Cette réunion des biens du clergé domine les débuts du régime radical. L'Eglise doit céder mais est confortée dans son hostilité. Le peuple semble accepter assez bien la mesure. La politique suivie par les radicaux de Barman est très nette. Elle affirme d'abord la supériorité de l'Etat sur l'Eglise, instaurant un droit de regard sur les points où les deux pouvoirs sont en contact. Les questions spirituelles ne sont en revanche même pas abordées. La vente des biens ne modifie en rien le régime de propriété, car c'est la bourgeoisie qui achète ces terres, non

les petits paysans. Ainsi l'attachement de la masse au régime n'est pas un objectif. L'Etat disposant de sommes considérables, la gestion pose des problèmes complexes aux dirigeants ; le remboursement de la dette publique sera finalement plus un prétexte qu'une réalité.

Entre 1847 et 1852, le radicalisme, se sentant fort, met au pas l'Eglise en évitant de heurter la population. Après les Jésuites, les Ursulines de Sion sont expulsées, le 23 septembre 1848 ; une pétition de la Ville de Sion sauve cependant les Frères de Marie, le 7 janvier 1848. Face aux curés hostiles, le pouvoir se limite à des arrestations provisoires et à des déplacements de desservants.

Le clergé reste profondément hostile. En 1848, une partie des curés refuse l'absolution aux citoyens qui ont voté la réunion. Après une lettre du gouvernement du 22 mars 1848 dénonçant ceux qui « ont transformé le confessionnal en atelier politique », l'évêque désapprouve ces pratiques, mais elles continuent. Le clergé est également lié au révisionnisme de 1850. D'autre part, comme des comptes exacts sont impossibles, l'Etat ne verse pas complètement le montant de la dotation, privant le clergé de salaire.

Les conflits se développent sur le plan fondamental des compétences administratives. La loi sur la tenue des registres de l'état civil du 25 mars 1852, qui prévoit la tenue par les curés mais avec un double envoyé à l'Etat et une consultation permanente, est refusée par l'évêque non informé. En réplique, le 19 novembre, le Conseil d'Etat réaffirme :

... il n'a jamais pu entrer dans l'esprit du pouvoir exécutif de vous (évêque) reconnaître par quel acte que ce fût une part quelconque au droit de donner des lois au pays. Cette prérogative appartient au Grand Conseil seul...

Les curés sabotent l'application. La loi sur le rachat des fiefs, dîmes et autres redevances, du 2 juin 1852, provoque de nouveaux incidents. La politique du fait accompli crée une liaison étroite entre Eglise et conservateurs, le clergé se figeant dans un refus total en pariant sur un changement inévitable.

La révision de la constitution marque un net recul du radicalisme dans le domaine religieux par le rétablissement des droits politiques du clergé et la recherche d'un concordat. Le *Courrier*

du Valais, du 23 décembre 1852 et du 6 janvier 1853, se sent obligé de justifier ces abandons à sa clientèle radicale inquiète. Il s'agit de ne pas

... laisser subsister une classe de parias ... il est de bonne politique de faire cesser une cause de méfiance et de froideur entre la population en général et le gouvernement...

Dès 1852, l'Etat recherche un *modus vivendi* mais sans se hâter ; le problème des droits politiques, soulevé lors des élections communales de Sion du 6 mars 1853, est renvoyé à un accord général. Le 21 avril 1853, le Conseil d'Etat écrit à l'évêque pour « ouvrir des négociations sur la conclusion d'un concordat... un grand acte d'intérêt public... » Mais le 18 novembre, Mgr de Preux marque clairement les intentions de l'Eglise en demandant une discussion sur les modifications « aux droits et aux lois de l'Eglise antérieurement établis », c'est-à-dire sur toute la politique radicale depuis 1847, alors que le régime entend « admettre comme point de départ la constitution et les lois qui nous régissent », comme le précise un message du 30 novembre. L'impasse est totale.

Le gouvernement multiplie pourtant les gestes de détente : renégociation des conventions sur les biens ; lois additionnelles sur l'état civil, 27 novembre 1854 ; sur le rachat des dîmes, 20 novembre 1855. Le 3 novembre 1855, le curé d'Ardon Derivaz, ennemi juré, reçoit des créances en remboursement de l'emprunt forcé de 1847. Le 26 février 1856, le Saint-Bernard retrouve l'administration de ses biens ; le 2 juillet, les Ursulines de Brigue peuvent admettre des novices ... L'impact est nul ; le clergé joue à fond la victoire conservatrice, ses moyens religieux servant d'armes politiques. Les radicaux sont exclus des confessionnaux, ne peuvent faire leurs Pâques. Le 26 avril 1854, le curé d'Outre-Rhône Claivaz refuse l'accès au confessionnal au président de commune Rouiller pour avoir soumis à l'impôt le bénéfice paroissial. La mort de Maurice-Eugène Filliez, le 10 juillet 1856, provoque un scandale ; ses amis doivent menacer le curé pour obtenir extrême-onction et enterrement religieux.

Ainsi, les affaires religieuses servent d'abcès de fixation. Le régime a jeté les bases des rapports modernes Eglise-Etat, faisant passer le Valais d'une situation de contre-Réforme à une

Eglise limitée au spirituel. Le clergé n'admet pas vraiment ce changement, et compte — à tort — sur les conservateurs pour retrouver son passé. Mais le radicalisme valaisan accepte pleinement le rôle socio-culturel de l'Eglise : maintenir l'ordre, prêcher la soumission à la hiérarchie, fixer le destin individuel. Il ne pratique pas la guerre des consciences. L'opposition irréductible entre les deux pouvoirs tient d'une part au passé, mais surtout à une rivalité d'intérêts. Grâce à la puissance étatique, la bourgeoisie radicale élimine une puissance rivale dans le partage des richesses terriennes du canton, politique partagée pratiquement par l'élite conservatrice qui se plaint moins de la vente des biens du clergé que d'être exclue de leur achat. Le régime marque son intérêt pour les biens religieux mais non pour une libération des mentalités : le clergé continuera à enseigner — plus de la moitié du corps enseignant est religieux — à imposer sa vision du monde à la population. Aussi les conservateurs accepteront-ils très bien les bases juridiques radicales.

### UNE MYTHOLOGIE TRAHIE : LE PROGRÈS PAR L'INSTRUCTION

Le radicalisme se veut progrès ; il met donc l'éducation au rang de mission fondamentale :

En donnant à la génération d'aujourd'hui l'impulsion de l'amour-propre, en travaillant sans relâche à lui inculquer les principes dont on la détournait naguère, en lui apprenant à respecter les hommes et les choses, la religion bien entendue de ses ministres, les institutions et les magistrats ; en faisant germer chez le peuple le goût du travail, des améliorations sages et utiles, et par dessus tout la tolérance politique ; oui, nous le répétons, nous sommes convaincus que notre pays obtiendra un rang honorable parmi ceux qui grandissent et s'élèvent au niveau de la civilisation en marchant au pas du temps. (*Journal du Valais*, 29 juillet 1848.)

Une école de progrès culturel mais aussi de discipline civique. Car dans cette déclaration, s'exprime la profonde ambiguïté de la politique scolaire radicale. La population — ignorante par définition — n'a pas de valeur à proposer. Le progrès descend du sommet, décidé et contrôlé par une élite éclairée. Il faut

supprimer l'obscurantisme, mais pas au profit d'une liberté critique ; il s'agit d'inculquer les sains principes étatiques. L'instruction proposée apparaît vite comme radicalement étrangère à ce que vit quotidiennement le Valaisan. Dans un univers oral, où des dialectes servent d'instruments de communication, elle impose une langue artificielle à base écrite, des modes de penser et de vie étrangers à la réalité. La population ne peut que se sentir agressée par une culture qui ne lui sert à rien, car elle n'est pas accompagnée des transformations économiques qui la justifient. Un rejet très net se manifeste. La neuvième résolution du 2 décembre, reprise par l'article 8 de la constitution du 10 janvier 1848, fixe un statut précis :

L'instruction publique est placée sous la surveillance de l'Etat, sans préjudice des attributions du clergé quant à l'enseignement religieux.

C'est donc une position peu novatrice. Le Département de l'instruction publique sera occupé par Maurice Claivaz, de 1848 à 1852, puis par Charles-Louis de Bons, de 1852 à 1857 ; un modéré, un libéral-conservateur. D'emblée, l'idéologie radicale est écartée de l'école ! Dans un premier temps, en application d'une circulaire du 16 mars 1848, une enquête est faite ; la situation est peu brillante : 282 écoles, presque toutes mixtes, pour 11 000 élèves, un personnel peu capable, une incurie manifeste des communes.

Le 31 mai 1849, le Grand Conseil adopte une nouvelle loi sur l'instruction publique. Le Conseil d'Etat surveille l'instruction ; l'école primaire est obligatoire avec une école au moins par commune, les deux sexes étant instruits séparément, les communes supportant les frais. Pour enseigner, il faut un brevet de capacité délivré par l'Ecole Normale. L'enseignement secondaire se donne dans deux collèges (Brigue en allemand, Saint-Maurice en français) et un lycée cantonal à Sion. Ainsi l'Etat surveille mais ce sont les communes qui paient, donc commandent en réalité. Une grande part de l'enseignement est accordée à l'instruction religieuse, le clergé peut enseigner car la religion est la

... source à laquelle toutes les opérations de l'intelligence doivent chercher leur mobile, toutes les sciences leur inspiration. (*Journal du Valais*, 28 octobre 1848.)



La séparation des sexes à l'école primaire, le non-accès des filles au secondaire montrent aussi la volonté de maintenir le conditionnement populaire.

Cette loi reste un idéal car fort peu est accordé au Département de l'instruction publique : peu de personnel — 2 inspecteurs cantonaux — de bonnes paroles et un budget dérisoire : en 1849, 18 853 francs ; en 1857, 33 539 francs, dépensés surtout pour le secondaire, à peine 4 % des dépenses globales.

Les communes agissent à leur guise, liant tout progrès à des subventions impossibles. Les bourgeoisies fournissent des locaux insatisfaisants, peu de matériel, pas de livres. La scolarité dure 10 mois à Monthey, 8 à Sion, 5 selon la loi, à peine 3 en montagne ; généralement, les garçons vont à l'école le matin, les filles l'après-midi. Quant au personnel enseignant, souvent religieux, il vit dans une situation lamentable. A Sion, pour 1007 élèves, il y a 15 régents et 9 institutrices, touchant tous ensemble un salaire annuel de 4608 francs ; une moyenne par enseignant de 192 francs par année ! A Conches, pour 722 élèves, il y a 13 enseignants avec une dépense globale de 520 francs ; à Monthey, 1695 élèves, 35 maîtres touchant au total 8184 francs. Le laisser-aller des communes, même radicales, décourage les régents. Les programmes imposent un enseignement coupé du réel ; faute de livres, de journaux, l'utilité de la simple lecture apparaît très secondaire. Pour remplir les quelques formalités nécessaires, on continue à s'adresser aux intermédiaires traditionnels, le curé et le notaire. La loi a introduit dans l'Ecole Normale, tenue par les Frères de Marie, l'admission d'institutrices et le paiement des frais par l'Etat. Ce n'est qu'en 1853 qu'elle fonctionne réellement. En deux mois d'été, le candidat qui sort directement de l'école primaire apprend pêle-mêle la pédagogie, des branches scolaires, de l'agriculture ou de la couture. 200 brevetés jusqu'en 1857 arrivent dans des communes qui les condamnent à l'inertie.

Les progrès sont minces. En dix ans, les élèves passent de 11 000 à 14 000, les écoles de 282 à 361 mais surtout par la séparation des sexes. En 1857, sur 378 enseignants, il n'y a que

156 brevetés, le personnel étant dominé par les religieux. Les réformes restent essentiellement légales.

Au niveau secondaire, une réforme des études est opérée, confirmée par le règlement du 20 octobre 1853 : horaire de sept heures par jour, développement des sciences et des langues vivantes, examen de maturité, préparation militaire. La primauté des études classiques est maintenue. Le personnel comprend des laïcs mais ce sont des prêtres qui dirigent, le préfet du lycée de Sion étant le chanoine Rion. Collèges et lycée sont des lieux de pure étude, sans politique ni préparation d'une élite radicale. Le niveau est bas, le saut primaire-secondaire étant pratiquement irréalisable. Les études restent privilège de classe. Le corps enseignant mal payé travaille à mi-temps ou prend souvent des postes plus rentables ; en 1857, au chemin de fer par exemple. Il règne une mentalité très classique avec les trois débouchés : prêtre, avocat ou médecin. L'effectif reste stationnaire, 150 à 200 étudiants. Le Département prévoit bien, le 5 mai 1857, la création d'écoles moyennes ou industrielles, mais ce ne sera qu'un vœu pieux.

La politique radicale dans le domaine scolaire se caractérise ainsi par l'absence de toute préoccupation de type politique. Elle véhicule l'idéologie du capitalisme naissant — progrès, culture, travail — mais ce stade de développement économique n'existe pas dans le canton ; l'école est donc en marge de la vie quotidienne du Valaisan. Elle contribue également au maintien des privilèges de la classe aisée. Le réformisme purement légal, les problèmes financiers, l'utilité discutable de l'école dans une société agricole encore arriérée entraînent l'insouciance et l'apathie à tous les niveaux. L'absentéisme des élèves correspond bien à une réaction généralisée de rejet. Le radicalisme valaisan montre à nouveau sa vraie nature : mouvement de la classe bourgeoise, coupé du peuple et de sa vie authentique. L'école reste un corps étranger. Cette politique sera poursuivie sans à-coups par les conservateurs, de Bons gardant la direction du Département sous le nouveau régime.



## UNE RÉALITÉ NON SURMONTÉE : LA CRISE FINANCIÈRE

L'arrêté fédéral du 2 décembre 1847 met les frais de guerre du Sonderbund à la charge des vaincus, avec une occupation militaire. Le Valais doit payer 140 000 francs avant le 20 décembre. Or, dans son rapport de gestion, le gouvernement provisoire constate que face à une dette de 1 493 642 francs, il reste en caisse 2045 francs. Dans un premier temps, des contributions forcées — 250 000 francs — sont jetées sur le clergé et sur des réactionnaires ; elles permettent un premier versement de 40 000 francs au trésorier de l'armée fédérale Stämpfli mais ne rapporteront que 71 288 francs. La réunion des biens du clergé ne procure guère d'argent liquide, condition du départ des troupes.

Finalement, une déclaration du Conseil d'Etat, le 21 février 1848, règle la dette restante de 693 546 fr. 22 : 3 billets à ordre à 3 mois d'échéance (93 372 fr. 04) sont remis, plus des hypothèques sur les biens du clergé à 4 % d'intérêt, le reste devant être payé en 5 versements à partir de 1848. Pour régler les frais de guerre intérieurs de 1847 — environ 300 000 francs —, un inventaire est fait par une commission centrale de liquidation. Un décret du 20 novembre 1848 met à la charge des communes ces frais ; celles qui sont débitrices devront rembourser avant le 1er juillet 1849 en imposant leurs ressortissants, les créditrices recevront des créances de l'Etat.

L'application déclenche une crise ; la vente des biens traîne. Ce n'est que le 23 février 1849 que paraissent, dans le *Bulletin Officiel*, conditions et dates des enchères. L'ensemble est estimé à 1 491 056 fr. 41 ; en 1849, une valeur de 414 407 francs est vendue, mais elle rapporte peu d'argent : le numéraire manque, les acheteurs ne versent qu'un acompte. Le 1er septembre 1849, les banques refusant tout emprunt, le Valais ne peut envoyer que 23 000 francs à Berne. De nouvelles négociations aboutissent à la convention des 2/5 novembre 1849 pour le paiement des 672 989 fr. 96 de dette : cession définitive de titres de rentes solides, hypothéquées contre des communes ou des particuliers avec cautionnement de l'Etat, vente immédiate de fonds et

d'immeubles au profit de la Confédération. Dès 1850, la dette est peu à peu réduite.

Entre 1848 et 1850, le Département des finances établit une comptabilité avec chaque commune : frais de guerre, avances, fournitures, indemnités de digues... En 1850, il y a 122 communes débitrices de 124 380 francs, 21 créditrices de 73 494 francs transformés en emprunts de l'Etat. Les communes réagissent vivement, ayant cru les biens du clergé suffisants. Comme l'Etat exige un remboursement immédiat, le canton connaît une vague de mécontentement à laquelle « s'associent même les partisans du système actuel », constate le *Courrier du Valais* du 4 mai 1850, premier signe tangible de la méfiance face aux capacités financières radicales.

Le Département des finances, dirigé par Pignat de 1848 à 1852, ne fait pas une meilleure gestion que ses prédécesseurs. Le gouvernement de 1844 ayant refusé de solder ses comptes, l'état en 1847 reste inconnu. Comptes truqués, absence de pièces, bénéfices artificiels, fortune publique confondue avec la gestion annuelle, font que le Grand Conseil ne peut qu'approuver aveuglément. Cette situation a de fort heureuses retombées pour les dirigeants radicaux. La majorité vote 134 495 fr. 06 d'indemnités aux victimes de 1844, dont 8260 fr. 27 à Joris, 5288 fr. 41 à Barman, 3639 fr. 13 à Pignat. D'autre part, le Conseil d'Etat fixe taxe, conditions de vente des biens nationaux et ratifie les actes. L'état nominatif des acquéreurs de biens sécularisés du 31 décembre 1852 montre que tous les conseillers d'Etat, Maurice Barman en premier, des radicaux connus comme Torrent, Cretton, Zumoffen, Udry, ont acheté des biens dans les districts de Sion, Martigny, Saint-Maurice et Monthey. La procédure écarte les conservateurs mais aussi les petits paysans au profit de la bourgeoisie radicale. L'opposition se plaint moins d'ailleurs de la vente des biens religieux que d'être écartée de cette fructueuse opération !

La pénurie financière force l'Etat à ne pas accorder de subsides pour l'endiguement du Rhône en avril 1848 ; l'instruction publique se voit réduite à la portion congrue. La constitution fédérale supprimant l'essentiel des recettes — douanes, péages, postes — le régime est obligé de « tenter la périlleuse voie des

innovations dans l'assiette de nos impôts » (Message du 4 octobre 1849). Le Valais, en effet, sauf sous la domination française, ne connaît pas les impôts directs. Dans un message du 10 mai 1850, le gouvernement célèbre l'impôt sur le revenu, « fruit des conquêtes de la religion, de la philosophie et de la liberté », mais il n'ose proposer qu'une contribution des communes en cas de déficit, proposition rejetée par le parlement. La discussion se centre vite sur le choix entre impôt progressif ou proportionnel. Finalement, par 40 voix contre 20, est choisi un impôt proportionnel sur la fortune, accompagné d'un impôt sur le capital et le revenu (39 voix contre 28). La loi des finances du 5 décembre 1850, votée par 57 voix contre 15, approuvée par le peuple dans une parodie de votation le 5 janvier 1851, prévoit un taux maximum de 1 ‰, une défalcation totale des dettes hypothécaires, chaque commune devant établir un rôle de contributions sous surveillance étatique. La bourgeoisie au pouvoir a ainsi refusé une progressivité qui la toucherait trop ; d'autre part, une partie des conservateurs a poussé le régime dans la responsabilité peu populaire d'introduire l'impôt direct. L'application de la loi montre la faiblesse réelle du pouvoir. Les rôles de contributions doivent être établis pour le 1er juin 1851. Partout, c'est la révolte :

Pourquoi cet impôt, dit-on, maintenant qu'on a réuni les biens du clergé au domaine national ? Qu'on les applique aux besoins de l'Etat et qu'on laisse les citoyens tranquilles. (*Courrier du Valais*, 9 avril 1851.)

C'est d'abord un refus d'obéissance des communes, culminant avec la révolte armée de Rarogne en août, vite réprimée. Puis c'est le sabotage. Un arrêté du 22 août décide un taux de 1/2 ‰, la perception dès le 1er octobre. Une épidémie de fraudes des contribuables et des autorités locales fait qu'au lieu des 100 000 francs prévus, l'impôt ne rapporte que 31 479 fr. 24. En réaction, un arrêté de rectification des rôles est promulgué le 10 février 1852. Résultats pour 1852, 31 433 fr. 38 ! La loi est inapplicable faute d'une adhésion populaire.

A la fin 1852, un seul problème se résoud : la dette fédérale estimée à 306 186 fr. 60. Les 12/13 août 1852, un arrêté fédéral prévoit la remise de la dette aux vaincus du Sonderbund, mais avec obligation de l'employer à rembourser les emprunts

forcés et à des tâches d'utilité publique. Le 27 novembre, le Grand Conseil répartit 41 284 fr. 60 pour l'instruction spéciale de l'industrie pratique, 100 000 francs au chemin de fer, le reste pour les routes. Répartition théorique car dès 1853 la dette n'est plus réduite.

Le bilan des années de crise 1847-1852 est impossible à définir, vu une gestion trop fantaisiste. Pignat jongle avec les chiffres estimant la dette publique à 1 368 321 fr. 87 en 1849, à 2 639 443 fr. 75 en 1852 ! L'Etat a vécu essentiellement de la vente des biens nationaux — ils ont rapporté 802 943 francs plus 688 113 fr. 07 en créances — la Confédération touchant 524 836 fr. 34 ; 300 000 francs environ ont disparu dans le ménage de l'Etat, permettant la survie au prix d'une violation des décrets de réunion. Le 31 décembre 1852, l'état de la fortune publique avoue un passif de 394 755 fr. 21 sur une fortune de 1 619 340 fr. 71.

Dette écrasante, dépenses croissantes, crise de l'impôt ; financièrement aussi le régime est à bout en 1852. Le 4 février 1853, le Département des finances passe dans les mains du libéral Zen Ruffinen, mais sans plus de succès : en 1854, après une nouvelle révision, l'impôt ne rapporte plus que 31 770 fr. 25 ! Découragé, le gouvernement confie cette tâche à une commission centrale nommée par le Grand Conseil ; résultat en 1855, 31 699 fr. 69 ! L'autorité radicale est morte. Pour survivre ne reste que l'indemnité fédérale de 130 000 francs pour le rachat des postes et péages, et les emprunts. Dès 1854, les comptes truqués avouent un déficit. Le parlement refuse de les approuver, fait le procès systématique de la gestion radicale.

Dès le 4 janvier 1856, Alexis Allet reprend les finances en mains ; c'est une capitulation radicale devant le sauveur conservateur qui en tirera profit pendant longtemps. Avec l'union nationale, il est possible de réformer la loi des finances, le 31 mai 1856. L'idée centrale est la création d'un impôt sur l'industrie, capital et bénéfices, touchant agents d'affaires, architectes, entrepreneurs, auberges, fabriques, marchands... une bonne partie de la clientèle radicale, mais le parti avale la couleuvre. Pour éviter un référendum les députés sont

...arrêtés dans leur travail par des préjugés universellement répandus dans les populations. (*Courrier du Valais*, 24 avril 1856.)

Les communes doivent plier devant l'entente ; l'impôt rapporte en 1856 89 401 fr. 59. L'impôt sur l'industrie permet de mesurer l'écart entre régions pauvres (Rarogne, Hérens, Conches payant moins de 1000 francs par district) et les plus riches (Sion, Martigny, Monthey payant plus de 6000 francs). Dès lors, la politique financière n'a plus rien de radical.

La gestion financière est la cible favorite de l'opposition, Allet estimant à plus de 600 000 francs la somme engloutie en dix ans de radicalisme. En 1857, un double échec apparaît : une dette écrasante sans biens nationaux à vendre, un équilibre budgétaire impossible. Les radicaux invoquent à leur décharge des raisons conjoncturelles : l'urgence des problèmes du Sonderbund, le poids d'une époque de transition créant l'Etat moderne, au prix d'expériences impopulaires. Les conservateurs accusent l'incapacité administrative des dirigeants. Le résultat est clair. La crise permanente et la chasse à l'argent entraînent une paralysie du régime, le privant de sa seule chance théorique de survivre : faire suffisamment de réformes pour changer la vie donc le comportement politique du citoyen. Le radicalisme le voulait-il vraiment ? Le divorce idéologie-réalités est justifié par la conjoncture mais très bien vécu. Le régime a défendu strictement les intérêts financiers et économiques de la bourgeoisie dirigeante, laissant au peuple le soin de payer, établissant des institutions garantissant sa suprématie politique et sociale. La vie quotidienne des habitants ne change guère.

## LA LIQUIDATION DU RÉGIME RADICAL

Les élections au Grand Conseil sont fixées au 1er mars 1857, opposant conservateurs-libéraux aux libéraux, les deux dénominations officielles des partis. La campagne est un procès du régime :

On promet des routes à bon marché, on promet l'abolition de l'impôt, des fonctionnaires publics se firent l'écho de ces utopies mensongères ; on cria au scandale, à la perte de nos croyances, à l'abandon du culte, au règne de l'immoralité érigée en principe ; en fallait-il davantage pour aveugler une population crédule, toujours prête à se fier aux apparences et à oublier les leçons du passé ? (*Courrier du Valais*, 20 décembre 1857.)

Les radicaux ne peuvent guère opposer au déluge de propagande que la menace d'un retour à 1844 ; ils ne se battent guère. A posteriori, l'élection semble exprimer une volonté aveugle de changement, un pari sur les conservateurs sans que la population se rende bien compte de leur idéologie nouvelle. Le vote par bulletin écrit, dans un canton encore très peu alphabétisé, permet les fraudes les plus grandes ; la corruption par le vin, les cigares, les promesses de postes est toujours aussi forte. Avec une participation dépassant 90 % dans certains districts, la victoire conservatrice est écrasante : 45 députés sûrs, auxquels se rallient une dizaine de modérés ; une nette progression dans l'Entremont et à Saint-Maurice. Les radicaux sauvent 28 sièges, avec l'appui de quelques libéraux. Le 28 mars 1857, le Grand Conseil élit de Sépibus, Allet, de Riedmatten, de Bons et Luder. Réaction partielle contre le régime précédent puisque 3 conseillers d'Etat continuent (de Sépibus, de Bons et surtout Allet). L'entrée d'anciens libéraux ralliés — de Riedmatten et Luder — crée un mélange significatif de ce qu'est devenu le parti conservateur.

Le régime radical s'écroule donc par le simple jeu parlementaire, dans la résignation de la minorité. Le recul électoral est si net que le 6 décembre 1857, pour le Conseil national, Barman est battu par de Werra et le Valais envoie à Berne 4 conservateurs. Le parti radical prend automatiquement le rôle d'opposition légale, une situation révélatrice de l'évolution constitutionnelle du canton. Le *Courrier du Valais* peut tranquillement affirmer le 5 mars 1857 :

Le Valais continuera à jouir de jours prospères sous la nouvelle magistrature qui est appelée à gouverner ; nos institutions libérales sont à l'abri des démolisseurs, de quels noms qu'ils se couvrent, et le char du progrès ne recule pas ainsi.

## UN NOUVEL ÉQUILIBRE POLITIQUE

Le régime radical tombe après dix ans, Maurice Barman étant successivement le sauveur puis le destructeur du Valais. La politique suivie depuis 1847 n'a pu l'enraciner. Le radicalisme valaisan subit un triple échec au niveau du parti, du gouver-



*La recette a été pauvre.*

- 1.<sup>er</sup> artiste — On ne veut plus de mon baume, j'en perds la tête.  
 2.<sup>e</sup> artiste — On n'a pas fait ses frais, qu'allons-nous devenir sans monnaie ?  
 3.<sup>e</sup> artiste — Allons travailler ailleurs le métier, n'est pas gâté partout comme ici !  
 4.<sup>e</sup> artiste — Allez-vous en au diable !!!

Les difficultés économiques - La Verrerie de Monthey



nement et de la population. Le parti radical valaisan n'a guère d'idéologie, Barman n'étant pas une tête politique, un idéologue de type Fazy ou Druey, mais un réaliste au programme simple : gouverner le plus longtemps possible. Le parti était uni sur la volonté de prendre le pouvoir. Celui-ci acquis, les modérés écartent les intransigeants, imposent un glissement à droite puis l'immobilisme. Le régime réalise les réformes politiques esquissées en 1839, retardées en 1844 : égalité entre Haut et Bas, libertés individuelles, Etat central. Ce seront les seuls résultats. Or les problèmes du canton sont de plus en plus d'ordre socio-économique ; les radicaux ne peuvent ni assurer les moyens financiers nécessaires pour un changement, ni vaincre l'esprit traditionaliste de la population, son goût du particularisme. Le progrès ne se trouve que dans les discours ; l'absence de réalisations devient le signe distinctif du gouvernement qui prône le changement ! Le radicalisme se révèle totalement incapable de convertir les masses ; son électorat de 1847 est aux trois quarts dans le Bas, une implantation dans le Centre et des personnalités dans le Haut. Mais jamais il ne cherche à franchir la barrière culturelle du Haut-Valais. Sa stratégie électorale consiste seulement à empêcher les opposants de s'exprimer, ce qui fonctionne jusqu'en 1852; le simple retour des conservateurs aux urnes renverse le régime.

L'apport du régime radical se résume ainsi dans des institutions qui créent un Etat moderne, une démocratie bourgeoise, institutions que les conservateurs adopteront sans autre. Cet Etat implique un bouleversement complet des modes de pensée du citoyen, ce qui ne peut se faire en dix ans. Il se caractérise par des choix fondés sur les rivalités légalisées de partis qui remplacent les coups de force, une administration centralisée constituée suivant le système des dépouilles, capable de donner une image du pays mais pas encore de le diriger réellement. Pour la première fois, l'Etat s'affirme supérieur aux volontés locales et au pouvoir de l'Eglise. Mais cette création révèle ce qu'est vraiment le radicalisme. Car il s'agit d'un Etat de classe, réservé à la bourgeoisie dans ses postes. C'est un Etat de culture écrite, écartant le monde agricole arriéré, les députés étant alphabétisés comme les fonctionnaires, le peuple non.



C'est un Etat mythique qui refuse les valeurs locales — les dialectes, l'héritage culturel, l'autonomie — au nom d'un progrès imposé d'en haut. Grâce à lui, la bourgeoisie élimine ceux qui s'opposaient à son appropriation des richesses limitées du canton : l'Eglise et les communes. Résumé brutalement, l'Etat domine et légifère ; l'Ecole discipline avec l'aide de l'Eglise ; la bourgeoisie profite. Il n'est pas question d'engager le peuple dans la politique ; le régime s'abstient au maximum de le consulter laissant de côté les revendications sociales, lui abandonnant seulement les joies inoffensives de la politique locale. Le problème central du radicalisme valaisan est d'être l'expression d'une bourgeoisie d'office et préindustrielle, qui ne peut s'accroître que par un développement industriel du canton. Or ce développement n'est pas entrepris réellement par les radicaux. Dans son comportement même, la bourgeoisie radicale, vivant ce non-développement, se rapproche des attitudes conservatrices, de celles des « aristocrates » propriétaires du Haut. Elle achète des propriétés grâce à la vente des biens du clergé, se prépare à spéculer sur les terrains avec la construction du chemin de fer et des routes, l'endiguement du Rhône. Les radicaux, en 1857, avec leur politique opportuniste, sont séparés des conservateurs par des mots, un passé, quelques mesures anticléricales qui les empêchent d'envisager un ralliement que d'anciens libéraux effectuent sans problème.

Le Régime radical marque la mort du radicalisme historique, réalisant les objectifs passionnels du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Dès 1848, le problème-clé est de fixer une stratégie pour le développement du canton. Mais les hommes au pouvoir ont trop dû attendre. Barman a dix ans de retard, il reste dominé par les souvenirs de 1844. Techniques et préoccupations sont dépassées. Le radicalisme reste bloqué, une nouvelle génération ne peut prendre le relais nécessaire. En 1857, le parti radical est le rassemblement des citoyens non conservateurs par tradition familiale ou locale, sous la direction d'une bourgeoisie satisfaite. Des rivalités de clochers empêchent de poser les vraies questions, permettent de mystifier la population.

Si les radicaux se rapprochent d'un comportement conservateur, une démarche inverse a lieu. Le régime radical instaure un

curieux échange de doctrines. Les conservateurs, représentants de l'aristocratie propriétaire du Haut et d'une bourgeoisie d'office, assimilent fort bien l'apport radical. Sur le plan politique, ils adhèrent à l'Etat. Ainsi, si au niveau des communes la lutte est menée contre la centralisation et l'impôt, au niveau de l'élite dirigeante c'est au contraire un combat contre les libertés locales, pour une fiscalité forte. Sur le plan du comportement, la classe dirigeante conservatrice, du moins sa partie la plus moderne, se rallie à l'affairisme, à la modernisation du canton à son profit. C'est le mouvement qui se reconnaît en Alexis Allet. Avec lui, la succession est facile pour une majorité qui a assimilé l'apport radical en éliminant les radicaux. Une nouvelle équipe dirigeante succède à une autre, mais le peuple dans ce changement ? Si la politique, ce n'est pas comment on vote, mais comment on vit, il est à prévoir qu'il ne verra pas grand chose changer !

QUATRIÈME PARTIE

# **La démocratie conservatrice**

par

MICHEL REY

ELISABETH ROUX

GÉRALD ARLETTAZ



Les élections de 1857 mettent fin au régime radical. Cette simple décision électorale montre à l'évidence que le pouvoir conservateur ne sera ni le changement fondamental annoncé par ses partisans ni le retour à 1844 prédit par ses adversaires. Utilisant les institutions et une partie des thèmes radicaux, le nouveau régime exerce une emprise sans faille sur le canton.

Un « gouvernement réparateur » ? Dans le premier exécutif conservateur, le Haut-Valaisan Alexis Allet impose ses volontés de 1857 à 1870 et il écarte systématiquement l'opposition libérale-radical des organes directeurs. Allet tente de poursuivre les aménagements économiques et financiers entrepris par les radicaux. La création de la Banque cantonale, en 1857, donne même l'occasion au nouveau milieu dirigeant de se lancer dans une politique affairiste qui est une première tentative de modernisation du canton. Toutefois, les choix politiques, certaines incompétences techniques, des conditions matérielles précaires et la mentalité traditionaliste de la population empêchent le gouvernement de sortir l'économie et l'école de leur marasme. Le laxisme des chefs conservateurs entraîne le pouvoir dans la retentissante banqueroute de la Banque cantonale en 1870, dans laquelle Alexis Allet voit sa responsabilité gravement engagée.

Le conservatisme surmonte aisément cette crise. En effet, entre 1870 et 1880, l'attention se porte surtout sur la révision de la constitution fédérale et sur les modifications de la législation cantonale. Le régime conservateur se renouvelle ; il est dominé, dès 1881, par le Sédunois Henri de Torrenté qui va maintenir l'aristocratie au pouvoir jusqu'à 1905. Devant une opposition

diversifiée et toujours plus virulente, ce gouvernement ouvre une porte au libéralisme en lui accordant un siège au Conseil d'Etat en 1893 et il élargit la direction du parti conservateur.

Ce que le régime conservateur n'avait pu faire sur le plan scolaire avant 1870, il est maintenant contraint de le réaliser sous la pression fédérale ; il transforme l'école primaire qui répondra enfin aux exigences des examens fédéraux des recrues et aux besoins de l'économie. Face au développement des relations extérieures, le gouvernement est amené à modifier les conceptions économiques, à accepter une certaine industrialisation. Cette action politique bénéficie de l'achèvement des grands travaux : assainissement de la plaine du Rhône et construction d'une ligne de chemin de fer traversant la vallée du Rhône qui se termine par le percement du tunnel du Simplon en 1905.

Ce demi-siècle de conservatisme stabilise le fonctionnement des institutions et le cadre législatif qui devraient permettre l'exercice d'une démocratie réelle. Cette période est sans doute celle d'une mutation profonde mais elle est aussi celle d'un immobilisme persistant, le peuple demeurant en dehors de toute décision.

Le bipartisme, formule désormais traditionnelle en Valais, consacre l'existence d'une véritable classe politique. Dans ce contexte, les ouvriers, peu nombreux dans ce canton resté rural, commencent à s'organiser au sein de l'association nationale du Grutli. Il faudra toutefois attendre le début du XXe siècle, avec les débuts de l'industrialisation et le percement du tunnel du Simplon, pour que le socialisme parvienne aux moyens culturels et politiques nécessaires à son action.

## CHAPITRE 12

# Le régime Allet

par MICHEL REY \*

### LE « GOUVERNEMENT PERSONNEL » D'ALEXIS ALLET

Le 1<sup>er</sup> mars 1857, un « gouvernement réparateur » prend le pouvoir. Pendant 13 ans — de 1857 à 1870 — l'équilibre et la stabilité vont régner. Le régime s'appuie pourtant sur la constitution et la législation mises en place par ses prédécesseurs radicaux. Il renforce même la tendance des années 1847-1850 à une prédominance de l'exécutif. Durant ces treize années, le canton est fermement dirigé par Alexis Allet, Léopold de Sépibus, Charles-Louis de Bons, Antoine de Riedmatten, Antoine Luder remplacé en 1863 par Antoine Ribordy. Mais dans ce Conseil d'Etat, en fait, il y a un « dictateur » ; « Le Gouvernement personnel se dresse ici de toute sa hauteur », constate *Le Confédéré* du 12 décembre 1870.

L'homme fort, Alexis Allet, a tout pour être un politicien conservateur, modèle valaisan. Né en 1820 à Loèche, fils du trésorier d'Etat Eugène Allet et de la fille du grand bailli Augustini, Geneviève, il fait des études au collège de Sion, puis à l'université de Chambéry. Il entame ensuite une carrière d'avocat. De 1845 à 1847, il est chancelier du canton, participant donc au régime violemment répressif de 1844 ; il a toutefois

\* La base documentaire de ce chapitre a été élaborée par Béatrice Fournier, *Le gouvernement valaisan de 1857 à 1871*. Mémoire de licence, Fribourg, 1976.

l'habileté de ne pas trop se mêler au Sonderbund. Au Grand Conseil, député de Loèche, il sert de secrétaire de langue française. Dès 1850, il incarne le nouveau style conservateur, qui a rejeté la crispation de la défaite sonderbundienne. Après un refus le 27 mai 1850, il accepte d'entrer au Conseil d'Etat le 29 novembre 1855, avec l'appui de voix radicales. Il prétendra alors hésiter à cause d'un manque de connaissances en comptabilité. Mais cette modestie oratoire — ou cette prémonition — s'efface, car il juge la situation mûre pour prendre le pouvoir. Il s'intègre avec facilité dans la machine gouvernementale, avec une sûre connaissance des rouages du canton.

Dès 1857, Allet est omniprésent, cumulant les mandats pour assurer son emprise : responsable permanent du Département des finances — qui contrôle les autres — alternativement président ou vice-président du gouvernement, conseiller national, membre du Tribunal fédéral, député, président de la commune de Loèche, chargé de missions diplomatiques à Paris. Il est le père du pays. Ses quatre collègues font — sans déplaisir — de la figuration, assurant par rotation les autres départements, souvent absents eux-mêmes à cause de leurs nombreuses fonctions. Le nouveau règlement pour la chancellerie et les bureaux du Conseil d'Etat, du 20 août 1857, renforce le rôle des secrétaires de département ; les grands commis ont une grande liberté et dirigent en fait l'Etat, ce qui est source de difficultés croissantes, d'abus. Dans l'administration cantonale, l'exclusivisme est de rigueur : en 1857, il ne reste que deux préfets radicaux, Claivaz et Torrent, limogés d'ailleurs en 1859 pour divergences d'opinion. Les préfets doivent être efficaces dans le contrôle des communes ; mais aussi il leur faut être des agents électoraux persuasifs, sinon c'est le renvoi ! Ainsi, dans le Haut, ils sont pratiquement nommés à vie ; dans les districts « chauds » — Entremont, Martigny, Sion — ils changent à chaque législature. La justice, quant à elle, est un bastion conservateur ; le 22 mai 1857, le Tribunal d'appel voit éliminer 6 radicaux, il comptera 9 conservateurs.

Sur le plan politique, le gouvernement Allet bénéficie d'une majorité inébranlable, ce que reflète une présentation des résultats des élections.



## Evolution des partis au Grand Conseil 1857-1869

Districts	1857 cons. rad.		1861		1865		1869	
Conches	4	—	4	—	4	—	4	—
Rarogne or.	2	—	2	—	2	—	2	—
Brigue	3	1	5	—	5	—	4	1
Rarogne occ.	2	1	2	1	3	—	2	1
Viège	6	—	6	—	6	—	6	—
Loèche	5	—	5	—	5	—	5	—
Sierre	7	1	8	—	8	—	8	—
Sion	4	3	8	—	—	8	1	7
Hérens	6	—	6	—	6	—	6	—
Conthey	1	5	2	5	3	4	3	4
Martigny	—	9	—	10	1	9	—	10
Entremont	10	—	10	—	10	—	6	4
Saint-Maurice	6	—	6	—	5	1	5	1
Monthey	—	9	—	9	—	9	1	8
Total	56	29	64	25	58	31	53	36

Les fluctuations des deux camps tiennent d'abord à une meilleure définition politique : libéraux, sans-parti disparaissent. Le Haut demeure farouchement conservateur, le Centre nettement dominé à l'exception de Sion ; dans le Bas se développe une variante régionale du conservatisme. Les élections se jouent dans certains cercles à une poignée de voix, ce qui assure le maintien de traditions : pots-de-vin, fraudes, électeurs entraînés de force aux urnes pour des participations de 80 à 90 %. Le vote par bulletin écrit avec une population encore peu alphabétisée laisse la porte ouverte à toutes les manœuvres. D'autre part, le gouvernement manipule les cercles électoraux, permettant aux communes conservatrices de former un cercle séparé ; c'est le cas par exemple, en 1869, pour Vionnaz et Port-Valais, ce qui explique l'élection d'un conservateur dans le district radical de Monthey. Ces élections agitées amusent déjà la presse suisse. Ces pratiques tapageuses font beaucoup de bruit pour rien, car la majorité est indestructible :

Le Bas-Valais en grande majorité libéral sera, comme d'ordinaire divisé : la minorité s'alliera comme toujours avec les Allemands du Haut et les conservateurs du Centre, ce qui donnera tout naturellement la majorité au système rétrograde qui nous gouverne... (*Le Confédéré*, du 24 janvier 1869.)

Les deux partis en concurrence s'organisent mieux, appuyés l'un sur la *Gazette du Valais*, l'autre sur *Le Confédéré*, créé en 1861. Les députés proviennent tous de la classe aisée. La majorité conservatrice abuse d'ailleurs de son pouvoir à plaisir : les radicaux n'ont qu'une part infime aux commissions, leurs interventions tombent dans le vide. Très symboliquement, les conservateurs imposent un service divin au début de chaque session, même si l'opposition estime qu'un tous les quatre ans suffirait bien ! Le parlement est fort docile, il va tout accepter pendant treize ans.

Au niveau communal, il y a reproduction des habitudes politiques de l'Etat cantonal. Les districts radicaux maintiennent les anciennes autorités municipales ; aux élections communales de décembre 1858, profitant de sa force, le parti de l'« ordre » chasse les libéraux dans le Haut. Les résultats donnent 96 communes dans le Haut pour le gouvernement ; dans le Centre et le Bas, 43 conservatrices et 23 radicales. Peu importe d'ailleurs la tendance au pouvoir ; toutes les administrations communales se ressemblent. La courte durée des fonctions — deux ans — désorganise l'activité. La commune est souvent à la merci d'une personne ou d'une famille qui se maintient au pouvoir par les nominations. Ainsi dans certaines localités, plus de 50 employés sont dénombrés : sept municipaux, un secrétaire et un huissier, trois membres de la chambre pupillaire, deux substituts, un secrétaire et un huissier, trois membres de la commission des écoles, deux régents et deux régentes, sept membres de la commission paroissiale, deux syndics directeurs des travaux publics, deux experts jurés, deux gardes forestiers, deux gardes champêtres, un inspecteur du bétail, un inspecteur des poids et mesures, cinq recouvreurs des amendes, des impôts, des ventes de bois, des intérêts..., deux recouvreurs des rentes de l'Eglise et des corporations religieuses, trois contrôleurs du cadastre communal, un sergent de police. La *Gazette du Valais* du 25 février 1858 qui cite des exemples précis, ne peut que constater que les ressources communales vont plus à des amis politiques qu'à des services véritables à la population. Le recours à l'impôt n'étant guère populaire, les communes usent de préférence de l'emprunt. Les employés municipaux sont peu

payés, les dépenses sociales réduites au minimum. Si la commune est touchée par un projet de modernisation — correction du Rhône, route — sa situation financière devient vite dramatique. De 1857 à 1870, une paralysie financière bloque le changement.

### ÉGLISE ET ÉTAT : DES RAPPORTS DIFFICILES

Pour les conservateurs, le peuple a manifesté en 1857 le désir d'une réconciliation entre pouvoir spirituel et temporel. Traditionnellement, le conservatisme valaisan accorde à l'Eglise un rôle central dans la société :

Pour le peuple valaisan, son lieu habituel de réunion c'est l'église ; sa presse vivante, c'est son curé ; en celui-ci est pour ainsi dire sa vie publique, et c'est à la voix du prêtre que le peuple valaisan s'est si souvent élevé dans l'Histoire et jusqu'à l'héroïsme. (*Gazette du Valais*, 10 septembre 1857.)

Mais déjà sous le régime radical, les nouveaux conservateurs s'étaient distancés des velléités « restauratrices » du clergé. L'Eglise aussi doit changer ses conceptions politiques, car un régime sonderbundien n'est plus concevable.

En août 1857, Allet entame des pourparlers avec l'évêque de Sion, Pierre-Joseph de Preux, mais avec une grande prudence. Il ne veut ni une intervention de Rome, ni inquiéter les possesseurs de biens nationaux sécularisés qui sont légalement et définitivement acquis. Le 24 mai 1859, le Grand Conseil adopte un décret rapportant les décrets de sécularisation des biens du clergé des 11 et 29 janvier 1848 : l'Eglise retrouve la possession des immeubles non aliénés par l'Etat, des négociations régleront la restitution. Faisant un pas de plus vers un concordat, le 12 mai 1859, par convention, le Pape reconnaît les acquisitions de biens nationaux ; en échange, le clergé demande une modification de certains articles du Code civil et une intervention de l'Etat auprès des communes pour faire augmenter les bénéfices paroissiaux.

Ces préliminaires réglés, le problème des relations Eglise-Etat se pose en termes politiques. A travers elles, le régime conservateur est amené à définir sa conception étatique, révélant à nouveau son intégration de l'apport radical. Le délégué du pape à Lucerne, Mgr Bovieri, est chargé des affaires valai-

sannes. Très vite, Allet, comme il l'avoue à de Riedmatten dans une lettre du 25 décembre 1860, doit constater que l'Eglise veut « discuter à peu d'exceptions près, toute notre législation postérieure à 1847 ». Une lettre de Mgr de Preux a présenté, le 13 mai 1860, ces revendications : révision de l'article 4 de la loi de 1851 sur le régime communal qui exclut les curés de l'administration des fonds d'hôpitaux, des pauvres et des écoles, ainsi que des biens d'Eglise ; révision des articles 593 et 595 du Code civil qui privent les corporations religieuses du droit de succession ; révision de la loi sur le mariage ; retour à une surveillance de l'Eglise sur l'instruction ; exemption des curés de l'impôt communal. C'est une véritable remise en cause du contrôle de l'Etat sur le canton, une réaffirmation du partage nécessaire de son pouvoir avec les autorités religieuses.

Un projet de concordat est rédigé ; il va très loin dans la voie des concessions, puisqu'il admet dans l'école « l'intervention de l'autorité ecclésiastique ... de droit sous les rapports religieux et moral » et l'élection de l'évêque par le chapitre de la cathédrale. Mais, par lettre du 11 juillet 1862 à Mgr Bovieri, le Conseil d'Etat rejette en bloc toutes ces modifications. En 1864, les pourparlers sont suspendus. Ils reprendront bien en 1869, à l'initiative du nouveau chargé d'affaires du Saint-Siège en Suisse, Mgr Agnozzi, mais sans résultat de fond. Sur demande d'Allet, le chapitre supprimera, en 1870, 3 fêtes religieuses chômées. Le 2 juin 1870, après une motion du conservateur Barlatey, les droits politiques seront rendus au clergé. Mais aucun concordat ne peut voir le jour.

Ces rapports Eglise-Etat montrent combien le régime Allet est l'héritier du gouvernement radical, de l'idéologie étatique. L'Etat doit primer, d'où l'importance centrale du droit de nomination de l'évêque. Le droit de propriété, fondement des privilèges de la bourgeoisie, ne doit pas être entamé, même s'il joue au profit des radicaux. L'Eglise peut seulement rester la gardienne du peuple ; à la limite, on lui abandonnera volontiers un droit de regard sur l'école. Le problème religieux perd graduellement de son intérêt au profit des questions économiques ; les revendications anachroniques du clergé sont écartées. En 1870, la question religieuse apparaît mineure. Ce

qui pose le problème du soudain réveil que connaissent les affaires ecclésiastiques dès 1870, avec le Kulturkampf et les luttes pour la révision de la constitution fédérale. Preuve de la solidarité du conservatisme avec l'Eglise ou dérivatif à la crise d'un régime et de l'économie cantonale ? Le 8 avril 1879, un accord sera conclu, qui rend à l'Eglise un droit de surveillance des écoles et crée des conseils de fabrique pour la gestion des biens religieux. Mais il s'inscrit dans une situation étrangère au « régime réparateur » qui, lui, a fort bien pu se passer d'une entente avec l'Eglise.

### UNE GESTION FINANCIÈRE ANTIPOPULAIRE

L'héritage radical est lourd : dette écrasante, déséquilibre budgétaire, gestion aléatoire. Allet est en partie prisonnier des promesses électorales de 1857 : moins d'impôt et prospérité financière. Son problème est d'augmenter les ressources publiques sans hausse des charges fiscales, en particulier sans toucher l'impôt direct qui frappe les soutiens du régime.

Alexis Allet a pris le Département des finances, vrai centre du canton puisqu'il contrôle les autres départements. En 1857, l'état de la fortune publique estime la dette à 411 933 fr. 47, le déficit annuel à 34 966 fr. 11. Au début, Allet pratique une politique financière orthodoxe : économies pour obtenir l'équilibre des comptes, réduction de la dette. Mais les dépenses augmentent par les frais administratifs, la corruption, les travaux d'infrastructure. En 1862, il faut 800 000 francs de crédits extraordinaires pour la voie ferrée, les routes alpestres, la levée des plans du Rhône et sa correction, les dépenses militaires imposées par la Confédération.

C'est pourquoi, le 21 mai 1862, à la surprise générale, Allet fait suivre un message sur la situation financière du canton d'un projet de révision de la loi des finances. Tactique révélatrice de son comportement politique : il apparaît comme un petit coup d'Etat car il ne figure pas à l'ordre du jour de la session. En cas de refus, Allet menace de reprendre son ancienne place sur les bancs de l'opposition. Il exige, une fois de plus, la foi en sa personne. La révision révèle aussi quelle clientèle soutient

le régime. Elle prévoit une série de mesures antisociales : hausse des droits de pêche et de chasse, impôt par ménage d'un franc — finalement abandonné — taxe sur l'ouvrier étranger. Il y aura également une augmentation de la taxe industrielle, particulièrement sur les entrepreneurs, pour atteindre les entreprises étrangères liées au chemin de fer et aux digues, une taxe sur le casino de Saxon (20 000 francs). Par contre, l'impôt sur le capital et le revenu n'est pas touché. Ultime nouveauté significative, l'introduction du timbre proportionnel et du droit de mutation visant le commerce étranger « qui exploite notre canton ». Lors de la discussion parlementaire, les radicaux défendent leur propre clientèle en s'opposant à l'arbitraire de la taxe sur l'industrie et au droit de timbre. Ils demandent un vote populaire, ce que la majorité refuse ! La loi, adoptée par 53 voix contre 27, le 26 décembre 1862, augmentera les recettes de l'impôt : en 1862 122 269 fr. 76, en 1863, 215 623 fr. 52.

Les bilans officiels sont très optimistes mais ils ne peuvent effacer une dégradation réelle rapide. Stable jusqu'en 1865, la dette croît par suite d'emprunts continuels ; c'est le début des rescriptions et créances de la Banque cantonale du Valais. Le gouvernement continue à présenter une situation favorable, mais en même temps se livre à une chasse à l'argent et à un truquage systématique des comptes. En 1865, il propose de porter le taux de l'impôt à 1 ‰, signe évident de crise. Le radical Morand dénonce un vrai « génie de la dépense » et son collègue Dénériaz ajoute :

Je repousse l'augmentation de l'impôt parce qu'elle n'est pas nécessaire, vu que le Gouvernement dit lui-même que la situation est bonne. (Grand Conseil, 11 janvier 1865.)

Le parlement rejette l'augmentation par 53 voix contre 32, une partie des conservateurs ne suivant pas Allet. Celui-ci est pris au piège de son verbalisme : il ne peut mettre dans la balance tout son poids personnel sans révéler la vraie situation du canton. De plus en plus, Allet se transforme en dictateur, exigeant une foi aveugle en lui. L'opposition ne peut que constater l'impossibilité de discuter les problèmes :

... le peuple doit être content quand le régime et les suppôts sont satisfaits. (*Le Confédéré*, 24 octobre 1869.)

En 1869, Allet est contraint de revenir à la charge avec un impôt sur le timbre qui est, déclare-t-il au Grand Conseil le 17 juin 1869, « le moyen le moins onéreux pour nos populations d'augmenter les ressources de l'Etat », en frappant surtout les commerçants étrangers. Le 24 novembre, la loi sur le timbre est adoptée, renchérissant papiers officiels, judiciaires, permis, actions. La rentabilité fiscale progresse à nouveau : 228 432 fr. 39 en 1869, 338 277 fr. 01 en 1870. Mais ces mesures ne rendent pas le gouvernement et son administration plus populaires ! Une analyse des dépenses de l'Etat pour l'ensemble du régime met en lumière les choix du régime, à condition de ne pas trop faire confiance à la comptabilité d'Allet, aussi aventureuse que celle de ses prédécesseurs radicaux.

#### Dépenses de l'Etat 1857-1870

Département	Sommes	%
Intérieur	338 235.61	4,1
Instruction publique	525 705.84	6,3
Justice et police	1 032 439.86	12,4
Militaire	2 012 777.46	24,2
Finances	2 105 565.86	25,3
Ponts et chaussées	2 229 727.07	26,8
Frais divers	70 000.—	0,9
	8 314 451.70	

Deux départements sont manifestement négligés. L'intérieur atteint son maximum de dépenses vers 1863 puis diminue ; les questions sociales — mendicité, paupérisme, hôpitaux — sont abandonnées aux faibles forces communales, comme les problèmes de développement agricole et industriel. L'instruction publique connaît le statu quo des investissements : pas d'école industrielle, des dépenses presque uniquement consacrées au secondaire, aucun progrès réel en 13 ans dans la formation. La Justice paie les frais de fonctionnement du système mis en place depuis 1848.

Apparaît en évidence le poids des obligations fédérales : la Confédération impose la création d'une landwehr, des cours de répétition tous les deux ans, l'achat de matériel moderne. Dans



le canton, l'armée ne sera guère populaire pendant longtemps. Les travaux publics occupent le plus fort des dépenses. Le gouvernement vise officiellement à ouvrir le canton aux commerçants et aux touristes, à développer les relations villes-campagnes, ceci par le chemin de fer et des routes alpestres. Les grandes routes de communications internationales — plaine du Rhône, Saint-Bernard, Simplon — sont modernisées ; des tronçons sont ouverts vers les vallées latérales pour le passage des chars. Symbole de cette ouverture, le chemin de fer que construit le comte Adrien de La Valette et dont les travaux sont terminés en 1868. Le diguement du Rhône, subventionné par la Confédération au tiers, commence en 1864. L'effort sur le papier paraît considérable mais la simple lecture du bilan financier montre sa faiblesse réelle ; il suffit pourtant à plonger le canton dans une crise financière sans précédent.

S'agit-il d'une politique claire de lutte contre le sous-développement ? Plutôt d'un mirage de modernisme. En effet, le régime ne se préoccupe guère des conséquences sociales : effondrement de l'agriculture de subsistance devant la concurrence étrangère, dépeuplement de la montagne, exode rural, misère, émigration, ni des conséquences culturelles avec la disparition d'un mode de vie local séculaire. Les transformations servent à l'accroissement de la richesse d'une classe dirigeante gagnée à l'affairisme. Les grands agriculteurs achètent les propriétés gagnées sur le Rhône. Le développement des échanges favorise les affaires ; le chemin de fer entraîne la spéculation. Le Valais connaît une première fièvre affairiste, qui masque la profonde crise sociale. Image-phare de cette époque, l'éphémère Casino de Saxon où un monde étranger fête l'illusion de la richesse.

### **LA GRANDE AFFAIRE DU RÉGIME : LA BANQUE CANTONALE DU VALAIS**

A la fin des années 1850, la stagnation économique domine le canton : agriculture autarcique, échanges réduits, industries quasi inexistantes, manque de numéraire. Il n'existe pas de dispositions législatives permettant une intervention écono-



mique. Or, la politique de grands travaux que prétend engager Allet exige des moyens financiers élevés.

Le 2 septembre 1856, avec l'accord des deux partis, le Grand Conseil décrète la création de la Banque Cantonale du Valais, avec comme but officiel « la prospérité future de notre patrie » (*Courrier du Valais*, 28 février 1856). L'argent circulera plus, ne se limitant plus à des placements en terrains ou créances ; placements dans le canton et emprunts seront facilités. Pour acquérir la confiance du public, l'Etat donne sa garantie. Le capital-actions est de 1 500 000 francs, 6000 actions de 250 francs dont 1200 détenues par l'Etat. La gestion est assurée par une assemblée générale des actionnaires, présidée par le chef du Département des finances, un conseil d'administration de 11 membres présidé également par le chef du Département des finances, un comité de surveillance de trois membres et enfin un directeur. Règlements et comptes doivent être approuvés par le gouvernement. Le règlement général de la BCV, approuvé par le Conseil d'Etat le 29 novembre 1857, lui attribue une triple fonction : caisse d'escompte, hypothécaire et d'épargne. En théorie, le rôle hypothécaire est primordial ; elle doit aider les paysans à se moderniser et prêter aux communes, prêts accordés seulement s'il existe un cadastre reconnu. La banque a des privilèges en cas de poursuites.

La souscription des actions est rapide, avec une première tranche de 746 000 francs entre le 1er octobre 1856 et le 30 mars 1857. 49 % des actionnaires proviennent du Centre, 42 du Bas et 7 du Haut, reflet de la modernité des régions. Une classe de capitalistes, liée aux spéculations sur les biens nationaux et le chemin de fer, souscrit. Finalement, 66,1 % du capital est en mains valaisannes, 33,9 confédérées. Le 30 mars 1857, l'assemblée des actionnaires nomme le conseil d'administration : Aymon, de Torrenté, de Courten, de Riedmatten, Zen Ruffinen, Luder, Dénériaz, Bioley, Claivaz, Cropt et Allet comme président. Deux conseillers d'Etat, des députés et deux radicaux, Dénériaz et Claivaz. Tous sont fort actionnaires, Luder par exemple ayant 16 000 francs d'actions, de Riedmatten 10 000. La mise en marche se heurte à un problème de directeur. Bioley, puis de Courten, ayant refusé, le Conseil d'Etat désigne Léon

Stucki, secrétaire au Département fédéral des finances, chef de la comptabilité fédérale, qui avait, en 1857, été appelé par Allet pour faire un examen de la situation financière du canton et avait permis ainsi d'alimenter la propagande conservatrice. Son prestige d'étranger technocrate lui permettra de jouer avec l'ignorance et la confiance. Le 5 décembre, le comité de surveillance est composé de Aymon, de Torrenté et Ducrey, avec ainsi deux membres du conseil d'administration ! Le caissier est Eugène de Courten, le secrétaire Ferdinand Wolff et le contrôleur des comptes Edouard Crompt. Le 1er février 1858, la BCV commence ses opérations, avec la bénédiction de tous :

Oui, la Banque développera les richesses du pays en développant son commerce et son industrie ; oui, la Banque civilisera le pays en donnant à tous et en exigeant de tous l'exemple d'une fidèle régularité dans l'observance de ses engagements souscrits et dans l'accomplissement des transactions et des devoirs qui reposent sur la bonne foi et l'administration. (*Gazette du Valais*, 7 février 1858.)

Une belle profession de foi capitaliste ! Mais il importe d'emblée de distinguer vie officielle et réalité de la BCV. A en croire les protocoles du conseil d'administration, tout ira toujours bien. Le premier rapport de Stucki de 1859 est fort satisfaisant : dépôts et comptes courants nombreux, bonnes relations avec les banques confédérées et étrangères, vente complète des actions. En septembre 1859, le bénéfice est de 41 508 francs, le dividende de 7 % ; l'action BCV est cotée à 270. Le conseil d'administration félicite cette « direction intelligente ». Les bilans annuels ne révèlent jamais de pertes. En 1869, un dividende de 5 % est versé ; en février 1870, Crompt répartira encore 74 750 fr. 62. A peine si, de temps en temps, les organes de contrôle s'inquiètent. Le 31 décembre 1865, de Torrenté constate que les effets en poursuites s'élèvent à près d'un million ; le conseil d'administration décide de ne plus prêter aux personnes en poursuites. La BCV voit ses débiteurs rembourser fort peu, certains ne pas payer les intérêts, des communes ne pas honorer leurs engagements. En 1866, avec la crise financière européenne, la BCV décide de restreindre ses activités : plus de nouveaux comptes courants, des remboursements accélérés, plus de prêts sur immeubles, des poursuites plus actives. Mais le conseil d'administration n'en vote pas

moins ses félicitations à Stucki et lui accorde une gratification annuelle de 1000 francs.

La réalité de la vie de la BCV est fort difficile à reconstituer, comme le révèle le mémoire de Béatrice Fournier. Un certain nombre de pièces ont tout naturellement disparu par enchantement. Des lignes de force se dégagent pourtant des diverses études et publications polémiques de l'époque : le rapport présenté, le 14 mars 1871, par la commission parlementaire formée de Barman, de Torrenté, Wolff ; la brochure des radicaux Calpini et Dénériaz, *M. Alexis Allet et les finances valaisannes*, 1871 ; la réponse d'Allet, *Démentis et justifications*, 1871 ; le rapport du Conseil d'Etat de mai 1872 ; enfin le rapport de Charles Kürner, comptable genevois chargé par le gouvernement de déterminer les causes de la déconfiture, qui sera publié par *Le Confédéré*, le 29 octobre 1871.

Il est d'emblée évident que la BCV a servi d'instrument politique pour caser des amis, spéculer, aider aux campagnes électorales par le jeu des prêts. C'est un « levier politique », d'où le côté hasardeux de la gestion :

L'agent recouvreur du centre n'en fait qu'à sa guise ; il se rit de toutes les observations qui lui sont faites, sûr qu'il sera soutenu par le président du conseil d'administration dont il est l'ami politique. (Rapport Kürner.)

Une faillite générale de la gestion se manifeste. Stucki exploite son prestige. « Sa conduite est celle d'un homme sans probité et sans foi », le système de comptabilité « absurde » permet toutes les manipulations :

... malversation, négligence et désordre, violation des statuts, des règlements et prescriptions de la plus vulgaire prudence, mépris des ordres réitérés du conseil d'administration et du comité de surveillance, comptes fictifs, bilan falsifié, mode déplorable de comptabilité. (Rapport de la commission parlementaire.)

La surveillance n'existe pas, le conseil d'administration s'aveugle :

Que pouvait-on faire dans ces rares réunions (une par trimestre) ? On ne connaissait pas les détails de la marche de l'établissement, on n'avait pas le temps de l'examiner et on se bornait à discuter les propositions faites par le président. (Rapport du Conseil d'Etat.)

De Torrenté, dans une réponse du 30 janvier 1872, avouera que le comité de surveillance n'a jamais rien compris à la compta-

bilité ! Le personnel de la banque, directeur, employés, contrôleur des comptes, vit en autonomie, s'appuyant sur l'article 11 du règlement de la BCV qui précise que les employés doivent garder le secret pour tout et envers tous.

Pourquoi personne ne se soucie-t-il de la vraie marche de l'établissement ? L'ignorance financière, le goût de l'argent facile expliquent l'aveuglement sans doute. Mais le vrai problème, c'est le lien BCV-Régime conservateur. Le lien personnel avec Allet est écrasant :

La plus grande faute commise, et celle-là a été commise par le Grand Conseil lui-même, c'est d'avoir nommé pour ainsi dire à perpétuité le chef du Département des finances président du conseil d'administration... On a ainsi lié intimement la Banque à l'Etat et l'Etat à la Banque. (Rapport Kärner.)

Deux autres conseillers d'Etat, Luder (puis Ribordy son successeur) et de Riedmatten, et des députés siègent dans les organes dirigeants. La BCV est propriété du régime, soumise également aux volontés d'Allet.

En ce qui concerne sa gestion, si l'on en croit Kärner, la BCV a souffert dès le début d'une politique d'immobilisation des capitaux et de spéculation. Au lieu d'utiliser les fonds à l'escompte, « seul moyen d'arriver au but proposé », elle acheta des fonds publics étrangers — Jura industriel par exemple — pour spéculer. L'Etat ne verse qu'un tiers de sa souscription, le reste est en créances ; les actionnaires, 2/5 du montant le 15 janvier 1858, 1/5 en juillet. Pendant la première année, la banque marche avec 440 830 francs. D'autre part, les prêts sans garantie, les dépassements de crédits sont fréquents, inspirés par des amitiés ou les intérêts personnels de Stucki et Allet. Une perte de plus de 350 000 francs est la conséquence de prêts, aux Verreries de Monthey, forges d'Ardon, mines de Loetschen, Société sédunoise des tabacs.

Jamais la Banque n'a donné de bénéfices à porter à la réserve ou à partager avec les actionnaires. Dès la première année, des spéculations sur obligations (contraires aux statuts) avaient absorbé les bénéfices s'il y en avait eu d'autre part. (Rapport commission parlementaire.)

Les relations BCV-Etat semblent normales durant les premières années. Dès 1861, le compte courant de l'Etat passe de 33 000 francs à 625 000 francs ; en 1864, 950 000 francs. En 1865, le canton éteint sa dette et devient créancier. Avec un capital

social de 1 500 000 francs, la BCV ne pouvait fonctionner en faisant de pareils prêts. En fait, elle abandonne vite ses buts d'utilité cantonale. La compagnie d'Italie refusant de payer à l'Etat des sommes dues pour le bois fourni au chemin de fer, celui-ci emprunte à la BCV, qui doit réemprunter 600 000 francs. Elle devient banque d'Etat, payant la politique de prestige et d'affaires du régime :

La Banque, au lieu de venir en aide aux particuliers supportait entièrement le poids des engagements de l'Etat et de la ligne d'Italie ... et c'est ainsi que commença entre l'Etat et la Banque cet échange de bons services qui commença par les créances d'Etat et qui finit par les rescriptions. (Rapport Kürner.)

La dette de l'Etat s'explique en partie par le fait que la plupart des communes riveraines du Rhône ne possèdent pas le capital nécessaire à son endiguement. La Confédération avance un tiers par subvention ; le prêt de la BCV permet de faire démarrer les travaux.

Mais le capital de la Banque s'avère vite insuffisant. Pour qu'elle continue à fonctionner, Allet émet des créances d'Etat, destinées en principe au paiement d'une dette réelle dans un moment où l'Etat se trouve débiteur et n'est pas en mesure de s'acquitter en numéraire. La première créance de 1858 couvre réellement un prêt de 20 000 francs de la BCV. Mais dès 1859, le truquage commence : une créance de 500 000 francs pour une dette de 182 563 et ainsi de suite. En 1864, par un emprunt de 1 200 000 francs, l'Etat solde son compte courant et devient créancier ; pourtant les créances ne sont pas retirées et continuent à être négociées. Nouvel emprunt en 1866, nouveau paiement de solde et encore une fois la BCV conserve les titres ! D'autre part, Allet utilise dès 1864 le système des rescriptions. Ce sont des billets à ordre au profit de la BCV à 3 ou 4 mois d'échéance, signées par le chef du Département des finances, payables au domicile de banquiers suisses ou étrangers ; billets de 10 000 francs, émis pour compenser les emprunts de l'Etat à la BCV. Allet a pris seul cette initiative, du moins si l'on en croit le protocole du Conseil d'Etat du 3 juin 1871 où ses 4 collègues déclarent que :

... ils n'ont eu aucune connaissance de ces rescriptions avant l'interpellation faite par le député Dénériaz dans la session de novembre 1869...

L'emprise du « dictateur » est totale. Mais il s'agit d'un remède-poison car la facilité l'emporte. Le montant des rescriptions est de 115 000 francs en 1864, 4 595 000 en 1865, 12 285 500 en 1869, 9 498 000 en 1870, au total de 1864 à 1870 : 51 851 132 fr. 90 !

La BCV n'est plus qu'une succursale du Département des finances. Allet camoufle tout en truquant systématiquement la comptabilité, avec la complicité de la direction. Dans le même temps, l'Etat tente d'augmenter les impôts pour trouver de l'argent, destiné non plus aux tâches d'utilité publique, mais à de sombres affaires spéculatives. Allet, fort de son autorité, fait régner le silence :

Dans les assemblées annuelles des actionnaires on n'entendait pas un mot de blâme, car on avait su persuader à beaucoup que demander imprudemment la lumière, c'était ravir tout crédit à l'établissement et le faire crouler. (*Le Confédéré*, 22 janvier 1871.)

Les opérations douteuses restent donc secrètes. Jusqu'en 1869, la BCV est prospère, c'est une évidence ! Le régime des combines et du mensonge fonctionne, rapportant ses fructueux dividendes à la classe dirigeante.

C'est le député radical Dénériaz, membre du conseil d'administration, qui, le premier, s'alarme à propos des rescriptions, mais seulement tardivement, lors d'une séance du Grand Conseil du 15 juin 1869. Ces rescriptions constituent à ses yeux une dette de l'Etat, elles devraient figurer dans un compte passif ; or elles ne sont pas comptabilisées du tout ! Mais Allet souligne que les rescriptions servent au développement des affaires, mythe officiel si souvent développé. De Torrenté clôt la discussion en affirmant :

La Banque fera toujours honneur à ses affaires et à ses engagements.

Catastrophe cependant ! Stucki, malade depuis 1869, meurt en 1870. Le gouvernement nomme, le 20 octobre, Joseph Bioley. Ce membre du conseil d'administration refuse par lettre du 12 novembre, avouant :

... le système des rescriptions m'effraie ... Décidément ... je n'ose pas affronter ces difficultés.

Passer d'une complicité passive à un rôle actif effraie également Cropt et de Lavallaz qui refusent. Finalement c'est Urbain





VALAIS

La chasse au loup.

SAXON

Un Chasseur : Avez-vous vu le loup ?..

Le paysan : Oui ! derrière vous, dans la Ville,  
mais non dans les bois où vous le cherchez.

Après la faillite de la Banque Cantonale

Schaller, directeur de la Banque Cantonale fribourgeoise, qui assume cette lourde tâche. Mais l'inquiétude se fait jour. Le 29 décembre, la *Gazette du Valais* elle-même s'en fait l'écho, surprise par la nomination d'un « libéral accentué » après tant d'exclusives.

En effet, dès juillet 1870, la crise européenne liée à la guerre franco-allemande a atteint le système de crédit. Les demandes de remboursements affluent. Les banques avertissent la BCV qu'elles ne renouvelleront plus les rescriptions. Il n'y a plus de liquidités pour faire face ; Cropt le confirme par lettre à Allet le 20 juillet, « de l'argent dans le pays, il n'y en a point ». Allet vit d'espoir et de manœuvres. De sa propre initiative, il trouve un emprunt le 16 décembre, en engageant sans consultation des titres de l'Etat contre les communes auprès de la Banque commerciale de Berne.

### LA CHUTE DU RÉGIME ALLET

À la mi-décembre, l'opinion commence à être mise au courant par des rumeurs. Bientôt *Le Confédéré* se déchaîne : à travers la banque, c'est le régime et Allet qui sont visés. La *Gazette du Valais* défend pourtant encore son idole, dénonçant seulement « la faute de tout un système administratif..., un fatal concours de circonstances... ».

Finalement, fin décembre, c'est au Grand Conseil de se pencher sur la BCV et le sort d'Alexis Allet. Ce parlement vient d'être élu en 1869 ; bien qu'en recul, les conservateurs y ont toujours une majorité écrasante, 53 députés contre 36. Aussi Allet essaie, une fois encore, d'imposer sa marque :

La signature du Département des finances étant apposée sur chaque rescription, l'Etat doit à tout prix venir en aide à la Banque pour éviter une catastrophe ayant les plus tristes conséquences.

Il propose de ratifier l'emprunt de deux millions auprès de la Banque commerciale de Berne et d'autres banques, car il y va de « l'honneur du canton ». Sinon, c'est la mort de la BCV, crise fatale qui

... ébranlerait jusque dans ses bases la confiance publique en nos institutions et porterait un coup mortel à notre crédit...



L'enjeu politique — la survie du régime — est clairement défini. Mais le parlement, le 30 décembre 1870, rejette un emprunt aux conditions exorbitantes. Le même jour, la BCV interrompt ses opérations ; le 12 janvier 1871, l'assemblée des actionnaires la déclarera en faillite.

Avec elle, c'est le régime Allet qui s'effondre. Le 28 décembre, le « dictateur » a été acculé à la démission. Il justifie pourtant son départ par des raisons de santé et plaide sa cause :

Une confiance illimitée, aveugle, est la seule cause de nos embarras. La direction des finances doit en supporter les conséquences et passer dans d'autres mains. (*Le Confédéré*, 5 janvier 1871.)

Mais il se défendra toujours de toute responsabilité dans l'affaire :

Il (Allet) n'a pas plus que les autres membres à répondre d'une administration dont il n'est pas chargé, et ... comment, n'étant pas comptable lui-même, il aurait pu, même par l'examen de toute la comptabilité, en débrouiller les écarts qui se sont dérobés aux investigations du comité auquel il incombait la charge de surveillance ... si j'ai péché par confiance et légèreté coupable, je n'en ai point bénéficié et ... je quitte le pouvoir avec moins de ressources encore que j'en avais en y entrant. (*Démentis et Justifications*.)

Une interprétation très personnelle des événements !

Cette démission est un choc terrible. La majorité la refuse, Luder proposant même l'envoi d'une délégation pour le retour du grand homme. Pourtant les polémiques de presse, les interventions de députés s'amplifient. Les langues se délient. La population désigne Allet, avec une haine personnelle vivace. Les conservateurs se résignent à sacrifier ce bouc émissaire. Le parlement profite d'ailleurs des circonstances pour reprendre en mains l'exécutif. Il adjoint au Conseil d'Etat survivant une « commission des trois » formée de Graven, Dénériaz et Calpini qui oriente ses recherches vers l'analyse des finances publiques. BCV et gestion du régime « Allet et Cie » apparaissent bientôt indissociables. Aussi les quatre conseillers d'Etat, qui se sont immédiatement désolidarisés d'Allet, doivent démissionner en mai 1871 pour que le pays puisse

... puiser dans une reconstitution administrative de nouveaux éléments de force et d'union.

La majorité conservatrice n'est cependant pas décidée à abandonner une parcelle de son pouvoir. Le 3 juin 1871, il faut élire

l'exécutif. Les conservateurs veulent faire un geste d'apaisement : intégrer des radicaux au gouvernement, mais des personnalités impuissantes. Successivement ils élisent Dénériaz et Joseph Barman, puis Rion et Louis Barman, finalement Claivaz seul ; tous refusent. Devant une si évidente mauvaise volonté, il ne reste plus qu'à désigner un gouvernement homogène : Clemenzen, Zen Ruffinen, Bioley, Chappex, de Rivaz. Il aura à liquider l'affaire de la BCV — certains de ses membres y ont d'ailleurs trempé étroitement ! — et restaurer le prestige du conservatisme.

Car les conséquences du krach de la BCV sont lourdes. Dès 1871, débiteurs et créanciers engagent des procès contre l'Etat. Le problème central est celui des rescriptions. Le 1er juillet 1871, le Conseil d'Etat prend en charge les dettes du régime Allet. Un recours du radical Torrent, fondé sur l'inconstitutionnalité des rescriptions non soumises au peuple, est écarté par le Conseil fédéral, le 27 septembre 1871. C'est le début de temps difficiles : impôts croissants, travaux publics ralentis, 5 millions de dette paralysant la vie économique.

Quant aux responsables, dont peuple et opposition demandaient le châtement ? Le 11 juin 1872, le Conseil d'Etat poussé par le Grand Conseil se décide à recourir contre les quatre conseillers d'Etat. Ceux-ci seront innocentés le 11 août 1876, tout comme le sera Alexis Allet poursuivi pour signature illégale des rescriptions. Il faut dire qu'avec des juges bien choisis, le risque d'erreur judiciaire n'est pas très grand ! Le peuple paiera donc seul les échecs du « régime réparateur ».

### LA FAILLITE DU « GOUVERNEMENT RÉPARATEUR » D'ALEXIS ALLET

Treize ans de dictature personnelle se terminent donc par une crise spectaculaire. Pour les radicaux, écartés du pouvoir, un homme est responsable de la catastrophe. Mais si « l'omnipotence d'un seul a toujours été la pire forme de gouvernement » (*Le Confédéré*, 22 décembre 1870), c'est le système

conservateur qui est en cause, avec ses techniques de contrôle du pays :

Le système d'exclusivisme du régime réparateur a été une des causes principales de nos malheurs. Et ce système n'a pas encore disparu. Les cumuls chez nous foisonnent et sont effrayants pour la moralité et la sécurité publiques. La corruption d'en haut et l'ignorance d'en bas ont énervé le sentiment national. (*Le Confédéré*, 24 septembre 1874.)

Mais les conservateurs n'ont fait que poursuivre la pratique instaurée lors du régime radical. L'opposition a trempé elle aussi dans la BCV. Transmettre le pouvoir aux radicaux ne résoudrait pas grand chose.

A posteriori se dégage à l'évidence la faillite de la soi-disant élite dirigeant le canton. Cette bourgeoisie de propriétaires, de petits commerçants, d'avocats, de fonctionnaires, de petits spéculateurs, qui dévorent la substance vive de l'Etat, n'a pas de vraies compétences administratives ou financières. Elle manifeste son impuissance dans l'administration publique comme dans la vie économique. Elle s'incline devant les technocrates étrangers ; elle jongle à son profit avec l'argent du peuple. L'inadaptation aux règles d'un capitalisme naissant est flagrante.

Le même aventurisme se dégage dans la politique de développement économique qui n'est sensible qu'au mirage moderniste. Jamais, elle ne se soucie des conséquences des transformations sur la vie quotidienne et les structures socio-culturelles. Jamais les questions économiques fondamentales ne sont soumises au vote du peuple. Le progrès est une évidence, que la masse ignorante ne peut comprendre ; elle doit le subir, position commune aux conservateurs et aux radicaux. L'Etat est ainsi au service d'une minorité de politiciens. Le chemin de fer rapporte de l'argent aux spéculateurs, l'administration fournit emplois et prébendes, le diguement du Rhône des terres, la route des touristes et du commerce. Le casino de Saxon symbolise la fièvre de l'argent vite gagné qui marque ces années. La BCV c'est aussi un casino, la fortune tout de suite.

Le régime tient le peuple à l'écart. Il peut seulement élire ses députés ou régler ses comptes personnels lors des élections communales. Ni les lois fiscales, ni les choix économiques ne lui sont soumis. Il est à l'écart d'un progrès économique fait

pour les riches. Écarté de la culture officielle, non engagé dans la révolution industrielle, il continue à vivre pour l'essentiel en vase clos. L'Etat aussi lui reste étranger, source d'ennuis et de dépenses inutiles.

Pourtant, dans ce monde en apparence clos, un mode de vie traditionnel s'écroule sous les coups de l'ouverture du canton à la société moderne. Dans sa misère, quand il le peut, le peuple vote avec ses pieds ; le régime Allet marque le début d'une fièvre de migration vers la Suisse ou l'étranger.

Conformément aux réflexes classiques d'une nation sous-développée, le peuple valaisan a fait confiance à l'homme fort. Alexis Allet a été populaire, admiré béatement par les députés et ses collègues au gouvernement. Mais l'homme providentiel se révèle corrompu, son régime catastrophique. Au début des années 1870, la population est profondément désorientée. A qui confier le canton ? A la classe politique conservatrice survivante qui vient de démontrer ce qu'elle vaut ? A la classe politique radicale qui défend d'autres intérêts mais qui a déjà démontré en dix ans qu'elle est aussi étrangère au peuple ? La classe politicienne est coupée de sa base. Le peuple valaisan cherchera-t-il en lui les réponses et exercera-t-il le pouvoir que lui donne théoriquement une constitution démocratique ? La classe bourgeoise dirigeante saura bien l'en empêcher et recréer les conditions d'un pouvoir indiscutable. Justement, les menaces de révision fédérale et le Kulturkampf se précisent. Ils vont permettre d'utiliser de vieux réflexes nationalistes et de faire oublier un passé trop brûlant.

## CHAPITRE 13

# Le régime de Torrenté

par ELISABETH ROUX

L'effondrement du régime Allet en 1870 suscite des remous dans les milieux conservateurs et des espoirs dans les milieux libéraux-radicaux qui cherchent à retrouver un pouvoir cantonal définitivement perdu.

Polémiques et combats électoraux s'engagent mais n'aboutissent qu'à l'effacement de certains politiciens coupables d'avoir contribué trop ouvertement à la faillite de la Banque cantonale. Même Alexis Allet conserve son siège de député de Loèche au Grand Conseil et son autorité sur les conservateurs haut-valaisans :

...celui que vous auriez dû répudier, M. Alexis Allet, le magistrat qui a forfait à son devoir, celui-là est le directeur de votre conscience politique. (*Le Confédéré*, 23 avril 1876.)

Cette crise, qui n'est qu'un accident de parcours, amène cependant une nouvelle génération de politiciens conservateurs au pouvoir ; hommes issus de l'aristocratie, mais dont la jeunesse est garante de leur non-participation à cette sombre affaire politico-financière. Si ce choc politique ne rompt pas le statu-quo, par contre les révisions constitutionnelles et l'évolution générale de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle contraignent le nouveau régime, centré sur Henri de Torrenté, à reconsidérer sa politique traditionnelle.

## LES NOUVEAUX DIRIGEANTS

Henri de Torrenté constitue, aux yeux du peuple, le symbole même de l'aristocratie catholique au pouvoir. La durée de son mandat, sa personnalité, l'imposent comme chef de clan, de parti et de gouvernement. Il marque toute la politique valaisanne de 1876 à 1905, date à laquelle il se retire du Conseil d'Etat. Le rédacteur du *Nouvelliste valaisan*, Charles Haegler, le définit ainsi :

Il a été un homme d'Etat dans le véritable sens du mot, car il a toutes les qualités spéciales qui distinguent ceux qui sont susceptibles d'administrer un pays. Remarquez que nous disons homme d'Etat et non chef de parti où il faut plutôt un tempérament de tribun.

Jamais ministre ne fut plus que M. de Torrenté l'ami du peuple, mais il ne jugeait pas indispensable de lui emprunter ses manières. De formes, d'allures, de goûts et de langage, il était dans la meilleure acception du mot, un aristocrate, un délicat, un artiste. (*Nouvelliste valaisan*, 28 octobre 1905.)

Issu de l'aristocratie sédunoise, Henri de Torrenté embrasse très tôt la carrière juridique qui le conduit naturellement à la vie politique. Juge au Tribunal d'appel, conseiller bourgeoisial de Sion, député au Grand Conseil dès 1871, conseiller d'Etat dès 1881, il devient rapidement une des figures essentielles du Valais conservateur qu'il représente au Conseil des Etats de 1888 à 1898 et au comité directeur du Parti catholique populaire suisse de 1894 à 1898. La vie publique d'Henri de Torrenté commence réellement en 1876. Le mouvement radical sédunois, conduit par Alexandre Dénériaz, dirige la bourgeoisie et la municipalité de Sion ; Henri de Torrenté, Charles de Rivaz et Joseph Kuntschen réussissent, en 1876, à renverser le conseil communal au profit des conservateurs. Ces trois hommes forment le noyau d'une nouvelle génération politique : de Torrenté a 31 ans, Kuntschen 27 et de Rivaz 26. Catholique-conservatrice, cette faction contrôle la ville de Sion et, peu à peu, les institutions cantonales et la représentation valaisanne à l'Assemblée fédérale.

Le groupe s'appuie sur l'aristocratie valaisanne. Des liens de parenté, d'amitié et d'intérêt réunissent les principales familles patriciennes en une sorte de parti politique confortablement installé au pouvoir. Henri de Torrenté est lui-même apparenté

aux familles de Rivaz, de Riedmatten, de Kalbermatten, de Preux, de Chastonay et von Roten. Son beau-père, Antoine de Riedmatten, est député au Grand Conseil de 1852 à 1885 et préfet du district de Sion de 1877 à 1892. Son beau-frère, Louis de Kalbermatten, est député de 1891 à 1893 et directeur de la Caisse hypothécaire et d'épargne. Charles de Rivaz est le fils du conseiller d'Etat Charles de Rivaz et le beau-frère de Joseph Kuntschen. Ce dernier est préfet de Sion de 1895 à 1905, député au Grand Conseil de 1877 à 1922. Il est aussi le beau-frère du Haut-Valaisan Jodoc Burgener, député au Grand Conseil de 1881 à 1905, préfet de Viège de 1892 à 1903 et conseiller d'Etat de 1905 à 1909. Le clergé apporte un soutien intégral à ce groupe qu'il considère comme le défenseur du christianisme, des valeurs morales et familiales et des intérêts de l'Eglise locale.

La faction de Torrenté se fonde aussi sur la communauté professionnelle des avocats et notaires dont elle est issue. Tout semble favoriser Henri de Torrenté et son succès est assuré d'avance aussi bien à Sion que dans le reste du canton :

Comment en serait-il autrement, dans une ville où, à l'influence de l'aristocratie, à l'influence de la fortune vient s'ajouter l'influence du gouvernement civil et ecclésiastique ?  
(*Le Confédéré*, 15 décembre 1882.)

La population valaisanne, dans sa très grande majorité, soutient électoralement cette aristocratie. Elle lui fait confiance et, en même temps, éprouve un respect craintif pour ces hommes instruits et puissants qui appartiennent à une classe sociale fermée et restreinte.

## L'IDÉOLOGIE CONSERVATRICE

A cette époque, il n'existe formellement aucun parti conservateur en Valais. Il s'agit d'un courant de pensée qui se concrétise en un gouvernement monopolisé par une élite patricienne. Ce régime s'identifie à un conservatisme catholique marqué par un fédéralisme violent, exacerbé par la politique radicale centralisatrice suisse. Il n'y a ni appareil bureaucratique, ni structures définies, ni manifeste idéologique. Cette pensée



apparaît à travers les déclarations faites lors des élections cantonales, des votations fédérales et dans les innombrables polémiques engagées avec les libéraux.

La *Gazette du Valais*, le *Walliser Bote* et plus tard le *Nouvel-liste valaisan* diffusent les prises de position conservatrices et gouvernementales dont l'influence s'exerce dans les domaines de la politique cantonale et fédérale et rarement au plan communal.

Malgré l'absence d'organisation, les conservateurs forment un bloc fort dans lequel se distinguent diverses tendances.

Le *Confédéré* en observe deux en 1877 :

Le parti conservateur : celui qui défend les vieilles constitutions et leurs abus.

Le parti ultramontain : celui qui se déclare partisan des prétentions de la cour de Rome sur tout ce qu'elle appelle le domaine ecclésiastique. (16 février 1877.)

Au tournant du siècle deux autres courants se développent : l'un chrétien-social et l'autre constitué par une nouvelle bourgeoisie. Quelles que soient les tendances et le niveau politique de la discussion, le conservatisme se réclame de la foi chrétienne, de l'antiradicalisme et de l'attachement à une société patriarcale agricole. L'application de ces principes varie considérablement selon le contexte. Les positions se contredisent souvent, car, si les conservateurs agissent en majorité au pouvoir sur le plan cantonal, ils réagissent en minorité sur le plan fédéral.

### La foi chrétienne

Le catholicisme régit toute la vie sociale et politique du Valais. La force des croyances populaires fait du clergé catholique une puissance redoutable mise à la disposition du gouvernement au grand regret de la minorité libérale-radical.

L'Eglise considère alors que les idées libérales sont dangereuses, parce que susceptibles d'écarter la population des principes chrétiens. Prêtres et religieux s'efforcent de maintenir les Valaisans dans la crainte de tout ce qui pourrait être anti-religieux, anticlérical. Ils exercent leur influence par le ministère et par leur omniprésence dans la vie sociale comme enseignants, responsables de sociétés locales et participants





Berne.

*N'y en a-t-il plus ?.....*



Fribourg. Valais. &c.

*Plus que leur part....*

Le Kulturkampf

actifs aux réunions électorales. Le Conseil d'Etat et les cercles politiques conservateurs entretiennent d'excellentes relations avec l'Evêché de Sion et Mgr Adrien Jardinier. Le Piusverein, société politico-religieuse, renforce cette union. Son but est clairement précisé :

Des catholiques se réuniront pour chercher ensemble les moyens de faire triompher leurs idées religieuses et politiques ; la prière sera leur force et les unira, et ainsi, pendant que les uns seront dans la mêlée, l'association formera des cœurs plus jeunes et préparera de vaillants défenseurs de la vérité pour les combats à venir. Dieu soit loué ! c'est ce qui se fait dans notre patrie par le Piusverein. C'est le but que se sont proposés ses fondateurs lorsque, en 1857, ils jetèrent les bases de cette puissante association. (*Gazette du Valais*, 13 mars 1884.)

Le Piusverein connaît un grand succès dans tous les milieux et particulièrement dans la classe politique. Ainsi, en 1882, la section sédunoise compte parmi ses adhérents plusieurs hommes qui ont été, sont ou seront conseillers d'Etat : Henri de Torrenté, Maurice de la Pierre, Antoine Ribordy, Henry Bioley et Alphonse Walther.

Ces rapports privilégiés permettent un règlement définitif entre l'Eglise et l'Etat à propos des biens sécularisés en 1848 et qui ont été l'objet d'accords préliminaires dès 1857. Cela aboutit à la signature, le 7.11.1879, d'un concordat entre le Conseil d'Etat et l'Evêché de Sion. Le Grand Conseil, le Conseil d'Etat et l'Evêché préfèrent mettre un terme à ce conflit sans passer par une votation populaire. Le gouvernement civil rembourse 55 000 francs en échange de la levée des sanctions religieuses contre les acheteurs des biens saisis, évitant ainsi le référendum financier obligatoire pour tout crédit extraordinaire atteignant 60 000 francs. Cette indemnité paraît dérisoire comparée au prix de ces biens estimés entre 1 000 000 et 1 500 000 francs ; d'autant plus que l'Eglise s'engage à utiliser cet argent pour soutenir des œuvres sociales. Les deux parties contractantes craignent un refus de la population qui rechigne à toute dépense jugée inutile. L'électorat conservateur risque de préférer le statu quo de 1859, beaucoup de personnes n'ayant pas osé se porter acquéreurs des biens du clergé.

Les députés libéraux-radicaux acceptent cet accord qui met fin aux incessants reproches conservateurs au sujet des événe-

ments de 1848. Ce concordat surprend par la minceur des exigences de l'épiscopat. Il apparaît à travers ces transactions que la situation évolue : l'attachement au christianisme demeure toujours aussi grand, mais le souci des réalités civiles et matérielles et des critiques libérales augmente au sein du gouvernement et de la population. Le clergé adopte des positions plus modérées et discrètes, car s'il soutient toujours le conservatisme, celui-ci a désormais la prédominance politique.

### L'antiradicalisme

Son attachement au catholicisme et au fédéralisme fait du conservateur valaisan un violent adversaire du libéralisme-radicalisme que la *Gazette du Valais* présente ainsi :

Le radicalisme qui n'est autre que la négation des principes qui régissaient jusqu'ici la propriété, la famille, l'autorité, s'attaque en premier lieu à la religion, cette assise fondamentale et nécessaire de toute société, il la sape, la sous-mine et fait ainsi vaciller tout le reste de l'édifice social au risque de le faire crouler. (26 août 1885.)

En fait, le programme conservateur se définit surtout par ses prises de position contre les idées radicales et contre les orientations fédérales. La crainte ancestrale du libéralisme, citoyen, protestant et centralisateur est ravivée par l'échec du Sonderbund et par le pouvoir radical valaisan de 1848-1857. Les deux constitutions fédérales de 1848 et 1874, par leurs aspects centralisateurs, renforcent cette impression de brimade.

Le catholicisme conservateur reproche essentiellement au libéralisme son anticléricalisme. Il craint l'écartement du clergé de la vie publique qui aurait pour conséquence le développement de l'athéisme et de toutes les dépravations qu'on lui suppose. La presse conservatrice valaisanne tend à identifier le radicalisme à l'idéologie franc-maçonne dont le but serait de détruire l'Etat par une série de mesures antireligieuses :

... battre en brèche le principe de l'autorité ecclésiastique, tant que cette autorité s'occupe de l'instruction et de l'éducation populaire. (*Gazette du Valais*, 22 décembre 1886.)

Les idéologues conservateurs paraissent se complaire à dénigrer les idées libérales, détournant ainsi la population des graves problèmes économiques et scolaires valaisans et s'efforçant

d'ancrer dans l'esprit des gens l'idée que seule la classe au pouvoir est capable de gérer les affaires de l'Etat.

La lutte libérale-conservatrice se traduit dans les faits au moment des élections cantonales et des votations fédérales. Sur le plan fédéral, les conservateurs valaisans essaient de repousser toutes les dispositions centralisatrices portant atteinte à l'identité valaisanne. Sur le plan cantonal, ils tentent de réduire, voire de supprimer la représentation radicale-libérale dans les diverses institutions étatiques en vue d'instaurer un régime autoritaire reposant sur un parti unique. *Le Confédéré* résume ainsi cette pensée :

Si le parti de l'opposition est lié au parti radical suisse il n'est pas digne d'une représentation parce que nous sommes aussi libéraux que vous. C'est-à-dire en un mot, si l'opposition est réellement une opposition pas de représentation ; dans le cas contraire elle fait partie du même parti que nous. (11 janvier 1893.)

Le conflit dépasse l'idéologie lorsque les problèmes économiques et scolaires s'aggravent. Les lacunes valaisannes fournissent de solides arguments que le gouvernement ne peut que difficilement contrer.

### **La politique économique**

L'évolution générale de l'économie suisse remet en question les choix économiques du Valais. Traditionnellement consacré à l'agriculture, le canton reste à la traîne de la Suisse.

Les quelques améliorations apportées depuis 1848 — la plus importante étant la construction du chemin de fer par la Compagnie d'Italie — et les perspectives d'une éventuelle utilisation du potentiel hydro-électrique ouvrent certaines possibilités industrielles et commerciales. Le gouvernement se trouve bientôt face à cette alternative : favoriser uniquement l'agriculture ou promouvoir aussi l'industrie ?

Les conservateurs aristocrates choisissent bien sûr la voie agricole, car ils sont de grands propriétaires terriens. Cette solution paraît aussi la plus simple et la plus en rapport avec les préoccupations populaires. Les investissements de l'Etat resteraient quasiment nuls. A cela s'ajoute la crainte des

initiatives économiques, le précédent gouvernement ayant connu la catastrophe financière de la Banque Cantonale. Les députés et les conseillers d'Etat hésitent à soutenir une banque qui pourrait aboutir à un échec sans doute fatal au régime.

Henri de Torrenté restreint les dépenses publiques afin de payer les dettes de l'Etat. Et, en 1891 seulement, il encourage la création d'une Caisse hypothécaire et d'épargne qui ouvre ses portes en 1895, grâce à une garantie gouvernementale de 1 000 000 de francs. Ainsi, entre 1871 et 1895, seules quelques petites banques privées offrent des crédits aux paysans et entrepreneurs et cela encore à des taux usuraires.

Peu à peu, une théorie économique officielle se développe. Elle laisse l'initiative aux particuliers et aux sociétés privées et propose deux postulats : travail agricole intensif et économie.

Les populations devraient s'abstenir de certaines dépenses superflues et, d'autre part, devraient augmenter la production agricole. C'est ainsi seulement que nous pourrions balancer nos recettes et nos dépenses. (Rapport de gestion, DI, 1889, p. 46.)

Les ressources de la terre ne suffisent que difficilement à nourrir la population. Les difficultés économiques augmentant, de nombreux paysans valaisans se laissent tenter par l'émigration. Pourtant, l'assainissement de la plaine du Rhône, en libérant de nouvelles terres, pourrait fournir du travail à ces candidats à l'émigration et améliorer la condition paysanne.

La conception économique dominante considère encore l'industrialisation comme difficile et dangeureuse. Le Valais n'ayant ni les ressources minières, ni les capitaux, ni les cadres techniques adéquats, la mise en place de l'industrie est irréalisable par les Valaisans eux-mêmes. Il faudrait faire appel à des investisseurs étrangers ou emprunter en dehors du canton, créant une dépendance financière insupportable aux nationalistes valaisans. Si cela se réalisait, l'aristocratie terrienne perdrait en même temps une partie de son pouvoir lié à la propriété foncière. Les industries créeraient également de nouveaux besoins et favoriseraient la diffusion des idées socialistes et anticléricales. Le Département de l'intérieur s'explique ainsi :

Quant à l'industrie, comme le disait notre rapport de 1885, nous ne devons pas songer à l'introduire en grand dans notre

Canton ; viser à ce but de notre part serait une utopie, car nous n'avons pas généralement les matières qu'il faut, et une spéculation basée sur le bon marché de la main-d'œuvre seulement, ne pourrait remplacer les connaissances qu'une longue expérience a données et l'économie qui est rigoureusement observée par les industriels étrangers, comme une condition première de réussite. (Rapport de gestion, DI, 1886, p. 67.)

Toutefois, dès 1895, l'électricité et une main-d'œuvre bon marché attirent quelques industriels qui installent dans le canton diverses entreprises — Lonza, Ciba — créant des emplois et de petites concentrations ouvrières.

### La politique scolaire

L'instruction publique est au centre du débat politique valaisan. La pression radicale, les pouvoirs fédéraux et les nécessités économiques imposent au Valais la transformation des lois et des programmes de ses écoles.

Dès 1871, les pouvoirs publics entreprennent la révision de la législation scolaire grâce à l'action du conseiller d'Etat Henri Bioley. Une nouvelle loi entre en vigueur le 4 juin 1873, mais son application stricte semble impossible. Des obstacles de tout genre surgissent : mauvaise volonté des enfants, des parents d'élèves, du personnel enseignant, voire des députés. Le manque de crédits entrave la construction de véritables bâtiments scolaires. La dispersion de l'habitat et les difficultés de communications entraînent une fréquentation irrégulière de l'école. Les organismes de contrôle — inspectorat et commissions scolaires — s'avèrent impuissants à supprimer l'absentéisme et à faire appliquer les programmes. Les résultats sont lamentables mais n'alarment pas outre mesure les autorités et la population qui jugent le niveau scolaire suffisant pour les besoins locaux. Toutefois, à partir de 1875, la situation change. La nouvelle constitution fédérale entraîne la centralisation militaire. Désormais, l'armée organise annuellement des examens sur les aptitudes intellectuelles de toutes les recrues suisses et publie le classement des cantons. Les jeunes Valaisans occupent immédiatement les derniers rangs et beaucoup

d'entre eux se révèlent presque totalement illettrés. Ces tableaux statistiques consternent les milieux politiques.

Le tableau mieux que toutes paroles est le reflet fidèle de l'état intellectuel de notre jeunesse adulte. Je prie de croire qu'il n'y a aucune surcharge et que l'examen a eu lieu avec la plus grande impartialité. Il est déjà assez douloureux pour un citoyen aimant sa patrie, de devoir toucher du doigt une plaie béante de notre pays, mais mieux vaut dévoiler entre nous Valaisans, nos fautes les plus lourdes que les couvrir d'hypocrisie. C'est un avertissement sérieux pour toutes les communes et les commissions d'écoles, afin qu'elles prêtent leur appui aux réformes entreprises par l'honorable chef du département de l'instruction publique, sinon on aurait mauvaise grâce plus tard à se plaindre des knuts de Berne. (*Le Villageois*, 15 mars 1876.)

Les Valaisans sont pleins de honte d'être au dernier rang, mais surtout craignent une intervention fédérale. L'article 27 de la constitution fédérale prévoit une possible ingérence de Berne dans les affaires cantonales en matière d'instruction publique si un gouvernement cantonal se révélait incapable d'assurer une instruction primaire élémentaire.

Les politiciens valaisans s'interrogent pour savoir s'il est nécessaire d'avoir de bons résultats scolaires et surtout pour trouver les causes et les remèdes à cette déplorable situation. La minorité libérale-radical soulève la question de l'incapacité gouvernementale à cet effet et remet en question non seulement les aristocrates, mais tous les fondements du conservatisme catholique.

Ce qui explique, ce qui permettrait de prévoir les résultats, c'est que le système d'éducation cléricale tue l'esprit au lieu de le vivifier...

... le gouvernement ne sait pas tirer de la loi sur l'instruction publique les résultats que l'on serait en droit d'attendre pour notre jeunesse. (*Le Confédéré*, 3 février 1882.)

Le gouvernement ne peut réfuter ces accusations et prend des mesures pour remédier à cet état de fait. Il améliore les écoles normales et les salaires des enseignants. Il pousse les communes à construire des locaux acceptables et à renforcer le contrôle des commissions scolaires. Il organise des cours complémentaires pour rafraîchir les connaissances des futures recrues. Mais, une fois encore, les difficultés financières gênent ces transformations. Et, malgré un réel effort, il faut attendre 1895 pour assister à une véritable et durable amélioration des résultats des recrues valaisannes.



Le Département de l'instruction publique poursuit son travail en réformant les écoles du degré secondaire car le Département fédéral de l'intérieur soulève la question des titres nécessaires à l'entrée dans les universités. Les « témoignages » qui couronnent les six années d'études au lycée de Sion ne sont acceptés que par courtoisie pour un canton isolé et pauvre. Les échecs universitaires des Valaisans poussent la Confédération à plus de sévérité. La menace se précise en 1880 lorsque le Dr Carl Vogt dans son *Rapport sur les relations des écoles de la Suisse avec le programme pour les examens fédéraux de maturité* propose de ne reconnaître les maturités valaisannes qu'après refonte des programmes de l'enseignement supérieur. Et, pour la seconde fois, l'Etat du Valais procède à des réformes sous la menace d'une intervention fédérale et obtient quelques progrès au tournant du siècle.

L'Ecole de droit échappe à tout contrôle extérieur. Elle forme des juristes qui n'exerceront que dans le canton. Sa qualité laisse à désirer et, ainsi, tous les avocats et notaires importants ont poursuivi des études dans d'autres cantons et même dans les universités allemandes, hollandaises, françaises ou anglaises. Cette institution ferme ses portes en 1908, après avoir contribué fortement à l'unité de la classe politico-juridique.

La formation professionnelle par des écoles spécialisées voit le jour à la fin du XIXe siècle. Les progrès techniques de l'agriculture et les nouveaux débouchés industriels requièrent des travailleurs mieux formés. L'Etat encourage la Société industrielle de Sion à organiser des cours professionnels et soutient les sociétés d'agriculture pour la mise en place d'informations diverses. Cette politique aboutit à la création de l'Ecole d'agriculture d'Ecône en 1892, et à la première loi cantonale réglementant les apprentissages, du 21 novembre 1903.

A travers ces théories, ces réalisations économiques et scolaires apparaissent les aspirations de la classe aristocratique gouvernante : maintenir sa domination en conservant les pouvoirs, économique par la propriété terrienne, culturel par une instruction élitiste, politique par la mise à l'écart de l'opposition.



## L'OPPOSITION LIBÉRALE-RADICALE

Si la majorité de la population valaisanne soutient, par ses votes et son silence, le gouvernement aristocratique, il existe une minorité qui s'y oppose profondément dans le cadre du parti libéral-radical. Du libéral modéré au radical le plus dur, une vingtaine de députés essaient de défendre leurs idées, de proposer des solutions aux problèmes cantonaux et surtout d'obtenir une partie du pouvoir perdu en 1857.

Ces libéraux viennent des milieux paysans, artisans et bourgeois du Bas-Valais surtout. Les chefs de file sont aussi propriétaires terriens, avocats et notaires, banquiers, petits industriels et commerçants ; mais ils ne sont pas issus de l'aristocratie. Ils connaissent le succès dans certaines communes bas-valaisannes, particulièrement dans le district de Martigny. Plus on remonte la vallée du Rhône, plus leur présence est faible ; le Haut-Valais échappe complètement à leur influence. La doctrine libérale s'inspire du radicalisme suisse :

Oui, nous sommes attachés au grand parti radical suisse qui s'est toujours montré plus tolérant et plus conciliant que vous. Oui, nous marchons avec lui main dans la main pour la cause du progrès. (*Le Confédéré*, 11 janvier 1893.)

Elle soutient aussi certaines thèses de la Troisième République française.

Les libéraux refusent tout d'abord le pouvoir quasi absolu de l'aristocratie dans le gouvernement cantonal et contestent l'ingérence du clergé dans les affaires civiles et politiques. Ils réclament une représentation équitable de la minorité dans toutes les institutions et non seulement au Grand Conseil.

Le systématique égoïsme, mis en pratique jusqu'ici par les partis puissants, a toujours enlevé aux opinions moins répandues toute représentation dans les Conseils de la nation. Il est cependant de toute équité que les Conseils soient composés, non seulement proportionnellement au nombre mais aussi aux opinions de la population. (*Le Confédéré*, 18 octobre 1878.)

En effet, conseillers d'Etat, juges cantonaux et préfets sont choisis exclusivement dans la majorité. Ainsi, un seul libéral, Henri Zumoffen, de Monthey, fonctionne comme préfet entre 1883 et 1887.

Les libéraux demandent, en 1875, l'introduction de la représentation proportionnelle pour l'élection du Grand Conseil, du Conseil d'Etat, de la Cour d'appel et de cassation et des conseillers communaux. Ils relancent, en vain, cette initiative en 1893, par l'intermédiaire de leur député, le Dr Beck.

Ils proposent le référendum législatif obligatoire ou facultatif et le droit d'initiative constitutionnelle. Ils réclament ensuite une réelle liberté de presse. Ils espèrent ainsi permettre l'application du contrat démocratique et exercer un véritable contrôle sur le fonctionnement des institutions et sur la gestion de l'Etat ; ce qu'ils jugent indispensable dans un canton qui se veut démocrate.

Au point de vue économique, ils considèrent la refonte du système fiscal comme indispensable. Ils suggèrent un allègement de la fiscalité des petits contribuables, l'impôt progressif sur le revenu et le capital et des réductions pour favoriser les investissements étrangers dans l'industrie valaisanne naissante. Ils continuent à soutenir l'agriculture, d'où est issue une aile de ce parti. Mais ils envisagent une industrialisation plus forte, le développement d'un réseau bancaire solide et une action gouvernementale plus profonde.

Au point de vue scolaire, malgré leurs violentes critiques, ils n'exigent que l'application stricte des lois en vigueur et la gratuité dans les écoles primaires.

Tous les postulats libéraux s'opposent aux intérêts de l'aristocratie dont ils visent à briser la puissance politique et économique. Il s'agit plus d'une rivalité de pouvoir que d'un réel souci de la situation populaire. Aussi, devant l'impossibilité de reprendre la direction du canton, le parti libéral-radical prône la centralisation, afin que la pression fédérale puisse contrer la politique conservatrice valaisanne.

## CHAPITRE 14

# L'évolution politique au tournant du siècle

par ELISABETH ROUX

### L'OUVERTURE AUX MINORITÉS

Le régime de Torrenté relève le conservatisme de la crise de 1870. Cependant, les libéraux-radicaux, par leur virulence et par la pertinence de leurs arguments, réussissent à forcer le monolithisme gouvernemental et se voient reconnaître un droit de participation au Conseil d'Etat, au Conseil national, aux préfectures et aux tribunaux.

De même, des mouvements d'opposition se développent dans les rangs conservateurs. Cette contestation interne parvient à « renverser » Henri de Torrenté et à ouvrir la direction du clan conservateur à une faction non aristocratique.

Ce double mouvement se fait avec lenteur, sans bouleversements spectaculaires, mais il installe définitivement en Valais le partage du pouvoir cantonal.

### La participation radicale

Le gouvernement reprend à son compte certaines thèses libérales et les libéraux se modèrent dans leurs positions anticléricales, acceptant le concordat de 1879. L'entrée de l'opposition au Conseil d'Etat devient possible et souhaitable, car,

d'une part les difficultés internes du parti conservateur font craindre un transfert des voix sur les libéraux modérés et, d'autre part, l'opposition constate l'impossibilité où elle se trouve de reprendre le pouvoir.

Avant 1890, des « ententes électorales » se pratiquent pour l'élection des députés au Grand Conseil dans certains districts où les deux partis s'affrontent. Ainsi en 1877, même la liste radicale martigneraise comprend un candidat conservateur à la députation au Grand Conseil. Ces initiatives s'étendent bientôt à l'élection des conseillers nationaux de l'arrondissement du Bas-Valais qui accorde un siège aux libéraux et l'autre aux conservateurs.

Cette politique aboutit en 1893 à l'entrée au Conseil d'Etat du libéral modéré Jules Ducrey, avocat et notaire d'Entremont.

M. Ducrey est un juriste de mérite, un avocat de confiance, en même temps qu'un fort galant homme, modéré en politique, bon catholique et pratiquant...

L'élection de M. Ducrey assure d'ailleurs au Conseil d'Etat une force nouvelle et lui procure l'avantage de n'être plus un gouvernement tout d'une pièce. (*Le Confédéré*, 24 mai 1893.)

Il faut tout de même cinq tours de scrutin pour qu'il soit élu par 55 voix sur 103. Mais à l'avenir, un des cinq conseillers d'Etat sera radical. En 1905, Arthur Couchepin remplace Jules Ducrey, décédé.

### La contestation haut-valaisanne

Le Haut-Valais ne connaît pas de réels problèmes idéologiques, car l'opposition n'existe pas. Toute la région soutient inconditionnellement les conservateurs. Les conflits électoraux se portent non sur les partis mais sur les personnes.

Certains politiciens haut-valaisans jouent un rôle important sur la scène politique cantonale. Ils représentent le district dont ils sont issus et participent activement à la vie politique de Sion où ils résident. Comme dans tout le Valais, quelques familles tiennent les rênes du pouvoir : von Roten, de Sépibus, Burgener, de Stockalper, de Werra, Allet, Zen Ruffinen, Lorétan, de Riedmatten, de Kalbermatten et Gentinetta.

Le radicalisme ne réussit pas à s'y implanter, car les structures religieuses, scolaires et politiques maintiennent ces districts à l'écart de toutes les idées nouvelles. Le monopole conservateur entraîne un mécontentement qui se transforme bientôt en un mouvement politique à l'origine des mutations de la fin du siècle. Les alliances électorales bas-valaisannes modifient l'image que l'on se fait du libéralisme-radicalisme dans le Haut-Valais. L'acceptation de postulats libéraux par le gouvernement suscite certaines réflexions. De plus, le parti radical s'efforce d'améliorer son image de marque. Tout en restant attaché à ses idées, il reconnaît les particularités valaisannes :

Le Valaisan est foncièrement catholique, nous n'éprouvons aucune répugnance à le reconnaître, mais il n'est pas aristocrate et tient encore à ses vieilles libertés et à dire son mot sur les affaires du pays, qu'il soit employé d'Etat ou non. (*Le Confédéré*, 19 septembre 1885.)

L'acceptation radicale du concordat avec l'Eglise semble aussi rassurer la population sur l'anticléricalisme libéral. Au cours des débats qui aboutissent à cet accord, quelques députés haut-valaisans s'opposent au gouvernement en refusant certaines propositions dont ils connaissent mal la portée réelle. Ils réclament des précisions en ce qui concerne la révision du Code civil, indispensable pour que le clergé puisse entrer en possession des 55 000 francs accordés en remboursement des biens saisis en 1848. Ce refus est compris comme une motion de méfiance à l'égard du gouvernement. L'opposition bas-valaisanne y voit un courant nouveau, proche de leur propre pensée :

Il en est d'autres qui, tout en protestant de leur attachement à la religion de leurs pères, savent comme ces derniers, trouver une limite entre leurs devoirs religieux et ceux que leur impose la qualité de gardiens des libertés héréditaires. (*Le Confédéré*, 22 mars 1881.)

On s'attend dans les milieux politiques à ce que ces opposants se voient écartés du Grand Conseil lors des élections suivantes de mars 1881. Alexandre Seiler père et ses amis Alfred Perrig, J.-J. Borter et Léon Zen Ruffinen sont brillamment réélus et montrent ainsi que la population leur accorde une grande confiance.

Peu à peu un groupe haut-valaisan se forme, conservateur, mais opposé à l'aristocratie. Alexandre Seiler père en prend

la direction. La famille Seiler est connue dans le Haut-Valais pour son activité économique. Elle possède un groupe hôtelier à Zermatt, participe à la fondation de l'Office du Tourisme Suisse et encourage l'industrialisation en Valais. Elle se trouve engagée dans la politique, la bourgeoisie de Zermatt refusant de reconnaître ses droits bourgeoisiaux. Cette affaire prend des proportions considérables et le gouvernement cantonal envoie des policiers à Zermatt. Le refus persistant des autorités pousse l'Etat à mettre la commune de Zermatt sous régie par un arrêté du 16 janvier 1889. Ces dispositions permettent enfin aux Seiler d'avoir droit de cité à Zermatt.

En 1891, Alexandre Seiler fils succède à son père décédé. Avocat et notaire, député au Grand Conseil de 1891 à 1920, il occupe un siège au Conseil national de 1905 à 1920. Il continue la politique paternelle et s'engage nettement contre l'immobilisme aristocratique. Il réclame la démocratisation du pouvoir cantonal et le développement économique, et soutient certaines propositions radicales et progressistes.

Il rencontre de sérieuses oppositions ; il représente un danger pour le conservatisme, car il rallie à lui de nombreux Haut-Valaisans. L'élection au Conseil national de 1904, pour remplacer Alfred Perrig, est significative. Alexandre Seiler se présente comme conservateur modéré et progressiste contre Henri von Roten, traditionaliste et aristocrate. Henri von Roten est élu, par seulement 8501 voix contre 6272 à Seiler. Le *Confédéré*, reprenant les thèses de *La Revue de Lausanne*, considère ces résultats comme un grand progrès :

L'élection de dimanche passé est donc un fait absolument nouveau. Elle a abouti, il est vrai, au succès du candidat conservateur officiel M. Roten, mais la lutte a été dure. Il a fallu avancer contre le candidat conservateur dissident soutenu par les libéraux, M. A. Seiler, le grand hôtelier de Zermatt, l'artillerie de gros calibre.

M. Seiler, catholique, s'est vu transformer en partisan de l'école sans Dieu. Le clergé a donné hardiment. La victoire a couronné ses efforts : on s'y attendait mais il n'en reste pas moins que le chiffre de 6500 voix dissidentes, libérales dans le plus clérical du Valais, est un événement qui doit donner à réfléchir. (*Le Confédéré*, 13 février 1904.)

En 1905, année de l'élection régulière au Conseil national, le parti conservateur ne présente qu'un seul candidat pour le Haut-Valais : Alexandre Seiler, qui est élu.

? le journal existe depuis le 3.06.1833  
 En 1903, le groupe Seiler fonde un journal haut-valaisan, le *Briger Anzeiger*, et demande la révision de la constitution cantonale de 1875, de manière à augmenter les droits populaires. Cette motion échoue mais elle constitue une première étape vers la mise en place d'une nouvelle constitution. En 1904, Seiler lance une pétition qui provoque la révision de 1907.

Alexandre Seiler et les signataires de la motion — Emil Cathrein, Othmar Kluser, Robert Varonier, Joseph Speckli, Alphonse et César de Sépibus et Victor Franzen — forment un groupe séparé au Grand Conseil intitulé : « Catholique-conservateur, groupe du Haut-Valais ». Les idées de Seiler ne sont pas nouvelles, mais elles rencontrent alors un grand succès, car elles correspondent aux aspirations de nombreux Valaisans.

### La contestation centre-valaisanne

Un autre mouvement de contestation trouble le centre du Valais. Les districts de Sion, Hérens et Conthey composent l'arrondissement du Centre pour la représentation au Conseil d'Etat et au Conseil national. Sion, capitale du district et du canton, dispose d'un réservoir d'hommes désireux d'occuper des fonctions étatiques. C'est à Sion que les administrations et les principales études d'avocats se trouvent. Aussi les rivalités deviennent-elles sérieuses dans la lutte électorale. Les aristocrates sédunois monopolisent les postes et mécontentent les communes campagnardes voisines. Les préfets du district de Sion viennent alors de l'aristocratie citadine : Antoine de Riedmatten, Robert de Torrenté et Joseph Kuntschen. Les conseillers d'Etat du Centre sont issus de cette classe : Charles de Rivaz, Henri de Torrenté et Joseph Kuntschen.

Par contre, les trois districts occupent alternativement leur unique siège au Conseil national. En 1881, Maurice Evéquoz, de Conthey, est élu conseiller national avec l'accord des Sédunois, à la condition que ce siège revienne à Sion en 1887. Lors de l'assemblée des conservateurs du Centre en 1887, une faction s'oppose à la candidature du Sédunois Joseph



Kuntschen. Elle propose l'avocat du district d'Hérens Joseph Favre qui sera élu. Cette opposition ne repose pas sur une différence idéologique, mais sur un désir légitime de partager le pouvoir. Cet échec aristocratique est d'autant plus cuisant que Kuntschen est l'un des piliers du régime de Torrenté et qu'il a essayé de se concilier la population hérensarde en devenant rapporteur hors les murs.

Mais voilà qu'un fâcheux, et qui plus est, un paysan, d'une audace inouïe, lève un mauvais lièvre et le lance aux jambes de l'aristocratie. Le district d'Hérens veut aussi avoir son tour. La campagne sera-t-elle toujours sujette des magnifiques bourgeois de Sion ? (*Le Confédéré*, 5 novembre 1887.)

Ces conservateurs non aristocrates et non sédunois sortent vainqueurs de ce combat. Mais, dans les années à venir, ils se contentent de quelques postes que l'on veut bien leur céder et restent fidèles au conservatisme officiel.

### La contestation bas-valaisanne

Dans le Bas-Valais, la situation se présente sous un jour très différent. Les conservateurs, au contact des libéraux, font preuve de plus de modération. Ils sont habitués à partager les responsabilités et se rendent compte que l'opposition est assez proche d'eux. De plus, l'aristocratie y est moins bien implantée que dans le reste du canton.

L'élection de Joseph Chappex au Conseil d'Etat en 1871, comme la nomination du libéral Henri Zumoffen à la préfecture de Monthey de 1883 à 1887, annonce cette modération. *Le Confédéré*, suivant la *Gazette de Lausanne*, veut voir dans cette partie du canton une volonté encore latente de scission :

Depuis deux ou trois ans déjà, beaucoup de conservateurs bas-valaisans sont inquiets et mécontents de la direction qu'on cherche à imprimer au parti... Une scission devrait inévitablement naître de cet état de choses auquel on a essayé de porter remède sans y parvenir. (*Le Confédéré*, 22 octobre 1887.)

Ce mouvement n'aboutit à aucune concrétisation ; personne n'ayant pu canaliser cette force. Les libéraux espèrent récupérer ces voix dissidentes ; mais ce transfert ne se produit pas, car le parti conservateur intègre ces courants en donnant satisfaction aux mécontents.





Invention d'un appareil qui  
assure le percement du Sim-  
plon et de la Faucille.

GODEFROY.

Vers le désenclavement du Valais

### Le courant chrétien-social

Les industries nouvelles créent de petites concentrations ouvrières à Viège, Monthey, Chippis et Sion et posent des problèmes sociaux. Ainsi que les conservateurs le craignaient, l'industrialisation met en contact les ouvriers valaisans avec le socialisme et suscite de nouveaux besoins difficiles à satisfaire. Le gouvernement qui a laissé les questions sociales à l'initiative des particuliers, essaie de répondre à ces questions par le christianisme. Il propose de suivre l'encyclique du pape Léon XIII, *Humanum Genus* :

Pour le Salut du Peuple, nous considérons ardemment voir se rétablir les corporations appropriées au temps présent et destinées à protéger, sous la tutelle de la religion, les intérêts du travail et les mœurs des travailleurs. (*Gazette du Valais*, 20 juin 1895.)

Plusieurs associations chrétiennes-sociales apparaissent, ayant toutes des buts plus ou moins politiques. D'abord l'Association catholique suisse et la Fédération romande éprouvent de grandes difficultés à se développer dans le canton. Puis, l'Association populaire catholique suisse, née en 1904, connaît un plus grand succès grâce à l'action du chanoine Marietan qui, à travers *Les Echos* du collège de Saint-Maurice, puis de *l'Eveil*, répand sa doctrine sociale. Enfin l'abbé Follonier organise une « maison populaire » et fonde l'Union ouvrière des travailleurs catholiques du Valais en 1905 et la rattache à l'Organisation chrétienne sociale suisse en 1907. En 1909, il constitue la Fédération ouvrière valaisanne. Mais l'œuvre de l'abbé Follonier échoue en 1912 par la faillite du magasin corporatif qu'il a adjoint à sa maison populaire.

Ces tentatives laissent la population dans une grande indifférence, ainsi la Fédération romande ne compte que 135 membres en Valais en 1903. Même les politiciens conservateurs touchés par les difficultés ouvrières ne tentent pas l'aventure politique du christianisme social avant la fin de la guerre de 1914-1918. Comme le relève M.-Ch. Pitteloud dans son étude, ces théories paraissent trop avant-gardistes dans une région encore fermée aux théories sociales :

Il faut le souligner à nouveau, l'avant-gardisme ne fut pas compris à l'époque. Le parti catholique valaisan, à part quelques rares exceptions, était conservateur catholique et

non chrétien-social. C'est dire, assez clairement, que l'action sociale du novateur susciterait nécessairement de l'hostilité parmi le clergé et les magistrats traditionalistes du pays. (M.Ch. Pitteloud, *Le mouvement chrétien-social...*, p. 101.)

Ce conservatisme chrétien-social suscite à la fois la méfiance et le soutien du régime de Torrenté. Les conservateurs au pouvoir veulent une classe ouvrière chrétienne mais refusent un clergé socialisant. En conséquence, ils favorisent le Pius-verein qu'ils contrôlent mais repoussent les autres associations, car si elles sont chrétiennes elles soutiennent les classes populaires et s'opposent aux intérêts des aristocrates dirigeants.

### LES TRANSFORMATIONS POLITIQUES

Ces groupes contestataires, quelle que soit leur tendance, revendiquent des droits et réclament des modifications institutionnelles et constitutionnelles. Ils veulent obtenir l'introduction de la représentation proportionnelle dans la loi électorale et la révision totale de la constitution cantonale de 1875.

#### La représentation proportionnelle

Le Valais dispose depuis longtemps des possibilités législatives pouvant assurer la représentation équitable des minorités qui, malgré cela, sont tenues à l'écart des organismes de décision. En 1875, lors de la révision de la constitution, le choix se porte sur le système des cercles électoraux. Puis les alliances électorales se développent et semblent donner satisfaction.

En Valais, vous n'avez pas attendu la lettre de la loi pour appliquer le principe de la représentation proportionnelle. En ma qualité de membre de comité politique, j'ai eu l'honneur de m'aboucher avec ceux que nous considérons autrefois comme des vainqueurs ou des vaincus. Nous nous sommes vus, nous nous sommes parlé, nous avons conclu que rien n'est plus utile que de se tendre une main loyale, et le peuple du district de Monthey a été bien étonné de trouver la paix à la place de ces luttes acharnées où l'anathème était la moins brutale des armes employées. (*Bulletin GC, Dr, Beck, député libéral, 25 novembre 1893.*)

Les libéraux voient dans la représentation proportionnelle un moyen de donner une partie des responsabilités aux minorités et d'établir ainsi une sorte de paix entre les différentes factions politiques.

Le président du Conseil d'Etat, Henri de Torrenté, y voit un danger. Ce système électoral lui paraît insuffisamment au point et les résultats qu'il a donnés dans les cantons de Vaud, Genève, Zurich et Saint-Gall restent peu concluants. De Torrenté craint une augmentation de la députation libérale qui, selon les calculs du député libéral Camille Desfayes, n'excéderait pas 3 ou 4 sièges :

Ainsi, il n'y a aucun danger pour les positions acquises. Soyez rassurés. Nous n'avons pas encore fait assez de chemin pour vous déloger du pouvoir. (*Bulletin GC*, 25 novembre 1893.)

L'assemblée législative renvoie la proposition au Conseil d'Etat pour examiner s'il y a lieu d'introduire la représentation proportionnelle ou simplement une disposition constitutionnelle en faveur de la représentation proportionnelle.

Le Dr Lorétan, président de la commission d'étude, dépose ses conclusions : il considère la représentation proportionnelle comme momentanément inutile. Mais il se propose de modifier la constitution dans ce sens :

article 26 bis : la minorité politique du Canton doit être représentée au Conseil d'Etat, Tribunal d'Appel et de Cassation et dans les commissions du Grand Conseil. (*Bulletin GC*, 15 novembre 1895.)

La minorité de cette commission espère une réelle représentation des minorités : le pouvoir resterait à la majorité conservatrice, mais le droit de contrôle appartiendrait à l'opposition. Ces suggestions rallient les conservateurs mais aussi quelques libéraux modérés.

Le Grand Conseil se prononce le 16 novembre 1895 pour la représentation proportionnelle, dans la perspective d'une éventuelle révision de la constitution. Ce résultat contraire aux vœux du Conseil d'Etat provoque un réel étonnement, car une partie des conservateurs, dont Alexandre Seiler, ont soutenu la thèse libérale.

Dans la session prorogée de novembre 1895, du 2 au 10 mars 1896, cette question revient à l'ordre du jour. Et le 9 mars 1896, le Grand Conseil refuse « l'opportunité de la révision constitutionnelle » pour appliquer ce nouveau procédé électoral et cela par 56 voix contre 40. De nouvelles tentatives dans ce sens auront lieu, en vain, en 1908 et 1912.

Les Valaisans repoussent la représentation proportionnelle pour leur canton, mais l'acceptent pour l'élection du Conseil fédéral et du Conseil national, le 7 novembre 1900, alors que la Suisse dans son ensemble s'y oppose.

### La révision de la constitution

Les mutations politiques auraient pu passer par la représentation proportionnelle ; elles se concrétisent dans la nouvelle constitution cantonale de 1907.

Le 18 novembre 1903, Alexandre Seiler dépose une motion au Grand Conseil demandant la révision de la constitution de 1875 dans le but d'étendre les droits populaires :

Nomination du Conseil d'Etat et des députés au Conseil des Etats par le peuple. Référendum facultatif en matière législative. Droit d'initiative. (*Bulletin GC*, 18 novembre 1903.)

Henri de Torrenté s'oppose à Seiler. Il considère l'élection directe du Conseil d'Etat comme source de coupure entre l'exécutif et la base :

Au lieu de voir les deux pouvoirs travailler ensemble dans l'intérêt commun, on assiste à des luttes stériles qui favorisent une agitation continuelle sans pouvoir aboutir à aucun résultat utile pour la prospérité du pays. (*Bulletin GC*, 23 novembre 1903.)

Il estime le référendum facultatif inutile : le référendum obligatoire en matière financière, introduit en 1852, suffit et évite de fastidieuses récoltes de signatures. Il considère aussi l'initiative législative comme peu souhaitable ; les droits de pétition et d'initiative constitutionnelle étant quasiment inutilisés. Le Grand Conseil suit Henri de Torrenté et refuse la motion par 76 voix contre 28. Alexandre Seiler ne se décourage pas ; il lance une pétition populaire en 1904 et réunit 10 640 signatures demandant la révision. Le Conseil d'Etat consulte les préfets et les conseils de district, puis soumet aux assemblées primaires un décret en cinq points. Les Valaisans acceptent la révision par le Grand Conseil et l'entreprise produit la nouvelle constitution votée par le peuple le 12 mai 1907. Le texte définitif est un moyen terme entre les propositions de Seiler, des radicaux et de la constitution de 1875. Il

comprend le référendum obligatoire pour les lois de portée générale et l'initiative législative et constitutionnelle. Il accroît le rôle de l'exécutif dans les matières économiques.

### **Les conséquences de ces modifications**

La révision de la constitution est la conséquence d'un long processus de démocratisation amorcé en 1875. Le quart de siècle du régime de Torrenté renforce le conservatisme tout en le transformant.

Les conservateurs, en reprenant certaines idées libérales, maintiennent les libéraux-radicaux dans une opposition qui désormais n'a plus d'arguments chocs pour contrer la majorité. Le Parti libéral doit se contenter d'un rôle de contrôle.

Le conservatisme se régénère de l'intérieur. En acceptant Seiler et ses propositions, il reconnaît la réalité d'un conservatisme purement bourgeois. Il réussit ainsi à éviter une division de la majorité ; c'est une victoire pour les conservateurs mais un demi-échec pour l'aristocratie.

Henri de Torrenté incarne cette transition. Tout puissant en 1885, il voit son influence diminuer. Le peuple sanctionne son « échec » en acceptant la constitution. Sur le conseil de ses amis, de Torrenté devient directeur de la Caisse hypothécaire et d'épargne. Il démissionne du Conseil d'Etat le 21 novembre 1905.

Mais si Henri de Torrenté s'en va, l'aristocratie sédunoise n'en demeure pas moins présente : Joseph Kuntschen est élu au Conseil d'Etat le 28 novembre 1905. Cette élection, ajoutée à la timidité des réformes, montre les limites de ces mutations.

## CHAPITRE 15

# Les débuts du socialisme

par GÉRALD ARLETTAZ

Canton à très forte majorité agricole — 75 % de la population vit du secteur primaire en 1870, encore 61 % en 1910 — le Valais ne connaît que tardivement l'apparition d'un mouvement ouvrier. Tout le XIXe siècle est caractérisé par l'opposition entre conservateurs catholiques et « progressistes » radicaux, sans que les classes les plus démunies de la population n'aient de véritable représentant sur la scène politique.

Pourtant, dans la mouvance de la contestation libérale, quelques individualistes, comme Louis Gard, prennent position à gauche des radicaux et posent le problème politique en termes de lutte sociale, sans toutefois obtenir de résultats bien tangibles.

## LA SOCIÉTÉ DU GRUTLI

Les sections valaisannes de la Société du Grutli sont les premières organisations du canton à se préoccuper du sort des travailleurs. Proche du radicalisme, de tendance nationaliste et réformiste, le Grutli vise à obtenir une extension de la démocratie politique par une action de type essentiellement culturel et social.

La première section du Grutli est fondée à Sion, en 1859. Jusqu'en 1890, d'autres sections apparaissent, à Martigny (1867), Monthey (1868), Sierre (1871), Brigue (1876) et Viège (1889). Pourtant, à l'exception de la section sédunoise qui assure une continuité, en dépit de toute une série de péripéties, aucune de ces sections ne parvient, dans un premier temps, à durer plus de cinq ans. Elles sont, en effet, essentiellement animées par des ouvriers itinérants, d'origine alémanique, qui ne peuvent se réunir dans une localité valaisanne qu'à la faveur d'une conjoncture particulière. Après 1890, la section de Monthey, réapparue de 1884 à 1900 et depuis 1912, de même que celle de Brigue, dès 1904, connaissent plus de succès.

De 1872 à 1914, la moyenne annuelle des adhérents à l'ensemble des sections valaisannes du Grutli est de 65, avec des pointes de plus de 100 membres en 1885-1886, 1892-1893 et 1912-1914 et des éclipses de moins de 40 membres en 1874-1876, 1879-1881, 1896 et surtout 1901-1903. La section de Sion connaît sa période faste entre 1882 et 1894 avec une moyenne annuelle de 68 membres, avant de tomber en léthargie dès 1902. De 1884 à 1900, la section de Monthey n'aura guère qu'une moyenne de 19 membres, alors que celle de Brigue, très dynamique dès 1904 — moyenne de 58 membres jusqu'à la guerre — sera à l'origine de la fondation du parti socialiste valaisan.

Les résumés des rapports des sections valaisannes du Grutli, publiés par le *Jahresbericht des schweizerischen Grütlivereins*, permettent non seulement de connaître l'activité de ces organisations, mais surtout de se faire une idée des difficultés rencontrées par des ouvriers en contact avec une population généralement hostile aux revendications sociales, surtout lorsque celles-ci prennent une allure politique, ce qui est très rare, avant 1900 tout au moins.

Exerçant une fonction intégratrice dans la collectivité nationale, la Société du Grutli cherche notamment à susciter la réflexion de ses membres sur le développement économique. C'est ainsi qu'en 1860, la section de Sion délibère sur l'utilité des chemins de fer pour la classe laborieuse. Les sociétés de musique, de chant, les bibliothèques sont essentielles aux sections, non seulement pour des raisons éducatives, mais



simplement pour favoriser les loisirs d'ouvriers souvent étrangers à leur localité de résidence, dans tous les cas fort isolés de la vie publique. Plus rarement, les sections cherchent à développer le contact avec la population ; c'est le cas de la section de Sion qui participe avec fougue au carnaval de 1878. Dès 1883, le nombre des ouvriers de langue française augmente dans les sections de Sion et de Monthey, ce qui pose des problèmes linguistiques entre les membres. En 1885, le besoin d'un journal de langue française se fait sentir pour favoriser l'insertion des ouvriers dans une collectivité bas-valaisanne qui considère le Grutli comme une « société d'Allemands ». L'apparition de cercles ouvriers catholiques renforce la tendance naturelle des membres du Grutli à se rapprocher des radicaux. L'action politique se limite généralement à soutenir les candidats radicaux les plus à gauche et à recueillir des signatures pour les initiatives progressistes telle que celle sur le monopole fédéral des billets de banque, en 1890 (400 signatures) ou celle sur le droit au travail, en 1893. Jusqu'en 1906, l'idée de créer un parti ouvrier reste à l'état de souhait, manifesté par exemple, à Sion, en 1894. En fait, lorsque la question de l'action politique est clairement abordée, c'est en général un sentiment de découragement qui prévaut, comme à Brigue, en 1877, où l'on n'ose pas arborer les couleurs de la section de peur d'effaroucher la population, ou à Monthey, en 1886, où les ouvriers du Grutli se sentent considérés comme des francs-maçons, des « suppôts de Satan » et naturellement des gens qui menacent la religion.

« Im dunkeln Afrika der Schweiz », comme le dit le rapport de gestion, les choses vont pourtant changer avec la réapparition de la section de Brigue en 1904. Profitant de la dynamique créée par le percement du tunnel du Simplon, animée par des esprits résolus à modifier la physionomie politique de la commune et du canton, tel Charles Dellberg, la section montre résolument un visage combatif et organise, le 1er mai 1905, un cortège de 600 à 700 personnes. Se présentant aux élections de 1907, la section parvient, pour la première fois en Valais, à faire élire un conseiller communal, Albert Kämpfen. L'année suivante, obtenant une élection à la proportionnelle, la section

place deux conseillers qualifiés de « sociaux-démocrates » et manque le troisième siège, sur sept, pour deux suffrages. En 1912, ces deux sièges sont confirmés et neuf candidats du groupe sont élus au conseil général. Parallèlement, la section prend des initiatives sur le plan communal et réclame, avec des fortunes diverses, la gratuité des fournitures scolaires, l'introduction d'un droit à un salaire minimum, etc. A chaque occasion, sur les plans cantonal et fédéral, la section développe une propagande en faveur des thèses socialistes, dont le Grutli s'est rapproché depuis le début du siècle.

### DES ANARCHISTES ?

Indépendamment de la Société du Grutli, les violents combats du radicalisme du milieu du siècle laissent des germes de révolte dans le Bas-Valais, dans la vallée de Bagnes en particulier. Selon Courthion, en 1903,

Devenu notaire dans la vallée de Bagnes, après les orages politiques de cette période, M. Gaillard fut un véritable apôtre de la libre pensée dans ce petit milieu. Durant plus de quarante années, il y exerça une influence suivie sur la jeunesse, y propagea et facilita la lecture d'auteurs strictement interdits du haut de la chaire et forma ainsi un important foyer d'incrédulité, le seul qui ait jamais eu quelque durée dans tout le pays. (*Le peuple du Valais*, p. 213.)

C'est ainsi, qu'en 1893, le Département de justice et police du canton signale au procureur général de la Confédération une liste de 17 « anarchistes » de la commune de Bagnes. Bien que le concept d'anarchiste, dans le langage policier de l'époque, ait tendance à dénoncer globalement tout contestataire, rien dans l'activité de ces campagnards ne laisserait, à première vue, deviner leurs opinions. Tous sont plus ou moins rattachés à la vie de leur commune de montagne : dix d'entre eux sont des paysans dont trois fabriquent aussi des sonnettes de bétail ; il y a, de plus, un fruitier, un chaudronnier, un aubergiste, deux « ex-instituteurs » et deux commerçants, dont un ancien étudiant en médecine.

Bien qu'ayant connu un certain nombre de proscrits de divers régimes étrangers, le Valais n'est pas vraiment un lieu de refuge, contrairement à d'autres cantons romands. En sep-

tembre 1850, par exemple, la police fédérale recense 14 réfugiés politiques en Valais. Ce nombre tombe à 10 en février 1851, 2,1 % de l'ensemble de la Suisse. En 1885, la police cantonale estime qu'il n'y a aucun foyer anarchiste qui puisse inspirer quelque inquiétude. Tout au plus, signale-t-on deux « anarchistes » de passage chez des maîtres-tailleurs sédunois. A Monthey, il y a probablement

... des individus isolés appartenant à cette secte... mais, ostensiblement, ceux qui professent des idées avancées font partie de l'association du Grutli. Le journal le *Révolté* et la *Freiheit* sont complètement inconnus de la police dans cette localité. (AF, E 21/14088.)

### LE PERCEMENT DU SIMPLON ET LES DÉBUTS DE L'INDUSTRIALISATION

Ce n'est qu'à partir de 1898, avec les travaux de percement du tunnel du Simplon et l'ouverture d'un certain nombre d'entreprises de quelque importance, que la question ouvrière est véritablement posée en Valais. De 3200 en 1896, le nombre des permis de séjour passe à 9000 en 1899. Cette brusque augmentation d'étrangers, généralement d'origine italienne, dans la région de Brigue-Naters en particulier, bouleverse les habitudes indigènes et provoque la prise de conscience du monde du travail.

Du côté valaisan, le percement du tunnel du Simplon nécessite la présence de 700 à 1100 ouvriers. A Brigue, pratiquement rien n'a été préparé pour les recevoir. De plus, l'offre de main-d'œuvre est nettement supérieure à la demande. Les mineurs les mieux payés gagnent environ 4 francs par jour ; les maçons de 3 à 4 francs ; les manœuvres souvent moins de 3 francs et les jeunes garçons propres à toutes les sales besognes, 2 francs. Dans un premier temps, les conditions de logement sont terribles. L'entreprise n'a pas encore construit de dortoir — par la suite, la location d'un lit dans ces dortoirs reviendra à environ 6 francs par mois (*La Suisse*, 21 février 1899) — et les ouvriers sont à la merci des indigènes et de leurs compatriotes qui leur offrent des taudis fabriqués à la hâte, pour des sommes exorbitantes.

Dans le pays, ces bons indigènes cherchent à tirer le meilleur parti de ces touristes de la misère, en sorte que le salaire exigü ne suffit qu'à leur rendre la vie dure et le rapatriement impossible. Les vivres ont renchéri ; le pétrole a doublé, le bois est vendu à prix d'or. Les logements se louent 25, 30 et jusqu'à 45 francs par mois. Mais il faut voir ce que sont ces logements ; de petites chambres, presque toujours à plein pied, humides, avec filtrations des latrines dans lesquelles on prend le fumier qui fait les délices des petits pays du Valais. Dans les vieilles maisonnettes (où les soldats de Napoléon ont dû envier l'air libre de leurs campements) s'entassaient nos ouvriers, quatre, six, dix, vingt par chambre et deux ou trois par lit, accumulant ainsi la poussière et la saleté. (AEV, DJP, III, 6, grève du Simplon, s.l.n.d.)

Dans de telles conditions, les ouvriers vont naturellement chercher à améliorer leur sort. Voulant prévenir toute menace socialiste, le consul général d'Italie à Genève et les notables italiens de la ville fondent un comité philanthropique de sept membres pour enquêter sur la vie de leurs compatriotes. Quoique animé par des sentiments bourgeois, ce comité n'a pas l'heur de plaire à la direction de l'entreprise Brandt et Brandau, ni au préfet du district de Brigue, pour qui les ouvriers revendicateurs

... et ceux qui ont l'air de les soutenir, comme Messieurs Panteleoni et Basso (le consul), ont perdu de vue les avantages dont les Italiens jouissent gratuitement chaque mois et oublient tous les embarras et les désagréments qu'ils causent aux autorités. (AEV, lettre du 14 février 1899.)

A trois reprises pourtant, les ouvriers décident de faire grève :  
✕ en mars et novembre 1899, ainsi qu'en juin 1901. La première grève, qui affecte quelque 400 ouvriers, ne dure qu'un seul jour ; elle se termine par le licenciement de 40 ouvriers. En revanche, du 11 au 21 novembre, c'est la grève générale, suivie par au moins 1800 ouvriers, des deux côtés du tunnel. Les ouvriers réclament une augmentation générale de salaire de 50 centimes, la diminution du temps de travail de 8 à 6 heures dans les galeries et de 8 à 4 heures pour les travaux effectués dans l'eau — en dehors du tunnel, le temps de travail monte à 12 heures par jour — et la reconnaissance des syndicats. Face à ces revendications... la troupe ! La garde civile et la gendarmerie renforcée ne suffisant pas, le gouvernement valaisan envoie une compagnie de 120 hommes venant de Sion et de Savièse. Les 20 et 21 novembre, le travail reprend sans

gain notable pour les ouvriers, si ce n'est l'établissement d'une commission consultative des travailleurs.

- ✕ En juin 1901, d'abord à Iselle, ensuite à Brigue, la grève éclate à nouveau sur les mêmes bases de revendication qu'en 1899. Que ce soit du côté italien ou du côté valaisan, elle se heurte à nouveau à la troupe. Suivant divers témoignages socialistes, les autorités civiles et militaires, de même qu'une partie de la population valaisanne, manifestent une hostilité primaire à l'encontre des revendications ouvrières. Pourtant, cette fois, après une quinzaine de jours de grève, les ouvriers obtiennent une augmentation de 25 ct. par jour ; cependant, 200 à 300 d'entre eux sont congédiés et plusieurs « meneurs » arrêtés ou expulsés. Le 29 juin, le préfet de Brigue a prohibé toute réunion d'ouvriers italiens. Les mesures policières et militaires prises par le gouvernement valaisan lui coûtent 12 000 francs, l'équivalent de 3500 journées de travail ! Au reste, durant toute la durée des travaux, l'entreprise Brandt et Brandau a fait pression sur les autorités, dénonçant l'action politique des leaders socialistes, réclamant leur expulsion préventive et l'intervention de la troupe pendant les grèves.

Sur le plan de la conscience ouvrière, une société de secours mutuels des ouvriers italiens est créée, les 7 et 8 octobre 1899, à Naters, avec F. Vercellino comme président et Domenico Recanatini comme secrétaire ; ce dernier est expulsé du Valais le 10 mai 1900. En avril 1900, la société de secours regroupe 412 travailleurs italiens. De façon générale, ce premier affrontement entre les ouvriers et le capital, en Valais, ne va pas sans laisser un goût d'amertume dans le monde du travail. Il est à l'origine de l'affirmation du socialisme dans le Haut et même dans le Bas-Valais. Après la grève de 1901, une manifestation de protestation est organisée à Berne, le 26 août. Pour beaucoup, le Valais a utilisé le knout ! C'est la Russie de la Suisse, pour reprendre le titre d'une lettre ouverte de Giacinto Menotti Serrati, lui aussi expulsé du Valais, adressée au chef du Département de justice et police du canton.

Les festivités marquant l'ouverture du tunnel, en 1906, se déroulent dans un climat tendu, certaines personnalités de la gauche italienne et suisse dénonçant la rencontre fastueuse de

Victor Emmanuel III et du président Forrer, au mépris des ouvriers morts sur le chantier. De telles rencontres tendent à

..renforcer majeurement les pactes internationaux et les intérêts capitalistes.

Ces pactes et ces intérêts furent et seront la cause d'emprisonnements et d'expulsions de nos compagnons qui ont donné toute leur activité et leur énergie à la cause de la complète émancipation des travailleurs. (AF, texte de C.L. Tavella à Vevey, 18 mai 1906, d'après un rapport du DJP du 19 juin.)

De fait, après une assemblée houleuse tenue à Vevey, le 29 mai, pour préparer une contre-manifestation aux fêtes du Simplon, Tavella est arrêté et expulsé du territoire suisse, en même temps que quatre autres anarchistes italiens.

Pourtant, avec l'ouverture du Simplon, la sérénité du Valais traditionnel est compromise ; le brassage des populations et l'échange des idées vont s'intensifier. Ce bouleversement des habitudes provoque une certaine psychose. En octobre 1907, une bombe éclate à la gare de Sion. Qui l'a déposée ? Malgré de nombreuses enquêtes, on ne le saura jamais.

De 1900 à la guerre, en plus des travaux publics de grande envergure, comme l'ouverture du Simplon et du Lötschberg, le nombre des entreprises valaisannes augmente (80 en 1911) et les régions de Brigue, Viège, Gampel, Chippis, Martigny et surtout Monthey deviennent de véritables centres industriels à l'échelle du canton. Face à la loi d'airain du capital, les ouvriers cherchent à s'organiser et à améliorer leurs conditions de vie ; de ce fait, des grèves éclatent à Monthey, en avril 1907, à l'usine électro-chimique et à la verrerie et, dans cette dernière, à nouveau, en juillet 1910.

### LA PRESSE NÉO-RADICALE ET L'ESPRIT DU SIMPLON

Tout au long du XIXe siècle, les membres valaisans de la Société du Grutli ne disposent pas de publication locale et se contentent des organes alémaniques et romands, le *Grütli*ner, *Le Grütli*en de La Chaux-de-Fonds et *Le Grütli*, devenu officiel



Première année. — N° 6.

5 cent. le numéro.

Samedi 21 Mai 1904.

# Le Bas-Valaisan

## Feuille d'Avis du District de Monthey

Troisième année. — N° 47.

10 cent. le numéro.

Samedi 1 Décembre 1906



N° 27. 3<sup>e</sup>me année

10 centimes le numéro

Mercredi 18 septembre 1912

# LA JUSTICE

## ORGANE DES TRAVAILLEURS VALAISANS

Première Année. — N° 2.

DIX CENTIMES LE NUMÉRO

Premier Juillet 1914.



# Le Falot

CRITIQUE POPULAIRE VALAISAN

— PARAISSANT LE PREMIER DE CHAQUE MOIS —

ABONNEMENTS  
Suisse (Gros) 5 fr 1914  
Etranger 6

0.20  
fr. —

REDACTION ET ADMINISTRATION  
JOURNAL  
Journal « LE FALOT », YVERVY (Valais)

Pour être vraiment libre il faut l'être de principe et non seulement des principes. Or, les commodes du clergé sont incontestablement un privilège et le privilège est un enfant de l'arbitraire.

Eug.-M. FILLIAT



depuis 1891. Toutefois, l'organe radical, *Le Confédéré*, demeure le principal journal de l'opposition valaisanne.

Dès 1900, la tendance radicale de gauche, propre à une certaine mentalité bas-valaisanne, se trouve renforcée par l'idéologie radicale-socialiste de la France voisine et l'esprit critique, antigouvernemental, qui avait tendance à s'assoupir sous le régime de Torrenté, refait surface avec une certaine fougue. Jusque vers 1908-1910, l'esprit socialiste émerge progressivement d'une sorte de néo-radicalisme militant pour s'en séparer tout à fait dans les dernières années d'avant-guerre.

A cet égard, toute une série de nouveaux périodiques manifeste une véritable gradation de la pensée de gauche. Le premier, *La Lutte*, lancé, en 1901, par Ulrich Gaillard, de Bagnes, est animé d'une tendance anticléricale, d'une violence que les radicaux n'avaient pas connue. Il entend libérer les masses de

... l'homme noir qui ne sait régner sur les âmes qu'en les atrophiant. (no 2, 22 septembre 1901.)

A l'origine mensuelle, *La Lutte*, qui n'est pas un organe proprement valaisan mais romand, prétend tirer à plus de 10 000 exemplaires, dont 1300 distribués en Valais. Devenu hebdomadaire en 1904, le journal prendra une orientation plus sociale. En 1906, il est absorbé par *Le Peuple* de Genève.

Parallèlement, l'Imprimerie de Monthey, fondée en 1901 par Félix Aymon, rachetée l'année suivante par Fidèle Allegra, lance une feuille locale dont les métamorphoses sont fort intéressantes pour l'histoire de la gauche bas-valaisanne. Après la *Feuille d'avis de Monthey*, de 1901 à 1902, dont l'idée sera reprise en 1920, l'imprimerie publie, dès le 16 avril 1904, *Le Bas-Valaisan*. Dans un premier temps, cette feuille se présente comme une continuation de la feuille d'avis avec, en plus, une tribune libre en première page. D'esprit radical, cette tribune glisse lentement vers une contestation progressiste de l'idéologie dominante et, le 18 mai 1906, veille de l'ouverture officielle du Simplon, *Le Bas-Valaisan* annonce à ses lecteurs que le Valais étant resté trop longtemps replié sur lui-même, il convient de combattre pour un monde nouveau. Pour obtenir des résultats, le journal accentue l'analyse des fondements de l'esprit libéral, étudie la vie politique française, se penche sur



la vie sociale et surtout attaque le parti, la presse et la mentalité conservatrices :

Qui n'a pas, n'est pas et ne peut être conservateur. Que doit conserver celui qui vit au jour le jour et n'a pour se soutenir que ses propres bras ? (22 juin 1906.)

Pour souligner la symbolique de cet esprit nouveau, le journal change de titre et s'intitule désormais *Le Simplon*, avec comme sous titre « journal radical ». Déjà, il est évident que ce radicalisme doit être pris dans son sens originel ; les rédacteurs, Roger Beauval et surtout Clovis Pignat, condamné à trois mois de prison pour refus de service militaire, n'ont guère d'autres points communs avec les entrepreneurs et les directeurs d'usine que la récente modernité du canton lancée comme un défi à la face du Valais patriarcal. *Le Simplon* plaide notamment pour l'encouragement à l'industrie et à l'agriculture dans une volonté de défense contre l'emprise étrangère. Le 20 juillet 1907, le gouvernement interdit la vente du journal dans les kiosques de gare du canton et *Le Simplon* cesse de paraître en décembre 1908.

### DU SYNDICALISME CHABLAISIEN AU SOCIALISME VALAISAN

Vers 1908, Brigue est devenu le centre du socialisme haut-valaisan, alors que Monthey, où les travailleurs se sont regroupés dans l'Union ouvrière, a également pris la tête du mouvement ouvrier dans le Bas-Valais. Néanmoins, dans la cité chablaisienne, le socialisme semble avoir de la peine à s'imposer en raison, tout d'abord, du lourd potentiel affectif que représente le radicalisme d'opposition, puis de l'apparition d'un courant anarcho-syndicaliste. Cette divergence entre les deux cités, accentuée par la diversité des mentalités, diffère de quelques années la fondation du parti socialiste valaisan. Réunie à Martigny, le 1er mai 1906, la gauche valaisanne rejette la proposition unitaire de ses trois animateurs, Charles Dellberg, Clovis Pignat et Ulrich Gaillard. En 1908, à Brigue, pas plus de succès ; un projet de statut est négocié, adopté, puis... oublié. Sur le plan idéologique — mais non pas sur le plan de l'union politique, du moins dans un premier temps —

la cause du socialisme fait un progrès considérable avec la fondation du troisième journal sorti des presses de l'imprimerie de Fidèle Allegra. *La Justice*, publiée dès le 18 septembre 1909, organe de l'Union ouvrière de Monthey, peut être considérée comme le premier journal socialiste valaisan authentique. Bien que certains rédacteurs soient les mêmes que ceux du *Simplon*, cet hebdomadaire adopte d'emblée une idéologie anticapitaliste dure, qui ne prête plus à l'ambiguïté radicalo-progressiste dont son prédécesseur n'était pas exempt. Le nouveau journal dénonce globalement la classe possédante ; il suggère le boycottage des entreprises antisociales, telle que *La Tribune de Genève*, et préconise l'union des ouvriers et des paysans contre la bourgeoisie. A cet égard, *La Justice* se gausse de la motion du radical Defayes au Grand Conseil, concernant le droit de grève, tout autant que des prêtres qui prétendent s'occuper de la question sociale. Un des mérites du journal est de chercher à dissocier l'identité valaisanne et le pouvoir conservateur et, par conséquent, de lutter contre les stéréotypes antivalaisans cultivés sans discernement par un certain progressisme helvétique. Le but du journal, c'est le communisme.

Nous ne voulons pas partager et égaliser les fortunes, ça c'est fou, parce qu'au lendemain, il y aurait de nouveau des riches et des pauvres. Non, nous voulons socialiser tout : la terre, les usines, les chemins de fer, les postes et tout ce qui est destiné à la consommation. La grande idée directrice du socialisme, c'est d'abolir l'argent, d'abolir le système de la propriété privée et d'établir un système de propriété sociale communiste garantissant du travail à chaque humain et donnant droit aux enfants, aux femmes, aux infirmes et aux vieillards à l'existence pleine et entière sans aucune humiliation. (30 octobre 1909.)

*La Justice* lutte également contre le double visage d'une même culture : nationale, avec les prétendues forces démocratiques au gouvernement ; cantonale avec le catéchisme :

Comme ça l'ordre actuel pourra continuer ; comme ça le capitalisme, le militarisme et tout ce qui n'existe que parce qu'il y a trop d'ignorants pourra encore passer de belles heures. (25 décembre 1909.)

Au reste, *La Justice* dénonce la collusion d'intérêts entre les milieux d'affaires et l'armée qui provoque l'endettement de l'Etat, forme moderne de la tutelle capitaliste. Enfin, le journal attaque violemment ceux qui prêchent une politique nataliste

tout en pensant maintenir la majorité dans un système d'exploitation.

Pourtant, lorsque, en 1910, la section du Grutli de Brigue relance son idée de parti socialiste valaisan, *La Justice* n'en veut pas. La fédération ouvrière valaisanne doit en rester à la lutte syndicale et ne pas se laisser distraire par la lutte politique. Pour *La Justice*, fonder un parti, c'est, en effet, diviser les ouvriers entre indigènes et étrangers, c'est faire le jeu de la bourgeoisie.

En août 1910, l'imprimerie de Monthey est contrainte de renoncer, mettant un terme au développement d'une idéologie anarcho-syndicaliste en Valais. Certes, le journal, désormais imprimé à Lausanne, continue ; cependant, la tendance sociale-démocrate de Charles Dellberg et Ulrich Gaillard se substitue à l'esprit entretenu par Félix Mutti, Benjamin Caillet-Bois et Clovis Pignat, lequel se voit contraint d'aller gagner sa vie hors du canton. Ce changement va se révéler favorable à la dynamique unitaire du parti socialiste. Le 10 septembre 1910, *La Justice* se dédouble ; à côté du tirage des numéros en français, la feuille publie un tirage en langue allemande, *Die Gerechtigkeit*. Dès lors, la version allemande, dont le texte est original, va connaître un certain succès, alors que la feuille française voit son tirage tomber de 600 à quelque 300 exemplaires. Le journal disparaît le 20 septembre 1913. Dans le Bas-Valais, avec le retour de Clovis Pignat, il sera remplacé par *Le Falot*.

Cheminant dans une voie commune, depuis l'été 1910, les travailleurs valaisans peuvent envisager l'union politique. Lors des réunions de Sion, d'octobre 1912 et de janvier 1913, les délégués des associations ouvrières de Brigue, Sion et Monthey, fondent le Parti ouvrier cantonal. Néanmoins, une fois de plus, cette décision ne parvient pas à passer dans les faits et le parti se dissout au début de 1914. La véritable fondation, définitive cette fois, ne se fera qu'en 1919, dans un contexte fortement modifié par la guerre.



CINQUIÈME PARTIE

# **Le peuple aux urnes !**

par

PATRICE FRASS

GEORGES ANDREY



Les événements de 1848 consacrent dans la vie politique cantonale un système d'élections qui ne sera plus remis en cause. Désormais, la députation au Grand Conseil est constituée de représentants du peuple élus au suffrage universel direct, proportionnellement à la population des districts. Toutefois, contrairement aux régimes de 1839 et de 1844, le peuple ne dispose plus du droit de référendum, si l'on excepte les consultations négatives en matière financière réintroduites par la révision constitutionnelle de 1852. De ce fait, la démocratie représentative, contestée au long des luttes politiques de la première moitié du siècle, s'installe en reléguant le peuple à l'arrière-plan de la vie politique. Imitant l'ancien régime, la classe politique tend à rester fermée. Les conservateurs se rallient à ce système qui leur permet de retrouver le pouvoir en 1857. Dès lors, jusqu'à la fin du siècle, les élections au Grand Conseil sont les seules manifestations qui permettent de mesurer l'attitude politique des citoyens au niveau cantonal.

Parallèlement à la consolidation des structures politiques cantonales, s'opère la lente intégration de la population valaisanne dans le concert fédéral. Dès 1848, les élections régulières au Conseil national y contribuent. Les faibles participations qui caractérisent les premiers scrutins s'expliquent par la méconnaissance d'un pouvoir très éloigné. Les querelles de partis dans le Bas-Valais et les luttes de personnes dans le Haut poussent progressivement les électeurs aux urnes. Au gré des campagnes, les thèmes de politique générale deviennent plus familiers.

La révision de la Constitution fédérale et les luttes qui l'accompagnent permettent de constater que les scrutins fédéraux sont également étroitement liés à l'évolution de la conjoncture politique cantonale. Le déchaînement des passions qui accompagne cette mise à jour du texte de 1848 ne s'explique pas uniquement par l'opposition traditionnelle de la majorité du peuple valaisan. En réalité l'événement tombe à point nommé pour permettre d'escamoter les graves revers essuyés par les tenants du pouvoir lors de la faillite de la Banque cantonale. Pendant trois ans, les visées fédérales sont vigoureusement dénoncées, mais les attaques sont principalement dirigées contre la minorité radicale du canton. La manœuvre réussit pleinement, ainsi que le prouve le rejet massif de 1874.

Acceptée au niveau fédéral, la nouvelle constitution introduit le référendum législatif, conduisant à une démocratie semi-directe. Cette disposition est complétée quelques années plus tard par l'initiative constitutionnelle. L'utilisation répétée de ces leviers contribue fortement à familiariser la population avec les problèmes fédéraux. Quant aux résultats, ils permettent de vérifier à quel point la population s'identifie avec ses guides. La plupart des projets impliquant une centralisation accrue sont massivement rejetés. Le canton entre à reculons dans le siècle nouveau, au nom de la survie de principes fédéralistes parfois bien illusoires.



## CHAPITRE 16

# Le Grand Conseil valaisan, 1857-1905

par PATRICE FRASS

Les élections du 1er mars 1857 consacrent la fin du régime radical en terre valaisanne. N'ayant point réussi, alors même qu'ils détenaient le pouvoir, à élargir leur audience auprès de la population, contraints bien souvent de prendre des mesures impopulaires, les tenants du libéralisme plient, à l'issue d'une campagne acharnée, sous la pression d'une majorité conservatrice retrouvée et solidement encadrée par des leaders décidés. Le résultat est sans appel, les conservateurs conquièrent les deux tiers des sièges.

Si le pouvoir change de mains, les institutions votées sous le régime radical demeurent en place. Les députés sont élus à l'intérieur de chaque district à raison d'un pour mille habitants. Les élections ont lieu tous les quatre ans. Il n'y a qu'un tour de scrutin ; la majorité relative suffit.

Les difficultés et les tensions inévitables découlant de ce système qui assure aux candidats du parti dominant dans le district une élection en bloc, sont atténuées, comme par le passé, par la création facultative de cercles électoraux. La population d'une ou plusieurs communes, en désaccord avec la tendance dominante du district, peut voter en assemblée primaire la création d'un tel cercle, pour autant qu'elle soit suffisamment nombreuse. La volonté communale doit ensuite être soumise au Conseil d'Etat, qui tranche. Cette possibilité est utilisée à maintes reprises par des communes campagnardes

en opposition avec la ville voisine, ou par des pôles conservateurs ou radicaux, désireux de faire échec aux menées du camp adverse, majoritaire dans le district.

### LE ROLE DE LA POPULATION

Dépendant de la population, la députation au Grand Conseil croît en même temps que cette dernière, reflétant le dynamisme démographique du canton ainsi que les nuances régionales. En 1857, les treize districts ont droit à 84 députés. Aux élections de 1873 l'enjeu porte désormais sur 96 sièges. L'émigration relativement forte que connaît le canton au cours des deux décennies suivantes freine le mouvement. L'assemblée élue vingt-quatre ans plus tard ne compte que sept députés supplémentaires. Il faut attendre le recensement de 1900, sanctionnant le renversement des tendances migratoires, pour voir la députation effectuer un nouveau bond. Dès 1901, elle compte 117 membres. Cette augmentation d'environ 40 % n'est pas due à tous les districts du canton. L'assainissement de la plaine, l'arrivée du chemin de fer, l'implantation progressive de l'industrie, également en plaine, procurent à cette zone un avantage décisif sur les régions de montagne. Ces dernières, dont les ressources ne sont point extensibles à une époque où le tourisme est encore pratiquement inconnu, ne peuvent qu'assister au départ du surplus démographique, qui vient, s'il ne quitte pas le pays, grossir les bourgs de plaine où la natalité est déjà orientée à la baisse. Dans ces conditions, les districts situés intégralement en montagne, tels Conches, Hérens, Entremont, voient leurs députations stagner, tandis qu'à l'opposé le district de Brigue, dont la capitale est devenue celle de tout le Haut-Valais, voit sa députation augmenter de 150 %. Entre ces deux extrêmes, parmi les districts les plus importants, celui de Sion, profitant de l'attrait exercé par la capitale, connaît une augmentation de 57 %. Sierre et Martigny, grâce à un dynamisme agricole certain, réussissent à maintenir leurs populations, voire à provoquer un courant d'immigration ; leurs députations augmentent respectivement de 50 % et 44 %. Quant au district de Monthey, malgré la présence d'une petite



*Développement inouï, de l'Industrie en Valais, le Grand Conseil, se met à fabriquer des cercles (électoraux) on ne peut pas encore recommander ses produits aux fustiers, car il n'emploie que du bois vieux et passé, pour le moment il ne travaille que pour les amis.*

Les cercles électoraux pour l'élection du Grand Conseil

ville, il ne réalise qu'un accroissement de 22 %. Le poids des zones de montagne y est déterminant.

La participation de l'électorat valaisan à l'occasion des élections cantonales est généralement élevée. Tout au long du demi-siècle, elle oscille entre 70 % et 80 %. Si l'on peut admettre que ces variations sont le reflet de l'état de tension politique, le haut niveau général de la participation ne dépend cependant pas de l'opposition entre les tendances radicale et conservatrice. En effet, on peut constater par exemple que le district d'Hérens, en l'absence d'opposition radicale, réélit indéfiniment ses mêmes députés, avec des participations dépassant 85 %. Un phénomène semblable se retrouve dans les districts de Conches, Loèche, Rarogne occidental. Dans le district de Conthey, où les deux tendances politiques sont représentées, de fréquentes concessions, aboutissant à une amorce de représentation proportionnelle, ne justifient pas non plus des participations supérieures à 85 %.

L'explication est fournie par une analyse des comportements locaux. Les petites communautés villageoises, connaissant en raison des nécessités géographiques et économiques une cohésion sociale élevée, participent en bloc aux élections. A l'opposé, les petites villes de plaine, en offrant à l'individu une vie un peu plus indépendante et partiellement libérée des contraintes imposées par le corps social, sont les zones par excellence où les taux de participation sont les plus faibles. Ainsi, aux élections de 1873, malgré une situation politique pour le moins agitée, certaines villes enregistrent des participations en recul de 20 à 30 points par rapport à celles du district. En ville de Sion, où un cercle électoral a vu le jour et où s'affrontent vigoureusement radicaux et conservateurs, la participation atteint 72 %. Dans le même temps, les autres communes du district voient 94,6 % des électeurs se déplacer, alors même que seuls des candidats conservateurs sont en lice. La ville de Sierre ne voit que 51,8 % des citoyens faire leur devoir, tandis que la moyenne du district atteint 70 %. La ville de Viège, avec un taux de 49,6 %, est en retrait de 28 points par rapport au score du district. A l'opposé, nombre de com-

munes montagnardes enregistrent des résultats supérieurs à 90 %, fréquemment même 95 %. Toujours pour l'année 1873, 48 communes valaisannes, dans le Haut et le Centre, pratiquement toutes situées en montagne, participent à plus de 90 %, en l'absence de toute opposition radicale.

Au cours de la période analysée, rien ne vient menacer l'hégémonie conservatrice reconquise de manière indiscutable en 1857. Une confortable avance permet même à la majorité de tolérer certains frottements entre les tenants d'une adaptation aux réalités nouvelles et les défenseurs intransigeants de valeurs figées. Jamais ces dissensions, à certaines occasions très sensibles, ne permettent à la minorité libérale de rallier l'électorat à sa cause.

Au contraire, après une légère reprise lors des élections de 1865 et 1869, qui permettent aux radicaux de récupérer 40 % des sièges environ, on assiste à un effritement constant. Tandis que de nombreux districts sont absolument imperméables à leurs idées, d'autres glissent lentement vers la majorité. Les élections de 1877 consacrent la reconquête définitive de la ville de Sion par les troupes conservatrices. Dans le district de Conthey, la minorité perd ses sièges l'un après l'autre. En 1889, Saint-Maurice se débarrasse de ses derniers représentants radicaux. Dans l'Entremont, lorsque les radicaux ne parviennent pas à former de cercle, aucun de leurs représentants ne peut se faire élire. Dans le district de Monthey, face à la pression conservatrice, et devant la menace des cercles que les pôles acquis à la majorité — Troistorrents, Val-d'Illiez et Vionnaz — peuvent former, l'habitude de présenter une liste d'entente est prise. Celle-ci permet au tournant du siècle l'élection de cinq représentants de la majorité contre sept aux radicaux. Dans ces conditions, seul le district de Martigny demeure un bastion radical, ne permettant qu'à de rares occasions l'élection d'un conservateur. Finalement, les tenants du libéralisme, au nombre de 28 en 1857, se retrouvent 26 en 1905. Ce maintien en valeur absolue se traduit, en raison du gonflement de la députation, par une chute relative de 33 % à 22 % au tournant du siècle.

## ANALYSE DE LA DÉPUTATION

Entre 1857 et 1909, soit sur une période de treize législatures, 460 députés se partagent les 1282 mandats disponibles. Chaque député siège ainsi théoriquement durant onze ans.

Cependant cette moyenne cantonale recouvre des divergences régionales non négligeables. Dans le Haut-Valais, à savoir dans les districts de Conches, Rarogne, Brigue, Viège et Loèche, 370 mandats sont répartis entre 99 députés, ce qui entraîne une présence moyenne de quinze ans environ. Dans le Valais central, la durée moyenne baisse sensiblement, pour se fixer à neuf ans et huit mois. Quant au Bas-Valais, avec une durée de dix ans et cinq mois par député, il s'écarte également très nettement des résultats enregistrés en amont de Sierre. Au niveau des districts, les détenteurs des records se trouvent être ceux de Rarogne occidental et de Sion. Tandis que dans le premier, les représentants restent en place pour une période de vingt-trois ans, à Sion un député ne se maintient que durant huit ans et huit mois.

Mais les disparités les plus nettes s'observent au niveau des députés eux-mêmes. Tandis que de nombreux députés ne siègent que quatre ans, l'espace d'une législature, d'autres s'installent à demeure, n'étant finalement délogés que par un âge certain, voire par la mort.

Ainsi, 34 députés, représentant 7,4 % des élus du demi-siècle, occupent 20,9 % des mandats disponibles. Si l'on prend en considération les 92 députés — soit 20 % des élus — ayant siégé le plus longtemps, on constate qu'ils accaparent 45,2 % des mandats. Ils se maintiennent donc globalement vingt-cinq ans dans leurs fonctions. Les détenteurs du record de longévité, au nombre de cinq, sont réélus à dix reprises, soit durant quarante ans.

D'un autre côté, 169 députés, formant 36,7 % des élus, n'apparaissent que pour une durée de quatre ans. Associés aux représentants réélus une fois, ils forment pratiquement 60 % des élus du demi-siècle tout en ne comptabilisant que 29,5 % des mandats disponibles.

Le déséquilibre est net. Les 460 élus n'ont de loin pas tous la

même influence au sein de l'assemblée cantonale. Que peuvent entreprendre des députés d'occasion, non rompus au métier de parlementaire, face à une minorité bien en place, auréolée de son ancienneté, à même de faire valoir ses arguments ?

Un déséquilibre semblable se dégage de l'analyse de la profession des députés. En effet, entre 1857 et 1869, sur les 149 élus, 91 sont avocats et notaires ; ils forment 61 % de la députation. 28 autres députés sont médecins (5), fonctionnaires (5), journaliste (1), instituteurs (2), officiers (6), ingénieurs (5) et agriculteurs (4). Ils représentent 19 % des élus. La profession du 20 % restant demeure inconnue.

Dans la tranche suivante, de 1877 à 1905, un plus grand nombre de personnes reste dans l'incognito. Ce paradoxe s'explique par le repli relatif que connaît le groupe des avocats et notaires. Ces derniers ne représentent plus que 41 % des élus, en recul de 20 % par rapport à la période précédente. Le calcul portant cette fois sur 322 députés, le recul ne se confirme pas en chiffres absolus : 3 avocats, 75 notaires et 60 avocats et notaires apparaissent dans les travées du Grand Conseil. A côté de cette cohorte, les diverses professions recensées plus haut regroupent 9 % des députés. Dans ces conditions, le 50 % environ des députés ne peut être classé. L'augmentation de cette catégorie peut être interprétée comme la montée des milieux d'affaires et des commerçants.

Leur baisse relative laisse cependant de très grandes chances à la catégorie des notaires et des avocats de conquérir un siège. Parmi ces derniers, au nombre de 73 en 1894, 47, soit 64,3 %, apparaissent tôt ou tard dans l'Assemblée cantonale. Forts de leurs connaissances juridiques, habitués à prendre la parole, maniant la langue française ou l'allemande, quand ce n'est pas les deux, avec aisance alors que nombre de députés sont plus à l'aise dans leurs dialectes respectifs, ils peuvent assez facilement s'imposer au cours des débats. Le dépouillement des listes de députés ayant participé aux diverses commissions du Grand Conseil renforce encore l'impression de domination déjà ressentie. Parmi les 74 personnes qui siègent, de 1877 à 1905, dans plus de dix commissions, on rencontre



57 avocats et notaires, ce qui correspond au 77 % des membres. Deux médecins, deux banquiers, un rentier, huit députés sans profession connue, constituent le solde du groupe. Ainsi, alors même que, au cours de la période, 50 % des députés n'avouent pas leur profession, 10 % seulement des députés importants au sein des commissions se trouvent dans cette situation. Une fois encore l'éventail se resserre. La part des éléments réellement influents se révèle être nettement plus restreinte que la masse des députés appelés à siéger.

La mise en parallèle, pour l'année 1873, des lieux d'élection et de résidence des députés fait apparaître une distorsion supplémentaire. Tous les députés sont en effet loin de résider au milieu de leurs électeurs, ou tout au moins dans les limites du district qui les a élus. Cette constatation générale n'est cependant pas valable d'une manière uniforme pour toutes les régions valaisannes.

Dans le Bas, la situation se présente sous un jour favorable. Sur les trente-huit députés élus, un seul ne réside pas dans son district, à savoir l'ancien conseiller d'Etat Antoine Ribordy, démissionnaire en même temps que tous ses collègues lors de la crise gouvernementale de 1871 et qui n'a pas cru bon retourner auprès de ses électeurs bagnards. Dans le Centre, la situation se dégrade. Seul le district de Sion fait le plein de ses députés. Si le district de Conthey voit deux de ses représentants habiter à l'extérieur, dans celui d'Hérens la situation est plus nette encore puisqu'un seul député daigne résider au milieu de ses électeurs. Au total, un élu sur quatre ne réside pas dans le district qu'il représente.

Le Haut-Valais connaît un véritable exode. Dix députés, soit 40 % de l'ensemble, ne résident pas dans leur district. Seul celui de Brigue, grâce à la ville, fait le plein.

La grande bénéficiaire de cette situation est la capitale cantonale, qui ne voit pas moins de vingt-quatre députés élire domicile en ses murs. Il s'agit là du quart de la députation. En second lieu, les autres gagnants sont les petits centres, tels les bourgs aristocratiques de Saint-Maurice, Sierre, Loèche, Brigue et Viège, qui rassemblent vingt députés.



L'absence d'une partie des députés, la concentration d'une large part des autres dans les petits centres, pénalisent doublement les régions de montagne du Haut-Valais. Dans les districts d'Hérens, Sierre, Loèche, Rarogne, Viège, Brigue et Conches, seuls cinq députés résident en zone de montagne, alors même que l'essentiel de la population s'y concentre encore. La vie politique cantonale reste dominée par les élus de quelques centres, fiefs de vieilles familles qui se perpétuent depuis l'Ancien Régime. La politique est leur politique, la population n'est bonne qu'à les plébisciter.

Comparée à cette situation, la réalité bas-valaisanne tranche nettement. A l'exception du district de Saint-Maurice, dans lequel la ville concentre trois des sept députés, tous assurent une répartition homogène des élus. Le district de Monthey donne le ton. Sauf la commune conservatrice de Vionnaz, chacune voit un député résider sur son territoire. Dans le district d'Entremont, en l'absence de ville et de tradition aristocratique, toutes les communes, sauf cette fois les deux tenantes du radicalisme, comptent un député au moins. Dans le district radical de Martigny, la ville, contrairement aux autres cités du canton, doit se contenter d'un seul représentant au Grand Conseil. Chaque commune assure l'élection d'un de ses ressortissants.

Ainsi, de l'analyse des domiciles ressortent trois clivages. Le premier se situe entre les villes et la campagne, le deuxième entre la plaine et la montagne, le dernier entre le Bas et le Haut. Tous trois s'additionnent, trahissant à une extrémité une relative ouverture aux affaires cantonales et à l'autre un éloignement presque total.

On ne peut parler de l'importance des petits bourgs aristocratiques sans aborder la question des liens familiaux unissant nombre de députés, qu'il s'agisse d'un fils succédant au père, d'un oncle cédant sa place à un neveu ou d'un beau-père se faisant remplacer par le beau-fils. Dans le district de Rarogne par exemple, un véritable clan familial domine la vie politique. Léo-Luzian von Roten, député de 1850 à 1898 et de surcroît conseiller d'Etat de 1876 à 1897, est le frère d'Antoine

von Roten, en fonction de 1856 à 1895. Ce dernier est le père d'Henri von Roten, député de 1881 à 1916. Pour un district qui ne peut élire que quatre députés, cette double représentation est considérable.

Le district de Conches présente des caractéristiques semblables. Le député Félix Clausen siège de 1865 à 1893. Son neveu n'est autre que l'hôtelier Alexandre Seiler, qui récupère, en 1893, le fauteuil de son père, décédé en 1891, après 22 ans d'activité parlementaire. A eux trois, ils occupent 17 des 52 mandats dévolus au district tout au long du demi-siècle. De plus, dès 1905, Hermann Seiler, frère de l'hôtelier, est élu dans le district de Brigue.

Dans le district de Loèche les places sont accaparées par les de Werra, Zen Ruffinen, Lorétan, Gentinetta et Allet. Ces cinq familles totalisent 73 mandats sur les 76 dévolus au district. Les fauteuils de député au Grand Conseil font partie de l'héritage.

En ville de Sion la situation est très semblable. En 1893, les de Torrenté, de Rivaz, de Lavallaz, de Riedmatten et Kuntschen occupent cinq sièges sur les dix dont dispose le district. Si la passation des pouvoirs n'est pas aussi nette qu'à Loèche, les députés sont tout de même parents par alliance.

Dans le Bas-Valais, le même genre de phénomène se produit également lorsque Henri Bioley figure dans les rangs de la députation en même temps que son beau-frère Joseph Chappex. Ou encore lorsque Raymond Evéquoz hérite du siège de son père, en 1889, et rejoint dans les travées son beau-frère Joseph Ribordy. Tous deux, avec respectivement 52 ans et 42 ans d'activité parlementaire sont appelés à battre très largement le résultat de leur prédécesseur qui n'a que 28 ans à son actif. Mais ce dernier peut se consoler en pensant qu'il a en plus été préfet du district de Conthey et conseiller national.

Si le district de Martigny présente au niveau des élus un éventail moins restreint, il n'échappe cependant pas complètement au règne de certaines familles. Ainsi les Fama à Saxon. Joseph Fama apparaît en 1869. Il est remplacé en 1881 par Charles qui, à son tour, s'efface devant Adolphe. En 1897,

dernier changement permettant à Albano Fama de faire son entrée sur la scène politique valaisanne. Mais le cas le plus net est incontestablement celui de la famille Morand de Martigny. Il s'agit d'une véritable dynastie. En 1857 apparaît Valentin Morand. Son départ, en 1865, coïncide avec l'arrivée d'Adolphe et Alphonse. Si ce dernier disparaît en 1873, Adolphe demeure en place jusqu'en 1881. Entre temps est apparu Charles Morand, qui va s'effacer devant Robert. Ce dernier est encore remplacé par Jules en 1897, puis par Georges en 1905, tandis que, dès 1909, l'élection de Léon Morand assure une double représentation.

Une autre sorte d'accaparement réside dans les cumuls personnels. L'exemple de Maurice Evéquoz, simultanément député, préfet et conseiller national n'est pas une exception. Nombre de députés, à des niveaux divers, sont dans le même cas. En 1873, sur treize préfets de district, on dénombre neuf députés. Deux des quatre manquant à l'appel sont issus des districts à majorité radicale de Monthey et Martigny. En ce qui concerne les sous-préfets, la situation est rigoureusement la même. Dans la magistrature, six des neuf membres du Tribunal d'appel du canton, organe le plus élevé, font partie de la députation. Les deux rapporteurs auprès de ce tribunal également. Dans les tribunaux de district, parmi les vingt-six rapporteurs, on rencontre quinze députés au Grand Conseil. A ce même niveau, sept présidents ainsi que onze juges le sont aussi. Dernier exemple, vingt-quatre présidents de commune, dont pratiquement tous ceux des communes de quelque importance, siègent à Sion.

On pourrait allonger encore la liste en passant en revue les postes de conseiller national, de conseiller d'Etat, de président de bourgeoisie. Enfin, ces mêmes hommes se retrouvent sur les listes d'officiers et dans nombre de postes clés du secteur privé.

## CHAPITRE 17

# Les élections au Conseil national (1848-1918)

par GEORGES ANDREY

Si les verdicts populaires, élections et votations, représentent une composante majeure de la démocratie helvétique, l'intérêt particulier du renouvellement intégral de la grande Chambre — de 1848 à 1918, il a lieu tous les trois ans — réside dans le fait, souligné par la régularité chronologique et le caractère répétitif de l'acte, qu'il a été l'un des principaux facteurs d'acculturation des électors cantonaux. A ce titre une analyse, aussi brève soit-elle, de ces élections s'impose pour le Valais, canton dont la personnalité haute en couleurs se détache nettement dans le paysage bigarré de la société politique suisse.

Jugées selon un triple critère — le taux de fréquentation des urnes, les thèmes dominants des campagnes électorales et les forces majeures qui s'affirment sur la scène politique — les élections valaisannes au Conseil national partagent l'époque en question en trois périodes sensiblement égales : la période de rûdage, qui s'étend de 1848 à 1872, avec huit scrutins « principaux » (les scrutins complémentaires sont destinés à repourvoir les sièges vacants en cours de législature) ; la période d'affrontement (1872-1893), avec sept consultations ; enfin, la période d'apaisement (1893-1918), avec neuf votes, celui de 1917 étant le dernier à se dérouler selon le système majoritaire, en l'occurrence le système plurinominal à trois puis à deux tours (le troisième tour est supprimé en 1902).

Cette périodisation concorde assez bien avec celle qui découpe l'histoire électorale de la Suisse en général et du Valais en particulier. A l'évidence, les années 1869 à 1872 marquent un tournant, que ce soit en Valais (chute de Allet) ou dans l'ensemble du pays (poussées centralisatrices et déclenchement du Kulturkampf). Il en va de même des années 1890 à 1893 : l'atmosphère « fin de siècle » et la frénésie des affaires liée à l'expansion économique se conjuguent pour amener les partis traditionnels à bannir les luttes politico-religieuses de naguère, considérées désormais comme dépassées, et à instaurer entre eux un « modus vivendi » qui leur permettra à la fois de franchir sans haine mutuelle le cap du vingtième siècle et surtout de combattre ensemble l'hydre rouge du socialisme international et de la lutte des classes. Climat nouveau qui s'exprime concrètement en Valais par l'accord électoral de 1893 consistant dans le partage à l'amiable, entre conservateurs et radicaux, des deux sièges de l'arrondissement du Bas, jusque-là âprement disputés.

S'il est possible et souhaitable de distinguer des périodes, il faut voir aussi ce qu'elles ont d'arbitraire. L'hésitation, en effet, est grande dans le choix des césures. C'est que les ressemblances entre les trois phases sont au moins aussi nombreuses que les différences, d'une part ; que les transitions de l'une à l'autre sont lentes, d'autre part. Outre le système électoral, qui lui confère son unité institutionnelle, plusieurs constantes traversent de part en part l'époque comprise entre la création en 1848 de l'Etat fédéral moderne et la fin de la Première Guerre mondiale, 1919 marquant l'introduction de la représentation proportionnelle pour les élections au Conseil national.

### LES CONSTANTES

En Valais, les constantes dont il s'agit sont au nombre de quatre au moins.

La première consiste en la persistance, à travers toute l'époque, de certains grands débats de politique générale, que le retour régulier des élections contribue à alimenter. Ils sont

d'ordre institutionnel, économique et social principalement. Sur le plan des institutions, une alternative fondamentale est celle qui oppose fédéralisme et centralisme. Avec des accents divers selon les périodes, elle est plus particulièrement présente ou sous-jacente dans les campagnes électorales de 1848 à 1857, c'est-à-dire dans les débuts du nouvel Etat, puis de 1869 à 1881, au moment de la révision de la constitution fédérale et de son application après 1874. A partir des années 1890, le fédéralisme prend une connotation sociale : alors que les partis « bourgeois » l'utilisent habilement pour rejeter le socialisme (la lutte des classes est la négation du fédéralisme, disent-ils), leurs adversaires s'en méfient qui voient en lui un instrument réactionnaire servant à diviser pour régner.

Autre institution de premier plan, l'armée. Elle est à la fois garante de la sécurité extérieure et gardienne de l'ordre — entendons de l'ordre établi — à l'intérieur. Au reste, la défense nationale et le partage des compétences qu'elle implique sont évoqués chaque fois que la situation internationale devient préoccupante et que la sécurité du pays est en jeu ; c'est le cas durant le conflit mondial évidemment, mais aussi en 1860, lors du rattachement de la Savoie à la France, et en 1866, au moment du conflit austro-prussien.

Les questions économiques et sociales touchent aux objets les plus divers. Les affaires ferroviaires, douanières et commerciales reviennent souvent (1851, 1863, 1887, 1890, 1902) et sont fortement agitées dès que la conjoncture se dégrade (1878, 1911, 1917). Des cristallisations s'opèrent sous forme de grandes orientations foncièrement divergentes : libéralisme ou étatismisme, libre-échange ou protectionnisme, primat de l'agriculture ou de l'industrie, fiscalité directe ou indirecte, etc. Si la question ouvrière n'est évoquée que rarement, du fait sans doute de l'industrialisation tardive du canton, la politique fédérale en matière de législation sociale attire ou répugne selon les pouvoirs dévolus à Berne pour intervenir dans le canton ou dans l'économie privée.

Un dernier débat enfin, à teneur autant sociale que politique, est celui de la révolution et de la contre-révolution. Les attitudes successives des radicaux, les révolutionnaires de 1848,

sont à cet égard révélatrices d'une mutation profonde de mentalité. Alors qu'en 1848 même, ils s'appliquent à justifier le bouleversement institutionnel récent, en 1863, ils récusent la révolution permanente comme une « monstruosité », tandis qu'à partir des années 1890, ils condamnent sans appel la révolution socialiste comme destructrice de la société. Quant à la « révolution tessinoise » de 1890, menée par leurs coreligionnaires de la Suisse italienne contre le prétendu despotisme des conservateurs, ils la déclarent anticonstitutionnelle tout en la considérant en fait comme légitime, c'est-à-dire comme participant du droit de résistance à l'oppression.

Une deuxième constante, d'ordre stratégique celle-là, réside dans la situation de front renversé qui, par rapport à l'ensemble de la Suisse, caractérise en Valais et dans les autres cantons catholiques la position respective des conservateurs et des radicaux : ceux-ci, majoritaires au plan fédéral, sont minoritaires au plan cantonal, et réciproquement. Cet état de fait, qui date de 1848 et qui se poursuit au-delà de 1918, a quelque chose d'inconfortable pour les deux camps. La limpidité des luttes idéologiques en est troublée. A la limite, il est possible que les argumentations s'en trouvent faussées et les abus de pouvoir quelque peu neutralisés. D'où, peut-être, une tendance à l'immobilisme des institutions — la Suisse est l'une des rares démocraties dont la constitution soit aujourd'hui plus que centenaire — et l'indigence, trop souvent, de la pensée politique. La barrière des langues et donc des mentalités ne fait qu'entretenir cette situation, en Valais comme dans le reste de la Confédération.

La troisième constante, qui dérive de la précédente, est le bipartisme. Le Valais illustre sur ce point la thèse fameuse et controversée selon laquelle le système électoral détermine le système des partis, le bipartisme découlant de la majoritaire, tandis que la proportionnelle encouragerait le multipartisme. On doit admettre que, malgré l'existence parfois de conditions très favorables à une diversification des partis sous la majoritaire, celle-ci ne s'est pas réalisée sur les bords du Rhône et qu'au contraire les poussées sécessionnistes ou les dissidences de fait sont restées sans lendemain. A ce propos, on est en droit



de se demander si le parti chrétien-social, né en 1917 dans le Haut, se serait maintenu au cas où la RP n'aurait pas été introduite deux ans plus tard. On observe en effet que les autres crises qui ont secoué précédemment le grand parti conservateur, sous la pression de forts courants antiaristocratiques surtout, ont été aussi dangereuses que celle de 1917, mais que, loin de dégénérer, elles ont été chaque fois résorbées.

La quatrième et dernière constante consiste dans le maintien, durant toute l'époque en question, d'une députation qui frappe par son homogénéité socio-professionnelle : les deux tiers voire les trois quarts, selon le moment, des conseillers nationaux valaisans siégeant à Berne de 1848 à 1918 sont, de par leur formation ou leur activité principale, des gens de loi : avocats, notaires, juges, magistrats, conseillers juridiques, etc. Les autres sont volontiers rentiers ou militaires. Les agriculteurs sont l'exception, de même que les industriels et les négociants. Cette constatation permet d'affirmer qu'au dix-neuvième siècle, le Valais est un pays agricole gouverné par des représentants du secteur tertiaire. Ainsi, sur les bords du Rhône, le monolithisme social a son pendant dans un élitisme politique très accusé. Le phénomène peut paraître surprenant dans une démocratie assortie du suffrage universel et qui se dote des mécanismes du référendum et de l'initiative populaire. En fait, il tend à montrer que les institutions politiques, même les plus révolutionnaires, ne transforment que très lentement la société. La raison en est peut-être dans les tendances oligarchiques qui guettent toute démocratie ; ou, si l'on préfère, dans la faculté de récupération dont dispose une ancienne classe politique de retour au pouvoir. A cet égard, on ne s'étonnera pas qu'en Valais, comme du reste dans les autres cantons catholiques libérés des gouvernements radicaux qui s'y étaient installés après la défaite du Sonderbund, les théocrates d'avant 1848 n'aient éprouvé aucune difficulté à se rallier en toute loyauté au nouvel ordre constitutionnel fédéral lors du rétablissement du régime conservateur en 1857. N'avaient-ils pas compris que la démocratie confère aux populations qui en jouissent le privilège d'en faire précisément l'usage qu'elles veulent ? Or, de toute évidence, les quelques années de régime radical qu'a



connues le canton au milieu du siècle dernier n'ont pas suffi à ses habitants promus d'un coup citoyens pour changer de mentalité.

## LES VARIABLES

Si, pour la Suisse en général comme pour le Valais en particulier, les soixante-dix ans d'histoire électorale qui s'écoulent de 1848 à 1918 forment bel et bien une époque, celle-ci n'en a pas moins connu une forte évolution qu'il serait périlleux d'ignorer. Il convient donc de dégager aussi les variables qui, à l'opposé des constantes, définissent les trois périodes et confèrent à chacune sa physionomie propre.

### La période de rôdage (1848-1872)

Les vingt à vingt-cinq ans qui suivent la création de l'Etat fédéral sont une période de rôdage pour les nouvelles institutions. Cela est particulièrement vrai pour les institutions électorales, et notamment pour celles qui doivent désigner au suffrage universel, à raison de un pour vingt mille habitants, les représentants cantonaux à la Chambre du peuple, le Conseil national.

S'agissant d'abord des conceptions qui président à la désignation des instances fédérales, le principe de base qui régit la politique des radicaux suisses et valaisans est celui de l'unité de doctrine et d'action. La nouvelle Suisse doit être gouvernée, estiment-ils, par ceux qui l'ont faite, non par ceux qui l'ont combattue et qui la combattent encore. Ces derniers n'ont pas leur place à la chambre basse, non plus d'ailleurs qu'à la haute, celle des Etats. Les conservateurs rejettent évidemment ce qu'ils considèrent comme la négation même du bicaméralisme et soutiennent, en pluralistes, le droit des minorités à siéger au National. D'accord sur le principe d'homogénéité, les radicaux ne le sont plus toutefois sur son application et divergent d'opinion sur le choix des candidats et le sens de leur mandat : alors que les uns veulent envoyer à Berne des représentants

de la fonction publique, voire ses plus hauts magistrats, d'autres suggèrent au contraire d'élire des hommes disponibles qui en soient totalement indépendants. Autrement dit, le problème du cumul des fonctions et celui de la professionnalisation parlementaire sont aussi anciens que l'Assemblée fédérale elle-même.

En Valais, le principe de l'unité de doctrine et d'action n'est proclamé que pendant peu de temps. Sentant leur régime vaciller, les radicaux y mettent tôt des sourdines et, dès leur chute, s'empressent d'y renoncer pour lui substituer celui de la défense des minorités. Ce sont les conservateurs qui, de retour au pouvoir, sont maintenant tentés d'y faire appel pour contester les revendications de leurs adversaires et monopoliser les charges cantonales ainsi que les sièges de la députation valaisanne aux Chambres fédérales. Mais la position minoritaire du groupe conservateur catholique au Conseil national et son absence totale du Conseil fédéral en font une arme à double tranchant. En outre, après la tempête du Sonderbund et le calme plat des premières années du nouveau régime, c'est bien plutôt le vent de la conciliation qui souffle dans la vallée rhodanienne au cours des années cinquante et soixante de ce siècle agité. Comme partout en Suisse, la lassitude pour la lutte et le besoin de paix ressentis par les masses l'emportent sur l'humeur guerrière et la soif de vaincre, encore inassouvie, des politiciens les plus durs et les plus intransigeants des deux bords. Telle est, du moins, l'image que reflètent alors du Valais la plupart des élections fédérales dans ce canton.

La participation au scrutin suit une courbe ascendante, tout en variant beaucoup selon les arrondissements. Sous le gouvernement radical, elle est très faible, même dans le Bas du canton (districts d'Entremont, Martigny, Monthey, Saint-Maurice et Conthey) où les forces respectives des deux camps sont suffisamment équilibrées pour permettre a priori un véritable combat. Après le retour des conservateurs à la tête de l'Etat, la fréquentation des urnes s'améliore nettement sans pour autant atteindre les taux records de la période suivante. C'est que, pour l'heure, les conditions générales entourant les élections au Conseil national sont mal remplies, les moyens mis

en œuvre à cette fin laissant aussi à désirer : l'électorat comme les organisations politiques font leur apprentissage des affaires fédérales.

Sous le régime radical, l'opposition est muselée, ou désemparée. Dans les premières années, elle ne dispose pas de journal pour faire entendre sa voix. En outre, les techniques d'obstruction auxquelles recourt le gouvernement — c'est le cas, en 1848, dans toute la Romandie, où chaque canton est dirigé par les radicaux — entraînent une abstention massive des électeurs d'opinion conservatrice. Mais les efforts consentis par les maîtres du pays pour mobiliser leurs troupes ne sont guère payants. Ils se heurtent au désintérêt de la population pour les questions politiques en général, et nationales en particulier. Berne la laisse d'autant plus indifférente que les moyens dont dispose le pouvoir central, gouvernement et administration, sont réduits.

Le retour des conservateurs ne modifie pas fondamentalement ni subitement l'attitude des masses. La participation au scrutin augmente peu à peu comme si l'apprentissage de l'électeur se perfectionnait au fil des ans, mais de façon autonome, c'est-à-dire étrangère aux caprices de la conjoncture politique. Du reste, les exhortations à voter, même venant de l'Evêché (c'est le cas en 1857, premières élections postérieures à la chute des radicaux), ne semblent pas influencer les citoyens de façon déterminante. De telles interventions sont d'ailleurs contre-carrées par l'action démobilisatrice qu'exercent sur la fréquentation des urnes l'inorganisation des partis et la force du centrisme.

Les partis politiques ne sont pas encore ce qu'ils deviendront vers la fin du siècle et au-delà. Ce sont encore davantage des tendances idéologiques, des familles d'esprit que de véritables organisations. Elles sont encore faiblement structurées (inexistence d'organes faitiers, de sections et de statuts) et surtout, n'ont pas le caractère permanent que nous leur connaissons aujourd'hui. Elles n'œuvrent qu'en période électorale et s'effacent entre les consultations populaires. Elles ne sont même pas équipées pour constituer de bonnes machines électorales. Fait qui explique l'impréparation de certaines

campagnes, comme celle de 1863 dans le Bas du canton et celle de 1866 dans le Haut. Dans le premier cas, la sévère défaite des conservateurs tient surtout, semble-t-il, à la confection trop tardive de la liste gouvernementale. Le bruit court en effet que les candidats pressentis ne veulent, ou ne peuvent, pour des raisons professionnelles, accepter leur éventuelle élection. La confusion ainsi créée dans les esprits entraîne une abstention massive des fidèles du parti, lequel ne recueille que 38 % des voix, contre 62 % aux radicaux. En 1866, dans l'arrondissement oriental, trois tours de scrutin sont nécessaires pour départager les concurrents, tous conservateurs. Rivalités régionales et peut-être linguistiques s'ajoutent aux divergences d'opinion pour créer l'imbroglio.

Divergences d'opinion, avons-nous dit. C'est qu'en effet le duel entre conservateurs et radicaux, qui devrait tendre à cristalliser, à durcir les positions réciproques, s'accommode en fait, entre le Sonderbund et le Kulturkampf, d'un fort courant centriste. Conciliant, apaisant, le mouvement constitue un désaveu des extrémistes. Il réunit les modérés des deux bords et reflète dans les milieux dirigeants le profond besoin de paix ressenti dans les masses. Il se manifeste dans la plupart des élections de la période, mais surtout dans celles de 1857, 1863 et 1866. L'exemple de 1857 est particulièrement frappant.

De retour à la barre à la faveur du jeu démocratique des élections, les conservateurs s'appliquent à asseoir leur restauration en évitant les violences de toute Terreur blanche. Le processus pacifique de la transition s'opère par le truchement d'une élite de modérés, phénomène qui représente un aspect capital du mouvement de réaction : ce sont les tenants de la « voie légale ». Détail intéressant, conservateurs et radicaux revendiquent pour leur formation le qualificatif de « libéral ». De plus, on loue la modération d'Allet, personnalité dominante de la députation cantonale à Berne où il siège sans interruption de 1851 à 1872.

A ce propos, peut-on penser que celui qui fut l'incarnation d'un régime a contribué, par son autorité et son prestige (ne fut-il pas à maintes reprises candidat au Conseil fédéral ?), à désarmer les luttes de parti et, ce faisant, à stériliser

POLITIQUE FÉDÉRALE.



Découpage des arrondissements électoraux pour l'élection au Conseil national

quelque peu un venin électoral qui, après sa chute, va prendre une rare violence ? Ou bien, au contraire, faut-il imputer la hausse régulière de la participation au scrutin durant toute la période — en 1869, elle atteint déjà 61 % dans le Bas et même, record de la Romandie, 85 % dans le Centre ! — à une réaction des radicaux et conservateurs modérés contre une tutelle de plus en plus insupportable ? En fait, les deux interprétations ne sont pas contradictoires dans la mesure où l'hostilité au régime ne s'amplifie que vers la fin des années soixante, faisant sauter le verrou qui, jusque-là, tenait la porte trop hermétiquement close aux adversaires du groupe Allet et de sa politique. Mais surtout, le Valais semble suivre l'évolution générale qui est celle de la Suisse en ce moment. Lui-même influencé par les événements internationaux, notre pays s'achemine vers un nouvel embrasement des passions politiques et religieuses.

### **La période d'affrontement (1872-1893)**

Les tendances centralisatrices et sécularisantes véhiculées par la révision de la constitution fédérale et par cette révolution culturelle qui a nom *Kulturkampf*, émeuvent profondément les cantons catholiques. Les vaincus du *Sonderbund* ont un réflexe de défense très prononcé : nombreuse est encore la génération de ceux qui ont vécu l'événement. Les thèmes du fédéralisme et des libertés dominent donc les campagnes électorales de cette période de lutte intense.

Dès 1869 et durant toute la décennie suivante (1881 compris), le renouvellement intégral du Conseil national fournit aux antagonistes l'occasion de définir leurs positions respectives. S'il existe un fédéralisme romand fait d'un fonds commun d'anticentralisme et d'antigermanisme auquel se rallient quasiment tous les partis, les nuances sont évidentes d'une formation à l'autre, voire d'un canton à l'autre. En Valais, les *Alémaniques* ne voient guère la prétendue menace d'une germanisation, même pas sous la forme d'une prussianisation de l'armée, alors que les radicaux se révèlent des révisionnistes modérés.

En outre, tribut à l'évolution rapide des événements, le ton change de trois en trois ans. En 1869, le refus de la centralisation est quasi général. En 1872, un Comité révisionniste romand, composé de cinq membres, dont le conseiller national radical Dénériaz pour le Valais, se propose de promouvoir « le développement continu de notre liberté civile et politique ». En 1875, la révision constitutionnelle votée, ce sont les modalités d'application de la nouvelle charte qui sont débattues. Les radicaux se prononcent en faveur d'une conception étendue et dynamique de la législation à promulguer. A l'opposé, les conservateurs donnent de celle-ci une interprétation restrictive, limitative, axée surtout sur la défense de l'autonomie cantonale et de la liberté religieuse, qu'ils considèrent « en danger » face au militantisme laïcisateur du Kulturkampf.

Moment important en 1878. Le débat classique prend des accents nouveaux. Les conservateurs ne rendent-ils pas la révision de 1874 responsable des difficultés économiques de l'heure ? Constatant que la crise spéculative et ferroviaire ne contribue évidemment guère à améliorer la condition matérielle des masses, ils admettent que des efforts sont à faire en leur faveur ; pourtant, à leurs yeux, ces progrès, dont les radicaux — ainsi accusés de démagogie — parlent tant, ne constituent pas une panacée ; seule la religion est en mesure de protéger l'ordre social helvétique, miné par l'action de l'extrême-gauche. Alors que l'extension des droits populaires et la protection des minorités sont les thèmes majeurs des élections de 1884, celles de 1887 et 1890 sont marquées par les mêmes préoccupations politiques, mais aussi par une sensibilité accrue aux problèmes économiques et sociaux, lesquels tendront à prévaloir dans la période ultérieure.

Sur l'échiquier politique valaisan, la période d'affrontement dont on vient d'esquisser les principaux thèmes électoraux, se caractérise par l'effacement, jusqu'en 1884 au moins, des tendances centristes à l'œuvre dans les années cinquante et soixante. On pouvait s'attendre à ce que la curée consécutive à la chute d'Allet en 1871 renforçât leur position. En fait, la crise nationale déteint fortement sur le Valais et durcit le combat. En matière idéologique, la proclamation en 1870 du



dogme de l'infailibilité pontificale par le premier Concile du Vatican renforce l'ultramontanisme et affaiblit le catholicisme libéral. Par contrecoup, le camp radical n'hésite guère à épouser les thèses du Kulturkampf.

Dans ce contexte, les nécessités de la stratégie et de la tactique électorales entraînent une meilleure organisation des partis et surtout un encadrement plus serré des masses. La discipline de vote s'améliore et la participation au scrutin bat de nouveaux records. Dans le Bas-Valais, la moyenne de fréquentation des urnes pour l'ensemble de l'arrondissement atteint 81 % en 1881, 87 % en 1887 et 89 % en 1890. Les taux de certaines communes sont parfois de 98 % et plus. C'est le cas en 1887 d'Ardon, Bourg-Saint-Pierre et Bovernier (98 % chacun) et en 1890 de Charrat et Bovernier à nouveau (100 % !), tous fiefs radicaux disputés par les conservateurs. En Romandie, seules quelques communes du canton de Fribourg s'enorgueillissent de semblables résultats.

La lutte très vive qu'expriment de tels chiffres ne tient pas qu'aux tensions idéologiques. Le fait que les records de participation électorale soient détenus par des communes radicales n'est pas fortuit. Ce sont les progrès réalisés par les conservateurs dans cet arrondissement (deux sièges) qui expliquent la résistance de l'opposition. Celle-ci paie ses sympathies révisionnistes, aussi modérées soient-elles. En effet, de 1860 à 1872, la députation valaisanne au Conseil national dans le Bas du canton est entièrement radicale. Or, en octobre 1872, alors qu'Allet, pour une raison compréhensible, renonce à son siège dans le Centre, les conservateurs, loin d'accuser le coup, entament au contraire le monopole de leurs adversaires dans leur propre citadelle. Les années suivantes nous font assister à un duel très serré, les radicaux s'efforçant de reconquérir la place perdue et les conservateurs de la garder. En 1875, les premiers retrouvent leurs deux sièges, qu'ils perdent à nouveau en 1878. D'octobre 1878 à janvier 1887, le canton envoie à Berne une députation homogène : cinq sièges, cinq conservateurs. L'élection complémentaire du 23 janvier 1887, d'illustre mémoire, voit la victoire à l'arraché du radical Emile Gaillard, président de la commune de Sembrancher, aux dépens du



conservateur et conseiller d'Etat Henri Bioley. En octobre, faisant liste commune avec l'« indépendant » Chapelet, les radicaux ravissent le deuxième siège au parti gouvernemental. En 1890 enfin, au terme d'un combat en deux rounds, dont le second voit affluer aux urnes 89 % des électeurs de l'arrondissement, soit 10 047 citoyens sur 11 326 (record cantonal de toute l'époque du système majoritaire), le conservateur et brillant avocat Charles de Werra, préfet de Saint-Maurice, reprend à l'adversaire le siège qu'il avait perdu en octobre 1887. Dorénavant, les deux partis se partageront l'enjeu, chacun ne présentant qu'un seul candidat.

### La période d'apaisement (1893-1918)

L'accord de 1893 est une trêve bienvenue après une bataille aussi acharnée. Elle était conçue probablement comme une simple pause avant la reprise du combat. En fait, elle inaugure une longue paix d'un quart de siècle qui ne s'achèvera qu'avec l'abandon du système majoritaire et le passage à la représentation proportionnelle. Est-ce à dire que la majoritaire était déjà implicitement condamnée au début des années 1890 ? L'idée que ce système désavantageait par trop les minorités et qu'il était une injustice fait déjà son chemin, il est vrai. Elle n'est pas étrangère à l'adoption de la « proportionnelle avant la lettre » (en allemand : *freiwilliger Proporz*), formule de concession spontanée des partis dominants envers leurs partenaires. Toutefois, il semble qu'il faille plutôt juger la reconduction pure et simple de la députation bipartite du Bas-Valais comme l'expression d'un réel rapprochement des deux formations politiques traditionnelles. Elles y sont encouragées, en cette année 1893 précisément, par l'irruption du monde ouvrier sur la scène électorale dans plusieurs cantons. L'attitude défensive des autres partis se manifeste, en de très nombreux arrondissements, par la renonciation à la lutte. Le cas valaisan n'est qu'un exemple parmi d'autres d'une solidarité « bourgeoise » qui ira se renforçant avec les ans, en raison directe de la réussite, çà et là, des offensives socialistes, ou simplement à cause de l'agressivité de leurs auteurs.

Au reste, l'entente tacite conclue dans le Bas-Valais en 1893 est scellée dès 1896 par un accord écrit et signé des deux partis. Sa durée est valable pour toute la législature et, en cas de vacance, c'est la formation concernée qui pourvoira au remplacement. En l'absence de tout danger socialiste sérieux dans le canton même, on se demandera si un engagement réciproque aussi précis était nécessaire et s'il ne répondait pas encore à d'autres besoins et aspirations. De fait, plusieurs raisons supplémentaires militaient probablement en faveur de la conclusion de l'accord de 1893 et de sa consolidation en 1896. On peut penser d'abord que, l'expérience aidant, le risque pour l'un et l'autre antagonistes de perdre la totalité de l'enjeu ait fini par peser d'un poids plus lourd dans les états-majors que la volonté de lutte à tout prix. Un raisonnement similaire a été fait sans doute par les titulaires de sièges aussi peu sûrs. La mésaventure de Chapelet, éliminé au terme d'une législature, de même que l'odyssée de Charles de Werra, perdant son siège et luttant d'arrache-pied pour le reconquérir, n'ont-elles pas été une leçon pour chacun ? Tout se passe comme si le besoin de confort et de sécurité, sinon de prestige personnel, ait fini, chez nos graves conseillers nationaux, par l'emporter sur les considérations idéologiques.

Les combats acharnés livrés dans l'arrondissement du Bas par le grand parti gouvernemental ont révélé de sa part une assez évidente volonté de puissance. Ne détenait-il pas déjà les trois autres sièges du canton ? L'acte de 1893 constitue un tournant capital à cet égard. Il marque à notre avis l'abandon du principe de l'unité de doctrine et d'action qui fonde la théorie de l'homogénéité de la représentation parlementaire. A Berne, un pas important est fait d'ailleurs en faveur de la concertation : en 1891, le Conseil fédéral, jusque-là monocolore — ses sept membres sont radicaux — accueille en son sein le conservateur catholique lucernois Zemp. La voie est donc ouverte au pluralisme. L'adoption, après trois initiatives populaires, de la représentation proportionnelle pour le choix des conseillers nationaux en sera la consécration.

Cet avènement du pluralisme coïncide avec un renouveau du centrisme, déjà perceptible dans les élections valaisannes de

1884 et 1887, mais rejeté alors par les ultramontains comme dangereux pour la pureté de la doctrine catholique. Les modérés ont maintenant pour eux « la force des choses », qui est l'urgence des problèmes économiques et sociaux. Seule une concertation nationale, disent-ils, est à même de les résoudre. Il faut donc mettre fin à des querelles dépassées et œuvrer ensemble à l'édification du pays. Si les catholiques intransigeants invoquent toujours Pie IX et sa condamnation du libéralisme, les autres en appellent désormais à Léon XIII et à son encyclique *Rerum Novarum* de 1891 pour préconiser la collaboration de tous les hommes de « bonne volonté » au profit d'une plus grande justice sociale.

A tous les courants favorables à un apaisement politique s'ajoute, élément capital, la nouvelle conjoncture économique. Le Valais passe alors par une phase très dynamique d'industrialisation, mobilisant une somme croissante d'énergies individuelles qui, jusque-là, s'investissaient de préférence dans les luttes politiques. Il en résulte une certaine indifférence pour ces dernières. En fait, la trêve de 1893 anticipe en quelque sorte sur cette évolution. Mais le fait qu'elle n'ait jamais été rompue et qu'elle se soit au contraire affermie — en 1896 — tend à montrer qu'elle n'allait pas à contre-courant. La suspension des hostilités dans le Bas provoque en effet une baisse immédiate et considérable de la participation électorale : de 1893 à 1917, elle n'atteint plus jamais 50 %.

En revanche, elle croît parfois dans le grand arrondissement du Haut. Incarnation du régime, comme jadis Allet, de Torrenté finit par soulever des oppositions au sein de son propre parti. C'est ce qu'on voit avec Evéquo en 1902 et avec Seiler en 1905. Ce dernier, devenu à son tour l'homme fort du canton, suscite lui aussi l'hostilité de Petrig, puis la scission de son mouvement (1914 et 1917 respectivement). Le jeune Haut-Valaisan est le leader, comme on sait, du parti chrétien-social.

Des secousses agitent aussi le parti radical qui semble subir une certaine érosion du fait de son accommodement électoral avec les conservateurs. Certains de ses dirigeants préconisent la rupture et la reprise du combat. Sur l'aile gauche, des menaces planent, qu'il s'agisse de la défection d'ouvriers et

employés jusqu'ici traditionnellement attachés au parti, mais attirés maintenant par le socialisme ; ou de la turbulence des Jeunes radicaux qui jugent timorée la vieille garde et préconisent une politique sociale plus active. Ces derniers, emmenés par Camille Desfayes, font cavalier seul aux élections de 1917. Sans résultat toutefois, mais avec un appréciable succès d'estime, même si la dissidence sera brève.

Dans le cas des Jeunes radicaux comme dans celui du parti chrétien-social, un conflit de générations est ainsi à l'origine de la scission. Les deux grandes formations du canton semblent pâtir d'un début de sclérose, explicable peut-être par une tendance à la gérontocratie. Encouragé par l'essor économique du canton, un certain affairisme des gens en place a alimenté aussi probablement la révolte des jeunes, mus par des préoccupations moins matérialistes. Il aura fallu toutefois la conflagration de la Première Guerre mondiale et l'exacerbation des conflits sociaux — telle la grève de Chippis de 1917, au retentissement considérable — pour assister à l'ébranlement des partis traditionnels. C'est dire, certes, la force d'inertie de ces derniers et la puissance d'impulsion nécessaire à leur renouveau, mais aussi et surtout leur remarquable capacité d'intégration.

## CHAPITRE 18

# Le Valais et la révision de la Constitution fédérale de 1874

par PATRICE FRASS

Au lendemain des affrontements du Sonderbund, les milieux radicaux, victorieux sur toute la ligne, dotent la Suisse d'une constitution nouvelle, marquée du sceau de la centralisation modérée. Relativement bien adaptée aux besoins du moment, elle conquiert de très larges couches de la population. Cependant, au cours des ans, les adaptations de 1848 répondent de moins en moins aux besoins nouveaux d'un pays en rapide mutation. Un mouvement favorable à une centralisation accrue se développe. Le premier essai d'actualisation parvient devant le peuple en 1866. Portant sur neuf articles, il échoue.

Les partisans d'une constitution rénovée ne renoncent pas. Un projet de refonte complète est cette fois mis au point. A l'issue d'une campagne vigoureuse, il échoue derechef, le 12 mai 1872. Un contenu nettement centralisateur explique la défection de nombreux radicaux fédéralistes, qui s'estiment contraints de joindre leur refus à celui de l'opposition catholique-conservatrice.

Devant cet échec qui ne résout rien, les parlementaires n'hésitent pas à mettre en route, presque immédiatement, un nouveau projet. Tenant compte des enseignements du 12 mai, ils gomment certains passages trop nettement centralisateurs et exploitent, pour mieux assurer leur succès, les luttes reli-

gieuses, à un moment où le Kulturkampf fait rage dans le pays. La manœuvre réussit pleinement. Après dix ans d'efforts, les réformateurs voient leur œuvre obtenir l'aval de la population. Sur le difficile chemin de la centralisation, le vote du 19 avril 1874 marque le franchissement d'une étape décisive.

A toutes ces tentatives d'actualisation, le canton du Valais oppose régulièrement un refus très net. Les structures politiques et économiques régnant dans la vallée du Rhône au cours des années 1870 permettent d'éclairer cette attitude. Sur le plan politique, la majorité conservatrice nourrit encore un certain ressentiment envers cette Suisse qui a mis fin à l'autonomie pratiquement sans bornes des cantons et permis l'arrivée au pouvoir de la minorité radicale valaisanne. L'électorat radical, retourné entre temps dans l'opposition, contraint pour survivre face aux pressions conservatrices de s'appuyer inconditionnellement sur ses alliés de l'extérieur, assure pratiquement la totalité des votes positifs.

Ces questions politiques n'expliquent cependant pas tout. Les facteurs économiques comptent également dans la prise de position de l'électorat valaisan. La révolution industrielle, fort avancée sur le plateau, ne touche pas encore un canton essentiellement montagnard et agricole. Ne comprenant pas la nécessité d'une adaptation des bases constitutionnelles aux nouvelles réalités économiques suisses, les citoyens n'en retirent que le renforcement des restrictions dans un domaine qui compte, à leurs yeux, par-dessus tout, celui de l'autonomie cantonale.

Si ces éléments tirés de l'évolution à long terme permettent d'éclairer le choix du canton, ils ne justifient pas l'atmosphère de violence qui sévit jusqu'au vote final de 1874. En réalité, des événements purement cantonaux contribuent à envenimer le débat. Au lendemain de la faillite catastrophique de la Banque Cantonale, le parti conservateur se surprend à douter de lui-même. L'opposition, profitant de l'aubaine, passe vigoureusement à l'attaque. Malheureusement pour elle, le non massif déposé dans l'urne par l'électorat valaisan le 12 mai 1872, à l'occasion du premier vote sur une révision totale de la constitution, raffermi la majorité qui dès lors



12 Mai 1872.

*Les deux révisions  
ou  
Force et retour.*



19. Avril 1874.

L'équilibre des forces en 1872 et en 1874 lors de la révision de la constitution fédérale



passé à la contre-attaque, bien décidée à aiguiller les préoccupations populaires sur une question étrangère à la politique cantonale. Les radicaux valaisans, la veille pourfendeurs du régime, sont pris au piège.

Parallèlement à cette manœuvre, les conservateurs s'attachent à déconsidérer leurs adversaires, en les rendant solidairement responsables des exactions commises par les radicaux bernois et genevois à l'encontre des milieux catholiques. La mauvaise foi et l'utilisation politique sont évidentes dans un canton catholique jusque dans sa minorité radicale.

### LA MARCHÉ A LA RÉVISION

La joie des milieux antirévissionnistes au lendemain du 12 mai 1872 est de courte durée. La majorité des parlementaires étant en effet acquise à la révision, la relance du projet ne tarde pas. Le climat politique valaisan s'en trouve alourdi à la veille du renouvellement du Conseil national, en automne, et du Grand Conseil, en mars 1873. Le combat acharné que se livrent les deux partis se fixe essentiellement sur le projet de révision.

N'abritant pratiquement aucun représentant des tendances libérales, le Haut-Valais reste à l'écart du conflit. Il se contente, le moment venu, de se rendre massivement aux urnes. Dans ces conditions, les affrontements se localisent dans la partie romande du canton, plus particulièrement dans la plaine bas-valaisanne.

Deux journaux extrêmement mordants se font les porte-parole des camps en présence. Du côté radical, *Le Confédéré*, remis à flot en 1861 par les leaders du parti, est le support officiel de la doctrine. Une tâche similaire est confiée par les milieux conservateurs à la *Gazette du Valais*. Créée en 1857 à l'ombre du pouvoir, elle bénéficie sous le régime Allet de subsides gouvernementaux secrets non négligeables. La chute du conseiller d'Etat entraîne une réorganisation débouchant sur la création d'une société d'actionnaires, dont la présidence échoit à Henri Bioley, conservateur bouillant, nouvellement élu membre de l'exécutif cantonal. Aux mains du pouvoir et



du parti, la *Gazette* ne peut être que le fidèle reflet des options et de la stratégie de ceux-ci. Le 16 octobre 1872, à l'occasion de l'ouverture de la campagne en vue du renouvellement des conseillers nationaux, l'organe conservateur donne le ton pour les deux années à venir :

Ce peuple, que de prétendus progressistes ont trop longtemps trompé, ce peuple qui veut conserver son indépendance, sa nationalité, son histoire et sa foi, ce peuple qui veut s'appartenir à lui-même et qui est surtout résolu à ne plus confier aux Bernois le soin de ses affaires, ce peuple qui a chassé les brouillons du 12 mai, ce peuple qui est aujourd'hui et toujours le même, toujours fier et jaloux de sa liberté, nous attendons avec calme et avec confiance son verdict.

L'issue du scrutin est favorable au parti majoritaire. Les radicaux perdent un siège, n'étant plus représentés, dans l'arrondissement du Bas-Valais, que par l'inaltérable Louis Barman.

Les cinq conseillers nationaux valaisans, personnages très en vue sur la scène politique cantonale, ne tiennent à Berne que des seconds rôles tout au long des débats relatifs au projet de constitution. Tenus à l'écart des commissions parlementaires, ils ne peuvent se faire entendre qu'à l'occasion des débats proprement dits. Ils observent une réserve certaine, n'intervenant pratiquement que pour défendre une subvention de 50 000 francs attribuée au Valais pour l'entretien des routes alpêtres et faire prolonger d'une année la concession accordée au Casino de Saxon, condamné, ainsi que ses semblables, par le projet.

Au vote final, seul le conseiller national radical soutient le texte. Trois représentants conservateurs, soit les deux élus haut-valaisans ainsi que le Bas-Valaisan Louis Gross, le rejettent. L'élu conservateur de l'arrondissement du Valais central, Maurice Evéquoz, ne répond pas à l'appel.

Quant aux deux conseillers aux Etats, conservateurs bon teint élus par le Grand Conseil, ils ne tiennent pas non plus la vedette, se contentant de manifester jusqu'au bout leur opposition à tout changement.

Cette réserve s'explique par le fait que, à leurs yeux comme à ceux des ténors de la politique cantonale, la véritable partie se joue à l'intérieur. Dans cette optique, l'échéance du 2 mars

1873, premier renouvellement du législatif valaisan depuis le début de la crise politique, revêt une importance notablement plus grande.

Une fois de plus, les adversaires ne se font aucune concession. Le parti conservateur, encouragé par les succès de mai et d'octobre, mène l'assaut, bien décidé à faire plier l'opposition. Le moment est favorable. Les radicaux valaisans sont manifestement mal à l'aise face aux excès du Kulturkampf. Le 23 février 1873, en pleine campagne, la *Gazette du Valais* peut écrire :

Ainsi Le Confédéré qui verse toujours des larmes avec des gémissements sur les victimes du despotisme, ne souffle mot aujourd'hui parce que les despotes sont dans son camp. Il n'a pas une parole de pitié pour les persécutés. Il n'ose se réjouir, ouvertement du moins, mais on sent, on voit que ses sympathies sont acquises aux persécuteurs.

Malgré un engagement total faisant suite à deux années de polémique, la nouvelle députation ne diffère que très peu de l'ancienne. Sur 96 députés, l'opposition en conserve environ le tiers. Ni le scandale de la Banque cantonale, ni la levée de boucliers contre les velléités centralisatrices de la Confédération n'ont réussi à provoquer de glissement notable du corps électoral. Les positions étant acquises de longue date, l'éveil des passions n'a eu pour effet que de renforcer la majorité des citoyens dans ses convictions antérieures.

Si la prédominance conservatrice n'est pas remise en cause, on constate cependant que, sous la pression des difficultés intérieures et sous les menaces fédérales, l'immobilisme de mise sous le régime précédent fait place à une réelle volonté de réformes. Tel est le sens du discours prononcé au début de la nouvelle législature par le président du Grand Conseil, Victor de Chastonay. De fait, la députation s'attaque courageusement à une œuvre de restauration du ménage cantonal, concentrant ses efforts sur la réorganisation des finances et sur la refonte de toute l'organisation scolaire. La révision fédérale ayant entre temps fait son chemin, les députés valaisans sont convoqués en session extraordinaire au mois de février 1874 en vue de se mettre d'accord sur l'opportunité d'une proclamation au peuple. A l'issue de débats houleux, marqués par l'opposition violente des radicaux et l'indécision

d'une partie des représentants de la majorité, il est décidé par 44 voix contre 32 et 20 abstentions, de confier au Conseil d'Etat la rédaction d'un texte, sitôt parue la version officielle du projet de constitution.

### LA PROCLAMATION DU CONSEIL D'ETAT AU PEUPLE VALAISAN

L'ensemble des citoyens peut donc lire et surtout entendre, une semaine avant le scrutin, par la crieée publique, les consignes émanant du pouvoir exécutif cantonal. Ce dernier, composé d'hommes passant, à l'exception d'un seul, pour être relativement modérés, n'hésite pas à rédiger un véritable pamphlet.

La proclamation débute par le rappel des principes sacrés du fédéralisme, au nom desquels le projet ne saurait être reçu :

Le peuple valaisan a hérité de ses pères le bien sacré de la liberté tout imprégné d'un sang généreux. C'est comme Etat indépendant qu'il est entré dans l'alliance des Confédérés, afin de pouvoir plus efficacement défendre ce précieux héritage en face de l'Etranger, tout en le conservant intact à l'intérieur. Nous avons donc le droit d'exiger avant tout le maintien du système fédératif, et le devoir d'empêcher qu'on nous réduise au rôle de province absorbée dans l'Etat unitaire. (AEV, DI, 77.)

Successivement sont condamnées sans appel les dispositions concernant l'armée, l'instruction publique, le droit, les relations avec les milieux ecclésiastiques, les questions financières.

La force militaire, gage de liberté d'un peuple, se doit de dépendre en priorité des gouvernements cantonaux. Unifier l'organisation et le commandement de l'armée, c'est porter un coup décisif au fédéralisme en le privant du pivot de sa crédibilité. Les souvenirs cuisants de l'intervention fédérale au moment du Sonderbund ne sont probablement pas étrangers à cette prise de position. Enfin, pour faire bonne mesure et convaincre ceux que la défense du fédéralisme n'émeut peut-être pas, on n'hésite pas à évoquer des éléments touchant l'électeur de près :

dans la nouvelle organisation, la durée et les charges du service militaire seront considérablement augmentées, et le militaire se verra plus longtemps soustrait à sa famille et à ses amis.

L'instruction publique laissant à désirer dans bien des cantons, le projet de constitution ménage à la Confédération le droit de légiférer. Arrivant en plein Kulturkampf, pareil article fait frémir dans un canton catholique où le clergé possède encore une influence très réelle. Une telle disposition ne peut qu'amener

peut-être plus tôt qu'on ne le pense, la défense de l'enseignement religieux ainsi que l'exclusion d'instituteurs ecclésiastiques.

Se penchant ensuite sur les articles confessionnels, les auteurs condamnent avec la dernière énergie l'ingérence fédérale dans l'exercice des cultes, la fixation de normes relatives à la création de nouveaux évêchés, le maintien de l'interdiction de l'ordre des Jésuites, la suppression de la juridiction ecclésiastique, l'introduction du mariage civil ainsi que l'émancipation des enfants dès l'âge de seize ans en matière religieuse.

A l'âge de seize ans, l'enfant est soustrait à la puissance paternelle en matière religieuse. Les parents ne pourront donc plus exiger de leurs enfants honneurs et respect, ce précepte divin étant abandonné par la Constitution fédérale. Une pareille doctrine officiellement proclamée ne peut manquer d'exercer l'influence la plus pernicieuse sur la moralité des jeunes générations et de préparer des éléments destructeurs de l'ordre social.

Les finances ne sont pas oubliées pour autant. Les indemnités fédérales versées jusque-là aux cantons en compensation de l'abandon par ces derniers des postes et des péages vont disparaître. Fait plus grave encore, des impôts fédéraux menacent de s'abattre sur la population ! En conclusion :

Que chacun, devant Dieu et en conscience, examine sérieusement le Pour et le Contre, et se rende à l'Urne avec l'intention de remplir fidèlement ses devoirs de citoyen. Le moment est solennel ; il décide de l'avenir de notre chère patrie. Présentez-vous donc en grand nombre au scrutin et faites votre devoir sans passion et avec la dignité de l'homme libre.

Et quel que soit le résultat de ce jour mémorable, conservez à la patrie tout votre amour ; soutenez-la dans les temps d'épreuve comme dans la prospérité, et priez avec nous le Dieu de nos pères qu'il la conserve libre et heureuse.

### L'ACTION DE LA PRESSE

A l'heure de la révision, les deux journaux rivaux, la *Gazette du Valais* et *Le Confédéré*, s'engagent fortement dans la bataille, les premiers rôles étant tenus par l'organe conservateur.

Chez ce dernier, à partir de mars, le pourcentage des surfaces rédactionnelles consacrées à la révision va augmenter progressivement pour atteindre 60 % dans la semaine précédant le scrutin. Dans l'édition du 17 avril, pas moins de 82 % seront consacrés à l'affaire. A la suite du vote, cinq semaines seront nécessaires au journal pour se calmer quelque peu.

Les articles de la *Gazette du Valais* relatifs à la révision ont quatre origines différentes. La première, concernant 26 % de la surface totale consacrée à la révision, sort de la plume des rédacteurs ; la seconde est alimentée par les articles copiés dans divers journaux suisses opposés au projet (28,3 %) ; 11 % sont des correspondances adressées au journal ; tandis que 34,7 % sont occupés par la reproduction de deux brochures antirévissionnistes dues au radical valaisan Alphonse Morand et à un fédéraliste vaudois.

L'analyse des contenus de ces articles permet de distinguer sept thèmes, à savoir : les questions confessionnelles, le débat sur le fédéralisme, le problème du droit et de la justice, le contentieux militaire, les affaires économiques et financières, la défense des libertés individuelles et, en dernier lieu, l'instruction publique. En raison de la véritable osmose existant à cette époque entre le Conseil d'Etat, le parti majoritaire et les rédacteurs du journal, le contenu des articles rejoint les grandes lignes de la proclamation gouvernementale. Plutôt que d'y revenir, voyons quelle place se taillent les divers points de friction.

Une moyenne globale révèle que les questions confessionnelles, en tête, occupent 30,7 % des surfaces. En seconde position se présente le débat sur le fédéralisme, avec 15 % des surfaces. Viennent ensuite les questions militaires et économique-financières, avec respectivement 10,6 % et 10,8 %. Un quatrième groupe ferme la marche, on y trouve l'enseignement, le droit et les libertés ; d'importance semblable, ces trois thèmes occupent ensemble 16,2 % du total. Le solde — 16,7 % — est constitué de fragments trop vagues pour être classés dans une des rubriques répertoriées.

Si l'on prend en considération les seuls articles composés par les rédacteurs du journal, on constate que la part consacrée

aux affaires religieuses atteint 50,8 %. Tandis que la défense des libertés, la centralisation du droit et les affaires militaires sont oubliées, les rubriques économie, enseignement et fédéralisme couvrent respectivement 18,5 %, 12,5 % et 10,7 % des surfaces.

Les articles tirés des autres journaux ainsi que les articles de correspondants reflètent les mêmes tendances, quoique les contenus soient moins facilement ventilables en catégories précises. En ce qui concerne les deux brochures, financées discrètement par les deniers publics, ainsi que nous le révèle le protocole du Conseil d'Etat, leur contenu diffère sensiblement en raison de l'origine radicale des auteurs. Les questions religieuses, ainsi que l'enseignement et le problème de l'unification du droit sont relégués aux dernières places, tandis que l'armée se taille une place de choix, avec 25,7 %, suivie de la défense du fédéralisme — 18,7 % —, la question des libertés — 16 % —, et les affaires économiques — 14,4 %.

De son côté, l'organe radical s'engage également assez nettement dans la campagne. Il se montre cependant régulièrement plus réservé que son rival. Son attitude générale est plus une réplique aux arguments de la *Gazette du Valais*, au coup par coup, qu'une justification systématique de ses choix. Tout en demeurant mordant, il tente simplement de démonter des prises de position par trop choquantes. La certitude de voir le projet réussir au niveau fédéral et la vanité évidente d'un combat sur le plan cantonal expliquent en bonne partie ce comportement.

### LES RÉSULTATS DU 19 AVRIL 1874

La participation atteint un niveau record : 87,46 % des citoyens habiles à voter se présentent aux urnes. Cependant, cette moyenne cantonale recouvre des variations régionales non négligeables. Dans le Haut-Valais, le vote mobilise 93,9 % du corps électoral. Dans le Centre, la participation diminue déjà de six points, se fixant à 88,1 %, tandis que dans le Bas-Valais on n'atteint qu'un taux de 78,3 %.

Le verdict populaire est sans appel. Les opposants déposent 19 368 bulletins contre 3558 pour les défenseurs du projet

fédéral. Dans la mesure où le résultat était prévisible, l'intérêt se concentre sur l'analyse de la répartition géographique des bulletins favorables au changement.

Dans les cinq districts du Haut, les non représentent 99,4 % des voix exprimées. Rarogne et Conches refusent à l'unanimité des votants. Dans le district de Viège, une seule voix est favorable au projet, alors que les districts de Brigue et Loèche accordent respectivement 1,75 % et 1,15 % de leurs voix au projet. Au total, seuls 41 électeurs sur 7350 adoptent le texte de la nouvelle constitution fédérale. La région où le vote est le plus massif est également celle où le rejet est le plus net. Si dans les districts du Centre les pourcentages en faveur du oui augmentent, ils ne le font que dans une très modeste mesure. Sur les quatre districts de Sierre, Sion, Hérens et Conthey, les votes positifs emportent 9,7 % du total, soit 759 bulletins sur 7811. Ces districts se divisent en deux catégories. D'une part Hérens et Sierre où les oui ne représentent que 1 % et 3,9 %, d'autre part Sion et Conthey, où 17,3 % et 14,7 % des électeurs acceptent.

Ainsi, la plupart des réponses favorables à la révision proviennent du Bas-Valais. Les quatre districts accordent 35,2 % de leurs bulletins, soit 2758 sur 7828, aux thèses radicales. Le district d'Entremont dégage une minorité acceptante de 25,2 %. Monthey et Saint-Maurice se montrent légèrement plus favorables, accordant 30,2 % et 30,7 %, tandis que le district de Martigny, avec 52,7 % de oui, s'inscrit comme l'unique district du canton favorable au projet.

Une analyse des résultats au niveau local permet de constater que, sur les 165 communes valaisannes, 115 refusent à l'unanimité des votants. Parmi les cinquante autres, treize seulement accordent plus de 50 % des voix au projet. Sept d'entre elles se trouvent dans le district de Martigny.

En plus de l'opposition entre les attitudes haut et bas-valaisannes, l'analyse spatiale des résultats révèle l'opposition entre les votes des zones de montagne et de plaine. Les 41 voix haut-valaisannes favorables à la révision proviennent de trois communes seulement, toutes situées en plaine. Dans le Centre, sur 14 communes accordant des voix au projet, 8 sont situées



en plaine. Quant aux 6 communes de montagne, avec un total de 44 bulletins positifs, elles ne rassemblent que 5,8 % des votes régionaux favorables à la révision. Dans les districts bas-valaisans, où les 36 communes se répartissent à raison de 20 en plaine et 16 en montagne, ces dernières, avec un total de 658 bulletins affirmatifs sur les 2758 rentrés, représentent 32,1 % de l'ensemble. Dans le district de Monthey, les communes de montagne rejettent massivement le projet, en opposition avec la plaine. Dans le district d'Entremont, la voie de communication du Grand-Saint-Bernard semble jouer un rôle similaire à celui de la plaine du Rhône pour le reste du Valais. Les localités situées directement au contact de l'ancienne voie de passage sont beaucoup plus nettement acquises à l'idéologie radicale que les villages reculés, où le rejet est massif.

Les radicaux font-ils le plein des voix lors de ce scrutin fondamental ? Une réponse à cette question peut être donnée grâce à la comparaison des résultats du 19 avril 1874 avec ceux d'autres échéances cantonales et fédérales, à savoir les élections au Grand Conseil valaisan et le renouvellement des conseillers nationaux. On peut affirmer que la grande majorité des radicaux véritables, habitant dans les communes de plaine, suivent massivement les consignes du parti. Le district de Martigny ainsi que les communes de la plaine montheysanne le montrent très bien. Par contre, dans les communes de montagne, une bonne partie des votants, radicaux lors des élections, rallient l'opposition conservatrice à l'occasion du vote sur la constitution. La réticence des zones de montagne prend le pas sur l'idéologie progressiste. Dans certaines communes seuls 20 % des électeurs traditionnellement radicaux se montrent conséquents en cautionnant le projet fédéral.



## CHAPITRE 19

# Le Valais et le développement de la législation fédérale 1874-1900

par PATRICE FRASS

Depuis l'adoption de la nouvelle constitution fédérale de 1874 jusqu'au tournant du siècle, quinze amendements sont soumis à la sanction populaire. Cette accélération très nette par rapport à la période 1848-1874, au cours de laquelle seuls deux scrutins avaient vu le jour, est encore renforcée par deux facteurs nouveaux. D'une part, l'introduction du référendum facultatif en matière législative permet aux opposants de provoquer 26 consultations populaires ; d'autre part, il est possible, dès 1891, de recourir à l'initiative constitutionnelle. Ce moyen aboutit à cinq reprises, portant à 46 le nombre total d'objets soumis à l'électeur durant le dernier quart du dix-neuvième siècle.

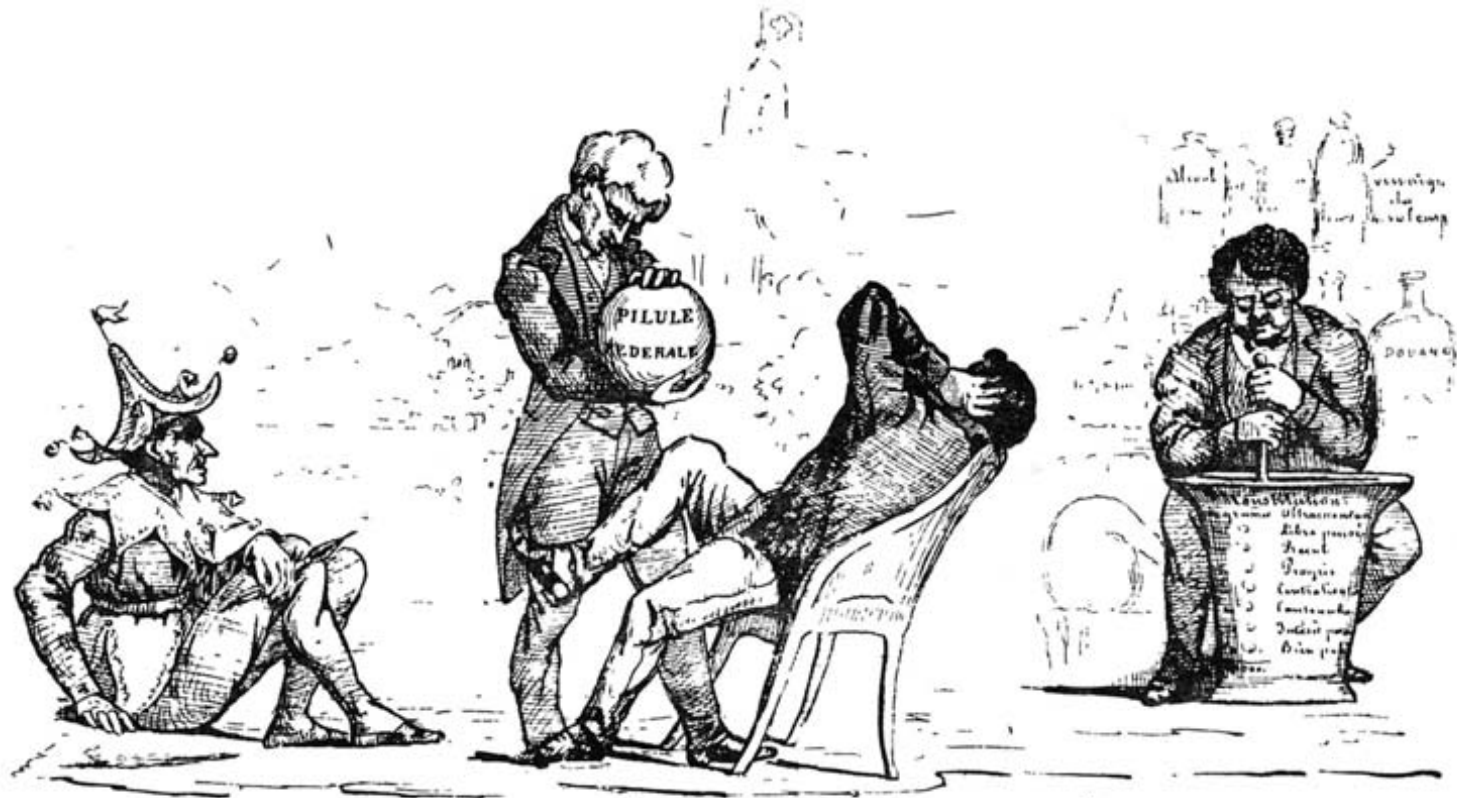
Sur l'ensemble des scrutins, la participation helvétique atteint 56,4 %. Le canton, avec un score de 54,5 %, fait preuve d'une motivation pratiquement égale. Ces moyennes recouvrent cependant des oscillations relativement fortes. Les deux résultats extrêmes se fixent pour le pays à 34,8 % et 77,6 %. En Valais, les variations sont plus fortes encore. Le maximum de 84,6 % est atteint à l'occasion du référendum sur l'introduction d'un inspecteur fédéral dans le domaine scolaire. Quant au record d'abstention — 25,6 % de bulletins rentrés —, il est enregistré lors du vote d'un article constitutionnel introduisant la protection des inventions. Lorsque le canton est concerné,

l'électorat valaisan se déplace massivement, suivant les mots d'ordre de ses chefs. A l'inverse, en l'absence de motivation spéciale, la démobilisation est régulièrement plus forte que dans le reste du pays.

La stabilité se retrouve au niveau des choix. Les positions du canton ne varient pas. Le refus des projets inspirés par Berne demeure la règle. Tandis que les Confédérés refusent 27 des 46 objets soumis au vote, les Valaisans en rejettent 37. Ces données globales très nettes masquent une situation en réalité beaucoup plus tranchée. En effet, si voter oui lors d'un référendum signifie à coup sûr approuver un renforcement des prérogatives fédérales, un choix similaire à l'occasion d'un amendement constitutionnel ou d'une initiative populaire peut représenter tout le contraire. Il convient donc d'analyser séparément ces trois genres de scrutins.

Sur les quinze amendements constitutionnels proposés par les Chambres fédérales, dix sont acceptés au niveau de la Confédération, contre quatre seulement en Valais. Sur l'ensemble des scrutins, la moyenne des bulletins favorables s'établit à 58,5 % en Suisse, contre 39,9 % dans la vallée du Rhône. Parmi les quatre projets auxquels le canton souscrit, le premier, concernant le rétablissement de la peine de mort, est une bonne occasion de porter un coup de griffe à la constitution détestée. Le deuxième, instituant le monopole de l'alcool, est accepté dans la perspective d'une redistribution aux cantons des bénéfices attendus. Le troisième vote positif intervient lorsqu'il s'agit d'introduire l'initiative en matière constitutionnelle, dispositif destiné à intensifier la lutte contre le pouvoir central. Dans ces conditions, seul un projet sur la protection des inventions est accepté en l'absence d'avantage direct pour le canton. Il est vrai que ce vote provoque le record absolu d'abstentions du quart de siècle.

Dans le domaine des référendums, beaucoup plus homogènes en ce sens qu'ils s'opposent pratiquement sans exception à une législation centralisatrice, l'attitude générale de refus de la part du canton est encore plus nette. Sur les 26 lois soumises au vote populaire, deux seulement sont acceptées en Valais. La première prévoit l'octroi de subventions fédérales aux chemins



Le peuple suisse en traitement.

Laboratoire fédéral.

{ Il l'avalerà; il ne l'avalerà pas; il l'avalerà! . . .

Mais sacré dieu, docteur, divisez ça, au moins en trois ou quatre morceaux pour que ça passe. Impossible, il faut l'avaler in globo! . . .

{ J'y ai mis un peu de tout. Si ça ne fait pas beaucoup de bien, ça ne fera pas grand mal! }

La centralisation : une potion ?

de fer des Alpes, la seconde concerne la mise en place du monopole fédéral sur les alcools. Si l'ensemble de la Suisse voit en moyenne 41 % de ses citoyens se prononcer en faveur des lois, assurant le succès à 8 d'entre elles, le Valais n'en voit que 18,4 % faire de même. Ce pourcentage descend à 13,3 % si l'on retire du calcul les deux scrutins acceptés pour des raisons d'opportunité. Dernière illustration de ce refus systématique : 70 % des référendums les moins bien accueillis dans le canton voient la moyenne des bulletins positifs franchir à peine la barre des 8 %.

Les initiatives constitutionnelles, au nombre de cinq entre 1893 et 1900, diffèrent fortement de la logique référendaire. Le premier objet soumis au peuple suisse par cette voie concerne l'interdiction de l'abattage du bétail sans étourdissement préalable, en d'autres termes, l'abolition des sacrifices rituels juifs. Alors que le projet obtient la majorité des voix et des cantons, le Valais, se souvenant des vexations subies par les catholiques à l'époque du Kulturkampf, refuse massivement — 96,8 % de non — de même d'ailleurs que les autres cantons romands et le Tessin. L'initiative suivante, proposant l'introduction dans la constitution du principe du droit au travail, provoque une convergence des positions fédérale et cantonale. Le refus d'un projet jugé utopique est net : respectivement 80,4 % et 93,9 % de non. Les trois initiatives suivantes, permettant d'exprimer l'opposition traditionnelle à Berne, recueillent en Valais des majorités confortables. Elles proposent une redistribution aux cantons du produit des douanes fédérales, l'élection des conseillers nationaux au système proportionnel ainsi que celle des conseillers fédéraux par le peuple. Au niveau fédéral, toutes trois sont balayées.

## LES LOIS INDIGNES

En automne 1874, l'adoption par le parlement d'une nouvelle loi sur l'état civil et le mariage donne l'occasion aux citoyens mécontents d'inaugurer la pratique du référendum législatif. Le texte incriminé a l'audace d'introduire le divorce et d'éloigner

les ecclésiastiques des registres. Pareilles décisions font l'effet d'une bombe au sein d'une population encore mal remise de la défaite du 19 avril. Organisée tambour battant, la récolte des signatures réussit pleinement en terre valaisanne : douze mille en moins d'un mois, la moitié environ du corps électoral ! Le succès le plus net est obtenu dans le Haut-Valais et dans les régions montagnardes du Centre. Face à cette démonstration de force des milieux conservateurs, l'organe du parti radical, conscient de l'inutilité de la lutte sur le terrain cantonal, renonce pratiquement à faire campagne. Répéter que le divorce ne met pas en danger l'Eglise et que la modernisation des registres d'état civil est un progrès certain n'empêche pas 15 325 citoyens valaisans de se prononcer contre la loi. Quant aux 1920 votants acquis à la réforme, ils peuvent se consoler en constatant que la loi passe au niveau fédéral.

Quelques années se sont écoulées lorsque une nouvelle atteinte inadmissible aux prérogatives cantonales mobilise la population valaisanne. Les auteurs de la constitution de 1874, conscients des disparités importantes existant entre les cantons au niveau de l'enseignement primaire et poussés par un sentiment anticlérical, avaient introduit deux principes nouveaux : l'instruction devrait être « suffisante » et placée sous l'autorité civile. La Confédération veillerait à la stricte application de ces principes. Un certain temps s'écoule. Constatant que dans plusieurs cantons la situation ne s'améliore pas, les autorités fédérales passent à l'action. Le 14 juin 1882 paraît l'arrêté décidant de la création d'un poste de secrétaire fédéral à l'instruction publique. La réaction est immédiate. Le référendum est saisi. La population va voter sur le « bailli scolaire ». Les milieux officiels valaisans sont outrés. En plus de l'inspecteur de la Confédération, on sent planer une loi scolaire uniformisée. Le porte-parole de la majorité conservatrice donne le ton de la campagne :

Voter oui serait infliger une humiliation aux cantons, consacrer un empiètement injuste sur la souveraineté cantonale ; imposer une lourde charge aux communes ; une cause de décadence pour les écoles elles-mêmes ; porter une atteinte aux droits les plus sacrés des parents et créer un foyer de perversion pour la jeunesse, enfin concourir à la ruine de la vie religieuse en Suisse. (*Gazette du Valais*, 25 novembre 1882.)

Tous les arguments habituels sont repris. La souveraineté cantonale est bafouée, la religion au bord de l'abîme, les finances menacées. On ne craint pas non plus d'annoncer la décadence des écoles ; sombre perspective pour un canton qui voit déjà ses jeunes se placer dans le peloton de queue à l'occasion des tests effectués régulièrement par la Confédération au moment du recrutement. Il est vrai que la *Gazette du Valais* se garde bien de relever ce détail !

Le verdict des urnes est sans appel. Avec une participation considérable — 76,4 % au niveau fédéral et 84,9 % en Valais — le projet est rejeté par deux Suisses sur trois. Dans la vallée du Rhône, il est balayé par 20 276 électeurs sur 23 003.

### CONSOLATIONS PASSAGÈRES

Au sein de cette atmosphère chargée se développe, en 1878, un débat animé sur le rétablissement de la peine de mort, supprimée par la constitution de 1874, alors même que la population avait refusé de l'abandonner lors de l'importante consultation populaire de 1866. Une vague de meurtres intervenant au milieu de la décennie pousse un parlementaire à agir. Malgré l'opposition du Conseil fédéral, le parlement décide de soumettre le problème au peuple. Le 18 mai 1879, la peine de mort est rétablie par la volonté de 200 485 citoyens contre 181 588. Cette courte avance sur le plan fédéral se transforme en une acceptation massive dans le canton. Quatre votants sur cinq ne manquent pas de manifester au travers de ce vote leur opposition durable à la constitution en général.

Le nombre de meurtres commis sous l'influence de l'alcool fait prendre conscience des ravages causés par la trop grande consommation d'alcools forts, bien souvent de mauvaise qualité. La Confédération décide de prendre des mesures. Coup sur coup, la population doit se prononcer sur l'amendement constitutionnel prévoyant la mise en place d'un monopole fédéral sur les alcools, puis, le référendum ayant été saisi, sur la loi d'application.

Contrairement à ses habitudes, le Conseil d'Etat valaisan prend position en faveur du projet, pourtant d'essence nettement centralisatrice. Le côté moral de l'entreprise justifie à ses yeux une acceptation inconditionnelle. L'amélioration de l'état de santé général de la population suisse doit prendre le pas sur les considérations fédéralistes. L'exécutif s'en explique ainsi dans une circulaire adressée aux présidents de communes :

Il importe d'arrêter le fléau de l'alcoolisme qui menace de terribles ravages la génération actuelle et future ; et la Suisse, cet ancien berceau de la liberté, lorsqu'il s'agit de sauvegarder le bien-être moral et matériel, doit donner l'exemple. C'est un motif péremptoire pour le peuple valaisan, qui de tout temps s'est distingué par ses sentiments religieux, d'entrer compact en ligne pour soutenir la cause de la moralité. (AEV, DI, 77.)

Si la sincérité des auteurs de la missive ne peut être mise en doute, il n'en demeure pas moins que ces questions d'ordre moral n'ont pas dû peser lourd dans la balance face aux réalités économiques. Conscients de la pauvreté du canton, les responsables des affaires cantonales restent constamment à l'affût de nouvelles ressources. Or, le monopole de la Confédération est lié à une redistribution des bénéfices entre les cantons. Le Valais pouvant compter sur l'encaissement annuel de quelque trois cent mille francs, somme énorme pour les finances cantonales d'alors, les membres de l'exécutif pressent les présidents de communes et les préfets d'œuvrer en faveur du oui. De plus, ils publient, à la veille du vote, une proclamation éloquente. Mais les avantages du monopole ne se limitent pas au secteur financier. Tandis que les derniers impôts perçus sur les vins par certains cantons du plateau vont disparaître, la demande risque de croître parallèlement à la disparition de l'eau-de-vie de pomme de terre, principal produit visé par l'interventionnisme fédéral, que le Valais, de surcroît, ne produit pas.

Dans ces conditions, la majorité conservatrice oublie pour une fois ses principes les plus affirmés. L'absence de polémique, le parti radical étant lui aussi acquis au monopole, fera oublier à bon nombre de citoyens le chemin des urnes. Le 25 octobre 1885, le oui est pratiquement unanime : 12 955 voix contre 663. Mais la participation descend à 51 %. Le référendum du 15 mai 1887, lancé contre la loi d'application enregistre des résultats semblables. La *Gazette du Valais* peut écrire :



Le Valais a voulu, dimanche, montrer une fois de plus qu'il est ami de tout progrès compatible avec ses convictions politiques et religieuses. Il a tenu à prouver en même temps qu'il n'est pas systématiquement hostile à toute loi venant de Berne, et qu'il sait faire un choix à sa convenance dans les produits législatifs que nous envoie l'Assemblée fédérale. (*Gazette du Valais*, 18 mai 1887.)

Quatre ans plus tard, l'organe conservateur retrouve les mêmes accents lors du débat sur l'introduction de l'initiative constitutionnelle, innovation devant compléter le référendum. Le projet présenté par le Conseil fédéral a tout pour plaire aux milieux fédéralistes. L'argumentation de la *Gazette du Valais* est très nette :

Le droit d'initiative est une extension des droits populaires. C'est le complément du référendum, de cette arme constitutionnelle qui a valu déjà tant de brillantes victoires au peuple suisse et tant de honteuses défaites au radicalisme triomphant. (*Gazette du Valais*, 1er juillet 1891.)

Dans ces conditions, l'acceptation ne fait aucun doute. Le 5 juillet 1891, les électeurs valaisans adoptent l'amendement par 11 477 oui contre 1579 non.

## AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES : L'INCOMPRÉHENSION

Parmi les scrutins consacrés aux questions économiques, la convergence d'intérêts enregistrée à propos du monopole de l'alcool représente un cas isolé. Dès le 18 octobre 1891, le vote sur l'article 39 de la constitution permet à l'électeur valaisan de renouer avec la tradition. Face aux difficultés toujours plus grandes provoquées par la multiplicité des billets de banque, dont l'impression est encore une prérogative cantonale, les instances fédérales proposent la mise en place d'un institut central d'émission. L'idée, qui a eu le temps de mûrir depuis un premier échec en 1880, passe confortablement au niveau fédéral. Le Valais, qui n'y trouve aucun intérêt direct, fait bloc avec les autres cantons romands et voit 84,4 % des votants rejeter l'amendement. Les mobiles restent les mêmes ainsi que le prouve la *Gazette du Valais* la veille du vote :



Quant au monopole des billets de banque, nous ne pouvons que recommander chaleureusement à tous les citoyens valaisans de se prononcer dans le sens négatif. La fureur des monopoles qui s'est emparée de certains politiciens fédéraux ne conduit à rien moins qu'à l'absorption de plus en plus complète de l'activité, de l'initiative et de la liberté individuelle au profit du pouvoir central. (*Gazette du Valais*, 17 novembre 1891.)

La même logique fédéraliste, mais également la méconnaissance des réalités helvétiques, percent trois ans plus tard lors du débat déclenché par l'initiative populaire proposant la redistribution aux cantons du produit des douanes fédérales. L'intérêt financier d'un tel projet fascine les milieux conservateurs fédéralistes qui n'hésitent pas à se lancer avec ferveur dans la campagne. En Valais, la majorité bat le rappel de ses troupes. Si les votes importants de 1885 et 1887, pour le monopole de l'alcool avaient pu se faire au nom de la défense de la moralité et de la santé de la population, ce n'est cette fois pas possible. On se voit contraint de montrer son vrai visage et de ne déplier que la bannière de l'anticentralisation. Face à la réaction vigoureuse de la minorité radicale valaisanne, opposée à tout démantèlement de l'édifice fédéral et inquiète de l'usage que les autorités en place pourraient faire de ces nouvelles ressources, le journal de la majorité proclame une fois de plus :

Il faut éviter surtout les abstentions et faire comprendre à nos populations... que nous sommes en présence d'une votation constitutionnelle de la plus haute importance économique, financière et politique, puisqu'il s'agit à la fois de rétablir l'équilibre financier en Suisse et de protéger les cantons contre les excès de la centralisation et du militarisme. (*Gazette du Valais*, 17 octobre 1894.)

La population helvétique, consciente de l'importance du scrutin, se déplace largement : la participation monte à 72,8 %. Le refus est massif : 350 639 non pour 145 462 oui. Dans le canton l'initiative est logiquement acceptée, par 15 943 voix contre 5441. La participation dépasse de 4 points celle de la Suisse. Ce manque de réalisme au niveau économique trahit un retard dans le développement du canton, retard qui se retrouve également dans les affaires sociales. Peu industrialisé, le canton ne connaît pas de classe ouvrière organisée et consciente. Le sort de l'ouvrier ne retient pas encore l'attention. Les milieux politiques s'en désintéressent, le sujet n'étant pas mobilisateur.

Les quatre scrutins analysés ci-dessous n'attirent en moyenne que 45,5 % des électeurs, ce qui représente un retard de neuf points par rapport à la participation moyenne du quart de siècle.

Le 21 octobre 1877, il s'agit de se prononcer sur la loi relative à la nouvelle législation fédérale sur le travail dans les fabriques, en application de l'article 34 de la constitution de 1874. En l'absence de toute campagne et de toute polémique, les non l'emportent par habitude : 8278 non contre 3873 oui. En 1890, les Chambres fédérales proposent au peuple l'article 34bis introduisant le principe de la caisse-maladie et accident. N'ayant à subir aucune opposition déclarée, il connaît un succès rarement atteint au niveau fédéral. Aux 283 228 bulletins favorables ne s'opposent que 92 000 bulletins négatifs. Dans ces conditions, le Valais est, en compagnie du demi-canton d'Appenzel R.I., le seul à refuser l'amendement.

Quatre ans plus tard, le peuple suisse refuse à la Confédération le droit de légiférer dans le domaine des métiers. Tandis que la participation cantonale tombe à 38,1 %, une lézarde apparaît : le journal conservateur propose de voter oui. Mais les habitudes l'emportent. L'initiative populaire soumise au vote le 3 juin de la même année propose l'inscription dans la constitution du principe du droit au travail. Pour une fois, Confédération et canton se retrouvent. La veille du vote la *Gazette du Valais* écrit :

Le droit au travail est irréalisable... sans un bouleversement complet de notre organisation sociale, et dangereuse en ce sens que, préjudiciable aux bons ouvriers, elle serait favorable seulement aux paresseux, en leur fournissant un moyen et un prétexte pour vivre aux dépens de la société. (*Gazette du Valais*, 2 juin 1894.)

Le résultat est clair. La population suisse refuse le projet par 308 289 voix contre 75 880. La participation atteint 57,6 %. Dans le canton, pour une fois, les votes conservateurs et radicaux se rejoignent : 780 personnes seulement appuient l'initiative, 12 049 la rejettent. Mais la participation recule de 10 points par rapport à la moyenne fédérale.

## DROIT ET ARMÉE : L'OPPOSITION TRADITIONNELLE

Le 11 avril 1889 paraît une nouvelle loi fédérale très complexe, forte de 42 pages, concernant les poursuites pour dettes et faillites. Immédiatement contestée, elle provoque le recours au référendum. Le scrutin est fixé au 17 novembre. Sur l'ensemble de la Confédération, un oui timide sort des urnes. Dans le canton, où l'on se montre très susceptible dans un domaine que l'on considère comme un des piliers du fédéralisme, la réaction est brutale : 73 % des électeurs se rendent aux urnes et refusent par 17 793 voix contre 2247.

Quelque dix ans plus tard, en 1898, arrive sur la scène un amendement constitutionnel de très haute importance. Le peuple suisse doit se prononcer sur l'unification du droit en matière pénale et civile. Une importante majorité se rallie au projet.

L'unification du droit civil est acceptée par 264 933 oui contre 101 820 non. Celle du droit pénal connaît un score comparable. Une fois de plus, les électeurs valaisans se retrouvent parmi les opposants. Cependant, en raison de la pause intervenue au niveau fédéral entre les partis radical et conservateur, pause partiellement répercutée en Valais, la campagne des journaux est très limitée. La participation marque le pas, tandis que les résultats sont moins tranchés qu'à l'ordinaire. Le principe de l'unification du droit n'est rejeté que par 9421 citoyens contre 4535, refus effectivement mou dans le contexte valaisan. Quant à l'amendement concernant le droit pénal, il enregistre un score analogue. Et pourtant la *Gazette du Valais* n'a pas oublié de rappeler à l'électeur son habituel devoir :

Dimanche le peuple suisse va décider si les cantons conserveront leur autonomie législative ou s'ils abdiqueront leur séculaire droit de se régir par leurs propres lois.

Lourde sera devant la postérité la responsabilité de ceux qui se disposent à vendre leurs libertés séculaires pour un plat de lentilles et à sacrifier leurs traditions d'indépendance et d'autonomie. (*Gazette du Valais*, 12 novembre 1898.)

Pas plus que le droit, l'armée n'est un motif de satisfactions pour la population valaisanne. Cette institution demeure le symbole de la centralisation et cristallise les ressentiments.

La première escarmouche se déroule en 1875, lors du vote relatif à la fixation des taxes d'exemption du service militaire. Le canton refuse dans une proportion de sept contre un. Ayant également échoué de peu sur le plan fédéral, le projet repasse devant le souverain l'année suivante. S'il est accepté par le pays, il est derechef refusé en Valais, par 10 130 citoyens contre 2119.

Le vote de 1895 concerne plus nettement la population. Il s'agit cette fois de refondre l'organisation militaire. La participation grimpe. Bien que le temps ait passé depuis le vote sur la taxe militaire, le canton se montre toujours aussi intransigeant ; 16 406 Valaisans refusent le projet dont la teneur leur a été résumée ainsi par la *Gazette du Valais* :

Voulez-vous une prolongation des jours de service militaire ? Non.

Voulez-vous la construction de nouvelles forteresses ? Non.

Voulez-vous une nouvelle armée d'employés fédéraux ? Non.

Voulez-vous être commandés par des officiers qui ne connaissent pas votre langue ? Non. (*Gazette du Valais*, 30 octobre 1895.)

Les conservateurs peuvent encore tenir un langage fondamentalement différent de celui qui sera le leur quelque vingt ans plus tard. Il est vrai que les atteintes socialistes restent encore très limitées, il sera toujours assez tôt de se rallier lorsque le besoin s'en fera sentir.

## Démocratie et histoire

D'apparence immobile dans son développement économique, le Valais du XIX<sup>e</sup> siècle est la scène d'une intense activité politique. Dès 1798, la succession des événements se précipite ; les choix de société divisent le canton ; l'avenir, cette nouvelle dimension du mental, apparaît dans un pays reculé, où les conditions quotidiennes de la vie semblaient contraindre la collectivité à une laborieuse survie.

Reposant sur des fondements antérieurs à la Révolution de 1798, l'idée de démocratie est au centre du conflit. Le système fédéraliste des dizains, repris avec des aménagements par la Restauration, admet en effet une démocratie, directe au niveau communal, indirecte à l'échelon supérieur. Néanmoins, cette démocratie est totalement déformée par des mécanismes de nature profondément oligarchique, où les charges tendent à devenir viagères, voire héréditaires. Contre ce système fédéraliste, bourgeoisial, à prédominance haut-valaisanne, les élites bas-valaisannes préconisent l'introduction d'un ordre institutionnel représentatif.

Simple par nature, la démocratie représentative ne tend guère qu'à la substitution d'une élite par une autre. Elle entraîne, toutefois, une nouvelle définition du rapport entre pouvoir et société et ne peut, en conséquence, s'imposer qu'au prix d'une transformation globale de la société. En effet, la notion de démocratie représentative suppose qu'il y ait un ensemble à représenter, un peuple de citoyens au sein d'un Etat indivisible. Or, le peuple valaisan n'est, traditionnellement, qu'une

réunion des bourgeois dispersés dans la mosaïque des collectivités. De plus, le bourgeois du Haut est un peu plus valaisan que celui du Bas. Dans les dizains, les électeurs n'ont pas le même poids décisionnel ; ils sont divisés par la souveraineté désénale et communale qui, de droit ou de fait, est en mesure de s'opposer à la volonté du centre.

La démocratie représentative rencontre donc une foule d'obstacles : d'abord, la force d'inertie des collectivités jalouses de leurs prérogatives, armées d'un référendum-veto contre l'Etat central ; ensuite, le poids culturel de la tradition, au sein d'un pays où le temps social est rythmé par le cycle des saisons et par les manifestations religieuses. De ce fait, au nouveau pays légal en voie de formation, le pays réel est en mesure d'esquisser de nombreuses parades, allant de l'anarchie de l'ingouvernable, à la dictature d'inspiration théocratique, en passant par la mise en valeur des procédés directs de démocratie, tels que l'appel aux masses et le référendum obligatoire. Le régime de 1844 est un exemple frappant des ressources politiques du Valais conservateur. Il n'est donc pas étonnant que face à une pareille coalition des systèmes défendus par la tradition, la démocratie représentative ne puisse s'imposer qu'à l'aide de l'intervention violente de forces étrangères au Valais, françaises de 1798 à 1813 et helvétiques en 1847.

Lorsqu'elle s'installe, en 1802, en 1839 et en 1848, la démocratie représentative se fait naturellement l'ambassadrice de « l'intérêt général ». Dans un Etat qui cherche à renforcer son pouvoir d'intervention, les élus du peuple travaillent au nom du « bien public », mais naturellement hors de tout mandat impératif. Les représentants prêchent les principes modernistes : progrès, libertés et développement économique. Bien que combattant des adversaires volontiers acquis à la démocratie semi-directe ou providentielle, les libéraux n'en sont pas moins tentés, eux aussi, par les formes de la démocratie « pure » qui seraient en mesure de consacrer leur autorité. C'est la raison pour laquelle, les constituants de 1839 admettent un référendum négatif. Constatant toutefois que la décision populaire ne leur est que rarement profitable, les libéraux en reviennent à la

démocratie représentative, sacralisée par les étendards fédéraux de 1848. Pourtant, dans un Etat démocratique libéral, aucun régime ne peut se maintenir sans l'appui d'une majorité culturelle. Les radicaux en font l'expérience et doivent céder le pouvoir à leurs adversaires.

Dans le camp conservateur, la peur de 1847, l'expérience du régime radical et surtout la contrainte du système helvétique provoquent un changement dans l'attitude des dirigeants. Aussi bien dans ses formes que dans ses finalités, la démocratie représentative, gage de survie des élites, est désormais acceptée. L'exécutif, surtout celui emmené par Alexis Allet jusqu'en 1870, sait se confondre à un intérêt général défini par le pouvoir au nom de tous. Certes, les forces de résistance du Valais profond restent vives, même contre un régime conservateur. La transformation du canton est lente.

La victoire de la démocratie représentative, si elle s'identifie avec celle des principes modernistes au sein des élites, signifie également l'alignement sur des normes helvétiques. Contraint d'accepter les principes de 1848, le Valais aura un chemin de fer, une banque, des écoles ; il participera à l'édification d'un marché national, au risque de voir les écarts économiques s'accroître à son détriment.

Très jaloux de leur autorité, les dirigeants du Valais savent utiliser les sentiments particularistes du canton. L'installation de la démocratie semi-directe au niveau fédéral leur donne, dès 1874, l'occasion de développer une idéologie autonomiste, tournant volontiers au réflexe primaire contre toute velléité centralisatrice. Cette attitude n'empêche pas les politiciens valaisans de premier plan de tirer avantage des fruits d'une Helvétie progressiste. Les Barman, Allet et de Torrenté savent très bien apprécier leur rôle de partenaires politiques fédéraux et les retombées économiques qui en découlent.

La fin du XIX<sup>e</sup> siècle valaisan est marquée par des transformations économiques corrélatives à l'apparition d'un certain pluralisme idéologique. Ayant achevé sa transformation politique, doté des institutions propres à un Etat relativement centralisé, le canton entre dans un siècle où l'économie va devenir prioritaire. Quelles seront les conséquences démogra-

phiques, sociales et culturelles de ce changement sur les mentalités valaisannes ? Que deviendra la démocratie à l'ère de la grande mutation du Valais ? Ce sont là des perspectives de recherche dont l'heure n'est pas encore au bilan.

Par l'affirmation de l'Etat central, des libertés individuelles et de l'idée de « progrès », le siècle de la démocratie représentative a modifié le canton, le préparant à une révolution économique sans précédent. Comparable, avec les adaptations chronologiques qui s'imposent, à celle des autres régions du pays, cette évolution constitue un cas exemplaire de l'importance du débat politique dans la Suisse du XIXe siècle.

**Groupe valaisan de sciences humaines**



## CHRONOLOGIE

1790 8 septembre	Début des émeutes populaires dans le Bas-Valais ; fuite des gouverneurs de Monthey et de Saint-Maurice
1791 19 novembre	Exécution des cinq principaux chefs de la « Conjuraton des Crochets »
1798 fin janvier	Plantation d'arbres de la liberté à Saint-Maurice et à Monthey ; proclamation de l'indépendance du Bas-Valais
22 février	Ratification de l'indépendance du Bas-Valais par le Haut-Valais
16 mars	Réunion d'une assemblée des représentants du Haut et du Bas-Valais à Saint-Maurice
4 avril	Acceptation de la constitution helvétique par le Valais
mai	Insurrection du Haut-Valais
1799 avril-mai	Seconde insurrection du Haut-Valais
1801 novembre	Début de l'occupation militaire du Valais par le général Turreau
1802 30 août	Adoption par la Diète de la constitution de la République indépendante du Valais
4 septembre	Loi électorale
1803 30 mai	Loi sur le rachat des dîmes et des droits féodaux
1er décembre	Loi contre les assemblées illicites
1804 22 novembre	Adoption de l'uniformité des codes civil et criminel
1805 9 octobre	Inauguration officielle de la route du Simplon
1807 3 décembre	Adoption par la Diète d'une nouvelle loi électorale
1810 12 novembre	Annexion du Valais à l'empire napoléonien sous le nom de département du Simplon
26 décembre	Décret impérial sur l'organisation du département
1813 24-31 décembre	Evacuation du département du Simplon par les Français ; arrivée des Autrichiens ; institution d'un gouvernement provisoire
1814 23 octobre	Décision des puissances alliées sur l'organisation interne du Valais (« Pronunciatum »)
5 décembre	Adoption par la Diète d'une constitution
11 décembre	Sécession du Bas-Valais
1815 18 février	Adoption par la Diète constituante des premières lois organiques
26 février	Nouvelle sécession du Bas-Valais
12 mai	Adoption d'une nouvelle constitution par la Diète

4 août	Signature de l'acte de réunion à la Suisse
1816 avril-mai	Tentative d'insurrection dans le Haut-Valais
1816-1817	Disette générale
1822 27 juin	Démembrement de la commune de Saint-Maurice
1824 20 avril	Pétition d'industriels et de commerçants du Bas-Valais
1826 20 mai	Adoption par la Diète de la loi organique sur les élections
1827-1829	Échecs du décret sur l'instruction primaire
1829 19 mars - 21 avril	Rébellion de Conthey contre la loi organique
1831 23 mai - 6 juin	Plantation d'arbres de la liberté à Martigny et dans diverses communes bas-valaisannes
1833 2 mars	Rejet par la Diète cantonale du projet de révision du Pacte fédéral
11 avril	Bastonnade de Martigny
13 novembre	Demande d'introduction d'une représentation proportionnelle à la population pour l'élection des députés, de la part des dizains d'Entremont, Martigny, Saint-Maurice et Monthey
1835 26 juillet	Constitution de la « Jeune Suisse » à Ville-neuve
1838 17 avril	Renouvellement de la demande de 1833 par les dizains du Bas
11 décembre	Admission par la Diète, à la majorité simple, du principe de représentation proportionnelle
1839 15 janvier	Retraite des députés du Haut. Création de fait de deux gouvernements : conservateur à Sierre et libéral à Sion
20 janvier	Parution du <i>Bulletin des séances de la Constituante valaisanne</i> qui deviendra <i>L'Echo des Alpes</i> , premier journal valaisan
30 janvier	Adoption par la Diète d'une nouvelle constitution
17 février	Acceptation de la constitution par le peuple
3 août	Adoption par le Grand Conseil d'une nouvelle constitution révisée
25 août	Acceptation de la constitution révisée par le peuple
1840 1er avril	Victoire des troupes bas-valaisannes ; reconnaissance de la légitimité du régime libéral par le Haut
1841 7 février	Rejet par le peuple des lois sur la taxe militaire et sur l'instruction publique
19 octobre	Adoption par le Grand Conseil du rétablissement intégral des couvents d'Argovie
1842 25 juin	Parution de <i>La Gazette du Simplon</i>

1842 fin - 1843 début	Création de la « Vieille Suisse »
1843 7 août	Constitution du Comité de Martigny
20 novembre	Pétition des dizains orientaux en faveur d'une législation répressive
1844 18 mai	Entrée à Sion des milices haut-valaisannes
21 mai	Défaite des radicaux au combat du Trient
mai-juin	Train de mesures d'exception
6 août	Adhésion du Valais à la conférence des cantons catholiques
14 septembre	Acceptation par le Grand Conseil d'une nouvelle constitution
20 octobre	Ratification de la constitution par le peuple
1845 11 décembre	Conclusion de l'alliance des sept cantons catholiques (Sonderbund)
1846 24 mai	Fête d'action de grâce à Notre-Dame-Auxiliatrice pour commémorer l'anniversaire de la « libération » du territoire valaisan
1847 10 octobre	Approbation par le peuple de la décision du Grand Conseil de défendre le Sonderbund les armes à la main
29 novembre	Capitulation du Valais
30 novembre	Entrée des troupes fédérales en Valais
2 décembre	Assemblée populaire à Sion, désignation d'un gouvernement provisoire
16 décembre	Election d'un Grand Conseil constituant, majorité radicale
1848 10 janvier	Adoption du texte constitutionnel par le Grand Conseil constituant
11 janvier	Election du Conseil d'Etat avec Barman à la présidence ; décret de réunion des biens du clergé au domaine de l'Etat
16 janvier	Vote par le peuple de la constitution et du décret de réunion
29 janvier	Décret fixant les modalités d'application de la réunion des biens du clergé au domaine de l'Etat
21 février	Déclaration du Conseil d'Etat sur le règlement des frais de guerre du Sonderbund
22 août	Rejet par le peuple valaisan de la constitution fédérale
19 novembre	Convention entre l'Etat et l'évêque de Sion
1849 31 mai	Loi sur l'instruction publique
1850 25 mai	Démission de Barman du Conseil d'Etat
août	Pétition pour la révision de la constitution
1851 5 janvier	Adoption par le peuple de la loi des finances du 6 décembre 1850
août	Révolte fiscale des communes de Rarogne occidental
2 décembre	Loi électorale

1852 20 juin	Approbation par le peuple du principe de la révision de la constitution
12-13 août	Arrêté fédéral sur la remise de la dette aux vaincus du Sonderbund
3 octobre	Election du Grand Conseil constituant, majorité radicale-libérale
23 décembre	Adoption de la constitution révisée par le Grand Conseil constituant
1853 9 janvier	Approbation par le peuple de la nouvelle constitution
19 janvier	Election du Conseil d'Etat, retour de Barmann
22 janvier	Convention avec le comte Adrien de la Valette pour la construction d'un chemin de fer en Valais
1854 4 juin	Tentative de fondation d'une première section valaisanne du Grutli, à Sion
23 novembre	Loi électorale (bulletin écrit)
1855 29 novembre	Entrée d'Alexis Allet au Conseil d'Etat
1856 31 mai	Nouvelle loi des finances
2 septembre	Création de la Banque Cantonale du Valais
1857 1er mars	Election du Grand Conseil, majorité conservatrice
22 mai	Election du Conseil d'Etat, Allet à la présidence
août	Début des négociations avec l'évêque de Preux pour un concordat
1858 1er février	Début des activités de la Banque Cantonale du Valais
1859 mai	Installation définitive d'une section du Grutli à Sion
24 mai	Décret rapportant les décrets de sécularisation des biens du clergé des 11 et 29 janvier 1848
1860 29 septembre	Inauguration officielle de la ligne de chemin de fer à Sion
1862 11 juillet	Rejet par le Conseil d'Etat d'un projet de concordat proposé par le clergé
26 novembre	Nouvelle loi des finances
1868 6-8 septembre	Inauguration du terminus de la ligne de chemin de fer à Sierre
1869 15 juin	Interpellation du radical Dénériaz sur les rescriptions de la Banque Cantonale du Valais
1870 2 juin	Droits politiques rendus au clergé
28 décembre	Démission d'Alexis Allet
30 décembre	Rejet par le Grand Conseil d'un emprunt pour la Banque Cantonale du Valais, suspension des opérations de la banque

1871 12 janvier	Déclaration de faillite de la Banque Cantonale du Valais
3 juin	Election d'un nouveau Conseil d'Etat conservateur
1er juillet	Prise en charge par le Conseil d'Etat des descriptions du régime Allet
1872 12 mai	Rejet de la révision de la constitution fédérale par le peuple suisse
1873 4 juin	Nouvelle loi sur l'instruction publique
1874 19 avril	Acceptation de la constitution fédérale révisée par le peuple suisse
1875 26 novembre	Adoption par le Grand Conseil d'une nouvelle constitution cantonale
5 décembre	Consécration du nouvel évêque de Sion, Mgr Adrien Jardinier
1876 13 février	Acceptation de la nouvelle constitution par le peuple
1878 octobre - janvier 1887	Elimination de la participation radicale aux Chambres fédérales
1879 7 novembre	Convention entre l'Eglise et l'Etat
1880 25 mai	Ratification de la convention entre l'Eglise et l'Etat
1881 19 mai	Election d'Henri de Torrenté au Conseil d'Etat
1884 avril	Fin de la liquidation de la Banque Cantonale
1891 20 novembre	Acceptation par le Grand Conseil d'une participation de l'Etat à la création d'une Caisse hypothécaire et d'épargne
1892 25 janvier	Ouverture de l'Ecole d'agriculture d'Ecône
1893 19 mai	Election du libéral Jules Ducrey au Conseil d'Etat
octobre	Début de la trêve électorale dans l'arrondissement fédéral du Bas-Valais
1895 24 août	Décret d'établissement de la Caisse hypothécaire et d'épargne
1896 9 mars	Refus du Grand Conseil de réviser la constitution pour l'introduction de la représentation proportionnelle
1898 2 août	Début des travaux de percement du tunnel du Simplon
1899 11-21 novembre	Grève générale au tunnel du Simplon
1900 4 novembre	Rejet, par le peuple suisse, de la représentation proportionnelle pour l'élection du Conseil national
1903 21 novembre	Loi sur l'apprentissage
1904 16 mai	Dépôt des signatures de la pétition Seiler demandant la révision de la constitution cantonale

1905 21 novembre	Démission d'Henri de Torrenté du Conseil d'Etat
1906 19 mai	Festivités d'ouverture du tunnel du Simplon ; réception du roi d'Italie à Brigue
1907 8 mars	Adoption par le Grand Conseil d'une nouvelle constitution
12 mai	Acceptation de la nouvelle constitution cantonale par le peuple
1909 18 septembre	Parution de <i>La Justice</i>
1910 25 novembre	Loi sur l'enseignement secondaire
1918 13 octobre	Acceptation par le peuple suisse de l'élection proportionnelle du Conseil national
1919 7 décembre	Fondation du parti socialiste valaisan
1920 25 janvier	Introduction du mode proportionnel pour l'élection des députés au Grand Conseil

## BIBLIOGRAPHIE

Cette bibliographie ne mentionne que les sources, prises globalement, et les ouvrages principaux qui ont servi à la rédaction de cet ouvrage. Pour une bibliographie plus détaillée, on se référera aux mémoires de licence des auteurs.

## I. ARCHIVES

## Archives de l'Etat du Valais (AEV)

*Protocoles de la Diète et du Grand Conseil* (Prot. G.C.), 1802 à 1810 ; dès 1816.

Conseil d'Etat (CE), 1, *Protocoles des séances*, dès 1847.

CE, 3, *Arrêtés et publications*, dès 1814.

CE, 6, *Lettres expédiées*, dès 1848.

Département des finances (DF), 1, *Correspondance et pièces comptables*, 22 no 2, *Impôts*, 1849-1856.

DF, 4, *Banque cantonale et Caisse hypothécaire du Valais*, 1 à 17, 1857-1898.

DF, 5, *Sonderbund*, 21, *Règlement final des comptes des cantons*, 1847-1865.

Département de l'intérieur (DI), 1 à 5, *Ecclesiastica*, 1802-1893.

DI, 35bis à 47, *Evénements politiques*, 1802-1851.

DI, 51 à 57, 63 à 67, 77, *Votations et nominations*, 1802-1893.

DI, 82 à 84, *Administration fédérale, révision du Pacte fédéral*, 1831-1841.

DI, 135, *Rachat des fiefs*, 1803-1827.

DI, 146 à 169, *Police communale : Rapports des préfets*, 1848-1888.

DI, 270, *Votations, Conseil national*, 1851-1899.

DI, 271, *Révision de la Constitution fédérale*, 1872-1895.

Département de l'instruction publique (DIP), 39 à 98, *Rapports des inspecteurs scolaires*, 1874-1906.

DIP, 99 à 102, *Examen des recrues*, 1875-1911.

Département de justice et police (DJP), *Circulaires, gendarmerie...*, no 6, *Grève des ouvriers au tunnel du Simplon*, 1898-1901 (1907).

Fonds du département du Simplon, S, 10, *Affaires politiques*, 1811-1813.

Fonds de Riedmatten, *Documents politiques*, 1814-1857, fascicule 7, constitution de 1839, 1839.

Fonds Louis de Riedmatten, 7 et 8, *Papiers du XIXe siècle*, 1800-1890.

Fonds de Rivaz (Rz), 54, *Lettres écrites à Charles-Emmanuel de Rivaz*, 1810-1830 ; 78 à 81, *Valais, événements politiques*, 1802-1816.

Fonds des imprimés valaisans.

## Archives fédérales (AF)

Période de la Diète (D), 162 à 195, *Recès de la Diète fédérale*, 1830-1848.

D, 934 à 948b, *Affaires intérieures du Valais*, 1839-1848.

E 21, *Polizeiwesen*, 14068, *Correspondance avec le canton du Valais*, 1893-1913.

E 21, 14071-14073, *Rapports des cantons, Valais*, 1884-1886.

E 21, 14088, *Enquête instruite contre les anarchistes, Valais*, 1885.

E 21, 14313, *Grèves des ouvriers du tunnel du Simplon*, 1899-1901.

E 21, 14406-14410, *Explosion d'une bombe à la gare de Sion, le 8 octobre 1907, 1907-1909.*

E 21, 14555, *Mesures de sécurité prises à l'occasion des festivités de l'ouverture du tunnel du Simplon, le 19 mai 1906, 1906.*

#### Archives de l'Evêché de Sion

Politica, *Relatio cum regimine*, 240 à 280, 349 à 390.

Politica, *Relatio cum gubernis*, 391 à 408, concordat Eglise-Etat, 1880-1881.

#### Bibliothèque cantonale et universitaire de Fribourg

L, 994, *Registre des abonnés au journal « Le Véridique », 1831-1833.*

## II. PUBLICATIONS OFFICIELLES

*Bulletin des séances du Grand Conseil du Canton du Valais, Sion, dès 1847. Bulletin officiel et Feuille d'Avis, puis Bulletin officiel du Canton du Valais, Sion, 1803-1811 ; Sion, dès 1816.*

*Comptes de l'Etat du Valais, Sion, 1849-1857.*

*Mémorial administratif de la préfecture du département du Simplon, Sion, 1811-1813.*

*Message concernant la représentation proportionnelle, Sion, 1895.*

*Message du Conseil d'Etat au Grand Conseil du Canton du Valais accompagnant la convention conclue avec le Vénérable Clergé du Diocèse de Sion pour le règlement définitif des rapports existants entre l'Etat et l'Eglise, Sion, 1879.*

*Message accompagnant le projet de révision de la constitution cantonale, Sion, 1905.*

*Message concernant l'opportunité de la révision de la constitution, Sion, 1904.*

*Nouvel Almanach..., Almanach portatif..., Annuaire du Canton du Valais, puis Annuaire officiel du canton du Valais, e.a. Sion, dès 1798.*

*Projets de budgets et budgets de l'Etat du Valais, Sion, 1847-1857.*

*Rapport de gestion du Conseil d'Etat, Sion, dès 1850.*

*Recueil des lois, décrets et arrêtés du Canton du Valais, Sion, 1802-1810 ; Sion, dès 1815.*

## III. SOURCES IMPRIMÉES

ALLET Alexis : *Démentis et justifications*, Sion, 1871.

(ALLET Alexis) : *Le régime conservateur et le régime radical en Valais*, Sion, 1861.

*L'Arbre de la liberté en Vallais, en 1831*, Genève, 1831.

BARMAN Joseph-Hyacinthe : *Le Vallais sous la Constitution de 1815 par un membre de la constituante valaisanne*, Paris, 1839.

BARMAN Maurice : *La contre-révolution en Valais au mois de mai 1844*, Vevey, 1844.

(BONJEAN Emmanuel) : *Réponse au prétendu Démophile ou les calomnies soussignées au calomniateur pseudonyme*, Genève, 1833.



*La chronique de Christian Massy de Grimentz (Anniviers) pour les années 1790-1840*, publiée par Grégoire Ghika et Michel Salamin, dans *Vallesia*, 1960, pp. 297-345.

*Démophile, ou conspiration tendant à asservir les Bas-Valaisans, éventée par un libéral du dizain de Monthey*, s. 1., (1833).

DENERIAZ Alexandre et CALPINI Jean-Baptiste : *M. Allet et les finances valaisannes*, Sion, 1871.

(DERIVAZ André) : *Evénements du Valais en 1843, recueillis par des témoins oculaires*, Genève, 1843.

(DERVILLE-MALECHARD) : *Réunion du Valais à la France*, Lyon, 1816.

*Dialogué entre l'auteur du Démophile et Jaques son colporteur*, s. 1., (1833).

*Documents pour servir à l'histoire de la révolution valaisanne de 1798*, publiés par André Donnet, dans *Vallesia*, 1964, pp. 1-188 ; 1976, pp. 1-186 ; 1977, pp. 1-246.

*Documents relatifs à l'histoire de la réunion du Valais à la Suisse (1813-1815)*, dans *Vallesia*, 1965, pp. 3-293.

*Dossier du procès relatif à la conjuration dite des « Crochets », à Monthey, en 1791*, publié par Pierre Devanthey, dans *Vallesia*, 1970, pp. 1-412.

FILLIEZ Maurice-Eugène : *La vérité à ses concitoyens du Valais*, Lausanne, 1847.

(GROSS César) : *La Constituante valaisanne*, Lausanne, 1837.

(GROSS César) : *Dialogue familial entre M. César Gross, notaire à Martigny et le nommé Bernard, de sa commune, Vevey, (1837 ?)*.

*Manifeste de l'assemblée du Haut-Clergé du diocèse de Sion, réuni en séance extraordinaire, à l'évêché, le 4 janvier 1839, (Sion), 1839.*

*Mémoire adressé au Conseil d'Etat du Canton du Vallais en novembre 1833, par les quatre dizains occidentaux, Entremont, Martigny, Saint-Maurice et Monthey, en réclamation de l'égalité des droits politiques*, Lausanne, 1834.

*Projet de statuts de la Jeune Suisse*, Sion, 1844.

RILLIET DE CONSTANT Louis : *Une année de l'histoire du Valais*, Genève, 1841.

RILLIET DE CONSTANT Louis : *Novembre et décembre 1847, Fribourg, Valais et la première division*, Berne, 1848.

RILLIET DE CONSTANT Louis : *Le Valais de 1840 à 1844*, Lausanne, 1845.

RIVAZ Anne-Joseph de : *Mémoires historiques sur le Valais (1798-1834)*, publiés par André Donnet, Lausanne, 1961, 3 vol.

STOCKALPER VON THURM Kaspar : *Beilagen zur aktenmässigen Darstellung der Ereignisse im Kanton Wallis, seit den fünfzig letzten Jahren*, Sitten, 1850.

(TORRENTE Alexandre) : *Quelques mots à un calomniateur pseudonyme*, (Sion), 1838.

*Le Valaisan désabusé, ou les aberrations des prétendus libéraux, dévoilées par un anonyme franchement patriote*, s. 1., 1833.

*Le Valais en 1847. Trois lettres d'un ambassadeur de France*, publié par Jean-Charles Blaudet, dans *Vallesia*, 1978, pp. 499-520.

## IV. JOURNAUX ET PÉRIODIQUES

- L'Ami des régents*, Sion, 1854-1856.  
*Le Bas-Valaisan*, Monthey, 1904-1906.  
*Bulletin des séances de la Constituante valaisanne*, Sion, 1839.  
*Le Confédéré*, Sion, 1861-1896 ; Martigny, dès 1896.  
*La Constituante*, *Gazette vaudoise*, Lausanne, 1831-1832 ; Aubonne, 1832.  
*Courrier du Valais*, Sion, 1843-1844, 1849-1857.  
*Le Courrier Suisse*, Lausanne, 1840-1853.  
*Le Défenseur de la Religion et du Peuple*, Sion, 1839-1840.  
*L'Echo des Alpes*, Sion, 1839-1844.  
*Gazette de Lausanne*, Lausanne, dès 1804.  
*La Gazette du Simplon*, Saint-Maurice, 1842-1843 ; Sion, 1844-1847.  
*Gazette du Valais*, Sion, 1855-1922.  
*L'Helvétie*, e.a. Porrentruy, dès 1832.  
*Jahresbericht des schweizerischen Grütlivereins*, dès 1860.  
*Journal du Valais*, Sion, 1848.  
*Die junge Schweiz - La jeune Suisse*, Bienne, 1835-1836.  
*La Justice*, Monthey, 1909-1910. *La Justice - Die Gerechtigkeit*, Lausanne, 1910-1913.  
*La Lutte*, Lausanne, 1901-1906.  
*Nouvelliste valaisan*, Saint-Maurice, dès 1903.  
*Le Nouvelliste vaudois*, Lausanne, 1824-1914.  
*L'Observateur*, Sion, 1846-1848.  
*Le Simplon*, Monthey, 1906-1908.  
*Le Vêridique*, Fribourg, 1831-1833.  
*Le Villageois*, Sion, 1871-1875 ; Vevey, 1876-1887.  
*Walliser Bote*, Sitten, 1840, 1851 et dès 1869. *Walliser Wochenblatt*, 1858-1869.

## V. ÉTUDES

- ABBET Claude : *Les débuts du mouvement syndicaliste libre et de la protection ouvrière en Valais (1900-1928)*. Mémoire de licence présenté à l'Université de Fribourg, 1977.  
 ANDREY Georges : *Les élections au Conseil national dans le Bas-Valais, 1850-1930*, dans *Développement et mutations du Valais (II)*, publié par le Groupe valaisan de sciences humaines, Martigny, 1976, pp. 243-269.  
 ARLETTAZ Gérard : *Esquisse d'une histoire des mentalités : le cas du Valais*, dans *Alliance culturelle romande*, cahier no 23, 1977, pp. 64-66.  
 ARLETTAZ Gérard : *La presse libérale et la naissance de l'opinion publique en Suisse française*, dans *Société et culture du Valais contemporain (I)*, publié par le Groupe valaisan de sciences humaines, Martigny, 1974, pp. 45-80.  
 ARLETTAZ Gérard : *Les tendances libérales en Valais, 1825-1839*. Mémoire de licence, Fribourg, 1971.  
 ARLETTAZ Gérard : *Les transformations économiques et le développement du Valais, 1850-1914*, dans *Développement et mutations du Valais (II)*, publié par le Groupe valaisan de sciences humaines, Martigny, 1976, pp. 8-62.  
 BERTHOUSOZ-HITTER Mary-Clotilde : *Dépouillement des vingt premières années de parution de la Gazette du Valais (1855-1874)*. Travail de diplôme présenté à l'Ecole de bibliothécaires de Genève, 1974.

BERTRAND Jules-Bernard : *Il y a 100 ans. La fondation de la Vieille-Suisse en Valais* dans *Annales valaisannes*, 1943, pp. 78-90.

BERTRAND Jules-Bernard : *La Jeune Suisse et ses débuts en Valais 1835-1840*, dans *Annales valaisannes*, 1936, pp. 134-153.

BERTRAND Jules-Bernard : 1839-1840. *La régénération valaisanne. Le centenaire du Grand Conseil*, dans *Annales valaisannes*, 1941, pp. 169-220.

BIDERBOST Paul : *Die Republik Wallis 1802-1810. Ein Beitrag zur Walliser Verfassungsgeschichte*, Visp, 1959.

BIELER Victor : *Notice sur les rapports entre l'Eglise et l'Etat en Valais depuis 1847*, Sion, (1930).

BIOLLAY Emile : *Le Valais en 1813-1814 et sa politique d'indépendance. La libération et l'occupation d'un département réuni*, Martigny, 1970.

BORTER Léopold : *L'Eglise, le clergé et l'Etat du Valais 1839-1849*, traduit de l'allemand par Grégoire Ghika, dans *Annales valaisannes*, 1964, pp. 241-420.

BOUCARD Louis : *L'Ecole primaire valaisanne à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et son histoire de 1798 à 1830*, Fribourg, 1938.

BUCHER Erwin : *Die Geschichte des Sonderbundskrieges*, Zürich, 1966.

COCATRIX Xavier de : *Examens pédagogiques des recrues en Valais de 1886 à 1906*, dans *Journal de statistique suisse*, Berne, 1907, pp. 195-319.

COURTHION Louis : *Le peuple du Valais*, Genève, 1903 ; réédition Lausanne, 1972.

DEVANTHEY Pierre : *La révolution bas-valaisanne de 1790*, Martigny, 1972.

*Etat du conseil municipal et du conseil bourgeois des chefs-lieux de district du Valais romand (1848-1965)* dans *Annales valaisannes*, 1966, pp. 181-351.

FARQUET Maxence : *L'école valaisanne de 1830 à 1910. Histoire et organisation*, dans *Vallesia*, 1949, pp. 75-230.

FOURNIER Béatrice : *Le gouvernement valaisan de 1857 à 1871. Mémoire de licence présenté à l'Université de Fribourg*, 1976.

FRASS Patrice : *Le Valais face à la révision de la Constitution fédérale du 19 avril 1874. Mémoire de licence présenté à l'Université de Fribourg*, 1976.

GATTLEN Anton : *Das Finanzgesetz von 1851 und die militärische Besetzung der Arner Schattenberge*, dans *Vallesia*, 1951, pp. 153-177.

GAUYE Oscar : *L'élaboration de la Constitution valaisanne du 12 mai 1815*, Sion, 1961.

GAY Hilaire : *Histoire du Vallais depuis les temps les plus anciens jusqu'à nos jours*, Genève, 1903.

GRUNER Erich, avec la collaboration d'ANDREY Georges ; EHINGER Paul et FRISCHKNECHT Ernst (e.a.) : *Les élections au Conseil national suisse, 1848-1819*, Berne, 1978, 4 vol.

GRUNER Erich et FREI Karl : *L'Assemblée fédérale suisse, 1848-1920*, Berne, 1966, 2 vol. et tableaux synoptiques.

IMHOFF Léon : *Les débuts de la presse socialiste en Valais*, dans *Annales valaisannes*, 1952, pp. 231-240.

JORIS Gérard : *Etude politique et sociale de l'Entremont dans le deuxième tiers du XIX<sup>e</sup> siècle. Mémoire de licence*, Fribourg, 1973.

JORIS Gérard : *La vie politique de l'Entremont à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*, dans *Société et culture du Valais contemporain* (I), publié par le Groupe valaisan de sciences humaines, Martigny, 1974, pp. 149-174.

KAUFMANN Beat : *Die Entwicklung des Wallis vom Agrar- zum Industriekanton*, Zürich, 1965.

Mélanges publiés à l'occasion du cent cinquantième anniversaire de la réunion du Valais à la Suisse (1815-1965), dans *Annales valaisannes*, 1965.

OLSOMMER Bojen : *Banque Cantonale du Valais 1858-1894, 1917-1967*, Sion, 1967.

PAPILLOU Jean-Henri : *La population valaisanne à l'époque contemporaine*, dans *Développement et mutations du Valais* (II), publié par le Groupe valaisan de sciences humaines, Martigny, 1976, pp. 63-126.

PAPILLOU Jean-Henri : *Les prix des marchés de Sion au XIXe siècle*, dans *Société et culture du Valais contemporain* (I), publié par le Groupe valaisan de sciences humaines, Martigny, 1974, pp. 81-118.

PITTELOU Marguerite-Chantal : *Le mouvement chrétien-social dans le Valais romand (1891-1949)*. Mémoire de licence présenté à l'Université de Fribourg, 1969.

RAYNAULD François : *Formation et évolution d'une élite dans une vallée alpestre. Le cas de Bagnes en Valais (Suisse)*. Mémoire de maîtrise présenté à l'Université de Montréal, 1976.

REY Pierre-Michel : *Le régime radical en Valais 1847-1857*. Mémoire de licence, Fribourg, 1971.

RIBORDY Louis : *La réaction de 1843 en Valais et le Sonderbund*, dans *Politisches Jahrbuch der Schweizerischen Eidgenossenschaft*, Berne, 1886, pp. 433-490.

RIVAZ Paul de : *Histoire contemporaine du Valais*, Sion 1946-1950, 2 vol.

ROHRER Françoise : *La mission Delarageaz en Valais. Décembre 1847 - Février 1848*, dans *Annales valaisannes*, 1976, pp. 3-72.

ROTEN Rosemarie : *Les débuts du radicalisme en Valais 1840-1848*. Mémoire de licence, Fribourg, 1971.

ROUX Elisabeth : *La vie politique en Valais 1875-1905*. Mémoire de licence présenté à l'Université de Fribourg, 1976.

RUFER Alfred : *Les deux projets de constitution de 1798 pour la République du Valais*, dans *Vallesia*, 1953, pp. 193-210.

RUFFIEUX Roland, avec la collaboration de Bernard Prongué (e.a.) : *Le Mouvement chrétien-social en Suisse romande 1891-1949*, Fribourg, 1969.

RUFFIEUX Roland : *Le referendum en tant que décision*, dans *La démocratie référendaire en Suisse au XXe siècle*, vol. I : *Analyse de cas*, Fribourg, 1972, pp. 13-37.

SALAMIN Michel : *Histoire politique du Valais sous la République helvétique (1798-1802)*, dans *Vallesia*, 1957, pp. 1-281.

SALAMIN Michel : *La République indépendante du Valais (1802-1810), L'évolution politique*, Sierre, 1971.

SEILER Andreas : *Histoire politique du Valais 1815-1844*, traduit de l'allemand par Grégoire Ghika, dans *Annales valaisannes*, 1951, pp. 453-579.

STOFFEL Oskar : *Die Konvention vom 7. November 1879 zwischen dem Bischof von Sitten und dem Staat Wallis*, Naters-Brig, 1967.

TORRENTE Jules de : *La Société sédunoise d'agriculture et le développement agricole de Sion, 1868-1908*, Sion, 1908.

WINDISCH Uli : *Analyse sociologique des systèmes politiques locaux. Avec une étude de cas sur une commune du Valais*, Lausanne, 1976.

## TABLE DES ILLUSTRATIONS

	page
Proclamation du Directoire exécutif provisoire : sûreté des personnes et des propriétés (AEV, Imprimés valaisans, 22 mars 1798) . . . . .	25
L'organe du régime : <i>Bulletin officiel et Feuille d'avis</i> , 17 mars 1805 (Bibliothèque cantonale) . . . . .	39
Proclamation du Conseil d'Etat à l'occasion de l'annexion du Valais à l'empire français (AEV, Imprimés valaisans, 14 novembre 1810) . . . . .	49
Sion au début du XIXe siècle (Gravure de Dunaine, dans A. Martin, <i>La Suisse pittoresque...</i> , Paris, 1835, Bibliothèque cantonale) . . . . .	67
Signatures d'hommes politiques ; marques domestiques de Valaisans moins illustres (AEV) . . . . .	85
Proclamation du gouvernement au sujet des troubles de Martigny, accompagnant celle du conseil du dizain de Monthey (AEV, Imprimés valaisans, 29 mai 1831) . . . . .	101
Un thème valaisan, cultures politiques et culte de la bouteille ( <i>Der Postheiri</i> , n° 23, 1850, Bibliothèque nationale) . . . . .	116-117
Les premiers journaux bas-valaisans d'opinion (Bibliothèque cantonale) . . . . .	135
Normalité et déviance dans un régime autoritaire (D'après l' <i>Illustrierter Extra-Postheiri</i> , 13 septembre 1845, Bibliothèque nationale) . . . . .	145
Proclamation du gouvernement provisoire au peuple valaisan (AEV, Imprimés valaisans, 3 décembre 1847) . . . . .	155
Avant et après les élections ( <i>Der Postheiri</i> , n° 10, 1851, Bibliothèque nationale) . . . . .	167
Les difficultés économiques - La Verrerie de Monthey ( <i>Le Carillon de Saint-Gervais</i> , 22 décembre 1860, BPU Genève) . . . . .	185
Après la faillite de la Banque Cantonale ( <i>Le Carillon de Saint-Gervais</i> , 21 février 1874, Bibliothèque nationale) . . . . .	209
Le Kulturkampf ( <i>Le Carillon de Saint-Gervais</i> , 31 janvier 1874, Bibliothèque nationale) . . . . .	219
Vers le désenclavement du Valais ( <i>Le Carillon de Saint-Gervais</i> , 6 avril 1889, Bibliothèque nationale) . . . . .	235
Les débuts de la presse socialiste (Bibliothèque cantonale) . . . . .	249
Les cercles électoraux pour l'élection du Grand Conseil ( <i>Le Carillon de Saint-Gervais</i> , 15 décembre 1860, BPU Genève) . . . . .	261
Découpage des arrondissements électoraux pour l'élection au Conseil national ( <i>Le Carillon de Saint-Gervais</i> , 28 décembre 1889, Bibliothèque nationale) . . . . .	279
L'équilibre des forces en 1872 et en 1874 lors de la révision de la constitution fédérale ( <i>Le Carillon de Saint-Gervais</i> , 28 février 1874, Bibliothèque nationale) . . . . .	289
La centralisation : une potion ? ( <i>Le Carillon de Saint-Gervais</i> , 7 février 1874, Bibliothèque nationale) . . . . .	301

# Table des matières

<b>AVANT-PROPOS</b>	<b>9</b>
<b>Première partie : LE POUVOIR ET LES HOMMES, par</b> <i>Jean-Henri Papilloud</i>	<b>13</b>
Chapitre 1 : UNE RÉVOLUTION, POUR QUOI FAIRE ? . . .	17
Maîtres et sujets . . . . .	17
De la révolte à la révolution . . . . .	19
Liberté, égalité, fraternité... . . . .	21
... des principes limités . . . . .	23
La révolution inachevée . . . . .	26
La victoire des notables . . . . .	29
Chapitre 2 : DE LA RÉPUBLIQUE INDÉPENDANTE AU DÉPARTEMENT DU SIMPLON . . . . .	33
L'affirmation de l'Etat . . . . .	34
La démocratie des notables . . . . .	42
Le Valais à l'heure française . . . . .	50
Chapitre 3 : LA RESTAURATION . . . . .	55
Les divisions internes . . . . .	56
Le dénouement . . . . .	59
L'Etat de la Restauration . . . . .	64
Le contrôle de la vie politique . . . . .	70
Chapitre 4 : LE PERSONNEL POLITIQUE (1802-1848) . . .	75
La stabilité du personnel politique . . . . .	75
Un personnel politique restreint . . . . .	79
L'élite politique . . . . .	83
Réseaux familiaux, clans, factions . . . . .	87
<b>Deuxième partie : LES CONFLITS IDÉOLOGIQUES, par</b> <i>Gérald Arlettaz</i>	<b>93</b>
Chapitre 5 : LES LIBÉRAUX DANS LE RÉGIME DE 1815 . .	97
L'anarchie de 1831 . . . . .	99
La naissance du programme libéral . . . . .	103
L'encadrement idéologique et partisan . . . . .	106
La victoire de 1839 . . . . .	107
Chapitre 6 : CONSERVATISME ET CATHOLICISME . . .	109
Le clergé . . . . .	109
Le conflit d'opinions . . . . .	110
L'élaboration d'une doctrine . . . . .	113

Chapitre 7 : LA RADICALISATION DU CONFLIT . . .	119
Un dénouement provisoire . . . . .	119
Le pouvoir libéral . . . . .	120
Le radicalisme . . . . .	126
La réaction cléricalo-conservatrice . . . . .	131
De l'anarchie à la guerre civile . . . . .	133
Chapitre 8 : LA DICTATURE POPULAIRE ET THÉOCRA- TIQUE DE 1844 . . . . .	138
« Le régime de fer » . . . . .	138
Les effets de la normalisation sur la vie politique . . . . .	141
L'hiver du Valais . . . . .	143
Le Sonderbund . . . . .	147
 Troisième partie : LA DÉMOCRATIE RADICALE, <i>par</i> <i>Michel Rey</i> . . . . .	 149
Chapitre 9 : LE DÉNOUEMENT DE 1847-1848 . . . . .	153
La grande chance du Sonderbund . . . . .	153
La révolution radicale . . . . .	154
La constitution du 10 janvier 1848 . . . . .	157
Chapitre 10 : LE POUVOIR RADICAL . . . . .	160
L'Etat radical . . . . .	160
Elections et votations . . . . .	161
La résistance au régime . . . . .	163
La mort lente . . . . .	166
Chapitre 11 : L'OPPOSITION AU CHANGEMENT . . . . .	170
Un ennemi privilégié : le clergé . . . . .	170
Une mythologie trahie : le progrès par l'instruction . . . . .	175
Une réalité non surmontée : la crise financière . . . . .	179
La liquidation du régime radical . . . . .	183
Un nouvel équilibre politique . . . . .	184
 Quatrième partie : LA DÉMOCRATIE CONSERVATRICE . . . . .	 189
Chapitre 12 : LE RÉGIME ALLET, <i>par Michel Rey</i> . . . . .	193
Le « gouvernement personnel » d'Alexis Allet . . . . .	193
Eglise et Etat : des rapports difficiles . . . . .	197
Une gestion financière antipopulaire . . . . .	199
La grande affaire du régime : la Banque Cantonale du Valais . . . . .	202
La chute du régime Allet . . . . .	210
La faillite du « gouvernement réparateur » d'Alexis Allet . . . . .	212
Chapitre 13 : LE RÉGIME DE TORRENTÉ, <i>par Elisabeth Roux</i> . . . . .	215
Les nouveaux dirigeants . . . . .	216
L'idéologie conservatrice . . . . .	217
L'opposition libérale-radical . . . . .	227
Chapitre 14 : L'ÉVOLUTION POLITIQUE AU TOURNANT DU SIÈCLE, <i>par Elisabeth Roux</i> . . . . .	229
L'ouverture aux minorités . . . . .	229
Les transformations politiques . . . . .	237

Chapitre 15 : LES DÉBUTS DU SOCIALISME, <i>par Gérald Arlettaz</i> . . . . .	241
La société du Grutli . . . . .	241
Des anarchistes ? . . . . .	244
Le percement du Simplon et les débuts de l'industrialisation . . . . .	245
La presse néo-radical�� et l'esprit du Simplon . . . . .	248
Du syndicalisme chablaisien au socialisme valaisan . . . . .	251
 Cinquième partie : LE PEUPLE AUX URNES ! . . . . .	 255
Chapitre 16 : LE GRAND CONSEIL VALAISAN, 1857-1905, <i>par Patrice Frass</i> . . . . .	259
Le rôle de la population . . . . .	260
Analyse de la députation . . . . .	264
Chapitre 17 : LES ÉLECTIONS AU CONSEIL NATIONAL (1848-1918), <i>par Georges Andrey</i> . . . . .	270
Les constantes . . . . .	271
Les variables . . . . .	275
Chapitre 18 : LE VALAIS ET LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION FÉDÉRALE DE 1874, <i>par Patrice Frass</i> . . . . .	287
La marche à la révision . . . . .	290
La proclamation du Conseil d'Etat au peuple valaisan . . . . .	293
L'action de la presse . . . . .	294
Les résultats du 19 avril 1874 . . . . .	296
Chapitre 19 : LE VALAIS ET LE DÉVELOPPEMENT DE LA LÉGISLATION FÉDÉRALE, 1874-1900, <i>par Patrice Frass</i> . . . . .	299
Les lois indignes . . . . .	302
Consolations passagères . . . . .	304
Affaires économiques et sociales : l'incompréhension . . . . .	306
Droit et armée : l'opposition traditionnelle . . . . .	309
 DÉMOCRATIE ET HISTOIRE . . . . .	 311
CHRONOLOGIE . . . . .	315
BIBLIOGRAPHIE . . . . .	321
Table des illustrations . . . . .	327
Table des matières . . . . .	328



Achévé d'imprimer  
en octobre 1979  
sur les presses  
de l'Imprimerie Montfort  
1920 Martigny (Suisse)





# **Société et culture du Valais contemporain**

Groupe valaisan de sciences humaines

## **I. SOCIÉTÉ ET CULTURE DU VALAIS CONTEMPORAIN**

Roland RUFFIEUX, Préface

Maria-Pia TSCHOPP, Maurice Chappaz, chantre du Valais d'hier et d'aujourd'hui  
Gérald ARLETTAZ, La presse libérale et la naissance de l'information politique en  
Suisse française

Jean-Henri PAPILLOUD, Les prix des marchés de Sion au XIXe siècle

Pierre-Michel REY, Migrations intérieures en Suisse : le cas Valais-Genève (1900-1960)

Gérard JORIS, La vie politique de l'Entremont à la fin du XIXe siècle

François NOIRJEAN, Evolution des communes bourgeoise et municipale dans le  
Jura et en Valais au XIXe siècle

1974 - 187 pages, 30 francs

## **II. DÉVELOPPEMENT ET MUTATIONS DU VALAIS**

Gérald ARLETTAZ, Les transformations économiques et le développement du Valais,  
1850-1914

Jean-Henri PAPILLOUD, La population valaisanne à l'époque contemporaine

Maria-Pia TSCHOPP, La condition de la femme en Valais

Albert ARLETTAZ, Fédéralisme et collectivités locales : l'exemple de Vouvry

Géo BÉTRISEY, Le Valais face à l'aménagement du territoire

Georges ANDREY, Les élections au Conseil national dans le Bas-Valais, 1850-1930

1976 - 272 pages, 35 francs